TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 196

DERNIÈRE ÉDITION

MERCREDI 28 JANVIER 1981

Les menaces de grève se multiplient en Pologne

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 CFA ; Danemark, 6 kr. ; Espagne, 60 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 700 l. ; Liban, 300 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4 kr ; Pays-Bas, 1,50 fl ; Portugal, 48 esc. ; Sénégal, 240 CFA ; Suède, 3,75 kr. ; Suisse, 1,20 fr. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 36 din.

Tarif des abonnements page 37

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

Le président du Brésil à Paris

Les défis de Brasilia

La visite officielle en France du général Joao Figueiredo, président du Brésil, attendu à Paris le mercredi 28 janvier, offre l'occasion de plusieurs réflexions. Tout d'abord, sur la nature et l'ampleur de la coopération franco-brésilienne depuis une quinzaine d'années. Ensuite, sur les avatars du « modèle » de développement mis en place à Brasilia par les militaires à partir de 1964. Sur les perspectives, en troisième lieu, d'un processus d'ouverture politique devant déboucher sur une démocratisation complète des institutions en 1985, processus amorcé par le général Geisel, prédécesseur du général Figueiredo, mais repris et amplifié par ce dernier depuis mars 1979.

Le moins que l'on puisse dire est que le voyage spectaculaire de de Gaulle au Brésil, en 1964, six mois après le coup d'Etat, n'a pas eu beaucoup d'effets sur le plan économique. Le général se méfiait de l'orientation, résolument pro-américaine au départ, de la nouvelle équipe dirigeante. Une relance de la coopération a été concrétisée par le voyage de M. Giscard d'Estaing, à Sao-Paulo, en 1971. Le rythme des échanges s'est accru depuis, et des accords importants ont été conclus pour de grands travaux. En 1980, Paris a accordé au Brésil des crédits de 2 milliards de francs à un faible taux d'intérêt. Mais la France reste, malgré tout, un partenaire modeste d'un Brésil dont l'expansion économique et industrielle a été rapide. Elle est dépassée, et de loin, par les Etats-Unis, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon, entre autres, qui ont su répondre aux besoins nouveaux d'un Brésil, puissance industrielle, alors que les entreprises françaises, sauf brillantes exceptions, ont souvent manqué d'imagination et, plus encore, d'audace.

La visite du général Figueiredo et la signature probable d'un second protocole financier entre Paris et Brasilia vont permettre une participation plus importante de la France dans le plan brésilien de développement énergétique et dans les télécommunications. Alors que d'autres partenaires s'interrogent sur la solvabilité d'un Brésil durement touché lui aussi par la crise mondiale de l'énergie, la France continue de faire confiance aux dirigeants de Brasilia, dont l'un des paris est de sortir sans grand dommage des prochaines années noires.

La très lourde facture pétrolière est certes l'un des éléments de la crise économique et financière brésilienne : dette extérieure de 55 milliards de dollars, taux d'inflation de 110 % en 1980, déficit de la balance commerciale. Mais ce n'est pas le seul. Les dirigeants brésiliens contestent aujourd'hui avoir voulu mettre en place un « modèle » original de développement. Leur modestie nouvelle s'explique par les retombées négatives du « miracle économique » des années 60, qu'ils renient également. Ils insistent sur les acquis de leur croissance, qui ne sont pas niables, et font valoir, non sans raison, l'énorme potentiel de leurs richesses non encore exploitées et parfois à peine répertoriées. Souvent plus frappé que d'autres nations en voie de développement, le Brésil dispose aussi d'atouts supplémentaires.

Il reste qu'un vaste débat est engagé au Brésil même sur les options économiques d'un régime qui prétend aujourd'hui que les sacrifices soient équitablement partagés au nom de l'austérité. Avec la liberté reconquise par la presse et par les nouvelles formations politiques, l'opposition fustige une politique qui a fait la part trop belle aux transnationales et qui a favorisé une très forte concentration des revenus. Mais des voix s'élèvent aussi dans les milieux dirigeants, dans le patronat, dans les syndicats, plus agressifs, dans l'Eglise, pour réclamer plus de rigueur économique et davantage de détermination dans la démocratisation promise.

Mon pays est une démocratie que nous cherchons à perfectionner

nous déclare le général Figueiredo

Le président brésilien Joao Baptista Figueiredo doit faire, à partir de mercredi 28 janvier, une visite officielle de cinq jours en France. Cette visite devrait favoriser une relance sérieuse de la coopération franco-brésilienne. Elle répond à celle que M. Giscard d'Estaing a faite au Brésil en octobre 1978.

Trois entretiens en tête en tête sont prévus au cours desquels les dossiers économiques occuperont une place primordiale. Les responsables du plan, des finances, des mines et de l'énergie figurent dans la délégation brésilienne. Les Brésiliens escomptent que l'attitude favorable de Paris incitera ses autres créanciers à leur renouveler leur confiance.

Avant de quitter la France, dimanche, pour le Portugal, le président brésilien visitera l'école de cavalerie de Saumur et les installations nucléaires du Tricastin.

« La France et le Brésil partagent les mêmes valeurs. Nous avons le même attachement à la cause de la paix et de la liberté ; nous avons foi dans le progrès et dans l'égalité des peuples. La France et le Brésil ont un désir identique de voir l'harmonie l'emporter parmi les nations occidentales. Et quand je dis « Occident », c'est un concept large, qui ne distingue pas entre pays riches et pays pauvres. Chacune des aspirations de ces nations occidentales doit être respectée, indépendamment du stade de développement économique qu'elles ont pu atteindre. C'est dans cette optique et en songeant à ces valeurs communes que j'ai accepté l'invitation à me rendre dans votre pays. »

Le général Joao Baptista Figueiredo, chef d'Etat du Brésil, a bien voulu répondre à quelques questions du Monde avant son départ de Brasilia pour Paris. Le général Figueiredo envisage, ultérieurement, de se rendre en République fédérale d'Allemagne et en Roumanie.

« Finalement, dit-il, le dialogue Nord-Sud se développe fondamentalement dans ce que j'appelle notre espace politique, et ce dialogue doit être un facteur de rapprochement entre les peuples. Mais le moment actuel réclame beaucoup de largeur de vue et de souplesse. Nous devons rejeter les hégémonies et les simplifications. Les décisions qui sont à prendre impliquent une participation large et équitable. Les rapports avec les autres nations doivent s'établir sur des bases sérieuses. Plus le nouvel ordre économique mondial sera juste, plus profitables seront nos relations. Et cela est vrai des rapports entre pays développés et nations en voie de développement. »

Propos recueillis par
MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 3.)

PAGE 4 :

LE DÉBUT D'UNE ENQUÊTE DE J.-C. POMONTI EN ANGOLA

La flambée du dollar

La ruée sur la monnaie américaine reflète la confiance en M. Reagan des milieux financiers internationaux

Les cours du dollar ont poursuivi leur hausse sur tous les marchés des changes, s'inscrivant mardi 27 janvier à leur plus haut niveau depuis le printemps 1978, soit 4,75 F à Paris contre 4,725 F, et 2,06 DM à Francfort contre 2,0450 DM. Les banques centrales, y compris la Banque de France, sont intervenues pour freiner la baisse du deutschemark. Le cours de l'once d'or de 31,15 grammes, qui avait lourdement chuté lundi de 567 à 530 dollars, a continué à baisser dans des marchés extrêmement nerveux, tombant aux environs de 520 dollars. La ruée sur la monnaie américaine reflète la confiance en M. Reagan des milieux financiers internationaux.

La chute de l'or se poursuit

Quelque chose de capital, lourd de conséquences sur le plan mondial, est en train de se produire sur les marchés des changes : alors que les taux d'intérêt aux Etats-Unis, dont l'ascension vertigineuse a provoqué une hausse continue du dollar, plafonnent et semblent même manifester une légère tendance à la baisse, une très forte demande s'est portée sur la monnaie américaine en ce début de semaine. Détenteurs de capitaux en deutschemarks ou en francs suisses, anxieux de s'en débarrasser, entreprises nationales et multinationales soucieuses, avant tout, d'acquérir des devises pour leurs besoins commerciaux, tout le monde s'est rué sur le dollar.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 38.)

DES COMMUNISTES DANS UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE ?

M. Mitterrand n'entend pas se prononcer prématurément

(Lire page 8 l'article de JEAN-MARIE COLOMBANI)

Entretien avec...

M. Didier Bariani

« Il faut d'autres hommes, d'autres perspectives et un schéma différent »

Le parti radical, formation constitutive de l'Union pour la démocratie française, s'est fait remarquer à plusieurs reprises au cours de l'année 1980 pour la manière quelque peu conflictuelle dont il conçoit parfois ses relations avec les autres partis de la majorité. Soucieux de ne pas être assimilé à ses partenaires et de ne pas disparaître, il s'efforce de sauvegarder une image propre à le situer à l'aile gauche de la majorité, même si cela conduit parfois ses représentants à paraître remettre en cause — du moins en paroles — une alliance à laquelle ils doivent de compter des élus à l'Assemblée nationale.

M. Didier Bariani, président du parti radical, réaffirme ci-dessous sa loyauté à l'alliance giscardienne mais en marque aussi les limites : « Une alliance n'est pas un bâillon », dit-il, et il se prononce pour « un autre septennat » avec « d'autres hommes, d'autres perspectives et un schéma différent ».

« *Le président du parti radical donne parfois l'impression d'être le porte-parole d'un giscardisme sans enthousiasme, d'un giscardisme mou.*

— C'est surtout un manque d'enthousiasme pour ce qui a été effectivement réalisé au cours du septennat. En fait, les radicaux ont mesuré la distance qui sépare les intentions de départ et ce qui a été fait en réalité. On ne peut pas dire que ce soit du giscardisme mou car nous, radicaux, nous demeurons persuadés que Valéry Giscard d'Estaing est le meilleur élève de la classe : celui qui dispose des plus grandes qualités pour appréhender les chances et les handicaps de la société française face aux données mondiales. En réalité, c'est une déception née du décalage entre ce qui avait été promis et ce qui a été tenu.

— *Vous avez un exemple ?*

— En 1974, le soutien du parti radical n'allait pas de soi. Il ne faut pas oublier que les radicaux étaient encore dans l'opposition. Ils y étaient depuis 1958. Le soutien à Valéry Giscard d'Estaing avait été âprement discuté au sein du parti. A tel point que c'est seulement au deuxième tour que nous nous sommes prononcés pour Valéry Giscard d'Estaing ; et ce en mettant en avant les deux thèmes qui fondaient — et continuent de fonder — la doctrine du parti : le contrôle de l'argent public et la diffusion des pouvoirs.

Propos recueillis par
NOËL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

Mme d'Arc

Feintes ou réelles, les saintes colères de Mme Marie-France Garaud font plaisir à voir. Lundi soir à Antenne 2 elle aura ébloui plus d'un adversaire et fait trembler plus d'un ennemi.

Si elle échoue dans sa tentative de devenir la première présidente de la République française, il faudra lui trouver un emploi pour utiliser son entrain et sa vigueur.

On verrait assez bien cette dame de fer à la française tenir le rôle d'avocat général au tribunal de l'histoire. Elle pourrait aussi être utile, moderne Jeanne d'Arc, si les abominables rouges dont lui parlent ses « voix » s'avisaient, dans leur incessante progression, de s'emparer du monde libre.

Si l'on n'a pas besoin d'un chef de guerre, il faudra quand même lui donner l'occasion de faire ses preuves. Le prochain chef de l'Etat pourrait la recruter comme conseiller, à moins que ce ne soit le prochain premier ministre. On verrait alors ce qu'on a déjà vu.

BRUNO FRAPPAT.

POINT

Folie et indifférence

C'est dans un asile ordinaire, très ordinaire que M. Marc Blanc-Lapierre a passé, indûment, comme vient de le reconnaître le tribunal de grande instance de Toulouse, dix ans de sa vie. Or, ont estimé les juges, une année d'internement d'office aurait suffi. Aussi l'Etat a-t-il été condamné à verser 170 000 francs à la victime, pour réparation.

Il serait injuste de juger sommairement, à partir d'une telle affaire, l'ensemble du système de la psychiatrie publique, et d'en conclure que les internements arbitraires y sont légion : la loi de 1838, si critiquée, assure, tant bien que mal, une protection relativement efficace des personnes et des biens.

En revanche, cette affaire met cruellement en lumière l'extraordinaire indifférence dans laquelle vit cette population, de loin plus nombreuse que celle des prisons — 268 000 personnes sont passées dans les hôpitaux psychiatriques en 1978, — une population que tout concourt à laisser dans l'oubli. L'image de la folie, celle des asiles, tout se conjugue pour que rien n'émerge d'un tel milieu, rien sinon des protestations individuelles qui, parfois, rompent ce silence.

Pourtant, l'administration et un certain nombre de psychiatres avaient, en 1960, imaginé une bonne politique de rechange, la « sectorisation » qui aurait dû, depuis, modifier radicalement les conditions d'accueil des malades mentaux et rendre difficilement imaginable une aventure telle que celle qui vaut à l'Etat, aujourd'hui, une retentissante condamnation. Or, mises à part quelques brillantes expériences, il n'en a rien été. L'Etat a même laissé construire, depuis 1960, trente-trois mille lits de plus dans les asiles, alors que la France était déjà — quantitativement — suréquipée.

Aussi, un rapport du ministère de la santé et de la sécurité sociale, qui n'a pas été officiellement publié (le Monde, du 3 octobre 1980), concluait-il, dans ce domaine, à l'incohérence de l'action des pouvoirs publics. Il y a pire que l'incohérence : l'indifférence.

(Lire notre information page 10.)

« PETER GRIMES », DE BRITTEN, A L'OPÉRA DE PARIS

Jon Vickers grand comme la mer

Trente-six ans après sa création, « Peter Grimes » entre au palais Garnier, où il n'avait fait qu'une apparition fugitive lors de deux représentations de Covent Garden en 1948. Le premier opéra de Benjamin Britten a pris, lundi soir, une revanche éclatante sur cette longue méconnaissance, et remporté un grand succès grâce à une production de très haut niveau, qui affirme la qualité du travail fait à l'Opéra par les chœurs, l'orchestre et les chanteurs français, qui se sont parfaitement amalgamés avec d'excellents chanteurs anglais dans cette réalisation de Covent Garden, sous la direction exceptionnellement précise et saisissante de John Pritchard, grâce surtout à la bouleversante incarnation de Grimes par Jon Vickers.

Dans ce premier opéra écrit à la fin de la guerre d'après un poème de George Crabbe, Britten a chanté son pays, le Suffolk, où il avait toujours vécu, « *la côte farouche et impressionnante de Aldeburgh* », à l'est de l'Angleterre, où il allait d'ailleurs se fixer complètement et créer un des plus importants festivals britanniques.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 17.)

Le Monde

idées

LE SORT DE Mme JIANG QING

Jiang Qing, la veuve de Mao, a donc été condamnée à mort avec un sursis de deux ans par le tribunal de Pékin.

Le M.L.F. international avait auparavant lancé en sa faveur un appel qui a suscité pas mal de réactions.

Pour Mme Cheng Ying-hsiang, les signataires se sont déshonorés purement et simplement puisque aussi bien ils n'ont jamais levé le petit doigt en faveur des innombrables victimes de l' *« impératrice rouge »*.

Jean Chesneaux demande tout de même qu'on porte un jugement équitable sur la révolution culturelle, dont il souligne l'aspect « anti-nomenklatura », *primordial à ses yeux*.

Le M.L.F. s'est déshonoré

par CHENG YING-HSIANG (*)

FRANÇAISE d'origine et de culture chinoise, professionnellement vouée depuis de longues années à suivre au jour le jour l'évolution des affaires de la nouvelle Chine, je n'ai pas pu ne pas être profondément choquée par la campagne « Sauvons Jiang Qing » lancée par le M.L.F. International. *Malgré son caractère apparemment humanitaire*, en effet, il s'agissait d'une opération politique de réhabilitation-glorification de Jiang Qing présentée comme une héroïne et une martyre du féminisme et, par extension, *de réhabilitation-glorification* de son défunt mari, le « président » Mao. Le seul fait que les initiatrices de la campagne se référaient au slogan des « grands soirs » de la révolution culturelle : « Il est juste de se révolter » ne *laisse* d'ailleurs aucun *doute* à cet égard.

Le procès aurait-il donc été celui d'une pauvre femme sans défense ? Allons donc ! C'était le procès d'une grande criminelle, de l'une *des « grandes figures » du* règne le plus sanglant et le plus rétrograde qu'ait jamais connu la Chine, celui du « Grand Timonier ». Jiang Qing, il ne faudrait quand même pas l'oublier, a été, en tant que compagne et collaboratrice *numéro un du Mao de la* période de la révolution culturelle, l'un des piliers d'un régime qui a mis la Chine à feu et à sang, qui l'a plongée dans le chaos social et économique, qui a stérilisé sa vie culturelle, qui l'a sou*mise aux horreurs de l'inquisition* la plus perverse et qui a envoyé aux tombeaux des centaines de milliers, sinon des millions de ses enfants.

Le procès de Jiang Qing et des *trois membres de la « bande des* quatre », certes, a été conduit de façon tout à fait irrégulière quant à la procédure et *surtout quant au fond*, puisque aussi bien le silence y a été presque constamment observé sur le coupable principal, *Mao Zedong. Mais ce que les Occi*dentaux ont jugé être le « courage », la « dignité » de Jiang Qing n'aura été en fait que l'arrogance d'une impératrice déchue. Ce qui a permis à cette femme de jouer si bien son dernier rôle, c'est qu'elle *savait pouvoir compter sur* la complicité de quelques hommes toujours au pouvoir qui ne voulaient à aucun prix que l'on touchât à Mao de peur de perdre les privilèges qu'ils s'étaient acquis grâce à la révolution culturelle.

Le procès de Jiang Qing et des trois autres membres de la « bande *des quatre » s'apparentait beau*coup moins à un « procès de Moscou » qu'à un « procès de Nuremberg » (1). Jiang Qing, assurément, n'est pas un équivalent femme de Trotsky ou de Boukharine. C'est un équivalent *femme de Goebbels ou de Goering*. C'est pour sauver une pareille personne qu'il aurait fallu se mobiliser, remuer ciel et terre, et faire les « manifs » qu'on s'est refusé à faire lorsqu'il s'agissait de défendre un vrai héros de l'opposition *démocratique, Wei Jing-sheng*, à la fin de 1979 ! Ah non ! Ah vraiment non !

L'âme damnée

Starlette sans mérite de la Shanghai des années 1930, Jiang Qing s'est bornée, lorsqu'elle a débarqué à Yenan, à user de ses charmes pour conquérir le cœur d'un Mao Zedong déjà extrêmement autocratique, puis pour le *forcer à répudier sa femme*, He Zizhen, une authentique combattante révolutionnaire. Elle ne s'est pas contentée de suivre Mao, elle est devenue son âme damnée au moment où il a lancé la révolution culturelle. Elle a été avec *l'assentiment* de son mari, et grâce à la machine de la très puissante police *secrète* que dirigeait son ami Kang Sheng, l'instigatrice de l'assassinat de Liu Shaoqi, de Peng Dehuai, de He Long et de beaucoup d'autres *remarquables leaders de la révo*lution chinoise, l'instigatrice de *l'emprisonnement* et de la torture de leurs femmes, de leurs enfants, de leurs parents, l'instigatrice de la persécution de centaines de responsables de l'appareil de *l'Etat et de celui du parti. Quand* elle commettait ces crimes, jamais elle ne s'est souciée, elle, de monter ne serait-ce qu'une parodie de procès.

Dans l'unique but d'effacer toutes les traces des moments les *moins reluisants de son passé, elle* a fait mettre sous les verrous puis torturer sans merci les acteurs et les actrices de grand talent et de grand renom qui l'avaient connue quand elle était starlette ; et nombre d'entre eux sont morts *de la sorte dans les conditions* les plus abominables ou, comme Zhao Dan, n'ont dû qu'à un miracle la grâce d'une courte survie. Artistes, écrivains, juristes, etc. : tous ceux d'entre eux dont le talent insultait de quelque *façon à l'éclatante médiocrité* de la femme de Mao Zedong ont fait pendant dix ans l'objet de ses soins les plus furieux. Et c'est à elle *encore*, *tout* autant qu'à Mao Zedong, qu'il convient d'imputer la responsabilité des batailles fratricides entre gardes rouges, de massacres de gardes rouges par les soldats de Lin Biao et de tous les épisodes de *guerre civile qui n'ont cessé* d'ensanglanter de 1966 à 1971 la terre chinoise.

Lin Biao abattu, la « bande des quatre » qui (étaient cinq) a continué à faire la loi. Mais elle a ainsi achevé de dresser contre elle une part non négligeable de la classe dirigeante et suscité au sein du peuple un mécontentement grandissant. Pour mater les bureaucrates qui osaient lui tenir tête, elle se dépêchait de pro*noncer aussitôt après la mort de* Zhou Enlai la seconde disgrâce de Deng Xiaoping, au début de 1976. Mais cette fois c'en était trop. A Pékin, le 5 avril 1976, et dans beaucoup d'autres villes aux alentours de la même date, *le peuple se révoltait. Et contre qui* se révoltait-il ? Contre Jiang Qing tout autant que contre Mao Zedong, contre le couple Mao-Jiang. Tandis qu'il qualifiait Mao Zedong de nouvel empereur Qin, il comparait tout bonnement *Jiang Qing à Ci Xi (l'ultime et* sanguinaire impératrice de la dynastie détestée des Mandchous).

C'est cette réaction du peuple qui a hâté la mort de Mao et qui a acculé Hua Guofeng et quelques autres à jeter les « quatre » en prison sitôt Mao mort. Si le slogan *« Il est juste de se révolter »* a un sens en Chine, ce n'est pas du tout celui que viennent d'essayer de lui redonner les initiatrices de la campagne « Sauvons Jiang Qing », c'est celui que lui ont redonné *les héros du Mouvement du* 5 avril 1976 en se soulevant pour en finir avec la tyrannie de Mao Zedong et de Jiang Qing.

Vous vous êtes déshonorées, vous, les femmes du M.L.F. Interna*tional, en choisissant de pren*dre fait et cause pour Jiang Qing et de la sacrer héros de l'émancipation de la femme en Chine comme dans le reste du monde. Vous vous êtes déshonorées et, qui plus est, vous avez témoigné d'un *formidable mépris* pour les femmes chinoises.

Qu'avez-vous fait pour eux ?

Qu'avez-vous fait, vous, les signataires de l'appel en faveur de Jiang Qing au cours des années passées pour hâter l'heure de la *délivrance de centaines et de* milliers d'artistes, d'écrivains, et de juristes chinois des deux sexes emprisonnés, torturés et réduits au silence par le Nouvel Empereur Qin et par *la Nouvelle* Ci Xi ?

La romancière Ding Ling, par exemple, dont le cas était bien connu en *Occident*, a été *envoyée* en prison, puis en exil, dans le Grand Nord chinois pour avoir osé mettre en doute la validité de la politique de Mao dans le domaine de la culture. Avez-vous jamais levé le petit doigt pour *elle durant les deux décennies* qu'aura duré son calvaire ? Aux lendemains de la chute des « quatre », toute la lumière a été faite en Chine comme hors de Chine, *sur le cas de Zhang Zhixin*, une jeune communiste pétrie d'idéalisme que les sbires de la bande de Mao Yuanxin, le neveu de Mao Zedong, avaient torturée, violée et, pour finir, exécutée à Shanyang, en 1974, pour la punir d'avoir *osé critiquer* la révolution culturelle dans son principe. Avez-vous alors réagi ?

Plus récemment encore, en 1979, une jeune contestataire coupable d'avoir organisé à Pékin *des manifestations contre l'injus*tice et la misère léguées au peuple chinois par plus de vingt années de folies maoïstes, Fu Yuehua, a été arrêtée, torturée et condamnée à de longs mois de prison. Avez-vous protesté ? Le cas des innocentes victimes de l'injustice vous intéresse moins, semble-t-il, que *celui des criminelles auxquel*les un exercice insuffisant de la *justice permet encore de mordre*. Le cas des femmes peu connues qui luttent au sein du peuple contre la tyrannie vous fascine moins, semble-t-il, que celui des femmes très connues qui profitent de leur mariage avec les pires despotes pour renforcer la *tyrannie. Quel est ce féminisme ?*

Je soupçonne que beaucoup de contre-signataires de l'appel « Sauvons Jiang Qing » ont été abusés, *surpris dans leur bonne* foi. Mais je pense que plusieurs de ses initiateurs savaient très bien ce qu'ils faisaient, qu'ils ont opéré en toute connaissance de *cause et que c'est la nostalgie* du totalitarisme maoïste qui les a, comme on dit, « motivés ».

Tous ceux qui, en Occident et *plus spécialement en France*, écrivains et journalistes, ont entretenu le culte de Mao Zedong, de Jiang Qing et de leurs complices, et ont pu l'entretenir parce qu'ils se sont arrangés pour acquérir et pour garder un quasi-monopole de l'information sur la Chine, portent devant l'opinion une responsabilité particulièrement lourde. Car c'est à cause d'eux qu'un si grand nombre de *Français* sont restés et restent toujours extrêmement ignorants des *réalités* de la Nouvelle Chine et qu'il a été possible à une petite poignée de manipulateurs de monter une opération aussi honteuse que celle du lancement d'une campagne « Sauvons Jiang Qing » sous les auspices du *M.L.F. Ces propagandistes du* pire des maoïsmes ne se sont d'ailleurs pas bornés, au demeurant, à abuser l'opinion occidentale ; ils se sont réellement rendus complices de la classe des exploiteurs et des oppresseurs les plus impitoyables du peuple chinois. Ce sont des intellectuels *aussi dévoyés que ceux* qui avaient choisi de se faire les chantres du *fascisme et du na*zisme à la veille de la seconde guerre mondiale et pendant toute sa durée.

(*) Attachée de recherche au Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques.

(1) Voir notre article dans *Esprit* de janvier 1981.

Les questions du maoïsme

par JEAN CHESNEAUX (*)

LE silence retombe sur la Chine… Que Pékin ait monnayé auprès des chaînes américaines les droits télévisés du procès a fourni à nos médias un excuse *facile pour en réduire l'importance*. Mais le procès de Pékin n'a pas été qu'une sordide collecte de devises fortes.

*Ce procès, dirigé contre une fac*tion, a été mené par la faction rivale avec *un* acharnement revanchard. C'est un règlement de comptes qui passe totalement par-dessus la tête du peuple chinois. Celui-ci, manipulé le temps d'un printemps, *a été prié avec une rigueur toute* confucéenne de ne plus se mêler des affaires de l'Etat ; il va s'enfoncer encore un peu plus dans la passivité résignée et sceptique.

Ce procès frappait notamment une femme ; il jouait ainsi sur la misogynie latente de la « Chine de toujours ». Cette femme a tenu tête jusqu'au bout aux puissants du parti-Etat, elle a défié le vieil impératif *confucéen du consensus codifié* par en haut. C'est pourquoi on l'a condamnée à mort avec sursis.

Ce procès a été surtout une masca*rade au sens précis du terme*. Il a opéré derrière des masques, pour finalement mettre en cause la révolution culturelle et Mao.

La *révolution culturelle, dans son* principe, a été un mouvement « anti-establishment » : c'est pourquoi son souvenir est si insupportable à la « nomenklatura » chinoise. Elle avait eu chaud.

La révolution culturelle, notamment, s'en était prise sous l'influence de Jiang Qing à la culture traditionnelle chinoise, formaliste et figée, car c'était la terre nourricière de *l'élitisme politique des cadres*. Cette dénonciation, certes, n'avait abouti qu'à des œuvres factices, finalement aussi académiques. Mais nos esthètes détracteurs de Jiang Qing sont-ils prêts à imposer le grégorien, *aussi* impérativement que le vieil Opéra de *Pékin* !

Les véritables accusés du procès de Pékin, ce sont les innovations politiques du maoïsme : méfiance envers les experts formés en Occident, rôle de la milice aux côtés de l'armée professionnelle, travail *manuel productif des cadres, place* accrue des femmes dans la vie politique.

Ces innovations sont inséparables de la personne même de Mao, complexe et fascinante s'il en fût : ni Edgar Snow, ni Brecht, ni Malraux ne s'y étaient trompés. Ses écrits, surtout dans la version des *gardes rouges* (1), *le révèlent vision*naire délirant, homme d'appareil cynique, poète hermétique et raffiné, gestionnaire désinvolte, d'une industrialisation hâtive, taoïste serein.

C'est bien lui, reconnaissent les dissidents chinois, *« qui a été le libérateur de la jeunesse avant de l'envoyer dans les camps ou à la campagne. Il lui a donné sa première chance de délier la bureaucratie ? Ça a été une formidable révolution dans les mentalités. Cette explosion en profondeur, Mao ne l'avait sans doute pas prévue… (2) »*

Des méthodes douteuses

La révolution *culturelle* et Mao ont *pourtant échoué, au moins à court* terme. Ils ont voulu forcer le cours des choses *par* des méthodes *plus* que douteuses. La *révolution* culturelle, inaugurée comme une « fête joyeuse » (J. Daubier), a effectivement dégénéré en terrorisme habillé *de rhétorique creuse — même s'il* est stupide de lui attribuer quelque cent millions de *morts* comme le font certains.

Le silence retombe sur la Chine. Les questions qui gênaient se sont tues, et c'est bien commode. Questions pourtant incontournables. Tous les pays en développement connaissent les cancers dont le Bond en avant et la révolution culturelle *avaient essayé de protéger la Chine* : gouffre financier creusé par une « modernisation » mécanique, polarisation sociale au profit d'une « nouvelle bourgeoisie » d'experts et de gestionnaires, distorsion croissante entre villes et campagnes.

Les questions du maoïsme sont pertinentes aussi chez *nous*. Peu d'infirmières ont besoin de longues explications, quant à la distance *entre un grand patron d'hôpital et* un « médecin aux pieds nus ». La révolution culturelle a surtout posé le principe de la faillibilité du parti-Etat. *« Feu sur le quartier général »*, *disait le dazibao placardé par Mao* sur les portes du comité central.

Pour nous qui n'avons pas renoncé à notre quête lancinante et *obstinée* d'un communisme *vrai*, dégagé de l' « art de vivre » sécrété par la société bourgeoise, cette remise en question du parti-Etat est d'une singulière actualité. Elle l'est tout autant pour les Maliens de Vitry attaqués au bulldozer par leur *municipalité communiste. Ou pour* les ouvriers polonais de Solidarité.

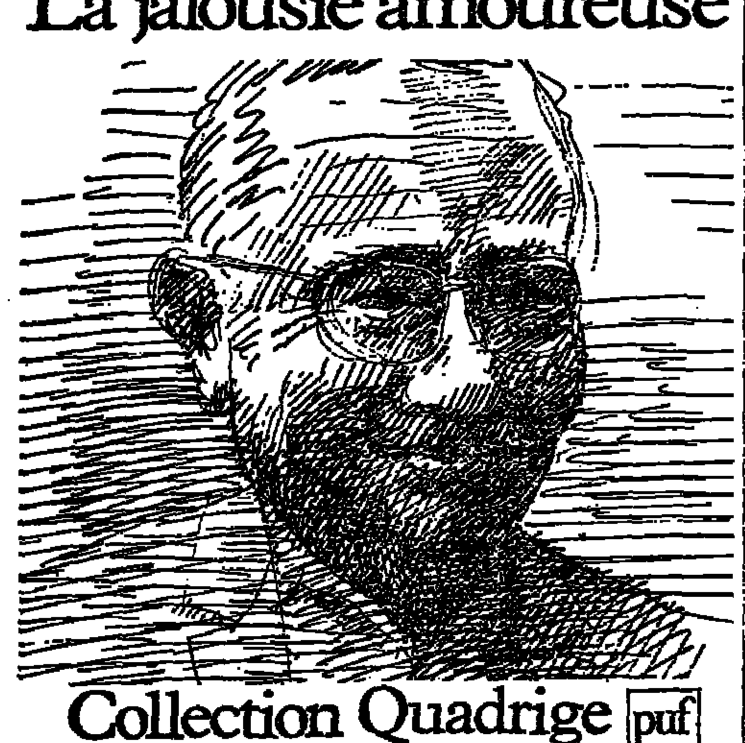
Le silence retombe sur la Chine. Notamment chez ces intellectuels qui *rivalisaient* il y a dix ans de vaine fatuité pro-chinoise et de coquetterie maoïsante. Ils se dérobent aujourd'hui.

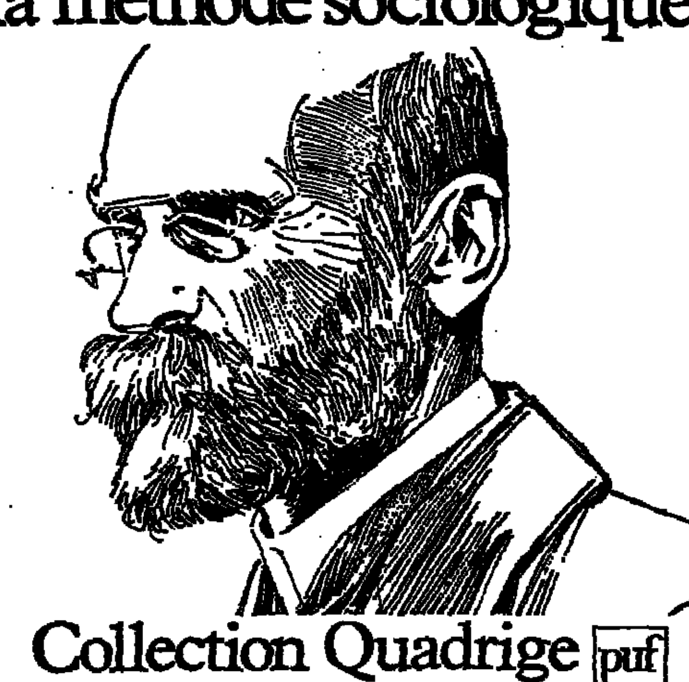
Nous sommes quelques-uns à ne pas renier les espoirs qu'avait portés la Chine maoïste, et ce n'est pas le dérisoire procès de Pékin qui nous en dissuadera. Jiang Qing ne *doit* pas être exécutée.

(*) Professeur à la Sorbonne.

(1) Ces textes sont maintenant disponibles en français pour la période 1958-1962, dans la traduction *de Michèle Rodière et autres : le Grand Bond en avant*, 216 pages, et *les Trois Années noires*, 294 pages (édit. le Sycomore, Paris).

(2) Interview de la revue dissidente *Huang He* (Hongkong), *Libération*, 10 janvier 1979.





Le Monde

étranger

ASIE

Vietnam

Afin d'assurer un redressement économique

DES TECHNOCRATES REMPLACENT DE VIEUX MILITANTS AU GOUVERNEMENT

Le gouvernement vietnamien vient d'être remanié afin d'améliorer la gestion de l'économie nationale, a-t-on appris le lundi 26 janvier. Neuf ministères ont changé de titulaire, notamment ceux de l'alimentation, des produits maritimes, du commerce intérieur, de l'électricité et des mines. De jeunes technocrates peu connus remplacent des membres de longue date du P.C. M. La Lam Gia prend la succession de M. Ho Viet Thang à la tête du ministère de l'alimentation ; M. Tran Phuong, celle de M. Tran Van Hien au ministère du commerce intérieur. Le ministère des fournitures énergétiques a été scindé en deux : M. Nguyen Chan assurera la charge des mines et du charbon tandis que M. Pham Kai s'occupera de l'électricité. M. Tranh Quynh est remplacé au poste de vice-président de la commission du plan par M. Vu Dai et devient premier ministre adjoint.

Ce remaniement a lieu au moment où le Vietnam connaît une grave crise alimentaire. Hanoï va devoir importer des centaines de milliers de tonnes de céréales. Les besoins, qui ne pourront être satisfaits par la production nationale, sont estimés à trois millions de tonnes minimum. Cette situation est la conséquence à la fois de l'échec de la politique agricole, de calamités naturelles — typhons, sécheresse — et de la charge que représente l'entretien d'un corps expéditionnaire au Cambodge et au Laos. Les autorités semblent aujourd'hui souhaiter appliquer avec plus de souplesse les principes socialistes et donner plus de place à la compétence technique et à l'initiative individuelle.

Sur le plan diplomatique, Ho-Chi-Minh-Ville est le siège depuis ce mardi de la troisième conférence des ministres des affaires étrangères du Vietnam, du Laos et du Cambodge. Cette réunion a lieu alors qu'Hanoï a proposé le 24 janvier que Rangoon, capitale de la Birmanie, soit le lieu d'une éventuelle rencontre entre Vietnamiens et Thaïlandais. Cette initiative a été annoncée à l'issue d'une visite à Hanoï du ministre birman des affaires étrangères, M. Lay Maung. A Bangkok, le ministre des affaires étrangères, le maréchal Sithi Sawetasila, a déclaré qu'il accepterait de rencontrer son homologue vietnamien, mais que des conversations bilatérales ne régleraient pas le problème cambodgien s'il n'est pas tenu compte des résolutions des Nations unies demandant le retrait des troupes étrangères du territoire khmer et des élections libres. On constate, d'autre part, un regain de tension à la frontière khméro-thaïlandaise. Un soldat d'une unité thaïlandaise a été tué lundi, lors d'un accrochage avec des troupes vietnamiennes.

Enfin le gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh a renoué les relations commerciales la semaine dernière avec le Japon, interrompues de fait depuis 1977, a-t-on appris lundi, à Tokyo. — *(Times, A.F.P., Reuter.)*

AMÉRIQUES

Brésil

Un entretien avec le président Figueiredo

(Suite de la première page.)

— Qu'attendez-vous de ce voyage en France ?

— Notre amitié a permis une relance de notre coopération. Ma visite, je l'espère, donnera un nouvel élan à ce processus. La France a suivi nos efforts et notre coopération s'est orientée vers les secteurs de base, particulièrement dans les domaines hydroélectrique et charbonnier.

— Cette relance peut-elle aussi s'appliquer au nucléaire ?

— Nous collaborons déjà, dans une certaine mesure, dans ce domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire non seulement dans les secteurs de la recherche scientifique, mais aussi au plan industriel ainsi que l'illustre l'acquisition récente d'une usine d'hexafluorure par le Brésil. Nous suivons les efforts français et le haut niveau technologique de votre pays en la matière. Bien que plus modeste, notre programme prévoit la construction de neuf centrales d'ici à 1990. Nous sommes sur le point de maîtriser le cycle complet et notre décision d'atteindre le contrôle total de la technologie nucléaire est inébranlable. Le Brésil possède l'une des plus grandes réserves d'uranium du monde, et je pense que les possibilités d'une extension de notre coopération nucléaire sont multiples et vastes sans que cela porte préjudice aux engagements que nous pouvons déjà avoir avec des tiers et dans le plein respect de nos obligations internationales.

— Votre voyage en Roumanie implique-t-il une ouverture à l'est ?

— Pas exactement. Ce n'est pas une ouverture spécifique. Nous sommes ouverts à tous ceux qui veulent coopérer avec nous sur des bases d'égalité et de respect mutuel. Il sera intéressant de rendre la visite que le président Ceausescu a faite à Brasilia. Cela dépend encore de pourparlers au niveau diplomatique.

Renforcer la solidarité latino-américaine

— Souhaitez-vous renforcer la solidarité latino-américaine alors que l'administration Reagan s'installe à Washington ?

— Notre désir de renforcer cette solidarité est permanent. C'est l'un des piliers de notre politique étrangère. Pour nous Brésiliens, l'Amérique latine est une région d'une importance particulière et nous nous identifions pleinement avec les problèmes et les aspirations des peuples de la région. Notre politique vise à réduire les tensions et à resserrer les liens avec nos voisins.

— Vous avez dit récemment à Belem qu'il convenait de relancer le dialogue Nord-Sud...

— Je crois en effet que la majorité des nations sont d'accord pour condamner l'inefficacité et l'inadaptation du système économique mondial actuel. Ce n'est pas une constatation unilatérale et romantique du tiers-monde. Des voix importantes s'élèvent dans les nations industrialisées qui disent la même chose. Reformuler un nouveau système n'est pas facile mais indispensable.

— Une dette extérieure de 55 milliards de dollars n'implique-t-elle pas une révision de votre stratégie de développement ?

— Notre préoccupation n'est pas seulement liée au volume de notre dette, qui est bien administrée. Notre principal souci consiste à maintenir notre rythme de développement dans un contexte et une conjoncture complexes. L'inflation des pays industrialisés nous touche de plein fouet, avec une augmentation des prix des produits manufacturés que nous importons, sans parler de la hausse du prix du pétrole. Ce qui se répercute le plus durement sur notre processus de développement, ce n'est pas la dette extérieure mais le comportement de nos partenaires commerciaux.

— Vous avez dit que Carajas était « la rédemption du Brésil » ?

— Pour qui connaît l'importance des richesses estimées de la région de la Serra de Carajas (1), il est facile d'admettre que l'on puisse en parler avec enthousiasme. Ce que nous appelons le « projet Carajas » concerne l'exploitation d'immenses gisements de fer, de manganèse, de cuivre, d'or, de bauxite, de nickel et d'autres minerais. L'importance des seuls gisements de fer, par exemple, est encore incalculable. Mais nous avons aussi dans la région des projets agricoles et d'élevage. Pour réussir ces projets, de grandes ressources sont nécessaires, en vue de la construction de travaux d'infrastructure, comme la centrale hydroélectrique de Tucurui, la voie ferrée de la Serra de Carajas à Sao-Luis, le transport fluvial du rio Trobetas jusqu'à Belem et de Maraba à Belem. Le projet Carajas pourrait procurer au Brésil des devises de l'ordre de 10 milliards de dollars par an. Comment ne pas être enthousiaste ?

— Le gouvernement acceptera-t-il toutes les conséquences du processus d'ouverture devant déboucher sur un régime démocratique, et en particulier la règle de l'alternance ?

— Votre question est mal posée. Le Brésil est un pays où un président constitutionnellement élu dirige l'exécutif en relation avec deux autres pouvoirs indépendants, le législatif et le judiciaire. Il n'y a pas de restrictions à l'expression de la pensée libre et démocratique. La liberté pour la formation des partis politiques est très grande. Je ne vois pas pourquoi il faudrait mettre au futur l'instauration d'un régime démocratique. Le Brésil est une démocratie, et une démocratie que nous cherchons à perfectionner. En conséquence, celui qui gagne les élections dans mon pays exercera de plein droit les pouvoirs conférés par le peuple.

Propos recueillis par
MARCEL NIEDERGANG.

(1) La Serra de Carajas est située dans le sud de l'Etat de Para, près de Maraba. Les investissements nécessaires à l'exploitation des très riches gisements de fer et d'autres minerais sont estimés à 30 milliards de dollars. — *(N.D.L.R.)*

« Appelez-moi Joao... »

« Appelez-moi João » : *ce slogan, reproduit non sans ironie par la presse brésilienne, résume bien le style adopté par le chef de l'Etat. Le* « président João », *celui des bains de foule et du franc-parler, n'a plus guère de rapport avec le redouté général João Baptista Figueiredo, toujours à l'abri de ses lunettes noires, qui dirigeait autrefois le principal organe de répression du régime militaire.*

Rompant avec le style glacé et germanique de son prédécesseur, le général Geisel, le président Figueiredo a remis à l'honneur à Brasilia un type de comportement tombé en désuétude depuis l'époque de M. Janio Quadros, il y a vingt ans : le populisme présidentiel. Ses multiples voyages dans l'intérieur du pays répondent à un schéma immuable : mains serrées et contacts « spontanés » *avec la population,* « cafezinhos » *dans un bar populaire, échange de propos informels, en dehors de tout protocole, avec les journalistes.*

Alors que le président Geisel s'adressait avant tout à un auditoire de militaires qu'il fallait convaincre de la nécessité d'une libéralisation, son successeur, lui, tourne ses regards vers une opinion publique qui recommence à être prise en considération, à l'approche de la difficile échéance électorale de 1982.

Le relâchement de la répression

La classe politique fait preuve de réticence face à cette opération de relations publiques. Elle n'est guère habituée à voir un chef d'Etat poser torse nu et les haltères à la main pour la couverture d'un hebdomadaire. Elle est irritée, aussi, par les « gaffes » du président, qui n'hésitait pas à affirmer, il y a peu, qu'il se ferait « sauter le caisson » s'il gagnait le salaire minimum, dans ce pays où la majeure partie des travailleurs ne reçoit pas de quoi vivre décemment. Mais auprès des milieux populaires peu politisés, le courant passe, et les sondages donnent au chef de l'Etat un pourcentage de voix favorables nettement supérieur à celui obtenu par son propre parti.

Mais que veut réellement le « président João » ? Il ne se passe pas de mois sans qu'il rappelle son intention, exprimée lors de son entrée en fonctions en mars 1979, de « faire du Brésil une démocratie ». Est-ce pour mieux convaincre les sceptiques qui n'ont pas oublié son passé, qui l'a étroitement lié aux organes de répression : chef de la police militaire de Sao-Paulo, chef du cabinet militaire de la présidence à la plus noire époque de la dictature, celle du général Medici, enfin, chef du Service national d'informations des forces armées ?

Pourtant, après deux ans de présidence, c'est le relâchement de la répression qui apparaît aujourd'hui comme sa réalisation la plus positive. Qu'il n'y ait plus de prisonniers politiques, que tous les exilés aient été autorisés à rentrer, que la torture ait cessé d'être une plaie généralisée, que les journaux aient retrouvé leur liberté de ton, voilà qui n'est pas sans importance dans un régime militaire. Même si cet appareil répressif mis sur la touche n'a pas été démantelé et reste toujours susceptible d'être utilisé demain.

La « main tendue » qu'il a offerte, un peu théâtralement, aux dirigeants de l'opposition politique, ne paraît toutefois pas devoir être saisie. Si la plupart de ces derniers sont prêts à croire à la sincérité du chef de l'Etat, ils ne pensent pas pour autant qu'il aura la possibilité matérielle de mener à son terme l'entreprise de libéralisation. Alors que la crise économique s'aggrave et que l'inflation dépasse les 100 %, les nuages s'amoncellent à l'horizon. Et les « cafezinhos » dans les bars populaires ne suffisent pas à faire oublier aux ouvriers de Sao-Paulo la destitution de leurs dirigeants syndicaux, ni la lourde répression qui s'est abattue sur eux lors de la grande grève de 1980.

THIERRY MALINIAK.

Etats-Unis

AU TERME D'UNE LONGUE CONTROVERSE

La Cour suprême autorise la télévision à rendre compte des procès criminels

De notre correspondant

Washington. — La Cour suprême des Etats-Unis a tranché une longue controverse, le lundi 26 janvier, en autorisant sans restriction la télévision à « couvrir » les procès criminels ; il ne sera plus possible désormais d'invoquer la Constitution américaine pour interdire aux caméras l'accès aux tribunaux. Les juges de la Cour suprême ont procédé en deux temps. L'été dernier, ils donnaient raison à ceux qui défendaient, au nom de la Constitution, l'accès du public et de la presse à tous les procès criminels. Ce droit d'accès, déclarèrent les juges, est contenu dans le premier amendement. Restait à savoir s'il fallait l'étendre à un public plus vaste, par le biais de la télévision.

Un feu vert

La question était soulevée par deux policiers de Miami condamnés en 1978 pour vol. Notre procès, soutenaient-ils, a été faussé par la télévision. Face aux caméras, personne ne réagissait normalement. C'était donc une violation de la Constitution, qui garantit les conditions d'équité de tout procès. Unanimes, les huit juges de la Cour suprême ont estimé que le procès de Miami était irréprochable. Les différents Etats « *doivent être libres d'expérimenter* » les procès télévisés. Il ne s'agit pas d'un ordre, mais d'un feu vert (ne s'appliquant d'ailleurs pas aux cours fédérales).

La Cour suprême évite d'entrer dans les détails. Son texte, s'appliquant à une « expérience », est volontairement vague. On comprend néanmoins que les accusés opposés à la présence de la télévision doivent pouvoir plaider cette cause avant le procès et faire appel par la suite s'ils s'estiment victimes des caméras. Mais c'est aux juges des différents Etats — comme en Floride — qu'est réservée la décision. La télévision américaine avait remporté un autre succès judiciaire le 1er octobre dernier — au niveau fédéral cette fois — lors des procès de huit parlementaires accusés de corruption. C'était la fameuse affaire « Abscam » : induits au péché par des agents du F.B.I. déguisés en cheikhs arabes, ce sénateur et ces représentants avaient été filmés sans le savoir pendant qu'ils empochaient des liasses de dollars.

Les chaînes de télévision commerciales pouvaient-elles diffuser de tels documents alors que les procès n'étaient pas terminés ? Une cour fédérale décréta que oui. On vit alors sur le petit écran, pendant plusieurs soirs d'affilée, des séquences troublantes en noir et blanc qui évoquaient de vieux films pornographiques et transformaient deux cent vingt millions d'Américains en voyeurs. Images accablantes que bien des gouvernements démocratiques se seraient empressés d'interdire au nom de la défense des institutions.

Sur les huit membres du Congrès, seul M. Richard Kelly appartenait au parti républicain. Il a été reconnu coupable, le 26 janvier, d'avoir accepté 25 000 dollars pour faciliter l'immigration aux Etats-Unis d'investisseurs arabes n'ayant jamais existé. Cet ex-représentant de la Floride risque un maximum de quinze années de prison. Il fera sans doute appel, comme cinq démocrates condamnés avant lui.

On peut faire confiance à la télévision américaine pour diffuser, à la fin de cette histoire, le « procès » du F.B.I. lui-même. Car l'attitude « pousse-au-crime » des agents fédéraux a autant indigné certains de leurs compatriotes que l'avidité des parlementaires qui avaient succombé à la tentation.

ROBERT SOLÉ.

Canada

Le parti libéral du Québec a publié un programme favorable à l'entreprise privée et à la minorité anglophone

De notre correspondant

Montréal. — Le chef du parti libéral du Québec, M. Claude Ryan, a rendu public récemment un programme de gouvernement qui s'inscrit parfaitement dans la tendance conservatrice actuellement constatée en Amérique du Nord, mais dont la philosophie sociale ne remet pas en cause les bienfaits de l'Etat-providence. « *La société libérale de demain* » accordera la priorité à l'entreprise privée, réduira les interventions de l'Etat dans l'économie, allégera les impôts de certaines catégories de contribuables, limitera le droit de grève dans le secteur public et fera preuve d'une plus grande souplesse en matière linguistique à l'égard de la minorité anglophone (environ 20 % de la population totale du Québec).

Le souci d'équilibre et la modération des mesures envisagées pour réduire le rôle de l'Etat indiquent manifestement que le parti libéral espère attirer des électeurs qui, sans être pour autant favorables à l'indépendance du Québec, avaient voté pour le parti québécois de M. René Levesque, en novembre 1976. Le parti libéral, qui était au pouvoir depuis 1970 et que dirigeait M. Robert Bourassa, était alors totalement déconsidéré à la suite de conflits sociaux interminables dans le secteur public. Depuis l'arrivée de M. Ryan à la tête du parti, en janvier 1978, le P.L.Q. était entièrement régénéré, devenant la plus importante formation politique du Québec, avec deux cent quarante et un mille membres. Les sondages le donnent gagnant aux élections provinciales, qui auront lieu avant la fin de l'année, et il a remporté les onze partielles organisées au cours des trois dernières années. Il est vrai qu'il détenait déjà la plupart des circonscriptions soumises à renouvellement. A l'Assemblée nationale du Québec, les libéraux ont actuellement trente-quatre sièges sur cent dix.

Selon les auteurs du programme libéral, il est urgent de « *civiliser les relations de travail dans le secteur public en encadrant sévèrement le droit de grève et en donnant au gouvernement de nouveaux pouvoirs* » pour forcer les grévistes à reprendre le travail ou pour suspendre le droit de grève lorsque « *la santé ou la sécurité publiques sont menacées* ». Ces mesures visent surtout le secteur hospitalier qui a connu des conflits du travail extrêmement durs au cours des dernières années. Dans le domaine économique, certaines sociétés nationales pourraient être rendues au secteur privé qui bénéficiera par ailleurs d'allégements fiscaux pour lui permettre de devenir, à la place de l'Etat, « *le moteur de la croissance* ». De plus, les dépenses de l'Etat augmenteront désormais au rythme de l'expansion économique.

Un retour en arrière ?

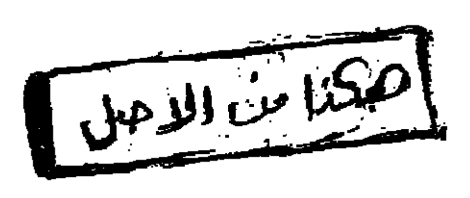
Si la limitation du droit de grève risque de provoquer des réactions hostiles des trois puissants syndicats du Québec, c'est dans le domaine particulièrement sensible de la langue que le parti libéral pourrait avoir quelques difficultés à faire accepter des positions qui sont souvent considérées comme un dangereux retour en arrière. Les libéraux veulent supprimer certaines dispositions de la charte de la langue française (loi 101), notamment celles portant sur les restrictions de l'usage de l'anglais pour l'affichage et la publicité. Plus grave encore aux yeux de ceux qui estimaient avoir définitivement réglé le problème de l'accès à l'école publique anglaise qui est exclusivement réservée à la minorité anglophone de souche québécoise, le parti libéral veut étendre ce droit à tous les Canadiens anglophones installés au Québec, y compris aux immigrants originaires de pays anglophones.

C'est précisément pour stopper une tendance qu'il estimait dangereuse pour la survie de la société française au Québec que le gouvernement québécois avait adopté la loi 101 et limité l'accès à l'école de langue anglaise. Il est vrai que M. Ryan ne préconise pas le libre choix, puisque les immigrants italiens ou grecs devront envoyer leurs enfants à l'école française.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Le Monde
publiera demain

- **IDÉES** : L'affaire des otages.
- **BRÉSIL** : « L'horizon 85 », un supplément de huit pages.
- **ARTS ET SPECTACLES** : L'Allemagne à Paris.



AFRIQUE

ANGOLA : tant que la guerre durera...

I. — L'horloge arrêtée

De notre envoyé spécial J.-C. POMONTI

Plus de cinq ans après la proclamation de son indépendance, dont les circonstances avaient divisé l'Afrique, l'Angola demeure un pays en guerre. Le régime du président Dos Santos, successeur d'Agostinho Neto, qui s'appuie militairement sur l'Union soviétique et Cuba, renforce ses relations économiques avec l'Occident. L'armée sud-africaine poursuit ses raids contre le sud du territoire, où se trouvent des camps de la guérilla namibienne, et une insurrection dirigée par Pretoria continue de paralyser le centre du pays, ainsi que le rapporte ci-dessous notre envoyé spécial.

Luanda. — Dans la magnifique rade de la capitale angolaise, une trentaine de cargos sont au mouillage, attendant depuis deux à trois semaines le déchargement. *En cette fin janvier*, les sociétés étrangères opérant dans le pays ont reçu des autorités portuaires un avis concernant l'identification de cent cinquante caisses entreposées dans un hangar et dont le destinataire était inconnu. *Son déménagement ayant été égaré*, un étranger a été même invité à visiter les entrepôts pour tenter d'y repérer lui-même ses caisses.

Quelques jours plus tôt, le président Dos Santos, jeune successeur du « *père de la nation* », Agostinho Neto, s'était rendu à deux reprises au port pour convaincre les dockers de *reprendre le travail. La raison* de cette grève sur le tas : les ouvriers avaient faim. La monnaie locale — le kwanza — étant totalement dépréciée, ils ne réclamaient pas des augmentations de salaires, purement nominales, mais des *allocations supplémentaires* de farine de manioc ou de pain. Même dans les villes, le troc a repris ses droits. Denrée très rare, le paquet de cigarettes est devenu l'une des meilleures monnaies d'échange. Pour résoudre le *problème*, les *étrangers ont obtenu* l'autorisation d'importer de quoi nourrir leurs employés locaux.

Un peu plus de cinq ans après l'indépendance, proclamée le *11 novembre 1975* alors que les combats faisaient rage aux portes *mêmes de Luanda, la capitale* paie encore le prix très lourd d'une indépendance concédée par le Portugal dans les plus mauvaises conditions. Les carcasses d'immeubles de quinze à vingt étages, dont la construction n'a jamais été finie, rappellent le *boom* que la colonie avait connu sur le tard, de 1972 à 1974, avant de s'effondrer avec le régime abattu par la révolution d'avril.

Les stigmates d'un effondrement

« *Du coiffeur au gouverneur, sans oublier le garçon de café et même des cireurs de souliers* », pour reprendre l'expression d'un dirigeant, quelque quatre cent mille Portugais avaient fait de l'Angola leur affaire. La plupart d'entre eux ont fui, en 1975, le bruit du canon. M.P.L.A. contre F.N.L.A. et *UNITA* (1), K.G.B. contre C.I.A., Cubains contre Sud-Africains, guerre civile ou « *deuxième guerre de libération* », comme on le qualifie ici, le conflit angolais devait, tout en marquant un tournant décisif dans l'histoire de la *décolonisation* du continent, laisser exsangue et complètement désorganisé *ce pays pourtant peuplé de sept* millions d'habitants et dont le potentiel économique est jugé exceptionnel. Les stigmates de l'épreuve sont encore omniprésents.

Les magasins de Luanda, dans leur *immense majorité*, demeurent fermés. Derrière leurs rideaux de fer, les vitrines et les étalages sont vides. Devant les rares magasins d'Etat, aux heures d'arrivage, de longues queues se forment. La ville est sale, car le ramassage des ordures est insuffisant. Place Kinaxixe, au *centre, le grand marché couvert* aurait l'air abandonné sans un attroupement bruyant formé autour d'un camion qui décharge quelques régimes de bananes. La plupart des cafés sont fermés et leurs terrasses désertes. Dans les *restaurants des deux hôtels réservés aux étrangers* — où les chambres ne sont allouées que sur réquisition officielle — le menu est fixe et les non-résidents interdits. Faute d'une pression suffisante, l'eau manque un peu partout et la *radio alerte la population* quand le choléra ou la fièvre jaune font leur réapparition dans les *muceques*, quartiers populaires africains, comme ce fut encore le cas à la mi-janvier. En dépit du faible taux de criminalité, pour une *agglomération* de près d'un million d'habitants, *un couvre-feu nocturne est maintenu* de minuit à 6 heures. Les rares taxis — des Mercedes jaunes — ne peuvent être utilisés que sur réquisition officielle. Les transports en commun sont assurés par des autobus Volvo à *compartiment* double, qui remplacent peu à peu les deux cent cinquante véhicules yougoslaves livrés peu après l'indépendance et dont la moitié, faute d'entretien, se sont retrouvés hors d'usage au bout de trois mois.

Bien que presque aussi discrète que celle des conseillers soviétiques ou allemands de l'Est, la présence des militaires cubains contribue également à cette première impression d'horloge aux aiguilles arrêtées que donne l'Angola. Le pays semble toujours figé dans la guerre. Les alliés cubains — treillis délavés de l'armée angolaise et légendaire casquette verte « castriste » — occupent quelques immeubles au centre de Luanda. Chaque dimanche, leurs camions, sans marques distinctes, débarquent sur les plages de la capitale des centaines de baigneurs amenés des camps qu'ils occupent aux alentours de Luanda.

Ils ont la plaisanterie latine — ce qui n'est pas toujours du goût de la femme africaine — se sont mis au *portugnol* — un mélange de portugais et d'espagnol — et semblent traîner leur ennui dans une cité qui ne leur offre que de *temps* à autre la distraction d'un bon film occidental. « *Même le Noir cubain n'est pas de la tribu* », entend-on dire dans cette ville où les gens parlent facilement de leurs problèmes quotidiens et où les étrangers se promènent très *librement*.

Dans les milieux officiels, *cette présence* militaire est un sujet tabou. « *Il n'y a que des civils* », nous assure un cadre du M.P.L.A.-P.T. au pouvoir. Selon des sources diplomatiques, le contingent cubain compterait entre dix-sept mille et vingt *mille hommes*, *fourchette* avancée sous toutes réserves en raison de l'impossibilité de suivre leurs mouvements à l'intérieur de l'Angola, sans parler de leurs navettes entre Luanda, Addis-Abeba et La Havane. On sait, en revanche, qu'ils se sont retirés depuis plusieurs mois du sud du *pays, où les Sud-Africains ont* encore attaqué en janvier des camps de la SWAPO, la guérilla namibienne. Instructeurs, techniciens, chargés de l'entretien de pièces d'artillerie, d'avions ou de missiles, les militaires cubains constituent aujourd'hui une sorte de « *garnison de dissuasion* » à la disposition du régime.

Quelques milliers de coopérants civils de La Havane sont regroupés dans *trois secteurs*, l'enseignement, la construction et la santé. En bordure des *muceques* du golfe, à Luanda, ils bâtissent de petits immeubles — le « *nouveau golfe* », — où sont peu à peu transférés les habitants de ce quartier populaire. Dans le secteur agricole, leurs experts *ont été* peu à peu remplacés par des coopérants portugais, qui sont environ trois mille cinq cents. Les jeunes soldats cubains, appelés à la rescousse pour réprimer le coup d'Etat dirigé par Nito Alves en *1977 à Luanda, offrent* l'image d'un contingent qui traîne un peu ses guêtres dans un pays dont la population les accepte sans pour autant les intégrer. « *Les gens auraient plutôt tendance à se plaindre* », nous disent plusieurs diplomates. « *Après tout*, ajoutera l'un d'entre eux, *le pillage systématique auquel ils se sont livrés en 1975 et 1976 a visé avant tout les biens laissés derrière eux par les Portugais.* »

En tout cas, les Cubains ne participent plus, de l'avis général, aux opérations menées essentiellement par l'O.D.P., l'Organisation des défenses populaires, dans le centre du pays contre la *guérilla de l'UNITA. Dans cette* région des Ovimbundus — 40 % de la population, — la tragédie qui se joue explique sans doute, en grande partie, pourquoi l'Angola éprouve tant de mal à se stabiliser et à nourrir sa population.

Des « villages protégés »

Le Comité international de la Croix Rouge, qui dispose d'antennes locales, estime la situation « *très grave* ». Sur les hauts plateaux, région agricole traditionnellement riche, où les Portugais avaient aménagé de grandes exploitations, se trouveraient la majorité des 467 000 « *personnes déplacées* », selon les calculs officiels angolais. En fait, d'autres sources font état, pour l'ensemble du territoire, de 700 000 réfugiés de l'intérieur, soit un habitant sur dix. Ces chiffres suffisent à souligner l'étendue *de l'insécurité que fait régner* la guérilla de l'UNITA de M. Savimbi dans le centre du pays, avec l'appui logistique et parfois militaire de l'Afrique du Sud.

On ignore le nombre d'hommes en armes dont dispose l'UNITA, mais, en agissant par petits groupes, ils semblent capables de perturber le trafic sur les routes des provinces centrales de Bié et de Huambo. Le « *train du cuivre* », qui relie Lobito-Benguela, sur l'Atlantique, au Shaba, marche de nouveau, mais à un rythme très ralenti. L'essence est acheminée par avion de Luanda sur Huambo et même Benguela. *Les* citernes d'essence du port de *Lobito ont été détruites* en août par un commando de l'UNITA. Des actes de sabotage ont même été perpétrés à Luanda, où, sur vingt-sept partisans de l'UNITA jugés en *juillet* 1980, vingt-trois ont été condamnés à mort et *fusillés*. Au sud de la capitale, la résidence du président Dos Santos est protégée par des Cubains et des Soviétiques.

Sur les hauts plateaux, l'O.D.P. a fini par imposer, « *à la rhodésienne* » des « *villages protégés* » afin de couper la guérilla de la population. Seuls des convois protégés par l'armée circulent *sur* les principaux axes routiers. Le nombre des « *personnes déplacées* », selon des sources bien informées, s'élèverait à 240 000 dans la province de Bié et à *150 000* dans celle de Huambo (ex-Nova-Lisboa). Selon les mêmes sources, on compterait « *des centaines de morts* » dans la région. Malgré les démentis officiels, la famine menacerait la majorité de la population rurale.

On cite, à Luanda, l'exemple des ouvriers d'un élevage industriel de volailles qui ont *détourné*, à leur profit, les grains importés d'Europe de l'Est pour leurs poulets. Ou celui des 80 000 paysans — dont 56 000 femmes et enfants — « *déplacés* » dans le nord de la province de *Bié depuis le début* de l'année. Ou encore, dans la même région, celui de 50 pensionnaires d'un orphelinat morts de faim en l'espace d'une semaine en janvier. Sans parler des 200 000 paysans demeurés sans médecin depuis deux ans.

Le « *président* » Savimbi est *parvenu*, *jusqu'à présent*, à échapper aux commandos affectés par Luanda à une véritable chasse à l'homme. Ses partisans disposent de bases arrière dans la bande de Caprivi et dans le nord de la Namibie. Bénéficiant de nombreuses complicités parmi les Ovimbundus, ils circulent assez librement dans le centre du pays. M. Savimbi y fait *lui-même*, de temps à autre, de brèves *apparitions*, à l'occasion de « *meetings populaires* ». Ses discours sont aussitôt retransmis par la radio sud-africaine au cours d'émissions en portugais destinées à l'Angola. *L'hypothèse* la plus probable demeure que M. Savimbi *circule à bord* d'hélicoptères sud-africains dans les cieux que l'aviation de Pretoria contrôle encore.

Cette « *guerre oubliée* », au cœur d'un pays qui aurait de toute façon du mal à se relever des *affrontements* militaires de 1975 et 1976, constitue un fardeau bien plus lourd que les attaques sud-africaines contre le sud, où se trouvent plusieurs bases arrière de la SWAPO. Même la route qui relie Luanda au *complexe de Benguela-Lobito* n'est pas sûre. Dans le centre, la vie est paralysée et, selon plusieurs témoins, les embuscades commencent à une dizaine de kilomètres seulement à l'extérieur *des villes de Bié et de Huambo*. Des pilotes portugais ont confirmé, de leur côté, la capture par l'UNITA de deux pilotes soviétiques dont l'avion a été abattu, dans la région, l'an dernier.

Au cours de quatre siècles de colonisation, même sur les plateaux du *centre*, *les Portugais* avaient complètement modifié les *habitudes* alimentaires des autochtones, leurs petits commerçants s'enfonçant dans la brousse pour y vendre riz et patates, alors que l'établissement de grandes propriétés, à vocation commerciale, portait préjudice aux cultures *vivrières*. *Le colonisateur* a laissé 90 % d'analphabètes dans un pays divisé, en proie aux ambitions des grandes puissances et complètement démuni de cadres. Dans un tel contexte, la guérilla dans le centre et la guerre *sur la frontière namibienne* expliquent à elles seules à la fois le maintien sur place d'un fort contingent soviéto-cubain et les difficultés à nourrir la population.

Cinquante mille réfugiés namibiens

Pour saisir toute l'ampleur des difficultés de Luanda, il faut prendre en compte aussi les problèmes posés par 50 000 réfugiés namibiens, dont 20 000 environ regroupés, pour des *raisons* de sécurité, à 250 kilomètres au sud-est de la capitale, dans le camp de Calulo, où ils sont entraînés par des Cubains. Cinq mille réfugiés noirs sud-africains sont hébergés à Vienna, près de Luanda, et à Benguela. Cadres ou intellectuels pour la plupart, ils ne se *sont pas intégrés. Quelque* 30 000 Zaïrois sont également réfugiés à Malanje, dans le nord — où sévit le banditisme — et dans le sud-est. Près de 300 000 Angolais ne sont pas revenus du Zaïre, en dépit de la « *réconciliation* » entre les deux *gouvernements fin* 1978, parce qu'ils ne sont pas sûrs de trouver de quoi subsister chez eux.

La sécurité demeurant manifestement la priorité, l'aide des pays de l'Est, très difficile à chiffrer, est cruciale. Sans compter le trafic militaire, les trois vols hebdomadaires *d'Aeroflot entre Moscou* et Luanda correspondent à une rotation d'environ 1 000 passagers, pour l'essentiel soviétiques. Alors que les Allemands de l'Est, qui seraient 2 000, s'occupent de la police, du renseignement ou de la médecine, les Soviétiques — de 4 500 à 7 500 personnes, selon des sources occidentales, — offrent un appui logistique aux Forces armées populaires de libération de l'Angola — de plus en plus autonomes vis-à-vis des *Cubains* — *et s'occupent* de l'entretien de leur matériel le plus sophistiqué. Un premier groupe de pilotes angolais, formés sur Mig-21 en Union soviétique, ont regagné Luanda à la fin de 1980. En outre, environ *2 000 coopérants civils soviétiques* sont présents dans plusieurs secteurs.

Ces quelques données indiquent *assez qu'un règlement namibien*, en relâchant la pression sud-africaine sur le sud et en coupant l'UNITA de ses bases arrière en Namibie, constituerait un tournant pour un pays en guerre depuis plus de cinq ans. Elles révèlent aussi pourquoi se renforce, depuis l'an dernier, la coopération *avec l'Occident soulignée, en* janvier, par un accueil cordial réservé au ministre français des affaires étrangères, M. François-Poncet.

Prochain article :

LE PÉTROLE POUR LA PAIX

(1) Le M.P.L.A. (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) d'Agostinho Neto, le F.N.L.A. (Front national pour la libération de l'Angola) de *M. Holden Roberto*, et l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) de M. Jonas Savimbi, les trois formations nationales angolaises, ont été unies, au début de 1975, dans un gouvernement de transition formé avec les Portugais avant l'indépendance. Ils ont rompu en juillet de la même année. Avec un appui militaire soviéto-cubain, le M.P.L.A. a gagné la guerre contre une coalition UNITA - F.N.L.A. soutenue militairement par l'Afrique du Sud. Au pouvoir depuis l'indépendance, le M.P.L.A. s'est transformé, à la fin de *1977, en Parti du travail*, et a opté pour le marxisme-léninisme. M. Holden Roberto est réfugié à Paris depuis novembre 1979, tandis que M. Jonas Savimbi dirige une guérilla dans le centre du pays avec l'appui des Sud-Africains.

Tchad

LE NIGÉRIA EST PRÊT A FOURNIR UN SOUTIEN LOGISTIQUE POUR LA MISE EN PLACE DE LA FORCE INTERAFRICAINE

Hôte officiel de la France durant cinq jours, M. Ishaya Audu, ministre nigérian des affaires étrangères, évoquant l'envoi d'un force *interafricaine* au Tchad, a déclaré lundi 26 janvier à Paris : « *Le Nigéria et tous les territoires voisins ne doivent pas, en principe, y participer, mais nous pourrons fournir un soutien logistique.* »

D'autre part, lundi, le porte-parole du ministère français des affaires étrangères a déclaré (notre dernière édition du 27 janvier), au sujet des récentes accusations lancées par le gouvernement libyen relatives au redéploiement du dispositif militaire français en Afrique centrale : « *En réclamant le retrait des forces françaises stationnées dans certains pays africains à la demande de ces pays, et en tentant d'associer à cette démarche d'autres pays, les signataires du texte de Tripoli cherchent en fait à monter une manœuvre de diversion pour maintenir au Tchad la situation en l'état contre le sentiment général des pays africains.* »

● *Deux grandes expositions de livres sur le thème de* « *L'Afrique noire* » sont présentées jusqu'au 6 février, au siège de l'UNESCO, à Paris. L'une est consacrée à des livres publiés en Afrique, tandis que l'autre, « Africana », comporte des livres sur l'Afrique. Ces deux expositions ont été présentées, pour la première fois, à la trente-deuxième Foire du livre de Francfort, en octobre 1980 (*le Monde* du 17 octobre).

LE PROBLÈME DU SAHARA OCCIDENTAL

Un démenti de M. Alain Vivien

M. Alain Vivien, député socialiste de Seine-et-Marne, président du groupe d'études sur les problèmes du Sahara occidental, a diffusé, le 24 janvier, une mise au point indiquant notamment :

« *Dans un article paru le 23 janvier*, le Monde *se fait l'écho d'affirmations parues dans la presse marocaine en octobre 1980, relatives à la création à l'Assemblée nationale du groupe d'études sur les problèmes du Sahara occidental, affirmations selon lesquelles... c'est le président de la Chambre des représentants marocains, M. Ould Sidi Baba qui, lors de sa visite à Paris à la fin de l'année dernière, avait suggéré la formation d'un groupe d'études.*

» *Je me dois d'opposer le démenti le plus catégorique à ces allégations :*

» *1) Le projet de création du groupe d'études sur les problèmes du Sahara ocidental a été envisagé dès l'automne 1979, soit un an avant l'arrivée en France de la délégation marocaine ;*

» *2) Selon la procédure normale, j'ai présenté le 25 octobre 1979 la demande d'agrément de ce groupe d'études au bureau de l'Assemblée nationale, qui l'a accordé le 14 mai 1980. La réunion constitutive s'est tenue le 14 octobre 1980, soit la veille de l'arrivée de la délégation marocaine. Cette proximité de dates, dont la presse marocaine a tiré des conclusions erronées, est donc purement fortuite : cette réunion, qui n'avait pu se tenir dans les dernières semaines de la session de printemps 1980, se situait quelques jours après la reprise des travaux d'automne du Parlement français ;*

» *3) A aucun moment de son séjour en France, le président de la Chambre des représentants du royaume du Maroc, pas plus que l'un des parlementaires qui l'accompagnaient, n'a sollicité de contacts avec le groupe d'études.*

» *Dans le souci d'objectivité qui préside à ses travaux, le groupe d'études examinerait bien entendu toute information qui lui serait adressée par la partie marocaine, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.* »

République Centrafricaine

UN CONDAMNÉ A MORT ENCORE DÉTENU A BANGUI

Bangui (*A.F.P.*). — A la suite de l'annonce, samedi 24 janvier par la radio centrafricaine, de l'exécution de six complices de l'ex-empereur Bokassa, condamnés à la peine capitale en février 1980 (*le Monde* daté 25 et 26 janvier), des centaines d'habitants ont pris d'assaut la morgue du centre national hospitalier de la capitale pour y voir les corps de Joseph Mokoa, Josephat Mayomokola, Joseph Baisa, Jean-Bruno Dedeavode, Robert Boukende et Pierre Koba.

Il reste encore un condamné à mort dans les prisons de Bangui, le colonel Jean Inga, qui sera toutefois de nouveau jugé : la chambre d'accusation de Bangui ayant décidé l'audition de nouveaux témoins à son propos. Le colonel Inga se voit reprocher notamment, comme la plupart des six exécutés de samedi, d'avoir abattu de sang-froid des lycéens lors des émeutes de février et d'avril 1979.

PROCHE-ORIENT

Israël

Le département d'État critique la décision de Jérusalem de créer dix nouvelles implantations dans les territoires occupés

Le département d'État a critiqué lundi 28 janvier, simultanément les projets israéliens de créer dix nouvelles implantations dans les territoires occupés et l'appel de la conférence islamique de Taef à une mobilisation générale du monde musulman pour la restauration de la souveraineté arabe sur Jérusalem et la Palestine.

A propos du projet israélien de créer dix nouvelles implantations avant les élections anticipées de l'été prochain, le porte-parole du département d'État, M. William Dyess, a déclaré : « Nous ne considérons pas qu'exécuter ces plans soit opportun. »

Concernant l'appel du sommet islamique, le porte-parole a dit : « Pour notre part, nous pensons qu'il est important que toutes les parties concernées par le problème de la paix au Proche-Orient évitent des positions qui peuvent accroître la tension et compliquer la recherche d'une paix juste et globale. »

De notre correspondant

Jérusalem. — Il semble se confirmer que M. Begin, comme le craignaient ses adversaires, va mener l'essentiel de sa campagne électorale *« sur le terrain »* : celui du grand Israël. Soudainement, le gouvernement multiplie les projets pour accélérer le développement des implantations dans les territoires occupés avant les élections anticipées, qui viennent d'être décidées et fixées au 7 juillet prochain. En renforçant sa politique de *« fait accompli »*, M. Begin souhaite ainsi rendre inapplicable le plan de paix travailliste, qui prévoit la restitution de la majeure partie de la Cisjordanie et du territoire de Gaza à la Jordanie.

La télévision israélienne a annoncé, le 22 janvier, que la décision venait d'être prise de construire rapidement mille cinq cents unités de logements dans le nord de la Cisjordanie. Il ne s'agirait là que d'une première tranche de travaux. Pour donner la mesure d'une pareille décision, il convient de préciser qu'en 1980 environ six cents appartements ont été construits dans l'ensemble de la Cisjordanie. D'autre part, une « idée » lancée par M. Sharon, ministre de l'agriculture et grand ordonnateur de la colonisation, vient de provoquer un tollé général. *Il s'agit ni plus ni moins d'un troc*, car les crédits commencent à manquer, même pour les implantations pourtant souvent prioritaires. M. Sharon a l'intention de « donner » à des promoteurs immobiliers des terrains à bas prix sur le domaine de l'État et situés aux abords des grandes villes israéliennes pour qu'en échange les bénéficiaires de ce marché édifient, dans les délais les plus brefs, des centaines d'immeubles dans des colonies de Cisjordanie. Le maire de Jérusalem a dénoncé très vivement ce projet et a déclaré qu'il s'opposerait à son application dans sa ville.

Le parti travailliste a protesté en déclarant que le gouvernement devait réserver la terre et l'argent de l'État pour résoudre la crise du logement en Israël. Une centaine de mal-logés ont organisé une manifestation le 22 janvier, devant le ministère de l'agriculture, dès l'annonce des intentions de M. Sharon. Dans un éditorial, le quotidien *Haaretz* déclare ce vendredi 23 janvier que le gouvernement ne s'y prendrait pas autrement s'il voulait torpiller définitivement les pourparlers sur l'autonomie, alors que M. Begin prétend vouloir officiellement les relancer, ainsi qu'il l'a dit à une délégation de parlementaires égyptiens, le 21 janvier.

FRANCIS CORNU.

Iran

Le premier ministre assure avoir obtenu « le maximum » des États-Unis pour la libération des otages

Téhéran (*A.F.P.*). — L'Iran a obtenu le *« maximum »* de ce qu'il était possible d'obtenir des États-Unis en échange de la libération des cinquante-deux otages américains, a déclaré, lundi 26 janvier, le premier ministre iranien, M. Radjaï, en défendant l'attitude de son gouvernement dans l'affaire des otages.

D'autre part, concernant le principe même de la prise d'otages, M. Radjaï a déclaré que ceux qui critiquaient l'occupation de l'ambassade des États-Unis à Téhéran par les étudiants islamiques n'avaient, en fait, *« pas compris l'essence de la révolution islamique »*. Les *« mécontents »*, ceux qui se plaignent des *« prétendues conséquences »* diplomatiques et économiques de l'affaire, doivent *« plutôt critiquer le principe même de la révolution islamique, dont l'occupation du nid d'espions n'était qu'une étape et a été, selon l'imam Khomeiny, une révolution plus grande encore que la première révolution »*.

Le président Bani Sadr a fait état, pour sa part, lundi, d'un projet d'attentat contre sa personne, attentat qui aurait été suivi de la *« proclamation d'un deuil national »*.

Dans son carnet quotidien publié dans *Révolution islamique*, journal dont il est le fondateur, le chef de l'État affirme qu'il a recueilli deux preuves de ce projet d'attentat, le 14 janvier dernier. Il mentionne d'abord un rapport des services de renseignements et études politiques de l'armée à Ahwaz, selon lesquels *« on allait tirer sur la voiture du président de la République au RPG-7 (arme antichar) sur la route allant d'Andimechk à Ahwaz, au Khouzistan »*.

L'autre élément est un document d'une *« quarantaine de pages et de six ou sept textes »* que M. Bani Sadr affirme avoir reçu le 13 janvier. Un des textes, écrit-il, mentionnait : *« Il faut que la voiture du président de la République soit détruite dans un accident de la route et que, ensuite, on proclame un deuil national »*.

Combats au Kurdistan

Sur le front irano-irakien, Bagdad annonce que ses forces ont pris le contrôle de deux cols stratégiques au Kurdistan, situés près de Nowsud et de Penjwin. S'adressant à un groupe de journalistes occidentaux invités sur les lieux, des officiers irakiens ont affirmé que les Kurdes iraniens attaquaient les forces régulières de Téhéran *« depuis des positions situées derrière les lignes de front irakiennes »* et que Bagdad soutenait les demandes des Kurdes en vue d'une *« autonomie plus marquée »* à l'égard du gouvernement de Téhéran. Ils ont toutefois ajouté que les Pechmergas ne combattaient pas sous commandement irakien.

En raison de l'hostilité traditionnelle entre Bagdad et les Kurdes, les officiers irakiens ont déclaré qu'ils ne faisaient pas entièrement confiance à leurs nouveaux compagnons d'armes iraniens. *« Nous demeurons prudents »*, a dit un commandant, *mais nous nous sommes entendus avec leurs dirigeants. D'un côté comme de l'autre, nous combattons les Perses.* » — (*A.F.P., Reuter.*)

EUROPE

Espagne

Les dissensions au sein du parti gouvernemental pourraient provoquer un remaniement ministériel

Madrid. — Les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates se disputeront le contrôle du parti gouvernemental espagnol, l'Union du centre démocratique (U.C.D.), lors de son deuxième congrès qui doit s'ouvrir le 29 janvier à Palma de Majorque. Cette lutte pourrait déboucher sur une redistribution des cartes entre les diverses tendances du parti, et sur un remaniement ministériel.

Démocrates-chrétiens et libéraux constituent un fort courant *critique qui a été capable de* recueillir la signature de sept cents délégués (sur mille huit cents) sur un document réclamant la démocratisation du parti et mettant en cause le président du parti et du gouvernement, M. Adolfo Suarez.

L'autre tendance regroupe les *sociaux-démocrates, majoritaires* au sein du gouvernement, qui *dénoncent, chez les démocrates-chrétiens*, un danger de « *glissement à droite* », et se sont joints aux fidèles de M. Suarez pour défendre son action à la tête du pays.

Entre ces deux grandes tendances, le « secteur bleu », formé d'anciens partisans du franquisme, *n'a* pas pris position tandis qu'un courant nouveau, *qui se veut au centre, se déclare* prêt à défendre l'unité du parti.

Formé en 1977 par le regroupement autour de M. Suarez de divers partis de l'opposition modérée au franquisme et de certaines personnalités du franquisme, *l'U.C.D. dispose au congrès de* cent soixante-cinq sièges sur trois cent quarante-neuf. Mais, en 1980, il a subi des échecs cuisants à l'occasion des trois élections régionales (autonomie de l'Andalousie et Parlements catalan et basque). *On met à l'actif de* M. Suarez d'avoir su diriger avec habileté la transition du franquisme à la démocratie, mais on lui reproche maintenant de « *concentrer des pouvoirs de manière exagérée* » et, pis encore, de « *ne pas les exercer* ».

Certains jugent nécessaire une « *opération changement* » pour redorer le blason de l'U.C.D. et redonner confiance à son électorat, alors que les sondages indiquent une baisse régulière *de la* popularité de M. Suarez depuis *l'année dernière.* — *(A.F.P.)*

● *Première visite de Juan Carlos au Pays basque.* — Ce voyage aura lieu au début du mois de février avant le départ *du roi pour les Etats-Unis.* Juan Carlos et la reine Sophie se rendront sans doute, durant cette première visite au Pays basque, à Guernica. On note une nette diminution des attentats terroristes dans les provinces du Nord depuis l'octroi de pouvoirs accrus au gouvernement autonome basque. — *(Reuter.)*

Pologne

Les menaces de grève se multiplient

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Le mouvement de protestation s'emballe en Pologne. *Fort des succès syndicaux* de la semaine dernière, porté surtout par la *défiance grandissante* envers le pouvoir, il déborde désormais largement l'affaire des samedis libres. Les autorités, dans le même temps, continuent de s'affirmer prêtes à la discussion, mais aucun geste réel n'est venu concrétiser jusqu'à maintenant cette volonté. Dans cette situation, les dirigeants de Solidarité sont en passe d'être débordés — encore plus vite qu'on pouvait s'y attendre. Pris entre la mobilisation de leur base et l'immobilisme du pouvoir, ils ne contrôlent déjà plus une agitation spontanée qu'ils auront des difficultés à canaliser. De fait au moins, la relance, la confrontation, l'emportent pour l'instant sur les possibilités d'apaisement.

C'est maintenant, surtout dans le Sud-Ouest et le Sud, le long des *frontières est-allemande et tchécoslovaque*, que le raidissement ouvrier *est sensible. A Wroclaw*, les employés des transports en commun *ont ainsi décidé*, le lundi 26 janvier, de se mettre en « *état de préparation à la grève* » pour protester contre l'interdiction faite à Solidarité d'accéder aux médias. Les dirigeants syndicaux de la région ont tenté de freiner cette initiative. Ils comptent, en effet, avec ceux de Gdansk et de Varsovie, proposer mercredi à la commission nationale de Solidarité de lancer un appel à une grève générale le 3 février et à la suspension dans l'intervalle de toutes les actions locales. Mais ils se sont heurtés à la détermination de leur base, d'autant plus forte que les autorités de la voïvodie avaient, ce même lundi, interdit soudainement l'impression, dans une usine de la ville, du bulletin syndical régional *Solidarité de Basse-Silésie*. Inquiets, les responsables syndicaux de Wroclaw se sont adressés au gouvernement pour obtenir d'urgence le report de cette décision.

La grève générale menace dans le Sud-Ouest

Si la réponse est négative, ils *riposteraient en* bloquant la diffusion de la presse officielle. Cette décision est radicale, risquée aussi, mais elle aurait du moins le mérite à leurs *yeux d'écarter peut-être la* menace d'une grève générale de toute la *région* du sud-ouest.

Non loin de chez eux, un grave *conflit couve, en effet*, depuis le début du mois à Jelenia-Gora (*le Monde* du 13 janvier), où les syndicalistes réclament la démission, pour *corruption ou incompétence*, de plusieurs dizaines de fonctionnaires et *de leur ancien premier secrétaire*, M. Liosek, aujourd'hui ministre chargé des relations avec les syndicats.

La direction nationale de Solidarité n'avait pas réussi jusqu'à maintenant à arrêter ce mouvement très populaire, et, poussés eux aussi par leurs *militants, les responsables syndicaux* de Jelenia-Gora ont formé lundi un *comité de grève commun avec* les organisations de Glogow, Legnica *(siège du Q.G. des troupes soviétiques* stationnées en Pologne), Lubin, *Walbrzyck, Zielona-Gora*, et avec aussi le soutien de quelques diri*geants de Wroclaw. L'état de* « préparation à la grève » a été proclamé *pour l'ensemble de ces villes.*

En principe, cette coalition régio*nale qui prend l'aspect d'une force* de pression contre la modération de *la direction du syndicat devrait* attendre la réunion de la commission *nationale de Solidarité, mercredi*, pour lancer un mot d'ordre de grève *effective. Mais la commission nationale* ayant adopté la semaine der*nière le principe d'une journée de* solidarité avec les paysans pour ce *même mercredi, un débrayage de* quatre heures a déjà été décidé à Jelenia-Gora, en toute « légalité » syndicale. Deux autres villes au moins, Gorzow, Wielkopolskie et *Gizycko ont pris des initiatives du* même genre.

Dans le sud-est du pays, à Rzeszow, devenu le Gdansk des *paysans où plusieurs centaines* d'agriculteurs et d'ouvriers occupent *depuis le début du mois* le siège des anciens syndicats, la tension *monte de façon préoccupante*. Des provocations mineures mais ré*pétées* sont organisées contre les occupants tandis que les délégations affluent et qu'on commence à parler, sans trop savoir encore si *le projet est sérieux*, d'une « marche nationale » des paysans sur la ville. Le fait est, en tout cas, qu'on a déjà vu vendredi dernier une imposante colonne de tracteurs tenter de pénétrer dans Bydgoszcz en grève (*le Monde* du 24 janvier) et que jeudi à Wroclaw quelque mille cinq cents paysans ont manifesté devant le siège de la voïvodie.

L'affaire paysanne a déjà pris suffisamment d'ampleur pour que *M. Walesa ait soudainement décidé*, lundi, de se rendre séance tenante *à Rzeszow, et il se pourrait* que la commission nationale de Solidarité *décide de prolonger* ses travaux d'une journée et le rejoigne pour *aller siéger symboliquement* jeudi parmi les occupants. Ce déplace*ment de M. Walesa*, conçu dans un but de modération, donne la mesure *de l'inquiétude des dirigeants* du syndicat.

Il faut relever encore trois autres situations de tension sociale. Une grève *avec occupation* des grandes entreprises était prévue ce mardi à *Bieloko-Biala*, dans le Sud, où une autre affaire de mise en accusation de fonctionnaires locaux traîne depuis plusieurs semaines. Ce même mardi, des grèves de trois et quatre heures devaient avoir lieu dans deux importantes villes minières, Jastrzebie et Bytom, pour protester contre la « *non-réalisation* » des accords d'août. A Lodz, centre textile du cœur de la Pologne, un millier d'entreprises devaient, pour la même raison, débrayer dans la matinée, de 9 heures à midi, et l'université de la ville est occupée depuis vendredi dernier par quelque quatre mille étudiants qui ont avancé, avec l'appui de l'organisation locale de Solidarité, une cinquantaine de revendications catégorielles.

Lundi après-midi, l'enregistrement du débat télévisé sur la semaine de cinq jours entre des représentants de Solidarité, des anciens syndicats et du gouvernement a eu lieu comme prévu (*le Monde* du *27* janvier), mais le ministre et le vice-ministre du travail, « souffrants », s'étaient fait remplacer par des collaborateurs de second rang, et la diffusion de l'émission a été repoussée à ce mardi soir.

A défaut de ces quarante minutes contradictoires, les téléspectateurs auront entendu un communiqué relativement court du bureau politique, qui s'était réuni dans l'après-midi. Tout en dénonçant les répercussions sur le marché intérieur des deux samedis rendus « libres » par l'action syndicale, la direction du parti souligne son « *attitude ouverte* » dans la discussion sur la manière de réduire le temps de travail et indique qu'elle a chargé le gouvernement de prendre des décisions qui puissent « *freiner l'approfondissement de la crise* ». Le ton est plutôt conciliant, donc, mais le fond l'est beaucoup moins, dans la mesure où le bureau politique estime qu'il appartiendrait à une commission d'experts des deux parties de trouver une solution. Autrement dit, le compromis proposé la semaine dernière par Solidarité n'est pas près d'être accepté.

BERNARD GUETTA.

LE DROIT DE GRÈVE EN POLOGNE... ET EN FRANCE

Voulant obtenir la semaine de cinq jours et disposer d'entiers week-ends, les travailleurs polonais ont décidé de faire grève le samedi en dépit des menaces agitées par leur gouvernement. Une fois de plus, la France se précipite à sa fenêtre, ses médias crépitent, chacun se sent solidaire de ces grévistes courageux : osera-t-on les sanctionner ? Osera-t-on même les licencier ? Quel scandale serait-ce... en Pologne !

Mais en France ? Le problème d'une telle grève s'y est posé en termes strictement identiques. Des salariés désireux de ne pas travailler le samedi avaient décidé, après échec des négociations, de faire grève ce jour-là. Ils furent immédiatement licenciés, sans le moindre préavis, sans la moindre indemnité : tant pis pour eux, tant pis pour leurs foyers, pour leurs enfants. Ils plaidèrent, invoquant assez naïvement le droit de grève, la Constitution, la démocratie libérale et avancée... Par un arrêt du 23 novembre 1978, la Cour de cassation leur a donné entièrement tort, aux motifs « qu'ils avaient décidé de satisfaire unilatéralement leurs désirs par une modification des conditions essentielles de leur contrat de travail et qu'il n'y avait pas eu de leur part exercice du droit de grève, lequel n'autorise pas les salariés à exécuter leur travail dans des conditions autres que celles prévues par leur contrat ». *En clair, lorsque la revendication porte sur les samedis, on n'a pas le droit de se mettre en grève le samedi... C'est comme ça, en France.*

On va bien voir si c'est pareil en Pologne. Mais, avant de commenter, avec une indignation frémissante, les décisions éventuelles des juges polonais, nos médias seront bien avisés de vérifier que ces juges n'ont pas simplement copié les nôtres.

JEAN-JACQUES DUPEYROUX.

Belgique

M. André Cools abandonne la présidence du parti socialiste

De notre correspondant

Bruxelles. — Un nouveau coup vient d'être porté au gouvernement déjà chancelant (*le Monde* du 27 janvier) par la démission du président du parti socialiste, M. André Cools, principal soutien du *premier ministre M. Martens*, a annoncé sa décision le lundi 26 janvier, vingt minutes après avoir été élu « homme politique de l'année 1980 » par les journalistes. Contesté par une fraction de son parti, il avait depuis plusieurs semaines *déclaré la guerre* au puissant syndicat socialiste F.G.T.B. (*Fédération générale du* travail de Belgique), dont l'influence au P.S. est déterminante.

M. Cools accusait les socialistes de faire de la démagogie et de *manquer de civisme en refusant* le moindre sacrifice. La F.G.T.B. *avait rejeté le plan de relance* du gouvernement et déclenché l'action, mais le président du parti avait résolument choisi le clan du premier ministre, plaidant pour un plus grand sens des responsabilités de la part des *hommes politiques.*

Le 16 janvier dernier, M. André *Cools avait suscité une nouvelle* polémique chez les socialistes en provoquant la fusion des entreprises sidérurgiques de Liège et de Charleroi. On lui reprocha alors d'avoir agi avec le patronat, sans consultation des organisations ouvrières. Ce regroupement, qui entraîna la perte de quelques *milliers d'emplois*, a provoqué divers mouvements so*ciaux, et depuis le mardi 27 jan*vier tout le bassin sidérurgique liégeois est en grève.

Fatigué, excédé, M. Cools avait depuis plusieurs semaines annoncé son intention de ne plus se représenter à la présidence du parti au congrès du 22 février prochain. Lundi, prétextant des « raisons de santé », il n'avait déjà plus siégé au bureau du P.S. *Le premier ministre* a exprimé sa tristesse en apprenant la démission de M. Cools. M. Martens perd son principal allié au moment où sa situation paraît fort compromise.

La succession de M. Cools (cinquante-trois ans) à la tête du principal parti de Wallonie sera sans doute assurée par M. Guy Spitaels, quarante-neuf ans, vice-*premier ministre.* C'est un autre style, c'est la fin du coup de poing sur la table et le début de la diplomatie.

PIERRE DE VOS.

Grèce

LES NÉGOCIATIONS SUR LE STATUT DES BASES AMÉRICAINES REPRENNENT A ATHÈNES

De notre correspondant

Athènes. — Les négociations concernant le nouveau statut des bases *américaines reprennent* le mardi 27 janvier. Cette nouvelle phase, *normalement* la dernière, devrait être aussi la plus délicate.

Un *accord de défense* et de coopération entre la Grèce et les Etats-Unis a été paraphé le 28 juillet 1977, mais il n'a pas encore été signé car la Grèce posait comme condition préalable son retour à l'OTAN. La signa*ture de cet accord aurait donc* dû intervenir après la réintégration mais, le 1er novembre, le gouvernement grec a fait des propositions concernant le commandement, le *fonctionnement* et le contrôle des bases, qui provoquèrent des réticences à Washington.

Athènes demande que les bases — les plus importantes sont celles d'Elleniko, de Néa, de Makri, de la Sude et d'Héraklion — soient placées sous le commandement d'officiers grecs qui doivent avoir libre accès à tous les *services, même* les plus secrets. Athènes demande aussi l'exploitation en commun des informations recueillies par les centres d'écoutes électroniques.

D'autre part, la Grèce veut prendre connaissance du texte intégral de l'accord similaire si*gné entre* la *Turquie et* les Etats-Unis afin de vérifier si certaines clauses secrètes ne portent pas atteinte à ses intérêts. Les Grecs tiennent en outre à obtenir des assurances concernant l'équilibre des forces dans la région de l'Egée, et la garantie que cet équilibre ne risque pas d'être rompu par *un éventuel coup* de *force* des Turcs.

Enfin, la création d'un quartier général de l'OTAN à Larissa, en Thessalie, pose encore quelques problèmes. Athènes réclame que les compétences et le partage des *responsabilités dans l'espace* aérien de l'Egée soient dès main*tenant clairement précisés.* Lors de son séjour à Athènes, les 10, 11 et 12 février, le général Rogers s'emploiera à éliminer les derniers obstacles.

Athènes estime qu'un accord sur le quartier général de l'OTAN à *Larissa facilitera les dernières* négociations concernant les bases et qu'un accord pourrait intervenir d'ici à la fin mars. Mais le gouvernement doit tenir compte des réactions des partis de gauche.

MARC 'LARCEAU.

A TRAVERS LE MONDE

Centrafrique

● M. JEAN-PIERRE LEBOUDER, premier ministre, a ouvert, lundi 26 janvier à Bangui, la campagne pour le référendum constitutionnel du 1er février prochain. Ce scrutin sera le premier organisé au Centrafrique depuis quinze ans. — *(A.F.P.)*

El Salvador

● LE SECRETAIRE GENERAL DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME a été enlevé le 26 janvier à son *domicile par des « civils fortement armés »*. Les membres de la commission qui ont annoncé l'enlèvement de M. Victor Medrano ont rappelé que deux des leurs avaient été récemment assassinés. Le président de la junte, M. Duarte, ont-ils ajouté, a récemment accusé la commission de « *partialité contre le gouvernement* ». D'autre part, le *Front* Farabundo Marti de libération *nationale* a, *dans* un communiqué diffusé de San-José-de-Costa-Rica, accusé l'armée salvadorienne de s'en prendre aux civils dans le centre du pays. — *(A.F.P.)*

● UN ACCORD ECONOMIQUE A ETE SIGNE entre les Etats-Unis et le Salvador le 23 janvier. La République centre-américaine achètera en 1981 12,7 millions de dollars de produits de consommation américains à des conditions privilégiées. En contrepartie, le gouvernement de San-Salvador s'engage à favoriser le développement de sa production agricole (ajustement des prix, réforme agraire) et à réorganiser son infrastructure économique. — *(U.P.I.)*

Irlande du Nord

● UN CANDIDAT UNIONISTE (protestant) a renoncé à participer à une élection municipale partielle, qui devait avoir lieu le mercredi 28 janvier à Belfast. M. David Smylie avait reçu un message le menaçant de mort s'il maintenait sa candidature. Une tentative de meurtre, le 16 janvier, contre l'ancienne parlementaire catholique Mme Bernadette Devlin et son mari, a déclenché une nouvelle vague de violence en Ulster. L'IRA provisoire a revendiqué, depuis lors, cinq attentats qui ont fait six morts, dont deux anciens députés unionistes. — *(A.F.P.)*

DIPLOMATIE

M. GISCARD D'ESTAING : ces dernières années, la politique américaine était instable et faible.

A l'occasion de son séjour à Rome, M. Giscard d'Estaing a été interrogé par M. Del Noce, de la télévision italienne, sur les conséquences internationales de l'arrivée de M. Reagan à la Maison Blanche. Il a déclaré :

« Nous avons tous souffert au cours des dernières années des incertitudes de la politique étrangère américaine. Ces incertitudes tenaient en partie aux circonstances (...) comme par exemple la prise des otages en Iran (...) Mais au total nous n'avons pas eu le sentiment qu'il y avait une ligne stable de la politique extérieure des Etats-Unis. D'autre part, les Etats-Unis se sont trouvés, non pas du fait de la gestion du dernier président mais du fait de ce qui s'était passé au cours des dix ou quinze années précédentes, dans une situation de faiblesse visible.

» Il n'est pas bon dans le monde qu'une des grandes puissances, notamment une puissance démocratique, apparaisse en situation de faiblesse.

» Il y a deux choses que nous pouvons attendre : C'est, d'une part, une définition claire de la politique des Etats-Unis, définition qu'ensuite, entre Européens, nous discuterons. Sur certains points elle sera conforme à la nôtre, sur d'autres elle appellera certainement des discussions avec les Etats-Unis. Le deuxième point, c'est que les Etats-Unis ne soient pas en situation de faiblesse. Je ne veux pas dire par là qu'il faille entrer dans une course aux armements (...) mais qu'il faut veiller à un bon équilibre, un équilibre exact entre les moyens de sécurité des deux superpuissances. »

R. S. V. P.

« The ambassador of Norway, Mr. Georg Kristiansen, and the Organizers of Nor-Shipping' 81 Exhibition request the pleasure of the company of the editor of *le Monde* », etc. *L'en-tête de l'invitation à une réunion de presse et celle de l'enveloppe portant :* « Ambassade royale de Norvège », *concession sans doute à la langue encore pratiquée à Paris et toujours en usage dans les P.T.T.*

Il y a des précédents, paraît-il, dans des représentations diplomatiques de moindre importance. Mentionnons, à titre de consolation, l'emploi des initiales « R.S.V.P. », *qui ont d'ailleurs franchi depuis longtemps les frontières de la francophonie. Répondre? Oui. Mais en quelle langue ?*

● *Pour prévenir la torture,* l'Assemblée du Conseil de l'Europe, réunie lundi 26 janvier à Strasbourg, a demandé à l'unanimité aux gouvernements des vingt et un pays membres d'instituer au sein de la Commission des droits de l'homme de l'ONU un contrôle préventif des lieux de détention. Un comité international indépendant ferait des visites sans préavis même là où il n'y a aucun motif de suspicion. — *(Corresp.)*

POUR PRÉSERVER L'UNITÉ DU MOUVEMENT

L'Inde n'a invité aucune délégation du Cambodge à la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères des pays non alignés

De notre correspondant

New-Delhi. — L'Inde a lancé un appel à l'unité du mouvement des pays non alignés, dont les ministres des affaires étrangères se réunissent, du 9 au 12 février, à New-Delhi. Dans une lettre adressée récemment à ses homologues, M. Narasimha Rao souligne l'importance croissante prise, dans le contexte actuel, par le mouvement des non-alignés et estime *« plus essentiel que jamais »* de donner de ce dernier *« l'image d'une force politique, morale et indépendante et d'un facteur positif de paix et de sécurité dans le monde »*. Aussi insiste-t-il sur la nécessité de nouveaux efforts en vue de *« consolider l'unité, la solidarité et la coopération des pays non alignés »*.

Dans sa lettre, M. Rao relève également les tentatives des pays développés pour faire échouer le dialogue Nord-Sud en s'efforçant de conserver leurs privilèges.

En visite à New-Delhi, le vice-ministre cubain des affaires étrangères a répondu favorablement à l'appel de M. Rao, les deux pays ayant convenu, selon le porte-parole indien, d'œuvrer de concert pour préserver l'unité du mouvement, en dépit des questions complexes qui seront débattues au cours de la conférence.

Significative est, à cet égard, la décision du gouvernement indien, qui a pourtant reconnu, en juillet 1980, le gouvernement pro-vietnamien de M. Heng Samrin, de n'inviter aucune délégation du Cambodge à la conférence ministérielle. Ce faisant, il s'en tient à ce qui avait été décidé lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du mouvement, à La Havane, en septembre 1979 : laisser le « siège vide » en attendant que le bureau du groupe se soit prononcé sur la question de la représentation du Cambodge. Or, il ne l'a pas encore fait, pas plus d'ailleurs que sur celle de l'« *expulsion* » de l'Egypte du mouvement.

A en croire le texte publié récemment par le quotidien prosoviétique de New-Delhi *Patriot*, le projet de résolution, rédigé par l'Inde et actuellement soumis aux participants, ne mentionne pas nommément le Kampuchéa et n'évoque qu'en termes très généraux la situation dans le Sud-Est asiatique. Soulignant l'urgence d'une *« solution politique globale qui assurerait la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région »*, le projet exprime le souhait que, *« à travers un processus de dialogue et de compréhension mutuelle, les pays de cette région puissent résoudre leurs divergences d'une manière qui élimine l'implication* — involvement — *de puissances extérieures »*.

Une relative discrétion, donc, sur le Kampuchéa, par rapport notamment au communiqué final de la conférence des Etats du Commonwealth d'Asie et d'Océanie (*le Monde* du 10 septembre 1980). Silence total, en revanche, sur le conflit irako-iranien, « omis délibérément », et auquel les responsables indiens semblent espérer qu'une solution aura été trouvée d'ici l'ouverture de la conférence.

Le projet de résolution proposé par l'Inde reprend, sur l'Afghanistan, l'esprit de la déclaration commune diffusée il y a un an, à l'issue de la visite en Inde de M. Giscard d'Estaing, esprit qu'avait déjà reflété le communiqué final du sommet régional du Commonwealth. Les parties concernées sont ainsi invitées à œuvrer *« en faveur d'un règlement qui permettrait au peuple afghan de déterminer son destin à l'abri de toute ingérence extérieure »*.

Reste à savoir si une telle rédaction est de nature à satisfaire ceux des pays non alignés qui, en janvier puis en novembre derniers, avaient contribué, aux Nations unies, à faire condamner, à une très large majorité, l'intervention soviétique en Afghanistan, alors que l'Inde s'abstenait lors de ces deux scrutins.

Rien n'est moins sûr à en juger par l'offensive diplomatique tous azimuts menée actuellement par les Indiens pour « vendre » leur projet et éviter ainsi que la réunion de février ne soit utilisée par certains comme une tribune pour dénoncer, une nouvelle fois, la politique soviétique et, surtout, que le mouvement des non-alignés n'en ressorte profondément divisé.

Sur l'Afghanistan, en effet, deux conceptions s'opposent. D'une part, celle de l'Inde qui, tout en souhaitant le retrait des troupes soviétiques, estime qu'une nouvelle condamnation de l'U.R.S.S. ne ferait que reculer davantage l'espoir d'une solution politique et qui, par conséquent, favorise la persuasion et les initiatives diplomatiques, notamment des non-alignés. D'autre part, celle de pays qui, tels les membres de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande), sont persuadés que l'U.R.S.S. n'évacuera l'Afghanistan que sous la pression redoublée de l'opinion mondiale.

PATRICK FRANCÈS.

L'affaire Kim Dae-jung continue d'hypothéquer les relations entre Tokyo et Séoul

De notre correspondant

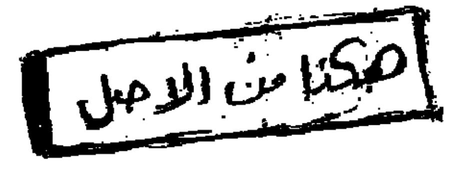
Tokyo. — L'apparente normalisation du régime de M. Chon Doo-hwan en Corée du Sud, marquée ces derniers jours par la commutation de la peine de mort de M. Kim Dae-jung, principale personnalité de l'opposition, en prison à vie, et par la levée de la loi martiale, devrait permettre à Séoul d'améliorer son image auprès de ses alliés. Si la visite du général Chon à Washington, à la fin de cette semaine, marquera un réchauffement des relations avec les Etats-Unis, l'annulation, le dimanche 25 janvier, par Séoul d'un projet de rencontre entre le nouveau maître de la Corée du Sud et le premier ministre japonais, M. Suzuki, indique, en revanche, que les retrouvailles nippo-coréennes seront plus difficiles.

Officiellement, le général Chon a renoncé à s'arrêter à Tokyo à son retour de Washington en raison de l'emploi du temps trop chargé du premier ministre japonais. Une démarche des Coréens pour préparer cette visite avait pourtant été accueillie favorablement par les Japonais après la décision des autorités de Séoul d'épargner la vie de M. Kim Dae-jung. Si le gouvernement et les milieux d'affaires se félicitent de la « clémence » du régime Chon, l'opposition, les syndicats et les milieux intellectuels dénoncent le « *marchandage politique* » auquel Séoul et Washington se sont livrés et demandent la libération du prisonnier et la restitution de ses droits civiques. C'est, semble-t-il, par crainte de manifestations hostiles importantes que les autorités japonaises ont fait comprendre à Séoul qu'il était préférable pour le général Chon de renoncer à se rendre à Tokyo. Ces manifestations auraient, en outre, pu prendre un caractère anti-américain, ce que Tokyo ne souhaite pas.

Il est évident pour les Japonais qu'un accord politique est intervenu entre Séoul et Washington pour dégeler les relations coréano-américaines : la vie de M. Kim en échange d'une reconnaissance officielle du régime Chon par la nouvelle administration Reagan, scellée par une visite du président sud-coréen aux Etats-Unis — il sera le premier chef d'Etat étranger à être reçu par M. Reagan avant même son homologue nippon — ce qui satisfait pleinement le chauvinisme qui se développe à Séoul et a pour cible le Japon.

Pour les Japonais, l'affaire Kim est, donc, loin d'être réglée, et bien que le gouvernement ait décidé de débloquer l'aide de 19 milliards de yens dont le versement avait été suspendu au moment de l'ouverture du procès, on doit s'attendre qu'elle continue à « empoisonner » les relations entre les deux pays. Pour les opposants japonais et une bonne partie de l'opinion publique, l'emprisonnement à vie de M. Kim pour des « crimes » dont il est loin d'être établi qu'il les ait commis est une peine inacceptable. Les milieux d'affaires et le gouvernement souhaitent assurément renforcer les liens avec le nouveau régime, mais la tâche est délicate : d'une part l'équipe dirigeante actuelle est loin d'être aussi liée que ne l'était le régime Park aux Japonais. Personne parmi les généraux au pouvoir ne parle le japonais et, pour une bonne partie, les réseaux du lobby nippon en Corée du Sud ont été démantelés par les purges décidées par le régime Chon. En outre, le gouvernement Suzuki doit tenir compte d'une opinion publique particulièrement sensible aux développements en Corée du Sud. *« Nous devons observer avec prudence l'évolution de la situation en Corée du Sud afin d'éviter une collusion entre Tokyo et Séoul comme celle qui a existé du temps du régime Park qui était loin d'avoir le soutien du peuple des deux pays »*, souligne dans un éditorial le quotidien *Mainichi*.

PHILIPPE PONS.



Le Monde

politique

LA PRÉSENCE DES COMMUNISTES DANS UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

M. François Mitterrand n'entend pas s'engager prématurément

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du P.C., a de nouveau, lundi 26 janvier, accusé M. François Mitterrand de préparer le terrain à une coopération du P.S. avec la droite, ou avec une partie de la droite. Il a également réaffirmé que le P.C. entend avoir « toute sa place » dans un gouvernement chargé de mettre en œuvre une politique nouvelle. S'il peut embarrasser les socialistes, ce dernier leitmotiv du P.C. ne les conduit pas à modifier leur ligne de défense : elle consiste à reporter l'échéance à plus tard, c'est-à-dire aux négociations qui devraient s'engager une fois l'Assemblée nationale dissoute par un président socialiste.

L'argumentation développée par le P.C. sur la participation éventuelle des ministres communistes au gouvernement en cas de victoire du candidat socialiste à la présidence de la République vient sans doute plus tôt que prévu. Il s'agit d'une arme que M. Georges Marchais souhaitait garder en réserve, mais le cours des choses en a décidé autrement : les élections législatives partielles, puis les sondages ont de nouveau placé M. François Mitterrand en bonne position pour affronter M. Valéry Giscard d'Estaing.

Ce crédit retrouvé du chef de file socialiste inquiète les communistes : ils ont donc réagi en deux temps, d'une part, en accentuant le caractère « anti-Giscard » de la campagne de M. Georges Marchais, d'autre part, en mettant en avant la revendication en faveur de la participation de ministres communistes au gouvernement. Le comportement du P.C. entre les deux tours de scrutin n'est pas en question (*le Monde* du 14 janvier) : à cet égard, M. Mitterrand paraît fondé à considérer que la direction communiste n'a guère d'autre choix que celui du désistement en faveur du candidat de gauche le mieux placé.

Il s'agit plutôt pour le P.C., en premier lieu, d'éviter que dès le premier tour certains électeurs communistes ne votent « utile », c'est-à-dire pour le candidat socialiste, et en second lieu de gêner M. Mitterrand dans la perspective du second tour, en inquiétant l'électorat modéré.

Les socialistes partagent d'autant mieux cette analyse que la revendication de ministres communistes au gouvernement est fort logiquement relayée par la droite. Il n'y a là aucun élément de surprise : en 1974, le candidat Giscard d'Estaing avait surtout posé au candidat Mitterrand trois questions : êtes-vous le candidat du programme commun ? Etes-vous capable de parler de l'avenir, alors que vous êtes « *un homme du passé* » ? Aurez-vous des ministres communistes dans votre gouvernement ?

Les dirigeants socialistes ont donc aisément imaginé que la campagne du candidat Giscard d'Estaing en 1981 le conduirait à poser des questions analogues, en remplaçant programme commun par « *projet socialiste* ». La ligne de défense qu'ils ont imaginée est simple : pour éviter le piège de la première question, M. Mitterrand mènera une campagne peu programmatique, axée sur l'idée qu'un président socialiste ne se mêlerait pas de tout, et se préoccuperait davantage des grandes options qui engagent le pays pour sept ans que du programme du futur gouvernement. Pour éviter le piège de la seconde question, M. Mitterrand s'efforcera de mettre en avant le caractère collectif et riche en individualités de l'équipe qui l'entoure. C'est ainsi qu'au premier rang de l'organigramme de la campagne du candidat socialiste devrait être constitué un premier cercle de conseillers comprenant notamment : MM. Michel Rocard, Pierre Mauroy, Gaston Defferre, Jean-Pierre Chevènement, et le nouveau premier secrétaire, M. Lionel Jospin.

Un « contrat de gouvernement »

S'agissant de la question des ministres communistes, M. François Mitterrand dispose de plusieurs arguments. Le premier consiste à faire ressortir la contradiction qu'il y a, pour le P.C., à annoncer que le P.S. se prépare à collaborer avec une partie de la droite, et à demander sa propre participation à une telle entreprise. Puisque Mitterrand, c'est la droite ; vouloir gouverner avec lui c'est vouloir gouverner avec elle. On peut mettre l'un ou l'autre argument en avant, on ne peut guère soutenir l'un et l'autre.

En fait, le candidat socialiste devrait s'abriter derrière une démonstration de caractère constitutionnel. Il estime en effet qu'un président de la République socialiste devrait rester fidèle à l'idée que le gouvernement est issu de la majorité parlementaire et qu'il est responsable devant elle. La première tâche de M. Mitterrand serait donc, s'il était élu, de dissoudre l'Assemblée nationale afin de faire apparaître une nouvelle majorité ; de celle-ci émaneraient le nouveau gouvernement et son premier ministre. Dans cette perspective, et au lendemain seulement d'une victoire de son candidat, le P.S. proposerait au P.C. un « *contrat de gouvernement* », selon une expression chère à M. Pierre Mauroy, qui avait développé cette notion dès le congrès de Metz.

A ce sujet, un débat avait eu lieu au sein du P.S. lors d'un comité directeur (*le Monde* du 4 mars 1980), débat qui a resurgi brièvement, samedi 24 janvier, dans les couloirs du congrès de Créteil. Les amis de M. Rocard soutenaient en effet que, pour éviter de permettre au P.C. de s'avancer dès maintenant sur le terrain parlementaire et gouvernemental, et surtout pour ne pas donner une lecture de la Constitution trop proche du parlementarisme de la IVe République, un candidat socialiste ne devrait pas « *se lier les mains* » en annonçant une dissolution quasi immédiate de l'Assemblée nationale. Dans l'esprit de M. Rocard, une dissolution ne pourrait intervenir qu'après un refus par l'actuelle Assemblée des réformes constituant la plate-forme du candidat socialiste, devenues le programme du président socialiste.

De son côté, M. Mitterrand avait annoncé, dès le 25 janvier 1980, qu'un élu de gauche devrait sans attendre dissoudre l'Assemblée, afin de ne pas prêter le flanc aux accusations du P.C. tendant à accréditer l'idée que, à peine élu, le candidat socialiste s'efforcerait de s'entendre avec une partie au moins de la droite.

Ce débat n'a désormais plus lieu d'être : M. Mitterrand est candidat. L'objectif des uns et des autres était d'ailleurs le même : repousser l'échéance et renvoyer à plus tard la réponse à une question susceptible d'inquiéter l'électorat modéré.

Plus que jamais, il s'agit pour M. Mitterrand d'attendre : attendre que, la candidature de M. Jacques Chirac aidant, le désordre s'installe de nouveau dans le camp adverse et permette au candidat socialiste de retourner au candidat Giscard d'Estaing sa question et de lui demander à son tour : avec qui gouvernerez-vous ?

L'attitude du P.C. alimente, en tout état de cause, la crainte que nombre de socialistes, et non des moindres, expriment et qui est de voir le P.C. se comporter en allié objectif de M. Giscard d'Estaing. Cette attitude communiste révèle, en outre, s'il en était besoin, le caractère décisif du premier tour pour chacun des deux partis de gauche.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. FITERMAN : le P.C.F. doit avoir toute sa place au gouvernement.

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., a déclaré, lundi 26 janvier, sur TF 1, que M. François Mitterrand veut « *laisser sans réponse des questions décisives qui sont posées* [par l'élection présidentielle], *c'est-à-dire quelle politique il faut à la France pour sortir de la crise, quelle politique il faut substituer à la politique actuelle et avec qui mettre en œuvre cette politique* ». Selon M. Fiterman, M. Mitterrand « *veut garder les mains libres, comme il le voulait déjà en 1977, ce qui l'a conduit à se dégager du programme commun* ».

« *Plus que cela,* a ajouté M. Fiterman, *il ménage le terrain pour établir demain une coopération entre le parti socialiste et une partie de la droite ou la droite tout entière, pour mettre en œuvre une politique qui ne pourrait que consister à continuer, voire à aggraver, la politique actuelle.* »

Le dirigeant communiste a reproché au candidat du P.S. de ne pas répondre à la question de la participation du P.C.F. au gouvernement qu'il constituerait s'il était élu président de la République. « *Ce que nous voulons,* a précisé à ce sujet M. Fiterman, *c'est que le parti communiste ait, dans un gouvernement chargé de mettre en œuvre une politique nouvelle, toute sa place. Rien que sa place, mais toute sa place, c'est-à-dire celle qui correspond à ce qu'il représente dans le pays, au rôle qui est le sien. Nous voulons participer à part entière, nous y sommes prêts. Georges Marchais l'a dit, je le répète.* » M. Fiterman a ajouté, qu'une rencontre entre communistes et socialistes serait sans objet.

A « CARTES SUR TABLE »

Mme Garaud : « Giscard se croit plus intelligent que la France »

La moitié d'émission « Cartes sur table » d'Antenne 2 offerte lundi soir 26 janvier à Mme Marie-France Garaud a fourni à celle-ci une occasion inespérée de mimer la parabole des lapins fascinés et dévorés par le boa que Georges Pompidou lui racontait pour illustrer les comportements des députés gaullistes face à M. Giscard d'Estaing avant 1974. Mais cette fois-ci, Mme Garaud a tenu le rôle du boa face à deux journalistes-lapins, littéralement médusés et désarçonnés par son assurance, ses affirmations péremptoires et ses certitudes, lui laissant l'initiative de conduire l'émission à sa guise.

La candidate n'a pourtant guère innové par rapport à ses prestations précédentes pour dire que le R.P.R. s'était laissé réduire à « *n'être qu'un parti* » ou que les hommes politiques n'avaient pas répondu à son attente. Accentuant cependant ses critiques à l'égard de M. Giscard d'Estaing, Mme Garaud a cité un mot de Georges Pompidou — les références à l'ancien chef de l'Etat ont été nombreuses — qui voulait être cruel : « *Ce qu'il y a de grave avec Giscard, c'est qu'il se croit plus intelligent que la France.* » Pour la candidate, en tout cas, il fallait, « *pour l'Afghanistan, faire exactement le contraire de ce qui a été fait* », et encore « *être l'artisan d'une réplique cohérente du monde libre* », et enfin « *ne pas aller à Varsovie* », car tout ce qui a été fait par le chef de l'Etat en matière de politique étrangère « *n'a pas de sens commun* ».

A propos des promesses des Soviétiques, elle demande : « *Ou bien M. Giscard d'Estaing les croyait et il est un naïf, ou bien il ne les croyait pas, alors pourquoi il nous l'a dit ?* » Quant à la politique à l'égard du Tchad, elle estime que « *nous avons élevé l'incohérence à la hauteur de la diplomatie* ». Au total, « *nous avons déclaré ces deux situations inacceptables et nous avons tout accepté* ». Elle juge qu'avec l'élection de M. Reagan « *nous retrouvons aux Etats-Unis de la vigueur et de l'énergie* » et elle souhaite donc que la France redéfinisse avec l'Amérique « *les termes de notre alliance avec les Etats-Unis dans le monde libre* ». Au hasard des réponses, on note qu'elle « *espère que M. Mitterrand sortira du flou artistique* », qu'il dira « *s'il prend ou non des ministres communistes dans son gouvernement* ».

On relève aussi qu'elle est favorable au maintien de la peine de mort, qu'elle dénonce la politique économique puisque « *l'indemnisation du chômage coûte 1 milliard de francs par semaine* », et qu'elle souhaite — alors qu'elle est elle-même maître des requêtes à la Cour des comptes — que l'Etat donne l'exemple des économies en réduisant le nombre des fonctionnaires. A l'aise dans la sévérité et la causticité, maniant l'ironie tranchante, désinvolte et mordante avec ses interlocuteurs, Mme Garaud a montré que, tout comme le Taciturne, elle prend un plaisir extrême à entreprendre sans espérer et à persévérer sans être sûre de réussir. — A. P.

M. Crépeau : « plus rien ne justifie la séparation de la famille radicale »

Invité de l'émission « Carte sur table » d'Antenne 2, dans la seconde partie, M. Michel Crépeau, président du Mouvement des radicaux de gauche, a présenté son mouvement comme étant celui du « *socialisme du possible* » qui met en avant « *une dimension humaine de la politique* ».

Il a rappelé qu'en 1936, avec le Front populaire, puis avec M. Pierre Mendès France, la gauche avait gagné parce qu'elle avait avec elle le parti radical. « *Ma conviction,* a-t-il déclaré, *est que la gauche — socialiste et communiste sur le plan électoral — ne peut gagner que si elle a, à côté d'elle, un puissant parti radical qui rassemble tous ces gens qui refusent la droite, qui refusent la réaction, qui refusent aujourd'hui Valéry Giscard d'Estaing, mais qui ne sont pas pour autant communistes ou socialistes.* »

Le maire de La Rochelle a également estimé que « *plus rien ne justifie la séparation de la famille radicale* » puisque le programme commun, cause de sa division, n'existe plus. Il a affirmé que, contrairement aux communistes et aux socialistes, les radicaux ne demandent pas une « multitude » de nationalisations, mais seulement celles des secteurs de l'informatique, de la sidérurgie et de l'aéronautique.

Interrogé sur la présence de ministres communistes dans un gouvernement socialiste, M. Crépeau a jugé « *impensable* » que M. Mitterrand « *puisse gouverner avec M. Marchais, ministre d'Etat, à sa droite et M. Roland Leroy à sa gauche.* « *Quand les gens veulent se marier,* a-t-il ajouté, *il faut qu'ils soient sincères, qu'ils y croient, qu'ils soient mariables et, avec le discours que tient M. Marchais, surtout à propos de M. Mitterrand, il est difficile qu'ils soient mariables.* »

Le président du M.R.G., qui a affirmé que son parti l'encouragerait « *à une écrasante majorité* » dans sa candidature, a confirmé qu'il se désistera au second tour en faveur de M. Mitterrand ; il a également critiqué la politique de M. Giscard d'Estaing, indiquant que, s'il descendait les Champs-Elysées aujourd'hui, « *parmi ceux qui l'avaient applaudi en 1974, beaucoup ne l'applaudiraient pas parce qu'ils pensent qu'ils ont été trompés* ».

POINT DE VUE

Quelle stature internationale ?

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

EN apparence, même parcours que celui de Georges Pompidou, ce qui n'est certainement pas la gloire dont on rêvait. Même tentative de décrispation envers nos partenaires européens et américains : le sommet de La Haye en 1969 a son symétrique à Paris en 1974. Les desseins prêtés à la France d'alors, quand en 1969 la date était venue où nous avions la faculté juridique de quitter l'alliance, furent dissipés, comme aujourd'hui il est acquis que nous tiendrions notre créneau, d'avance désigné, dans la bataille dite de l'avant. Même erreur à l'égard de la Grande-Bretagne admise politiquement dès 1969, bénéficiant, en 1974, d'un statut particulier qu'elle n'avait pu obtenir dans la lettre de son adhésion au traité de Rome. Même imprudence en face des institutions communautaires : la novation budgétaire de 1970, la novation dans le mode de désignation des délégations à l'Assemblée de Strasbourg en 1977. Mêmes imprévisions sur l'Indochine, mêmes mauvaises relations avec l'Algérie, même collaboration franco-africaine, mêmes ambiguïtés en ce qui concerne l'Union soviétique, c'est-à-dire même oubli en début de règne et parfois tout au long des legs, des ambitions et des expériences du général de Gaulle.

La France a pourtant davantage rétrogradé dans le monde de 1974 à 1981 que de 1969 à 1974. Notre dérive s'est faite sur deux plans.

⁂

Premier plan. La toile de fond. Des paroles parfois judicieuses, mais toujours à la suite du mouvement de l'opinion, ne peuvent masquer une incompréhension fondamentale de la mutation de notre époque. Georges Pompidou vécut presque tout son règne dans des conditions diplomatiquement comparables à celles que connaissait de Gaulle depuis 1958 : expansion économique internationale, complicité objective des deux grands, rapports encore coloniaux avec le tiers-monde, espérances européennes. Il n'y avait donc presque rien à inventer et presque tout à maintenir. L'ancien premier ministre du général de Gaulle eut le mérite de dénoncer la décision d'inconvertibilité du dollar, même s'il fut ensuite dupé aux Açores, de ramener à sa main un ministre des finances laxiste dans les rencontres de Tokyo et de Nairobie et de parer à sa manière la percée diplomatique de Willy Brandt par une ambition industrielle pour la France ? Il eut surtout la clairvoyance — peut-être des mourants — de sentir le changement d'époque au printemps de 1974 et de l'afficher devant l'opinion et devant le gouvernement (1).

M. Giscard d'Estaing, quand tout montrait qu'il n'y aurait de solidarité européenne qu'au rabais et sous obédience américaine, a, au contraire, lié davantage la France : la série institutionnalisée des sommets occidentaux et européens n'est que la partie visible de notre intégration. Le résultat n'est pas la catastrophe mais l'immobilité : toutes les questions pendantes à son arrivée à l'Elysée se représentent telles quelles à l'échéance d'avril, et que le duel exactement le même en 1981 qu'en 1974 montre le peu qui a été avancé dans le fond des affaires. Pas de réformes monétaires ni commerciales internationales, dialogue Nord-Sud ou euro-arabe au point où ils en étaient quand Georges Pompidou et Michel Jobert les proposèrent, second élargissement du Marché commun dans des conditions telles que la France n'a maîtrisé ni le calendrier ni la question des réformes de fond qu'elle était admirablement placée pour ce faire.

Deuxième plan. Les acteurs. Une personnalisation excessive du pouvoir et donc de notre diplomatie a donné à la France directement les lacunes et les traits de caractère de son président, alors que c'est le propre des institutions et des administrations, surtout en politique extérieure, de gommer au moins dans la présentation et dans l'exécution les coefficients individuels. On le vérifie dans deux domaines.

Premier domaine. L'analyse d'une situation ponctuelle et imprévue. Les premières gammes furent faites dans les enlèvements d'otages, notamment en Afrique. Le plus retentissant et compliqué a été celui de Mme Claustre. Les états-majors de crise, la grandiloquente prise de responsabilités directe ne nous ont pas grandis. Les choses sont plus graves quand il s'agit des crises d'Iran, d'Afghanistan, du Tchad. L'hésitation par absence des véritables structures de pensée sur la France et le monde est telle que nous avons chaque fois plusieurs analyses successives ou simultanées des remords de plume ou des communiqués des démarches et des annulations de démarches. Abritant Khomeiny, nous avons la naïveté de penser nos fabuleux contrats en sécurité et même que nous râflerons ceux des autres ; un drapeau de 3 milliards à la Coface, donc à la charge du contribuable. Suivant que le communiqué ou le sermon sont du conseil des ministres, du premier ministre ou du ministre des affaires étrangères, l'intervention russe en Afghanistan est décisive, secondaire, de nature à tout casser pour finalement nous placer dans l'impromptu de Varsovie. Au Tchad, où il n'est que deux positions françaises, la présence ou l'absence, nous nous en étonnons qu'après coup, grandissant d'autant la victoire, si c'en est une, de notre adversaire s'il en est un, nous prêchons un boycott européen d'avance impossible, tandis qu'en Afrique même le ministre des affaires étrangères ramène tout à des proportions qu'il lui faudra de nouveau gonfler à son retour.

Le second domaine est encore plus périlleux. Les relations étrangères de la France semblent être des liaisons de personne à personne. Mais à tomber dans les affinités électives ou à céder à des penchants personnels devenant notoires, on risque bien plus qu'une réputation personnelle si l'on est président de la République. Et les erreurs *in peto* reconnues sont deux fois dangereuses quand le fâcheux précédent paralyse l'initiative suivante. Là encore, l'immobilité est la sanction. Or le jeu de la France de tout temps a été d'inspirer le mouvement aux grandes affaires du monde. Commenter celles-ci n'est pas une politique extérieure.

⁂

Stature internationale ? Celle seulement qui est crayonnée à satiété pour les Français de l'Hexagone. « Ce n'est pas qu'il n'aime pas la France, c'est qu'il se croit supérieur », confiait Georges Pompidou à Philippe de Saint-Robert (2). La domestication des ondes, le détournement du commentaire, le culte de la personnalité auxquels nous avons acquiescé ou guère prêté d'attention n'ont pas eu de conséquences qu'en politique intérieure.

(1) *Entretiens et Discours*, tome II, pages 298 et 297.
(2) *Les Septennats*, page 114.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Un président vulnérable ?

Des élections partielles et des sondages, nombre de commentateurs de la presse hebdomadaire retirent le sentiment que l'issue de la bataille présidentielle est plus incertaine que jamais.

Dans *LE POINT*, André Chambraud écrit : « *Les esprits blasés diront qu'il s'agit là d'un mauvais remake : sept ans après, Giscard et Mitterrand se retrouvent face à face pour un match revanche, et, à moins de cent jours du scrutin, les sondages refont le coup des 50-50 ou des 51-49... On connaît. Pourtant, méfions-nous des apparences : la partie qui commence n'a rien à voir avec celle de 1974. Au « pour ou contre le programme commun », qui avait dominé la précédente campagne, s'oppose aujourd'hui un « tous contre Giscard », beaucoup plus singulier* ».

Au « tous contre Giscard », l'hebdomadaire communiste *RÉVOLUTION* oppose « *les convergences et même la communauté d'intérêts qui existent aujourd'hui entre les deux partis de la majorité d'une part, et le P.S. d'autre part* ». Gilbert Wasserman note : « *Tout est (...) en place pour faire croire à tout un chacun qu'il est certain désormais que l'élection présidentielle se jouera entre le président sortant et François Mitterrand, duel dont Jacques Chirac serait l'arbitre. A ceux qui hésitaient, qui se demandaient si le candidat socialiste n'était pas trop usé, on a vite su faire comprendre qu'il était temps de serrer les rangs et que si l'on voulait empêcher Georges Marchais de figurer au second tour, rien n'était plus urgent de de crédibiliser à nouveau François Mitterrand.* »

Après avoir relevé que la rupture, entre socialistes et communistes, n'a pas enrayé la progression du P.S., Jean-François Revel, dans *l'EXPRESS*, remarque : « *Un P.S., fort sans les communistes, tel est l'adversaire que Giscard n'avait pas encore affronté.* »

Trois autres constatations sont faites dans l'hebdomadaire protestant *RÉFORME*, par Odon Vallet : premièrement, « *la campagne est partie trop tôt* » ; deuxièmement, « *c'en est fini des illusions de beaucoup de petits candidats* [qui] *ne seront pas plus de cinq ou six à pouvoir lutter contre la bande des quatre* » ; troisièmement, « *la situation internationale tendue joue contre les candidats paraissant « légers » et pour les valeurs sûres* ».

Cette situation internationale, Henri Smolarski l'évoque dans son éditorial de *TRIBUNE JUIVE HEBDO*, consacré à « *l'existence mythique ou non d'un vote juif* ». Après avoir rappelé la position de M. Henri Hajdenberg, président du Renouveau juif, hostile à l'actuel chef de l'Etat, il relève que M. Giscard d'Estaing n'a pas « *le monopole du pro-arabisme* ». « *Il ne sera pas si facile,* ajoute-t-il, *même s'il s'agit d'un vote-châtiment, de découvrir, dans la panoplie des candidats, celui qui, sans ambiguïté, mérite de servir d'instrument de vengeance* ».

Aux yeux de Thierry Pfister, dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*, le président de la République « *vient de perdre, au cours des dernières semaines, des points précieux* » avec la crise européenne, l'entrée de la Libye au Tchad et les remous boursiers autour de l'emprunt 7 % 1973. De ces faits, Thierry Pfister tire la conclusion suivante : « *C'est sa crédibilité personnelle que Valéry Giscard d'Estaing doit, en priorité, restaurer. Car, d'ores et déjà, une chose est sûre : s'il est battu au soir du 10 mai, il le devra essentiellement à ses propres faiblesses.* »

Reste que ces « faiblesses » ne pourront bénéficier aux adversaires du chef de l'Etat que s'ils ont eux-mêmes un minimum de crédibilité. — A. CH.

● *M. Pierre Carous*, sénateur R.P.R. du Nord, maire de Valenciennes, a été réélu président du Mouvement national des élus locaux (M.N.E.L.). MM. Michel Giraud, sénateur R.P.R. du Val-de-Marne, maire du Perreux-sur-Marne, et Jean-François Pintat, sénateur U.D.F. de la Gironde, maire de Soulac-sur-Mer, ont été reconduits dans leurs fonctions de premier vice-président délégué, ainsi que M. André Voisin (C.N.I.P.), adjoint au maire de Neuilly-sur-Seine, au poste de secrétaire général. M. Marc Bécam, sénateur du Finistère (rattaché administrativement au groupe R.P.R.), maire de Quimper, a été nommé vice-président.

Un entretien avec M. Didier Bariani

(Suite de la première page.)

— *Le candidat s'était engagé clairement ?*

— Il avait envoyé au président du parti une lettre dans laquelle il avait déclaré parfaitement recevables nos deux orientations fondamentales.

— *C'est la mise en œuvre de ces orientations qui vous a déçu ?*

— De fait, nous restons sur notre faim. Pour ce qui est de l'argent public, il y a eu stagnation en ce qui concerne la manière dont le produit de l'impôt est réparti et utilisé par les citoyens. Quant à la diffusion des pouvoirs vers les régions, force est de constater que les établissements publics régionaux n'ont, en aucune manière, vu s'accroître leurs prérogatives et leurs moyens d'action concrets.

— *La représentation parlementaire de votre parti joue tout de même le jeu majoritaire en votant les lois, à de très rares exceptions près !*

— Notre loyauté, qu'on ne peut mettre en défaut, ne nous rend pas toujours les choses faciles. Car le parti radical est dans la position du petit qui doit crier très fort pour être entendu.

— *Vous criez très fort et vos partenaires de la majorité ne manquent pas de vous en faire grief. Quand ils ne disent pas tout simplement : « C'est Bariani qui pousse son cri et ça n'a pas d'importance parce qu'il rentrera dans le rang au moment des élections. »*

— Il y a d'abord là une question d'honnêteté. Autant le parti radical se garde de faire référence à une quelconque orthodoxie majoritaire, autant il se refuse à oublier une solidarité majoritaire dont il est responsable devant le pays, devant ses électeurs.

— *Toutefois, lorsqu'à la tribune du congrès d'Aix vous vous en preniez à un certain environnement aristocratique, on pouvait penser que vous visiez la famille sociologique du président de la République.*

— Je ne serais pas dans mon rôle si je trahissais les alliances auxquelles nous avons librement souscrit, mais je suis dans mon rôle quand je rappelle les promesses qui nous avaient été faites. Je ne suis pas condamné au mutisme par les alliances de mon parti. Une entente n'est pas un bâillon.

— *Je faisais allusion à un passage précis du discours d'Aix. Le passage relatif à l'environnement conservateur du chef de l'Etat.*

— Je visais, effectivement, un environnement conservateur. Cet environnement représente des milieux, des catégories sociales, qui ne sont pas ceux de l'ensemble des Français. Et, *a fortiori* des radicaux. Quant aux refus de vote à l'Assemblée nationale, ils ont un intérêt s'ils traduisent une conviction. Un refus de ce qui est, à nos yeux, inacceptable. Le projet de loi « sécurité et liberté », que je n'ai pas voté, était, indubitablement, d'une inspiration réactionnaire, trop globalement répressif.

» C'est simple, quand un projet ne nous plaît pas, nous ne le votons pas. Qu'un certain nombre de nos partenaires soient exaspérés par notre attitude n'est pas pour nous une raison d'y renoncer. Si des responsables de la majorité considèrent, comme vous le dites, que le comportement des radicaux est sans conséquences parce que l'on peut se passer d'eux, ou avec l'arrière-pensée de nous voir rentrer dans le rang, ils font un mauvais calcul. Je vois mal la majorité se passer de sa seule composante authentiquement de gauche. Si l'on s'obstine à ignorer nos propositions, nous ne nous sentons pas condamnés *ad vitam aeternam* à accepter cette situation.

— *Quel serait le critère de rejet de cette situation, quel serait le point de non-continuation ?*

— Ce serait un septennat identique à celui qui vient de se dérouler.

— *Il faudra donc attendre sept ans...*

— Pas forcément. On y verra clair rapidement. Le point de non-continuation, comme vous dites, ce serait que prévalent les mêmes critères, les mêmes pesanteurs, la même propension à repousser les réformes fondamentales. Ce serait que le septennat prochain reparte sur des bases identiques au septennat passé.

Une alternance par glissement

— *N'y a-t-il pas dans l'esprit des radicaux une nostalgie de l'époque où ils faisaient équipe avec les socialistes ?*

— Ce n'est pas une nostalgie, c'est une obligation. Si l'on peut imaginer le pays gouverné par une majorité étroite en période d'expansion et avec la paix aux frontières, en revanche, quand les risques de conflits internationaux sont ce qu'ils sont et quand l'expansion est pratiquement nulle, on ne peut pas gouverner le pays avec les mêmes critères que ceux qui ont prévalu durant les vingt dernières années. Faute d'une alternance par rupture, que les radicaux ne souhaitent pas à cause de l'hypothèque communiste, il faudra bien en venir à une alternance par glissement. Cela n'implique pas le racolage des hommes, mais cela signifie qu'il faudra tenir compte de certaines propositions tout à fait recevables de l'opposition.

— *Vous voulez dire : appeler des ministres socialistes — et socialistes ès qualités — au gouvernement, ou bien mettre en chantier certaines les réformes contenues dans le programme du P.S ?*

— Il s'agit de savoir si l'on est capable de faire un « Grenelle politique » et de déterminer ensemble les cinq ou six choix fondamentaux qui commandent l'avenir et si l'on est capable de s'entendre sur les voies et moyens indispensables à la survie du pays.

— *Compte tenu de ce que vous venez de dire sur l'environnement du président de la République, vous croyez vraiment qu'il puisse exister un tronc commun à la majorité actuelle et au parti socialiste ?*

— On ne demande pas aux uns et aux autres de s'aimer, on leur demande d'avoir le bon sens de considérer que, de toute manière, ils sont embarqués sur un même bateau. Il faut que les gouvernants sachent que détenir le pouvoir contre la moitié de l'opinion, ce n'est pas une situation indéfiniment viable dans un pays menacé. Certes, nous ne considérons pas que le projet socialiste peut être appliqué, tout de suite et globalement, nous sommes même convaincus du contraire, conviction d'ailleurs partagée par bien des socialistes. Il reste qu'il n'existe pas, chez nous, de condamnation *a priori*.

— *Cette nostalgie dont nous parlions, les radicaux ne sont-ils pas en train de la transposer en un rêve d'union nationale ?*

— Oui, mais sûrement pas l'union nationale qu'on nous a vendue jusqu'à présent. L'union nationale a toujours été le grand mot des représentants de la droite pour essayer de sauvegarder leurs propres intérêts. Les citoyens ont suffisamment évolué pour ne pas tomber une fois de plus dans ce piège. L'union nationale ! oui, mais conçue différemment : afin que la quasi-totalité de la nation puisse se reconnaître dans les choix et les orientations des pouvoirs publics. En fait, je préférerais le terme « union républicaine ».

— *On parle de convergences entre socialistes et gaullistes. Vous semblez plutôt en souhaiter d'autres...*

— Je ne crois pas aux convergences tactiques, sauf pour détruire. Les vrais convergences reposent sur un minimum d'accords dans les orientations politiques. Je viens de le dire : incontestablement, le parti radical ne réfute pas en bloc ce que peut proposer le parti socialiste. Il n'empêche que, quand j'observe certaines attitudes de dirigeants R.P.R., j'estime qu'il est trop facile de se dédouaner de la manière dont on s'est emparé de la machine de l'Etat pendant vingt ans, par des déclarations sur de prétendues convergences. Nul ne saurait se leurrer sur les véritables intentions que recouvrent ces déclarations. Elles sont de portée strictement tactique.

» Cela dit, et je reviens aux socialistes, rien ne serait plus terrible qu'une opposition de plus en plus irresponsable parce que de plus en plus éloignée des contraintes de l'exercice du pouvoir, et qu'une droite sans contre-pouvoir, agissant de manière de plus en plus égoïste et sectaire.

» Le danger, pour la démocratie, ce n'est pas forcément de mourir de mort violente ; ce peut être de mourir d'indifférence, quand une large partie de la communauté nationale ne ressent plus la nécessité de la défendre.

— *Un deuxième septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing peut-il donner à cette société l'orientation que vous souhaitez ?*

— Le parti radical s'est très clairement prononcé « *pour une autre majorité pour un autre septennat* ». Ce ne doit pas être la majorité dans sa forme actuelle qui reprendra les rênes dans les mêmes conditions après l'élection présidentielle. Les objectifs ne peuvent pas, non plus, être les mêmes. Il faut d'autres hommes, d'autres perspectives et un schéma différent.

Pour tout dire, les radicaux ne désespèrent pas de voir le président de la République mettre en pratique les intentions généreuses et le analyses intelligentes de *Démocratie française*. »

Propos recueillis par
NOËL-JEAN BERGEROUX.

APRÈS LA MORT DE ROBERT BALLANGER

Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, dont les obsèques auront lieu le jeudi 29 janvier à Aulnay-sous-Bois, sera remplacé, au siège de député de la huitième circonscription de la Seine-Saint-Denis, par son suppléant, M. François Asensi.

[Né le 6 juin 1945, M. François Asensi a adhéré au parti communiste en 1964. Dessinateur industriel, il a été secrétaire départemental de la jeunesse communiste de la Seine-Saint-Denis, puis, de 1972 à 1975, secrétaire de l'Union de la jeunesse communiste. Conseiller municipal d'Aubervilliers de 1971 à 1977, M. Asensi, entré au secrétariat fédéral du P.C. de la Seine-Saint-Denis en 1976, est devenu premier secrétaire en novembre 1979.]

● *M. Giscard d'Estaing* a adressé à Mme Ballanger un télégramme dans lequel il déclare notamment : « *Je garderai le souvenir personnel d'un homme ouvert, que j'ai rencontré dans l'exercice de sa fonction de président de groupe parlementaire et dont j'ai apprécié la franchise rude mais cordiale.* »

● *M. Georges Marchais* a évoqué, dans une déclaration, les « *lourdes et courageuses responsabilités nationales* » assumées dans la Résistance par Robert Ballanger, qui, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, était devenu « *une personnalité nationale respectée* ».

● *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du P.S., « *salue la mémoire de Robert Ballanger* » et « *exprime aux militants communistes et à leur direction son émotion et sa sympathie* ».

● *M. Jacques Limouzy*, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, représentera le gouvernement aux obsèques de Robert Ballanger, qui auront lieu jeudi 29 janvier à Aulnay-sous-Bois. De son côté le Premier ministre a adressé un télégramme de condoléances à Mme Robert Ballanger.

● *M. Roger Chinaud*, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale a estimé : « *Robert Ballanger jouissait à juste titre de l'estime générale de tous les membres de l'Assemblée, fidèle jusqu'au dernier jour à ses convictions politiques, il savait manifester à ses adversaires la chaleur de sa nature ; c'est pourquoi, tant en mon nom personnel qu'en celui du groupe U.D.F., j'adresse à Mme Ballanger, à sa famille et à ses amis politiques, nos condoléances attristées* ».

● *Présence indépendante et libérale*, tel est le nom du « *club de réflexion et d'action* » créé par M. Maurice Ligot, ancien secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans, après le conflit qui l'a opposé à M. Philippe Malaud, président de cette formation. M. Ligot veut regrouper dans ce club « *ceux qui affirment leurs convictions libérales (...) et notamment les membres du C.N.P.I. qui restent dans la ligne modérée tracée par M. Antoine Pinay* ».

Le Monde

société

JUSTICE

AUX ASSISES DE PARIS

Souvenez-vous de Puig Antich

Le 2 mars 1974, Puig Antich, un jeune militant anarchiste catalan est garroté. Ses compagnons, Oriol Soler Sugrenyes et José-Luis Pons Llobert, sont condamnés à quarante-huit ans et vingt et un ans de prison Franco est malade. L'Espagne attend la fin de la dictature et subit ses dernières convulsions. Le généralissime vivra un an encore Cinq autres opposants seront exécutés. Aujourd'hui, José-Luis Pons Llobert est libre. La peine de mort n'existe plus. Le franquisme est entré dans l'histoire.

MM. *Rodolfo Guerra, secrétaire* d'un groupe socialiste catalan au Parlement de Madrid, et Juan Ignacio Sarda, avocat au barreau de Barcelone, défenseur de *Puig Antich, sont venus témoigner* à Paris au procès des militants anarchistes soupçonnés d'avoir enlevé, il y a six ans, M. Balthazar Angel Suarez, directeur de la Banque de Bilbao à Paris (*le Monde* du 21 janvier). *Une époque où la France donnait* encore à l'Espagne des leçons de démocratie.

MM. *Guerra et Sarda* ont connu la prison pour des délits d'opinion Ils ont été privés de leurs passeports et de leurs droits civiques jusqu'en 1976. M. Sarda se souvient : « *Au moment du procès de Puig Antich, la salle était petite, la presse acquise au régime. Il fallait au pouvoir un exemple. Puig Antich a espéré sa grâce jusqu'à la fin. Je l'ai vu la veille dans sa cellule. Il ne voulait pas croire à son exécution. Puisque Franco était malade, j'ai demandé qu'on renvoie le procès : ils ont refusé.* »

Mais déjà on préparait la relève. Un réseau antifasciste agissait. Formé de socialistes, de *démocrates-chrétiens,* de quelques membres de l'Opus Dei. *Le professeur* Frédérico Alessandrini, porte-parole du Saint-Siège, « *croyait alors savoir qu'une action était envisagée en faveur du jeune anarchiste catalan* ». « *Tout le monde s'attendait qu'Antich ait la vie sauve,* se rappelle M Guerra. *Rien n'y fit. Et, deux mois plus tard, au moment de l'enlèvement de M. Suarez, s'il y eut des militants pour penser que c'était une erreur politique, personne vraiment ne condamna cet acte.* »

Des coupables, au-delà des Pyrénées, furent arrêtés et jugés. Les peines s'échelonnèrent de cinq à huit ans de prison Mais, depuis les lois d'amnistie de 1975 et 1976, ces « ravisseurs » espagnols de M. Suarez sont libres. « *En Espagne,* dit M Sarda, *on ne comprend pas ce procès. On a l'impression que la France n'a jamais été aussi conservatrice depuis le régime de Vichy. Je viens témoigner parce que je ne veux pas que Puig Antich soit condamné une deuxième fois.* »

M. Barthazar Suarez, la victime, *a écrit au président des* assises. M. Gaillardot. Pour lui la guerre est finie. Il ne faut pas réveiller les vieux démons. Il n'assistera pas au procès. La *Banque de Bilbao, liée au nouveau pouvoir,* veut aussi oublier *le franquisme.*

A Paris, le *procès suit son* cours. On en était, lundi 26, à la sixième audience. Les experts et les témoins défilent pour confirmer ou infirmer les rapports de police, seuls éléments de l'accusation qui, désormais, *pèsent dans la balance. On passe* au peigne fin l'appartement de la rue Broca, où M. Suarez aurait été retenu pendant dix-neuf jours. Le banquier aurait *reconnu dans sa déposition* un carrelage hexagonal. L'expert, M. Pol-Jean, architecte, s'est lui-même assis sur la cuvette des W.-C. Il s'est déchaussé. Il est *formel : « Avec mon orteil, je n'ai pas pu reconnaître le dessin des carreaux. »* Même certitude pour le rouleau de papier hygiénique. Et l'expert conclut : « *Rien ne permet de dire qu'une cabine conforme aux indications de M. Suarez a pu être construite dans l'appartement des époux Chastel Rien ne peut s'opposer à ce qu'elle le fût. Rien n'indique qu'elle l'a été.* »

Me Thierry Lévy, qui défend Mme Chastel, et M. Gagnieur, avocat général, luttent pied à pied « *D'où viennent les panneaux de bois qu'on a trouvés dans l'appartement ? Et la toile de jute qui, selon M. Suarez, recouvrait son habitacle ?* » Mme Coupet, une voisine de quatre-vingt-deux ans, a vu un barbu avec une corde. Avantage pour l'accusation Mais M. Suarez n'a jamais entendu son perroquet Coco, qui ne peut se taire. La défense enfonce un coin. « *Il y avait un grand rideau derrière lequel se trouvait M. Suarez* », affirme la vieille dame. « *Comment savez-vous que c'était lui ?* », demande l'avocat. Alerte, elle répond : « *Je ne l'ai pas inventé, ce sont les policiers qui me l'ont dit.* » Et, lassée, elle s'inquiète auprès du président : « *Je n'aurai pas à revenir au moins. C'est vieux tout cela, et à mon âge on n'a plus beaucoup de mémoire.* »

Curieusement, les faits paraissent anecdotiques. Sans victime à l'audience, les jurés ont plus de liberté pour comprendre ces actes et leur motivation. « *Il faut se souvenir,* témoigne M. Gérard *Granel, professeur de philosophie* à l'université du Mirail, à Toulouse, « *de l'horreur de l'assassinat de Puig Antich. A Toulouse, l'Espagne est plus présente qu'à Paris. Dans ces conditions, on ne peut s'étonner que des jeunes gens animés d'idées aient voulu défendre la liberté bafouée* ». Et dans le public, un Espagnol qui suit le procès depuis le premier jour, debout derrière les policiers : « *Si les accusés s'enfuyaient en Espagne, à présent, et si la France demandait leur extradition, elle ne l'obtiendrait pas.* »

CHRISTIAN COLOMBANI.

L'AFFAIRE DE LA CLINIQUE LA PERGOLA

Huit médecins sont jugés pour avoir pratiqué des avortements illégaux

Huit médecins, qui travaillaient à la clinique la Pergola, 6, rue d'Oran à Paris (18e), comparaissent, depuis lundi 26 janvier, pour six audiences au moins, devant la seizième chambre correctionnelle de Paris que préside M. Christian Jacquet. Ils sont poursuivis en vertu de l'article 317 (1) du code pénal pour avoir pratiqué des avortements illégaux — bien au-delà du délai de dix semaines fixé par la loi. Les parents de deux jeunes filles mineures qui ont subi des avortements dans ces conditions illégales sont inculpés de complicité, ainsi que la grand-mère de l'une d'elles.

Le 22 octobre 1979, la clinique la Pergola cessait de fonctionner. Aussitôt, on commençait à parler des activités de cet établissement, décrit comme un « avortoir », où des interruptions de grossesse se pratiquaient « à la chaîne » bien au-delà de dix semaines.

« *Depuis 1973 au moins,* dit aujourd'hui l'accusation, *l'établissement avait fait l'objet de multiples observations pour des irrégularités de tous ordres, et notamment l'insuffisance de personnel qualifié, la mauvaise tenue de la comptabilité et des documents d'ordre médical. Par ailleurs, la tenue de la pharmacie avait fait l'objet de multiples critiques en raison du désordre et de la saleté régnant dans les locaux, mais aussi d'irrégularités notoires dans les commandes de médicaments, le tout étant de nature à créer un réel danger pour les malades.* »

Ce n'est pourtant qu'après avoir été alertés en février 1979, par le docteur Mihail Popescu, chirurgien à la Pergola, dénonçant les pratiques d'interruption volontaire de grossesse sur des femmes enceintes de plus de cinq mois, que les services de la santé publique ont mené une enquête sérieuse. Cele-ci a abouti à l'ouverture d'une information judiciaire et à l'inculpation pour infanticide de deux médecins, les docteurs André Gilloux, cinquante-deux ans, et Marie-Odile Wargnier, trente-trois ans, anesthésiste, soupçonnés d'avoir donné la mort à des prématurés nés viables (*le Monde* du 3 novembre 1979) Tous deux ont bénéficié d'un non-lieu pour ce chef d'accusation.

Ils restent néanmoins inculpés d'avortements illégaux, avec six de leurs confrères, les docteurs Aimé Marchand, cinquante-cinq ans, oto-rhino-laryngologiste, directeur de la Pergola ; Jacques Mazeyrat, cinquante-deux ans ; Guy Freudenberg, trente-cinq ans ; Aziza Benkinane, trente-six ans, anesthésiste ; Hector Boccara, trente-six ans, et le docteur Popescu, soixante-treize ans, officiellement directeur médical de la clinique, de 1977 à avril 1979, date de sa démission — de sa révocation, selon M. Marchand. Les docteurs Marchand, Gilloux et Mazeyrat comparaissent détenus.

Le docteur Marchand directeur de la clinique, longuement interrogé pendant la première audience du procès, a choisi l'invective et l'attaque comme mode de défense. Il laisse peu la parole à son avocat, Me Jacques Chamson, dont les tentatives d'explication sont sans cesse interrompues par le discours agité de son client.

Les « braqueurs »

Répétant son indignation de se voir « *enfermé depuis quinze mois avec des braqueurs* », le docteur Marchand crie son innocence. Sa défense tient en un mot : médecin. « *Moi, je suis un médecin, rien qu'un médecin,* rappelle-t-il à de multiples reprises. *Et pas un médecin de la mort. Les médecins sont des gens qui se dévouent. Moi, je suis médecin depuis trente ans, et depuis trente ans je me dévoue.* »

Au cours de cet interrogatoire on apprend tout à la fois que le docteur Marchand est hostile à l'avortement « *comme tout être humain doit l'être* », qu'il respecte les femmes, sa mère, « *et les fœtus* », qu'il a écrit au pape, enfin qu'il n'a pas gagné un sou dans l'exploitation de sa clinique : « *Je la faisais seulement tourner,* affirme-t-il. *Vingt-deux médecins travaillaient à la Pergola. Ils nous reversaient 35 % de leurs honoraires (...). Moi j'ai une éthique, monsieur le président. C'est vrai nous avions des cas dépassés, avec des étrangères. C'étaient des malheureuses Notre devoir était de ne pas les abandonner.* »

Les tarifs de la Pergola étaient, selon son directeur, ceux qui sont fixés par la réglementation : 490 F pour une I.V.G. sans anesthésie, 600 F avec anesthésie, 860 F si les patientes restaient toute la journée. Pour les avortements à douze semaines, le prix passait à 1 200 F et pour ceux à quatorze semaines à 1 500 F. Si certaines personnes ont payé jusqu'à 16 000 F, c'est parce qu'elles sont restées hospitalisées longtemps. Car, à la Pergola, aucun avortement n'a jamais été payé plus de 6 000 F.

Le docteur Mazeyrat, notamment, accusé d'avoir fourni de nombreuses clientes à la Pergola, d'avoir été un « rabatteur », est, à l'inverse de son confrère, calme et mesuré. Il fait peu de commentaires sur le fonctionnement de la clinique, sauf à souligner qu'on lui fournissait toujours un matériel en bon état et qu'on acceptait, lorsqu'il le demandait, « *sur l'insistance des assistantes sociales* », des conditions de gratuité.

Il travaillait en relation constante avec le Planning familial et les hôpitaux, qui lui envoyaient, dit-il, 50 % de sa clientèle. Le docteur Mazeyrat déplore l'existence des cas où le délai légal est dépassé, « *car un avortement au-delà de dix semaines est toujours une affaire grave ; il faudrait éviter cela mais il faut d'abord se demander pourquoi on en arrive à ce stade* ».

Il suffit qu'une femme enceinte de neuf semaines soit refusée par plusieurs hôpitaux, au prétexte qu'ils ont atteint le quota d'interruptions volontaires de grossesse qu'ils peuvent pratiquer (pas plus de 25 % de leur activité totale), pour qu'un avortement légal devienne impossible. « *J'aurais dû refuser ces cas que l'hôpital m'envoyait,* indique le docteur Mazeyrat, *je ne les ai jamais sollicités, mais il fallait tenir compte de la détresse de ces femmes.* »

L'argumentation du docteur Mazeyrat annonce le débat fondamental de ce procès. Les accusés et leurs défenseurs veulent montrer que les insuffisances de la loi sur l'interruption volontaire de la grossesse ainsi que la résistance de nombreux médecins à son application rendent inévitable l'existence d'établissements comme la Pergola. L'accusation et les parties civiles — l'Union nationale des associations familiales et le conseil national de l'ordre des médecins — soutiennent, au contraire, que la détrese des jeunes femmes n'ayant plus droit à un avortement légal n'était, pour les médecins de la Pergola, qu'une occasion de réaliser de confortables profits.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Aux termes de l'article 317 du code pénal, toute personne qui « *aura procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte* » au-delà du délai légal de dix semaines « *sera punie d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 1 800 F à 36 000 F. L'emprisonnement sera de cinq à dix ans et l'amende de 18 000 F à 72 000 F s'il est établi que le coupable s'est livré habituellement aux actes visés* ». Les médecins et membres des professions paramédicales risquent en outre une suspension d'au moins cinq ans.

● *L'attentat commis contre une succursale toulousaine de Thomson C.S.F.* lundi 26 janvier (*le Monde* du 27 janvier) a été revendiqué par un coup de téléphone anonyme à la rédaction de *Libération* à Toulouse. Le correspondant a expliqué les diverses significations du sigle LASER retrouvé sur les lieux, parmi lesquelles « *Les anonymes sans étiquette réelle* », « *Laissez aller sabotage et rébellion* » ou « *Les autorités sont encore ridiculisées* ».

Thomson C.S.F. selon LASER a été choisi comme cible parce qu'il s'agit « *d'un trust des activités de pointe (...) garantes de notre future liberté surveillée, d'une société privée étroitement liée au pouvoir giscardien (...) et d'une entreprise en pleine expansion qui multiplie les profits tout en licenciant allégrement* ».

● *Une journée d'action des policiers parisiens en tenue,* adhérents du Syndicat général de la police (S.G.P.), est organisée, ce mardi 27 janvier, sur le thème « *Pour une meilleure sécurité des policiers* ». A cet effet, un mémoire récapitulatif de tous les matériels et équipements dont dispose chaque commissariat, ainsi qu'un état des effectifs en place, sera établi, puis complété par la liste des besoins en hommes et en matériels que les policiers estiment indispensables pour garantir leur sécurité Le S.G.P. établira ultérieurement un état récapitulatif de ces besoins, et le transmettra, après l'avoir commenté devant la presse, au ministère de l'intérieur.

Faits et jugements

L'État condamné pour un internement psychiatrique abusif.

La *chambre civile du tribunal* de grande instance de Toulouse a, *lundi 26 janvier, condamné* l'Etat à verser 170 000 F de dommages et intérêts, à un professeur de mathématiques, M. Marc Blanc-Lapierre, âgé de cinquante-six ans, après un internement psychiatrique qui dura onze années, du 19 octobre 1952 au 25 octobre 1963. M. Blanc-Lapierre réclamait 2 millions de francs. Le tribunal a estimé « *qu'au-delà d'une année, l'internement de M. Blanc-Lapierre n'était plus fondé* » (*le Monde* daté 6 octobre 1976 et 9 avril 1980).

M. Blanc-Lapierre avait introduit une action en justice il y a sept ans, basée sur le fait qu'il avait été interné à la place d'un autre, un certain Max Blanc, qui s'était évadé de l'hôpital psychiatrique de Toulouse. Il fonda dans l'établissement où il se trouvait une « *université psychiatrique* », écrivit de nombreux ouvrages scientifiques dont la qualité a été reconnue et passa plusieurs diplômes universitaires.

Le tribunal n'a pas reconnu la substitution de personne, mais les *juges ont estimé que, au bout d'un* an, l'internement d'office aurait *dû être transformé en* internement volontaire.

● *La quinzième chambre correctionnelle de Paris,* présidée par M. Jacques Gaulmin, a condamné, le lundi 26 janvier, MM. Jean-Luc Radius, âgé de vingt ans, et Fernand Pillonel, vingt et un ans, le premier à vingt-quatre mois d'emprisonnement, dont dix avec sursis, le deuxième à trois ans de la même peine, dont deux avec sursis.

Les deux jeunes gens avaient incendié, au mois d'août 1980, deux librairies parisiennes qu'ils considéraient comme « gauchistes » (*le Monde* du 14 janvier). La librairie « Les Mille-Feuilles », qui avait déjà été dédommagée par les familles des prévenus a été déboutée de sa demande de dommages-intérêts, mais le propriétaire des Reclus a obtenu 45 000 F de provision, en attendant le rapport d'expertise qui établira le préjudice subi. D'autre part, le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), qui s'était constitué partie civile, a été débouté.

L'ancienne avocate de Jacques Mesrine est interpellée

Mme Christiane Giletti, ancienne avocate de Jacques Mesrine, qui avait quitté sa profession le 31 juillet 1978, a été interpellée *mardi 27 janvier à son* domicile, à Trimouille (Creuse), *en exécution d'un mandat d'amener* délivré par M. Claude Hanoteau, *premier juge d'instruction* au tribunal de Paris, chargé du *dossier sur l'évasion de Jacques* Mesrine, le 8 mai 1978, de la *prison de la Santé. Mme Giletti se* trouvait, en effet, au parloir de la *maison d'arrêt lors de l'évasion* du gangster et avait été soupçonnée d'avoir facilité sa fuite. Gardée à vue pendant quarante-huit heures, elle avait été relâchée et aucune inculpation n'avait été *prononcée contre elle.*

Mme Giletti avait toujours protesté de son innocence, mais a reconnu avoir rencontré son client après son évasion. L'ancienne avocate avait été entendue par les policiers de la brigade de répression du banditisme le 5 septembre 1978. Depuis, elle s'est retirée en province, n'ayant plus aucun lien avec le monde judiciaire.

Non-lieu pour Mme Larissa Doublet

Mme Anne-Marie Richier, juge d'instruction au tribunal de Nanterre, a rendu, vendredi 23 janvier, une ordonnance de non-lieu concernant Mme Larissa Doublet, inculpée d'homicide volontaire depuis le 20 juillet 1978. Mme Doublet avait été écrouée durant quatre semaines après le meurtre de son mari, François Doublet, trente-neuf ans, gérant libre du restaurant la Tourelle, à Vanves (Hauts-de-Seine).

François Doublet avait été tué *d'une balle dans la nuque dans sa* maison, vers 2 heures du matin, *le 1er janvier 1978. Les enquêteurs* relevant « certaines contradictions et invraisemblances » dans le récit de sa femme, présente au moment des faits, cette dernière avait été arrêtée et écrouée. La personnalité de François Doublet était rapidement apparue comme complexe. Les enquêteurs s'étaient intéressés aux déplacements fréquents du restaurateur en Union soviétique (Mme Larissa Doublet, ancienne comédienne à Moscou, épouse François Doublet en 1974 et obtient la double nationalité) et à ses contacts dans les milieux politiques français (« *le Monde* » daté 20-21 août 1978).

DÉFENSE

Premières manœuvres dans le Var d'un nouveau régiment appelé à renforcer les unités françaises d'intervention

Pour la première fois depuis *son installation* à *Fréjus* (Var), le 21e régiment d'infanterie de marine (RIMa) se livre, du lundi 26 au jeudi 29 janvier, à un exercice d'embarquement et de débarquement sur la côte varoise avec *le concours de la marine* nationale.

Cette unité fait désormais partie des forces françaises d'intervention outre-mer, aux côtés de la 11e division parachutiste, de la 9e division *d'infanterie de marine* et des commandos-marine. Un projet, qui n'est pas encore définitivement élaboré, vise à la réunir avec le 2e régiment étranger d'infanterie (REI), en Corse, sous un commandement commun et l'appellation de 31e demi-brigade.

Baptisé « Goëlette », l'exercice en cours *consiste à embarquer* des éléments du 21e RIMa depuis *l'arsenal de Toulon, à bord* d'un bâtiment de débarquement de *chars et à les mettre à terre en* rade de Cavalière, à proximité du *Lavandou,* dans le Var. Cet exercice tactique d'embarquement *et de débarquement mobilise* 200 hommes et une *cinquantaine de véhicules divers.* L'intérêt de cette opération réside moins dans son ampleur, relativement modeste, que dans le fait qu'il s'agit de la première manifestation interarmées du 21e RIMa depuis son installation à Fréjus.

Dans son nouveau cantonnement, le 21e RIMa a *remplacé* le 4e régiment d'infanterie de *marine qui s'est installé à Perpignan.* A Fréjus, le 21e RIMa compte *environ 1 500 hommes* (y compris les personnels à l'instruction), qui sont tous des engagés, et qui servent près de 350 véhicules Cette unité comprend principalement deux escadrons d'automitrailleuses légères équipées d'un canon de 60 ou de 90 millimètres, deux compagnies de combat montées sur des véhicules de l'avant blindé (VAB) à roues et une compagnie d'éclairage et d'appui, avec des mortiers de *120 millimètres,* des canons anti-aériens de 20 millimètres et des missiles anti-chars Milan.

En principe, cet armement doit être modernisé ultérieurement. Dans deux ans, en effet, il est prévu de doter le 21e RIMa du nouvel engin blindé de reconnaissance AMX-10 RC (à roues), qui remplacera les automitrailleuses, *et d'une batterie de 155 tractée.*

L'adoption de l'AMX-10 RC, qui *est armé d'un canon de 105 millimètres,* peut néanmoins poser un *problème de transport par voie* aérienne, en raison de son poids : *environ 15 tonnes* Si son gabarit lui permet d'entrer dans un avion *Transall, le poids de l'AMX-10 RC* est tel que son acheminement *aérien, sur de longues distances,* paraît d'ores et déjà assez problématique.

En septembre 1979, le général Jean Lagarde, alors chef d'état-major de l'armée de terre, avait annoncé le projet de réunir le 21e RIMa au 2e REI dans une unité d'intervention, plus lourde, qui serait créée sous le vocable de 31e demi-brigade. Ce projet devait voir le jour durant l'été 1980 et répondre au souci du gouvernement de disposer, à terme, *de l'unité de grande mobilité* stratégique qui manque à la force *française* d'intervention.

Un nouveau blindé

Le 2e REI, unité de légion étrangère, est normalement stationné en Corse et groupe environ 900 hommes. Deux de ses compagnies de combat, montées sur des camions, sont en garnison à Bonifacio et la troisième, du même modèle, est cantonnée à Corte. Il est prévu d'adjoindre ultérieurement à ces *trois compagnies* de combat une compagnie d'éclairage *et d'appui (mortiers lourds* et missiles Milan).

A ce jour et, donc, plus de seize mois après les déclarations du général Lagarde sur la nécessité de constituer un corps d'intervention susceptible de rivaliser avec l'amélioration constante observée dans le monde pour l'équipement des forces en blindés et en artillerie, le projet d'une 31e demi-brigade reste en discussion dans les états-majors.

L'organisation *du commandement* de cette grande unité n'est *toujours pas arrêtée, la date de sa* mise en place n'est pas davantage fixée. Il se pourrait cependant que le dispositif soit défini en *1981* et on donne comme probable, dans les milieux militaires, le choix de Marseille ou d'Aubagne, dans les Bouches-du-Rhône, comme lieu éventuel du P.C. de cette 31e demi-brigade après sa création.

Il semble que les difficultés rencontrées tiennent, pour l'essentiel, dans la recherche d'un volume suffisant d'engagés pour tenir les postes et les spécialités requis et, partant, dans l'attribution à cette unité des crédits budgétaires indispensables.

Dans le même temps, l'état-major de l'armée de terre a décidé d'acheter un nouveau blindé de reconnaissance, dénommé ERC-90 Sagaie, pour le compte du régiment d'infanterie de chars de marine (RICM), qui est cantonné à Vannes (Morbihan).

Composé, pour l'instant, de trois escadrons d'automitrailleuses légères qui sont déjà intervenus en Afrique à plusieurs reprises, le RICM doit recevoir sous peu ses premiers Sagaie, qui sont des engins à six roues, équipés d'un canon de 90 millimètres, d'une portée supérieure à 1 500 mètres et dotés d'un télémètre laser. Avec ses capacités amphibies, le Sagaie est présenté par l'armée de terre française comme « *particulièrement adapté à l'emploi dans les pays chauds* ». Cinquante exemplaires ont été commandés.

Le Sagaie devrait avoir, selon l'état-major, des *performances* au combat supérieures à celles des automitrailleuses.

Le RICM est le régiment *d'appui* de la 9e division d'infanterie de marine installée à *Saint-Malo (Ille-et-Vilaine)* et spécialisée dans l'intervention outre-mer et les opérations amphibies.

Dans la dernière semaine de février, M. Valéry Giscard d'Estaing a prévu de rendre visite à la 9e DIMa durant une journée où lui seront présentées les différentes activités de l'unité. Le 29 septembre dernier, le chef de l'Etat avait déjà rendu visite à la 11e division parachutiste, *réunie au camp de Caylus* (Tarn-et-Garonne), le jour même où *cette unité d'intervention* célébrait la Saint-Michel, le « patron » des parachutistes. Ainsi, le président de la République aura eu l'occasion de rendre un hommage, qui a été remarqué dans les milieux militaires, aux deux unités qui ont fourni le gros des forces expédiées en Afrique sur sa demande.

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

LA RECHERCHE SUR LES « BIOMATÉRIAUX »

Les performances des lentilles cornéennes peuvent être encore améliorées

Six millions de paires de verres de contact vendues dans le monde en 1980, une croissance estimée de 25 % par an : les lentilles cornéennes occupent maintenant une place importante dans les moyens de correction des troubles de la vue. Si l'on excepte les presbytes — pour qui les lunettes restent la seule solution pour améliorer leur vision, — ceux qui ont une mauvaise vue se tournent de plus en plus vers ces « lunettes invisibles » que sont les lentilles cornéennes : 10 % d'entre eux aux États-Unis ont déjà choisi cette solution. Le pourcentage est plus faible en France — essentiellement pour des raisons de distribution, — mais il est en pleine croissance.

Dures ou souples, les lentilles sont maintenant bien au point. Les spécialistes cherchent encore à améliorer leurs performances et souhaitent trouver le matériau « idéal » pour les fabriquer. Mais leur grand espoir réside dans la mise au point de lentilles à port permanent. Tel était d'ailleurs l'un des thèmes du IV[e] Congrès français d'optométrie réuni à Paris, du 25 au 27 janvier.

QU'ELLES soient dures ou souples, les lentilles cornéennes ont un point commun : elles sont toutes fabriquées à partir de polymères, ces longues chaînes formées de molécules, semblables ou non, liées les unes aux autres.

On sait actuellement fabriquer des milliers de polymères différents. Mais, parmi eux, seul un petit nombre convient pour la réalisation des lentilles de contact. Ces matériaux doivent, en effet, être biocompatibles, c'est-à-dire acceptés par l'œil, assurer une bonne transparence à la lumière, mais aussi être perméables à l'oxygène. Ce point est particulièrement important : l'œil, comme tout organe, doit être « alimenté » en permanence par de l'oxygène dissous dans les larmes. La pose d'une lentille sur la cornée diminue cet apport d'oxygène frais et risque de perturber les processus métaboliques des cellules de la cornée. Il peut alors se produire le « voile de Sattler », voile d'ombre qui apparaît lorsque l'on enlève les lentilles et qui est le signe d'un début d'œdème de la cornée.

Dans le cas des lentilles dures, on a résolu ce problème en utilisant des polymères suffisamment « mouillables » pour être recouverts sur leurs deux faces par le fluide lacrymal. Cette condition est indispensable pour assurer une transparence parfaite de la lentille, mais aussi pour permettre l'oxygénation permanente de l'œil par transport de l'oxygène de l'air à travers le film de larmes sur lequel « flotte » la lentille.

L'un des matériaux les plus couramment utilisés dans ce cas est le polyméthacrylate de méthyle. Les « motifs » de base de ce polymère sont des molécules de métacrylate de méthyle qui renferment une double liaison entre deux atomes de carbone. Sous l'effet de la chaleur, ces doubles liaisons s'ouvrent et « s'accrochent » les unes aux autres, créant une très longue molécule linéaire qui devient rigide à température ordinaire. Ce matériau imitant le verre, et connu sous le nom de Plexiglas, a été introduit dans le domaine des lentilles cornéennes dans les années 30. Il reste très employé aujourd'hui, car il présente de très bonnes propriétés optiques alliées à une grande dureté.

Plus récemment est apparu l'acétobutyrate de cellulose, plus flexible que le Plexiglas et auquel on attribue — bien que ce point soit encore controversé — une meilleure perméabilité à l'oxygène. Contrairement au précédent, fabriqué entièrement de manière artificielle, ce matériau est obtenu par des modifications chimiques du polymère naturel qu'est la cellulose.

Les industries américaines proposent, d'autre part, un matériau formé de séquences alternées de métacrylate de méthyle et de silicone, perméable à l'oxygène et qui est très en vogue actuellement aux Etats-Unis.

Mais pourquoi ne pas aller plus loin ? Pourquoi ne pas fabriquer des polymères renfermant une quantité importante d'eau et capables ainsi de faciliter les échanges d'oxygène et de gaz carbonique entre l'œil et le milieu extérieur ? C'est cette idée qui est à l'origine de la production des lentilles souples.

En 1956, deux chimistes tchèques, O. Wichterle et D. Lim, ont montré qu'il était possible de faire de l'optique avec des systèmes « mous », provoquant ainsi une révolution dans ce domaine. Ils ont proposé le premier hydrogel utilisable dans la conception des lentilles cornéennes souples — l'hydroxéthyl méthacrylate (ou poly HEMA) — qui contenait 37 % d'eau. Cette quantité n'était pas encore suffisante : on estime qu'il faudrait de 80 à 100 % d'eau dans le matériau pour combler les besoins en oxygène de la cornée. On a donc peu à peu amélioré les hydrogels.

Les produits les plus récemment apparus sur le marché — leur mise au point date d'une dizaine d'années, leur commercialisation de trois ou quatre ans — renferment 80 à 90 % d'eau. Il s'agit, notamment, de copolymères de polyméthacrylate de méthyle et de vinyle-pyrrolidone. Leur structure ressemble à celle du Plexiglas, à ceci près qu'elle renferme des groupes chimiques appelés hydroxyles (OH), qui confèrent au polymère la possibilité d'absorber des molécules d'eau. On obtient ainsi un gel gonflé d'eau — d'où son nom d'hydrogel — directement applicable sur l'œil. Le gros avantage de ce type de matériau est un confort bien supérieur pour l'utilisateur. Le port d'un hydrogel est pratiquement toujours accepté par le patient, alors que les lentilles dures conduisent à environ 30 % d'échecs. La proportion lentilles dures-lentilles souples vendues aux Etats-Unis, qui était de 50/50 % en 1977, est passée, cette année, à 30/70 %.

Les lentilles souples sont donc devenues un axe privilégié de recherches pour les fabricants. Ces derniers, pour améliorer encore la perméabilité à l'oxygène, ont plus récemment proposé l'emploi de silicones. Formés de molécules liées entre elles par leurs atomes de silicium et d'oxygène, les silicones ont une perméabilité à l'oxygène gazeux qui dépasse largement les besoins de la cornée. Aurait-on trouvé le matériau idéal ? Pas encore, car ces silicones ne se « mouillent » pas : les larmes ne parviennent pas à « s'accrocher » à elles, et les lentilles deviennent rapidement opaques pour ceux qui les portent.

Le problème auquel sont confrontés les fabricants de lentilles consiste donc à rendre ces silicones « mouillables ». Plusieurs solutions ont déjà été proposées. On peut, par exemple, traiter ces matériaux par des décharges électriques sous plasma (brevet Agfa). On crée ainsi à la surface du polymère des sites hydroxyles capables d'accrocher le fluide lacrymal. Une autre manière de contourner la difficulté est de greffer sur les silicones des polymères hydrophiles. Un procédé a été mis au point par le groupe de recherche de chimie macromoléculaire sous rayonnement du Centre national de la recherche scientifique, à Meuddon. Il consiste à réaliser ce greffage par des rayonnements ionisants, rayons X ou gamma. Cette technique, brevetée par la société Essilor, doit encore faire l'objet de recherches pour devenir applicable : elle pose, notamment, des problèmes de mise en forme de la lentille et de la fabrication de ses bords.

Le rôle des larmes

Une autre solution a été proposée par la société américaine Basch et Lomb, le numéro un mondial en matière de lentilles cornéennes. Elle réside dans la réalisation d'alliages de polymères, ensemble de macromolécules non liées par des liaisons chimiques, mais imbriquées de telle sorte qu'elles ne peuvent pas se séparer.

Les lentilles en silicone ont déjà fait leur apparition sur le marché, notamment en Allemagne et, pendant un certain temps, au Japon, avant que le ministère de la santé n'interdise leur vente. Elles ne sont pas commercialisées aux Etats-Unis, ni en France, où elles sont plutôt considérées comme les lentilles de l'avenir.

Les caractéristiques différentes des lentilles, souples ou dures, qui les font répondre à des indications parfois différentes, ne doivent pas faire oublier l'une des fonctions essentielles qu'elles doivent assurer : le respect du métabolisme cornéen. Ce dernier passe d'abord, on l'a vu, par un bon approvisionnement en oxygène. Un autre point doit être pris en considération : les larmes. Elles sont constituées d'un liquide complexe, dont la composition ressemble à celle du plasma sanguin. Leur rôle exact n'est pas encore bien connu. Il est certain, toutefois, que les larmes ont une double tâche : elles nourrissent la cornée et elles la défendent contre les agressions externes dues à des bactéries, des virus, etc. Or, en présence d'une lentille, les larmes se renouvellent moins facilement que dans l'œil nu, ce qui diminue les défenses et peut, dans de très rares cas, provoquer des risques d'infection.

Avec les lentilles dures, on peut très vite déceler la moindre affection cornéenne. Cela n'est pas vrai avec les lentilles souples. En outre, ces dernières absorbent le liquide lacrymal et constituent ainsi des milieux de culture favorables au développement de bactéries indésirables. D'où l'importance du nettoyage de ces lentilles qui demandent un entretien beaucoup plus minutieux que leurs homologues rigides. Il est nécessaire, notamment, de les stériliser pour éviter la fixation de germes pathogènes et aussi pour éjecter les cellules desquamées présentes dans les larmes et absorbées par l'hydrogel.

Autre problème : lorsque l'on porte une lentille souple, il se crée un équilibre entre l'eau contenue dans le gel et le liquide lacrymal. Or la quantité de larmes varie d'un sujet à l'autre. Une personne qui aura des yeux trop secs pourra donc modifier le taux d'hydratation de l'hydrogel initial, provoquant, par là même, un changement des caractéristiques géométriques et optiques de la lentille. Or, si l'on veut augmenter la perméabilité à l'oxygène des hydrogels, il faut accroître leur teneur en eau, donc rendre les lentilles plus sensibles à ce phénomène de modification.

Quoi qu'il en soit, pour les grandes firmes fabriquant des lentilles cornéennes — et notamment en France, Medicornéa et Essilor, — l'accroissement des propriétés hydrophiles des hydrogels et l'amélioration des silicones restent les principaux axes de recherche.

Mais un autre progrès important est aussi visé par les industriels : la mise au point de lentilles à port prolongé, voire permanent. On imagine les avantages que pourrait apporter une telle solution, tant sur le plan de la sécurité que sur celui des servitudes de manipulation, de pose, de dépose, d'entretien... Portées continûment ces lentilles rejoignent le cadre général des prothèses, dans lequel elles occupent, toutefois, une place très particulière, puisque ce sont les seules auxquelles on ait facilement accès et qui donnent immédiatement des signes d'alarme en cas de mauvais fonctionnement.

Considérées sous cet angle, les lentilles cornéennes deviennent un cas particulier de ce que l'on nomme les « biomatériaux » ces matériaux compatibles avec les milieux biologiques de l'organisme. Ceux-ci constituent un axe prioritaire de recherche dans de nombreux pays, notamment en Allemagne fédérale, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France, où la délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) a créé, en 1978, un groupe de réflexion « biomatériaux », et plus récemment un comité consacré à ce sujet.

Parmi les thèmes prioritaires retenus par ce comité, les matériaux pour lentilles cornéennes figurent en bonne place. En effet, c'est seulement après des recherches poussées sur les interactions entre larmes et cornée, ou entre larmes et « biomatériaux », qu'on pourra envisager, puis fabriquer, des lentilles à port permanent. Déjà, des verres de contact à port prolongé (quelques jours) sont proposés aux personnes ne pouvant manipuler des lentilles classiques (enfants, infirmes...) ou à certains opérés de la cataracte. Mais leur port présente des risques d'encrassement, ce qui peut provoquer une infection du globe oculaire. Leur utilisation demande donc une surveillance médicale très stricte du patient.

ELISABETH GORDON.

EN TOUTE LOGIQUE

Des mots et des nombres

PROBLEME N° 191

On sait facilement exprimer les nombres en lettres : il suffit de les écrire « en toutes lettres », 1 devenant « UN », etc. Mais comment exprimer les mots en nombres, de telle sorte qu'un nombre ne corresponde qu'à un seul mot, facile à retrouver ?

Une solution consiste à utiliser des nombres d'un nombre pair de chiffres, où chaque tranche de deux chiffres est le numéro d'une lettre. Ainsi :

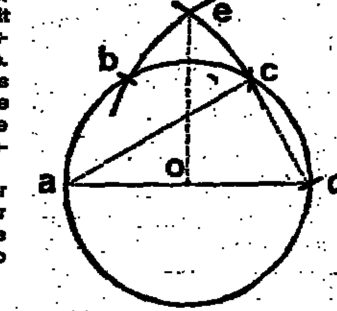
ART = 011820
MOT = 131520

Sauriez-vous inventer d'autres procédés, et notamment celui qu'utilisent les logiciens pour explorer les limites des langages ?

(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)

SOLUTION DU PROBLEME N° 190

Traçons un cercle de centre O, et conservons l'ouverture du compas. A partir d'un point A, choisi arbitrairement sur le pourtour du cercle, reportons successivement, avec l'ouverture conservée, les points B, C et D. Ainsi, D est diamétralement opposé à A.



Centrons-nous en A, pour tracer un arc de cercle passant par C, puis en D, pour un arc de cercle passant par B, rencontrant le précédent en E.

OE est le côté du carré.

En effet :

$$\overline{OE}^2 = \overline{AE}^2 - R^2$$
$$= \overline{AC}^2 - R^2$$
$$= (2R)^2 - R^2 - R^2$$
$$= 2R^2$$

PIERRE BERLOQUIN.

L'exploitation des gisements géothermiques s'accélère

Le Bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.) a présenté récemment son activité dans le domaine de la géothermie. La première phase (antérieure à 1973) a été surtout consacrée à la recherche de méthodes de prospection de la géothermie de haute énergie. Elle a ainsi permis la découverte du champ d'Asal (situé dans l'arrière-pays de Djibouti) dans lequel ont été forés deux puits (dont un sec). La seconde phase, qui vient de s'achever, a permis de faire une partie de l'inventaire des ressources géothermiques de basse énergie sur le territoire métropolitain et d'étudier les modèles nécessaires à l'exploitation optimale de celles-ci.

Comme conseil ou maître d'œuvre, le B.R.G.M. a déjà participé à plusieurs opérations géothermiques. Il veut maintenant jouer le rôle de moteur actif du développement de la géothermie, aussi bien en s'associant à une partie des réalisations françaises qu'en exportant ses connaissances sur la prospection et l'exploitation de cette source d'énergie. L'État vient de manifester l'intérêt qu'il porte à ces opérations : le budget du comité géothermique du ministère de l'industrie, qui était de 40 millions de francs en 1980, doit atteindre 60 millions cette année.

A la fin de 1980, les installations de chauffage par géothermie, c'est-à-dire par l'eau naturellement chaude du sous-sol, ont fait économiser à la France 30 000 à 35 000 tonnes d'équivalent pétrole (Tep). A 1 100 francs la tonne de pétrole brut, la facture pétrolière a donc été diminuée de 33 à 38,5 millions de francs. L'économie est modeste quand on la compare aux 110 milliards de francs (au taux actuel) que nous coûtent les importations de pétrole mais elle n'est pas négligeable.

La première installation de chauffage par géothermie a été réalisée en 1969 pour deux mille logements à Melun-l'Almont. Les progrès ont été lents, même après le premier choc pétrolier de 1973. De 1975 à 1979, on a réalisé, en moyenne, une opération géothermique par an. Puis le mouvement s'est accéléré : huit opérations ont été lancées en 1979-1980 dont six avec la participation du B.R.G.M. et quinze à dix-huit autres devraient l'être cette année. Selon les objectifs du VIII[e] Plan, on devrait atteindre cinquante opérations annuelles en 1985. En 1990, espère-t-on, la géothermie devrait fournir un million de Tep.

Les eaux chaudes naturelles sont souvent très chargées en sels minéraux. Les rejeter dans les cours d'eau après utilisation par une installation de chauffage géothermique entraînerait par conséquent une grave pollution. C'est la raison pour laquelle — après passage dans un échangeur très résistant à la corrosion, où elles cèdent leurs calories à de l'eau douce — les eaux chaudes doivent être réinjectées dans la nappe d'origine. Cette opération, qui nécessite le forage d'un deuxième puits, a l'avantage appréciable de maintenir la pression interne de l'aquifère, mais elle a l'inconvénient d'y introduire de l'eau relativement froide. Il faut donc que, dans l'aquifère, le puits de réinjection soit suffisamment éloigné du puits de captage pour que les eaux froides réinjectées n'atteignent le premier puits qu'au bout de vingt-cinq ou trente ans.

Le flux thermique est, certes, très important (100 kilowatts par kilomètre carré en moyenne), mais il est diffus, si bien qu'il lui faudra quelque mille ans pour ramener à la température initiale le kilomètre carré d'aquifère refroidi — « épuisé » pourrait-on dire — par l'exploitation d'un puits. Tous les vingt-cinq ou trente ans, il faudra donc forer un nouveau « doublet » à distance suffisante du premier pour aller chercher l'eau chaude dans une zone de l'aquifère non affectée par la phase d'exploitation précédente.

Il ne faut pas oublier, en outre, que la géothermie de basse énergie est très peu transportable. Toutes ces conditions font comprendre l'importance, pour la géothermie basse énergie, des études des aquifères et de la modélisation des réinjections. Il en va de même pour la géothermie de haute énergie, dont la prospection suppose des études géophysiques et géochimiques et la connaissance des mécanismes internes des gisements.

Le B.R.G.M. va accroître les sommes qu'il consacre à la géothermie : de 16 millions de francs en 1980 (dont 3 millions sur l'enveloppe recherche du ministère de l'industrie).

Elles devraient passer cette année à 20 millions (3 millions de l'enveloppe-recherche, 1 million des Communautés européennes, 16 millions « gagnés » grâce à des contrats de maître d'œuvre ou de conseil, dont 5 avec des organismes étrangers)

Disposant actuellement de trois appareils de forage (loués à des entreprises spécialisées), le B.R.G.M. en aura un quatrième probablement à la fin de l'année. Ainsi espère-t-il faire forer vingt puits (soit douze opérations) au cours de 1981. Associé à la SOFRETES (filiale du Commissariat à l'énergie atomique et d'Alsthom), il fait réaliser à Chaudes-Aigues (Cantal) une microcentrale géothermique expérimentale de 20 kilowatts, alimentée par des eaux à 90° C. Le B.R.G.M., soit seul, soit en association avec la BEICIP (filiale de l'Institut français du pétrole) ou la société nationale Elf-Aquitaine, poursuivra des prospections en Martinique, à la Réunion et dans plusieurs pays étrangers d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique ainsi que la reconnaissance et le développement de champs situés en Indonésie, aux Açores et à Djibouti.

Y. R.

De 70 à 400 degrés

Il existe, rappelons-le, trois sortes de géothermie :

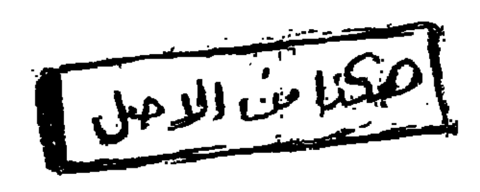
● LA GEOTHERMIE HAUTE ENERGIE que l'on peut trouver dans les zones actives de l'écorce terrestre (les régions volcaniques en tout premier lieu). La chaleur anormale du sous-sol surchauffe les couches aquifères à des températures allant de 150 à 400° C. La vapeur qui arrive en surface peut faire tourner les turbines de centrales électriques. Ce qui se fait déjà aux Etats-Unis, en Italie (depuis 1903), aux Philippines, en Nouvelle-Zélande, au Japon, au Mexique, pour ne citer que les six premiers pays à exploiter déjà cette ressource.

Il y a peu de chances de trouver de la géothermie haute énergie en France métropolitaine, mais la Guadeloupe et la Martinique en possèdent, la Réunion probablement aussi.

● LA GEOTHERMIE MOYENNE ENERGIE vient d'eaux qui sont à des températures comprises entre 70 et 150° C. En transférant cette chaleur à un fluide à bas point d'ébullition, on peut théoriquement produire de l'électricité. Le rendement est obligatoirement très mauvais, mais on peut envisager de faire des petites centrales qui joueraient le rôle des actuels générateurs diesel dans les régions qui ne sont pas reliées à un réseau électrique.

Ce type d'énergie existe en Auvergne et peut-être en Alsace.

● LA GEOTHERMIE BASSE ENERGIE est beaucoup plus répandue. Elle peut exister dans tous les bassins sédimentaires. La température croît, en effet, avec la profondeur à cause de la chaleur dégagée par le noyau de la Terre. Le gradient géothermique moyen est de 3° C par 100 mètres, mais il y a, bien sûr, de nombreuses variations par rapport à cette moyenne. Un aquifère situé à 2 000 mètres sous la surface est, en principe, à 60° C de plus que les eaux de surface, soit environ à 70° C pour les pays de climat tempéré, soit une température suffisante pour le chauffage et la fourniture d'eau chaude sanitaire.



La recherche archéologique au Yémen du Nord et au Yémen du Sud

Village de mineurs et palais princier

Pour la troisième année consécutive en République arabe du Yémen (Yémen du Nord) et la sixième en République démocratique et populaire du Yémen (Yémen du Sud), grâce à des *crédits accordés par le ministère des affaires étrangères et à* l'appui, sur place, des ambassadeurs de France (M. Luc Baldit à *Sanaa*, M. *Luc Jeantelot à Aden*), des *archéologues* français ont poursuivi, en 1980, leurs travaux. Ceux-ci sont surtout *consacrés* à des inventaires et à des relevés. *Une équipe de* la République fédérale d'Allemagne, dotée de moyens considérables, travaille, d'autre part, dans la région de Mârib (Yémen du Nord), tandis qu'un achéologue américain vient de commencer une prospection dans la région de Zafâr (Nord également).

Avant de fouiller telle ville ou tel temple, il faut, en effet, recenser — autant que faire se peut — les nombreux sites archéologiques qui existent dans les deux pays puisque Yémen Nord et Yémen Sud ont été habités depuis des millénaires.

ON ne sait encore que peu de choses sur la période antérieure au *cinquième* siècle avant notre ère. En revanche, il est *certain qu'à partir de ce siècle*, plusieurs petits royaumes ont coexisté *ou se sont succédé sans qu'il soit* toujours possible de préciser leur *extension dans l'espace et dans le* temps : royaume de Saba, centré sur *Mârib*, du cinquième siècle avant notre ère (au moins) au quatrième siècle après Jésus-Christ ; royaume de Maïn, du quatrième siècle avant notre ère au début de l'ère chrétienne ; royaume awsanite, du cinquième au premier siècle avant Jésus-Christ : royaume du Hadramaout, capitale Shabwa, du cinquième siècle avant Jésus-Christ (au moins) au troisième siècle de *notre ère*.

Les habitants de ces royaumes *avaient des techniques hydrauliques* remarquables : barrages et *réseaux de canaux stockaient et amenaient* l'eau des montagnes jusqu'aux plaines de piémont irrigables, comme on le décèle encore sur les photos aériennes. Les bases de l'économie de la région étaient, certes, agricoles. Mais elles étaient aussi commerciales. De nombreuses villes étaient les étapes obligées pour les caravanes qui transportaient vers la Méditerranée l'encens de l'Hadramaout. Vers le début de *l'ère chrétienne, les Romains ont* découvert qu'ils pouvaient aller cher*cher l'encens directement par voie* maritime, provoquant ainsi la décadence *des villes vivant du trafic* caravanier.

Après la conversion du pays à l'islam, au septième siècle, des royaumes successifs ont eu, chacun, une riche capitale. Il y a donc aussi des vestiges d'art et de culture musulmans à répertorier, à étudier et à protéger.

Au Yémen du Nord, l'inventaire des richesses *nationales*, suscité depuis trois ans par M. Ismaël Al Akwaa, directeur des antiquités *yéménites*, a, *cette fois encore*, permis de découvrir des vestiges *inconnus ou de faire les premières* études archéologiques et épigraphiques (1) de *sites signalés au* cours des cent dix dernières années par de rares voyageurs européens.

La mission française (2) a passé cinq jours à Al Baydâ, grande ville située à une centaine de kilomètres à l'ouest-nord-ouest de Mârib et faisant pourtant partie du royaume de *Saba*. La ville, *édifiée au cinquième-quatrième* siècle avant notre ère, *est encore entourée d'une* enceinte ovale (600 et 400 mètres *de diamètre) presque* intacte. Elle a été renforcée de cinquante-huit tours, mais le tout n'avait pas plus de 4 mètres de haut.

Le relevé de la centaine d'ins*criptions gravées sur l'enceinte d'Al* Baydâ a permis de comprendre la *dispute qui, en 1870, avait mis* aux prises le voyageur français *Joseph Halévy et Habshush*, le guide juif yéménite. Habshush était payé à *l'inscription relevée* et il avait apporté quatre-vingt-dix textes identiques. Furieux, Halévy avait refusé de payer quatre-vingt-dix fois la somme convenue. La mission française — avec cent dix ans de *retard — a constaté le sérieux* d'Habshush : il y a bien quatre-*vingt-dix inscriptions identiques men*tionnant le nom du roi sabéen qui *a édifié l'enceinte*.

A 3 kilomètres seulement d'Al *Baydâ, ville sabéenne*, et à peu près à la même époque, le royaume de *Maïn avait* construit la ville d'As-Sawdâ. L'enceinte, très abîmée, était carrée (400 mètres de côté) et il y a aussi, hors des murailles, un temple, inconnu jusqu'en 1980, très bien conservé et dédié — peut-être — au dieu de l'amour, Wadd. Les piliers de pierre *ont* encore un superbe décor incisé *représentant des personnages féminins*, des bouquetins et des autru*ches et très semblable au décor* signalé par des voyageurs sur des temples *minéens*.

D'autres découvertes, remontant au cinquième siècle avant notre ère, ont été faites sur la route caravanière reliant Barâqich à Mârib. Notamment une ville sabéenne, tota*lement inconnue, entourée d'une* enceinte presque triangulaire, qui est *située à une trentaine de kilomètres* des montagnes. La campagne environnante a été irriguée : les alluvions, apportées par le réseau hydraulique, se sont accumulées au point d'être plus hautes que le désert. Autre détail intéressant, les maisons étaient du même type « bordure de désert » que dans le *Yémen du Sud*. Au *lieu d'être en* pierre, comme dans la montagne, *elles étaient faites d'une armature* de bois maintenant des briques presque crues et posées sur un gros socle de pierres.

Pour la période islamique, la *mission française a poursuivi l'étude* des décors (plafonds, peintures, *stucs et inscriptions) de la mosquée* élevée à Zafâr pour servir de tombeau à *l'iman Al* Mansôur Billah Abdallah Ibn Hamza au début du treizième siècle (*le Monde* du 14 février 1979). L'étude des inscriptions a permis de dater le plafond de l'année 1240-1241 et de voir que tous les artisans (stuqueurs, peintres et sculpteurs) étaient de la même famille.

Les archéologues français ont aussi recherché *dans* le Nihm une... mine d'argent exploitée au Moyen Age jusqu'en 883. Al-Hamdâni, savant yéménite du dixième siècle, la décrit dans une de ses œuvres en précisant que les fours à mineral étaient si nombreux que la vallée était pleine de fumée et qu'un oiseau ne pouvait s'y aventurer sans tomber raide mort.

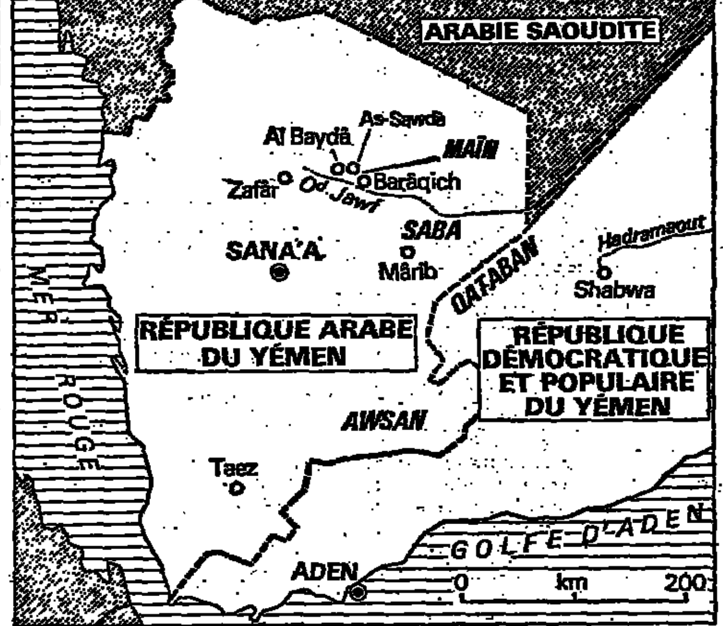
La région était à peu près connue, mais ce ne sont pas les détails *toponymiques et topographiques* donnés par Al-Hamdâni qui ont *permis de retrouver l'emplacement* de la mine. Ce sont des géologues du *Bureau de recherches* géologiques et minières (B.R.G.M.) qui ont découvert cette ancienne mine, avec le concours des populations locales qui tirent leur kohol (fard et désinfectant traditionnels des *yeux*) de la galène (sulfure de plomb) récoltée *sur place. Or le mineral de plomb* est très souvent argentifère, ce qui est le cas de la mine retrouvée... Tout est encore sur place comme Al-Hamdâni l'avait décrit : les ruines du village de mineurs avec d'énor*mes dépôts de scories et*, à 1 kilomètre de là, les trous creusés dans *le sol pour l'exploitation. Pourquoi* la mine a-t-elle été abandonnée ? *L'eau indispensable au tri du minerai* ou le bois brûlé dans les fours se sont-ils raréfiés ? Pour le moment, on ne peut le dire.

Au Yémen du Sud, le travail de la mission française (3) est sensiblement différent. Certes, il comprend la cartographie des sites archéologiques de la vallée de l'Hadramaout, mais il est surtout consacré à Shabwa, une ville antique importante qui, du cinquième siècle avant Jésus-Christ jusqu'au *troisième siècle de notre ère, a* contrôlé l'entrée amont de la vallée.

La ville de Shabwa était défendue par deux enceintes. En 1975, une équipe française dirigée par Mme Jacqueline Pirenne, du C.N.R.S., a commencé à étudier le site : elle y a trouvé les restes de nombreuses maisons à plusieurs étages faites de colombages et de *briques crues posée sur de grands* socles de pierres. Au moins dès le *cinquième siècle, la ville, comme de* nombreux villages de la vallée de l'Hadramaout, était habitée par une population sédentaire. Mais d'où venait celle-ci et à quelle population déjà sédentaire ou encore nomade a-t-elle succédé ? Pour le moment, on ne peut répondre à ces questions.

En 1980, a commencé *la fouille* du très grand « palais », le seul connu pour toute la vallée, qui s'appuyait sur le rempart intérieur. Ainsi ont été mises au jour, pour la première fois, des peintures *murales représentant* des personnages. Ces peintures, faites probablement entre le premier et le troisième siècle de *notre ère*, décoraient d'étroits panneaux. Retrouvées *en mille morceaux*, elles ont été apportées en France pour y être *restaurées par M.* Rémy Audouin et Mme Alix Barbet (au Centre d'études des peintures murales romaines du C.N.R.S.). Elles semblent, en effet, avoir été peintes par un artiste étranger, de culture hellénistique probablement. Le style est beaucoup plus gracieux que celui, fort raide, des sculptures locales de la même époque, mais les costumes (une coiffure de femme très compliquée notamment) sont *peut-être autochtones*. Cette découverte montre donc que, au *début de l'ère chrétienne*, les princes yéménites avaient recours à *des artistes venus du* monde gréco-romain.

YVONNE REBEYROL.



(1) Les inscriptions préislamiques sont rédigées en écriture « sud-arabique » que les spécialistes lisent sans problème. Inventée dans la première moitié du premier millénaire avant Jésus-Christ, elle transcrit une langue sémitique (mais pas arabe) et elle est consonantique. L'écriture amharique, utilisée actuellement en Ethiopie, est dérivée de la « sud-arabique » dont elle encore très proche.

(2) La mission française au Yémen du Nord est dirigée de Paris par M. Maxime Rodinson, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, et sur le terrain par M. Christian Robin, épigraphiste du C.N.R.S. Elle est composée de MM. Jean-François Breton, archéologue de l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient (Beyrouth), Bernard Maury, architecte de l'Institut français d'études arabes (Damas), de Mme Marie-Christine Danchotte, archéologue, de MM. Rémy Audouin, archéologue et Jacques Ryckmans, professeur à l'université de Louvain-la-Neuve (Belgique).

(3) La mission française au Yémen du Sud est dirigée de Paris par M. Ernest Will, professeur à l'université de Paris-I, et sur le terrain par M. Jean-François Breton. Elle est composée de M. Rémy Audouin, de Mme Leila Badre, archéologue syrienne, conservateur du musée de l'université américaine de Beyrouth, de MM. Jacques Seigne, architecte de l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient (Beyrouth), Pierre Gentelle, géographe du C.N.R.S., Tandar Homayoun, archéologue afghan, boursier à l'université de Paris-IV et Christian Darles, architecte.

Après une longue enquête judiciaire

Un tribunal néerlandais renonce à poursuivre une association pour l'euthanasie volontaire

De notre correspondant

Amsterdam. — Aux Pays-Bas, les partisans de l'euthanasie se réjouissent du non-lieu prononcé par le procureur général du tribunal de Leeuwarden après une longue enquête judiciaire concernant le Centre d'information pour l'euthanasie volontaire.

Selon le procureur, le Centre ne s'est pas rendu coupable d'incitation au suicide. L'enquête a permis de constater que M. et Mme Sybrandy, qui dirigent le Centre, n'ont pas fourni eux-mêmes les médicaments nécessaires, tout en indiquant les manières de les obtenir. Le procureur a souligné que les dirigeants du Centre ne se bornent pas à donner des renseignements sur des méthodes d'autodestruction, mais qu'ils ont soin, aussi, de vérifier le bien-fondé du désir de leurs « clients » de mettre fin à leurs jours.

Mme Klazien Sybrandy s'est montrée satisfaite du non-lieu qui, selon elle, « *traduit l'acceptation sociale de l'euthanasie aux Pays-Bas* »

Ainsi se termine une période d'incertitude quant à la légalité du Centre d'information. Il y a plus d'un an, le parquet avait ouvert une enquête à propos d'un article paru dans le bulletin du Centre. Mme Sybrandy y avait prôné un barbiturique comme moyen d'autodestruction dans des cas de maladie inguérissable, « *qui n'ajoute à la vie que souffrance et misère* ».

L'auteur avait eu soin d'informer le lecteur que le Centre était disposé à aider les malades à se procurer le médicament en question.

Après le non-lieu, le Centre d'information prendra sans doute un nouvel essor. Déjà, plus de quinze mille personnes lui ont confié la tâche d'administrer leur « *testament de vie* » : ce document, que la personne en question n'est autorisée à rédiger qu'en pleine possession de ses facultés intellectuelles, doit être une garantie contre la prolongation artificielle de la vie, quand tout espoir de guérison a été abandonné.

Le Centre d'information milite en faveur d'une « mort douce » depuis bientôt six ans. D'autres organisations le suivent dans cette voie. Il en résulte qu'aux Pays-Bas l'idée du « testament de vie » est maintenant favorablement accueillie par nombre de médecins. Ce document ne fait l'objet d'aucune reconnaissance officielle, mais il donne aux médecins un élément sûr d'appréciation concernant la volonté du malade.

RENÉ TER STEEGE.

(« Le Monde » du 7 août 1980 a publié un dossier sur plusieurs associations comparables au Centre néerlandais d'information pour l'euthanasie volontaire.

Rappelons qu'il existe en France une Association pour le droit de mourir dans la dignité (92, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris). Celle-ci fournit à ses membres, comme les associations étrangères similaires, des « testaments biologiques » par lesquels ils affirment leur volonté d'interdire aux médecins tout acharnement thérapeutique sans issue, et demandent « que l'on ait recours à l'euthanasie active ».

D'autre part, en Grande-Bretagne la Société pour l'euthanasie (EXIT) a l'intention de mettre en vente en librairie un « Guide de l'autodélivrance ». Ce projet a entraîné l'ouverture d'une enquête judiciaire toujours en cours.)

Libres opinions

La survie infligée

par DELARUE L'ANCIEN (*)

L'ASSOCIATION pour le droit de mourir dans la dignité, fondée en mai dernier, rassemble déjà un millier d'adhérents. Les lettres où ceux-ci font part des raisons de leur adhésion donnent un tout autre aspect à l'euthanasie

« Mon cas est désespéré. Je suis atteint d'une sclérose cérébrale, sans remède, et qui progresse constamment » — « J'ai quatre-vingt-quinze ans. Je ne souffre pas trop, mais je me vois aller vers le gâtisme » — « J'ai trente-cinq ans. Je vais d'hôpital psychiatrique en hôpital psychiatrique, sans espoir de guérison » — « J'ai quatre-vingts ans. Je ne souffre de rien, mais je ne trouve plus aucun intérêt dans l'existence »

« Je ne peux plus supporter la vie. Malheureusement, je manque de courage physique. Sauter par la fenêtre, me jeter sous le métro ou me tirer un coup de revolver, très peu pour moi. Quant à ouvrir le gaz, c'est trop dangereux pour les voisins. Votre association permet-elle réellement d'en finir proprement avec la vie ? J'aspire à la mort comme à une délivrance et j'espère que vous voudrez bien m'aider »

Ce ne sont là que quelques-uns des appels qui ont été adressés à l'association, et qui attendent d'elle la formule libératrice et les moyens de s'en procurer les composants

Sans parler de ceux... qui ne peuvent plus parler, mais qui, sans souffrance physique, mènent une vie de légume, sans pouvoir du tout bouger ni agir, sans autres instants peut-être de lucidité que ceux où ils prennent conscience de leur état d'enterré vivant dans leur propre corps...

C'est vouloir fermer les yeux sur la vérité de la condition humaine que de limiter la question de l'euthanasie à l'allègement de la douleur chez les grands malades et les mourants

La mort est souhaitée, appelée, implorée par des êtres qui, exempts de souffrance physique insupportable, sont torturés par une survie qui leur demeure infligée, dans l'état actuel de l'opinion commune, par une législation qui condamne toute aide à ces désespérés sans recours.

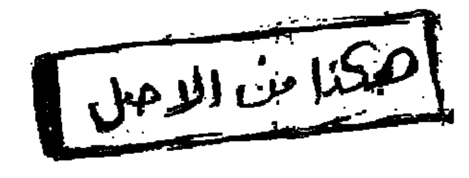
L'honnêteté commande de regarder ce fait en face. Libre à certains de vouloir l'ignorer. Il ne s'ensuit pas le droit d'imposer à tous le même aveuglement.

(*) Vice-président de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité.









ÉDUCATION

CORRESPONDANCE LES PROPOSITIONS DE M. COUTURIER SUR LE SYSTÈME ÉDUCATIF

Élitisme ou bon sens ?

Les « propositions pour améliorer le fonctionnement du système éducatif » élaborées par M. Jean Couturier, inspecteur général de l'éducation nationale (« le Monde » du 17 décembre 1980), continuent de susciter des réactions parmi nos lecteurs, dont nous publions, ci-dessous, une seconde série de lettres. Plusieurs se déclarent favorables au « retour en arrière » suggéré par M. Couturier, qui n'hésite pas à prendre le contre-pied des principales réformes scolaires de la Vᵉ République.

« Obliger des enfants qui n'en sont pas capables à faire de longues études est complètement aberrant, écrit Mme S. Gaubert, de Marnes-la-Coquette (Hauts-de-Seine). *La voilà la vraie raison des échecs scolaires. Mais tout le monde sait que dans nos sphères gouvernementales le bon sens est la chose du monde la moins bien partagée. Si le bon sens est un retour en arrière, vive le retour en arrière ! »* Mme Gaubert ajoute : *« On aura beau faire, tout le monde n'a pas le même degré ni la même sorte d'intelligence. Un mauvais professeur ne vaudra jamais un bon plombier, qui n'a pas fait d'études supérieures mais que cela n'empêchera pas de vivre heureux... »*

M. Jean Dessens, instituteur retraité à Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), est d'un avis semblable : *« Voici enfin un inspecteur général qui ne se laisse pas aveugler,* écrit-il. *Les tares de l'éducation nationale, il a le courage de les proclamer. (...) La pédagogie actuelle est devenue délirante. (...) Au nom du libre épanouissement, on instruit mal. On cultive le caprice, la paresse, l'égoïsme. A l'école, il faut bien une certaine discipline. Pour certains, ce mot est scandaleux ! Elle n'est pas la tyrannie, l'arbitraire, la domination du plus fort sur le plus faible. Elle est ordre, bonne volonté, gentillesse... réciproques. (...)*

Edwy Plénel écrit : « L'obscurantisme pédagogique est de bon ton ». *Ce mépris n'est pas la garantie d'une pensée juste. L'obscurantisme, c'est refuser de voir ce qui est. La mode en pédagogie est plutôt au chambardement. (...) Oui, il y a un enseignement abstrait qui ne convient pas à tous. A ceux qui le refusent, offrons un enseignement professionnel. Etre un travailleur manuel, un technicien, c'est parfaitement honorable. C'est un fait que les hommes ont des aptitudes différentes. L'activité de chacun contribue au bien-être de tous. Le travail manuel mérite autant de respect que le travail intellectuel. Les intellectuels devraient être modestes : ne sont-ils pas responsables du chaos actuel, inflation, chômage, pollution ? » (...)*

Apprendre sans comprendre ?

M. Jean-Paul Grasset, de Carbon-Blanc (Gironde), professeur certifié d'histoire et géographie, qui se présente comme *« un membre d'un syndicat de gauche (le SNES), mais en parlant en son nom personnel »,* affirme également être *« dans l'ensemble d'accord »* avec les propositions de M. Couturier. Son argumentation est nuancée. *« Lorsque j'avais le privilège d'enseigner l'histoire-géographie à des élèves du second cycle long ou à des élèves de type I des anciens C.E.S., je pouvais penser que l'enseignement était ségrégatif et qu'il fallait donner à tous les jeunes le même enseignement au moins jusqu'à seize ans. Mais la réforme Haby et les hasards d'une nomination ministérielle m'ont confié un public moins privilégié : beaucoup de fils d'ouvriers, souvent étrangers. Cette année, on m'a même octroyé, contre mon gré, une classe préparatoire à l'apprentissage (C.P.A.)*

» Je connais mal les découvertes des sociologues et des chercheurs en sciences de l'éducation, et ils traiteront sans doute cette lettre d'« obscurantisme pédagogique *», mais je dois avouer que mon expérience de dix années d'enseignement me fait en grande partie approuver les propositions de M. Couturier, même si je suis un peu effrayé des implications politiques et idéologiques qu'elles laissent entrevoir. (...)*

» Pourquoi s'indigner de la création de classes spéciales pour étrangers ? Plutôt que de les mélanger tout de suite avec les autres élèves et les obliger à apprendre des choses qu'ils ne peuvent pas comprendre, non par manque de moyens intellectuels, mais par déficience de vocabulaire, ne serait-il pas préférable de leur apprendre le français tout en les initiant à la civilisation de leurs pays d'origine ? Certains pourraient alors, avec peut-être un peu de retard, poursuivre les mêmes études que leurs camarades français, avec l'avantage supplémentaire d'avoir un double héritage culturel. Alors que vouloir les maintenir dans des classes indifférenciées les conduit directement vers les classes de C.P.A. et les emplois subalternes.

» Pourquoi ne pas accepter, poursuit M. Jean-Paul Grasset, *comme un fait que certains jeunes et leurs familles n'attendent plus rien du système scolaire ? Certes, nous sommes tous un peu responsables, en particulier nous les intellectuels, de cette désaffection pour l'école, de ce refus de voir dans l'enseignement un des rares moyens de promotion sociale : il est de bon ton d'insister sur l'inutilité du baccalauréat, le chômage des diplômés, etc. Mais puisque cet état d'esprit existe chez un nombre de plus en plus grand de jeunes et d'adultes, puisqu'ils pensent s'épanouir en travaillant dès l'âge de quatorze ans, pourquoi leur imposer les normes que nous estimons être les meilleures et leur imposer l'école obligatoire jusqu'à seize ans ? N'est-ce pas privilégier nos comportements socio-culturels au détriment d'autres ?*

» Certes, il faudrait que l'école ait pu auparavant faire disparaître tous les handicaps liés au milieu socio-culturel et que l'Etat soit à même de fournir à ceux qui seront sortis prématurément de l'école un complément de formation s'ils le désirent plus tard, au cours de leur vie professionnelle.

» Pourquoi s'indigner contre le projet de maintenir en primaire ceux qui n'ont pas acquis les bases qui leur permettront de suivre avec profit les classes du collège ? Les obliger à assister à des cours dans une classe indifférenciée, c'est les conduire tout droit, comme leurs camarades étrangers, vers les classes de C.P.A. et des emplois subalternes. Quelques mois supplémentaires en primaire pourraient sauver certains de ces élèves. (...)

» Vous écrivez que les solutions proposées par M. Couturier conduiraient à mettre à l'abri l'élite. Mais n'est-ce pas ce qui se passe déjà, au seul bénéfice des catégories privilégiées et, bien souvent, au détriment de l'enseignement public ? Les parents informés trouvent toujours un moyen de tourner la carte scolaire, quitte à envoyer leurs enfants dans les écoles privées. La suppression de la carte scolaire favoriserait l'enseignement public, comme toutes les autres mesures préconisées par M. Couturier. Alors que jusque-là toutes les mesures prises par le gouvernement ne semblaient avoir pour but que de favoriser le privé. »

« Faites une petite expérience »

Mme Marie-Thérèse Maurette, de Boussac (Creuse), qui se définit comme une *« vieille enseignante »* et une *« très vieille dame »* est, pour sa part, *« choquée »* par les propositions de M. Couturier. *« Mon âge,* précise-t-elle, *me permet de revoir le développement des méthodes d'enseignement depuis l'année 1908 où, n'étant point satisfaite, j'allai en Angleterre faire un stage de deux ans pour me préparer à l'enseignement des jeunes enfants dans ce qu'on appelait les jardins d'enfants. »*

Elle s'adresse en ces termes à M. Couturier : *« Oui, il y a des retardataires dans les classes, depuis l'apprentissage de la lecture, et qui le resteront jusqu'en haut de la filière, au désespoir de leurs professeurs et de leurs familles (...). En haut lieu, on s'en tracasse. On en appelle aux psychologues. Mais, jusqu'à ce jour, je n'ai guère entendu parler de la seule véritable explication (...) : il est impossible de maintenir au même niveau de développement et d'enseignement les élèves d'une classe de quarante élèves. J'ai seulement entendu dire que l'administration sanctionne les institutrices qui refusent d'accepter dans leurs classes plus de quarante élèves...*

» Je prie M. Couturier et tous ceux qui s'intéressent à la question de faire sur eux-mêmes la petite expérience suivante : essayez de vous souvenir des visages, des allures, des propos de quarante personnes de votre connaissance. Vous verrez... C'est ce que l'on demande aux institutrices des maternelles. Et c'est bien plus difficile de se faire une idée des capacités intellectuelles d'un enfant de moins de cinq ans que de celles d'un adulte... même si on vous a préalablement bourré le crâne avec Piaget à l'école normale. Créez suffisamment de classes maternelles où le nombre des petits ne dépassera pas quinze, dix-huit à la rigueur, et le problème des retardataires sera résolu..., à condition qu'on ne le recrée pas dans les classes suivantes ! »

« Le nom horrible de cancres »

M. Joseph Pineau, professeur à l'université de Poitiers, réagit, lui, aux lettres suscitées par le rapport de M. Couturier publiées dans le Monde *du 25 décembre :*

J'y relève ce texte, que je tire d'une lettre envoyée par un professeur de collège : *« Vous n'avez pas le fardeau des cancres, souvent indisciplinés par surcroît. Pourquoi voulez-vous nous l'imposer et priver les bons élèves de l'enseignement de haut niveau auquel ils pourraient prétendre ? »*

Me permettez-vous de vous faire part des réflexions que me suggèrent ces deux phrases ? Sur le fond, j'aurais, certes, beaucoup de choses à dire, mais je ne veux pas être indiscret : qu'il me suffise de souligner à quel point le vocabulaire employé bafoue les exigences d'une pédagogie saine et humaine.

« Une étrange infaillibilité »

Toute pédagogie repose sur la sympathie. On peut penser qu'un élève a été mal orienté : on n'a pas, pour autant, le droit de l'insulter. Or, faire tomber sur les élèves les plus faibles le nom horrible de « cancres », c'est bel et bien les insulter. Comment faire progresser le moins du monde des enfants qu'on aime si mal ? Et de quel poids on charge — pour longtemps peut-être — des élèves qu'on envoie dans l'existence porteurs d'une telle marque d'infamie !

La pédagogie veut aussi de la lucidité. J'ai été, pendant une quinzaine d'années, professeur dans l'enseignement secondaire : j'ose dire que certains de mes derniers de cours ont réussi, une fois sortis de l'école, à trouver dans la société une place, où ils ont manifesté des qualités d'esprit et de cœur dont certains élèves brillants se sont montrés singulièrement dépourvus.

Le professeur lucide sait bien qu'il y a différentes formes d'intelligence, dont certaines ne sont guère développées par l'école. Il sait aussi que l'échec scolaire a souvent d'autres causes que l'inintelligence ou la mauvaise volonté des élèves. Ranger, sans autre forme de procès, des enfants dans la catégorie méprisable des « cancres », c'est croire un peu naïvement que la réussite scolaire est un test d'une étrange infaillibilité.

Une pédagogie saine veut enfin une grande humilité. Les « bons élèves » avec leur professeur et leur « haut niveau » opposés aux pauvres cancres : quelle image admirable et rassurante ! Hélas ! il y a, en fait, bien peu de distance entre un savant et un ignorant : être assez orgueilleux pour l'oublier, c'est risquer de favoriser toutes les illusions — dangereuses ou risibles — dont se nourrissent les faux élitismes (...).

DES ÉTUDIANTS ONT OCCUPÉ L'ANNEXE DU RECTORAT DE BESANÇON

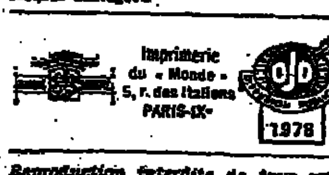
Quelque deux cents étudiants en grève de l'université de Franche-Comté ont occupé, lundi 26 janvier, dans l'après-midi, l'annexe du rectorat de Besançon, où est installé le service des examens. Les étudiants bisontins indiquaient *« avoir pris possession, au service des examens, d'une masse de documents, qui seront brûlés si l'on refuse toute négociation ».* Les forces de police ont procédé, dans la soirée, à l'évacuation des occupants, qui n'ont pas mis leur menace à exécution.

Les étudiants de la faculté des sciences et des techniques ont décidé de reprendre les cours, ainsi que ceux de l'Institut universitaire de technologie. En revanche, ceux de la faculté des lettres et sciences humaines devaient décider de la poursuite éventuelle de leur mouvement, mardi 27 janvier dans l'après-midi. Samedi 24 janvier, les étudiants de la faculté de droit et sciences économiques avaient déjà suspendu le mot d'ordre de grève.





Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire n° 57 437.

ÉDUCATION

UNE IMPORTANTE CONSULTATION

Cinq cent cinquante mille électeurs pour le Conseil de l'enseignement général et technique

Ce mardi 27 janvier devrait être un jour de scrutin important pour les enseignants : l'élection de leurs représentants au Conseil de l'enseignement général et technique (C.E.G.T.). Ce conseil n'a qu'un rôle consultatif, mais les élections, qui ont lieu tous les trois ans, sont l'occasion pour les forces en présence de se compter.

Le C.E.G.T. n'est pas, à proprement parler, un organe politique. Il l'est moins, en tout cas, que le Conseil supérieur de l'éducation nationale que préside le ministre. Les liens entre les deux instances, toutefois, ne sont pas purement techniques, puisque ce sont les enseignants élus au C.E.G.T. qui choisissent parmi eux les représentants du personnel au Conseil supérieur.

Consulté sur les projets de textes réglementaires qui touchent aux contenus de l'enseignement du premier et du second degré, aux programmes, aux horaires, aux examens et aux diplômes, le C.E.G.T. donne un avis que le ministre tire avantage à ne pas ignorer, même s'il peut passer outre et ne s'en prive pas. On l'a vu quand, le 23 mai 1975, le Conseil a repoussé l'avant-projet de loi de la réforme Haby ; l'allergie des enseignants à cette réforme s'est abondamment confirmée par la suite. De même, plus récemment, le refus par le conseil du calendrier scolaire « étalé » n'a cessé, jusqu'à présent, d'être approuvé par le corps enseignant.

La composition paritaire du C.E.G.T. n'est pas étrangère à son influence. Les élus du personnel (trente-trois titulaires, trente-trois suppléants) y disposent de la moitié des sièges, l'autre moitié appartenant aux membres de l'administration, aux représentants des parents, à ceux de l'enseignement privé, et à des personnalités. Il n'est pas rare que des membres du C.E.G.T. représentants des organisations différentes se concertent et ajustent leurs positions avant les séances.

Si bien que les syndicats d'enseignants attachent un grand prix à ces élections qu'ils qualifient tous d'« *importantes* ». Ils ont mis en œuvre leurs moyens de propagande pour attirer les suffrages des quelque 550 000 électeurs, c'est-à-dire des personnels titulaires, soit enseignants, soit ayant une tâche d'éducation, tels que les principaux de collèges, proviseurs de lycées, conseillers d'éducation et conseillers d'orientation, etc. Ce sont les candidats — leurs organisations syndicales — qui supportent les frais de l'envoi du matériel d'élection aux rectorats et aux inspections académiques.

Vingt-deux collèges

Les grands syndicats dénoncent le fractionnement des sièges en vingt-deux collèges. Ainsi les douze cents inspecteurs départementaux disposent-ils d'un siège, tout autant que les cinquante mille institutrices et instituteurs d'écoles maternelles. Les maîtres et maîtresses de l'école élémentaire, dont l'effectif représente près du tiers des électeurs, n'ont droit, pour leur part, qu'à deux sièges. Le mode de scrutin majoritaire renforce encore le poids des grosses organisations. Ce qui ne décourage pas les petites.

Ainsi, le Syndicat national autonome des directeurs et directrices d'écoles (SNADE), de création récente, court-il sa chance, de même que le Syndicat unitaire des personnels de l'éducation nationale (SUPEN, qui réclame son affiliation à la C.G.T.), dont les candidats sont en lice dans six collèges électoraux. Le Syndicat national des collèges (S.N.C.), la Confédération nationale des groupes autonomes (C.N.G.A.) et le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC), tous deux « indépendants », l'USNEF-C.G.C., F.O., etc., briguent eux aussi des mandats.

Plus que la répartition des sièges, le décompte des voix retiendra l'attention. Si la Fédération de l'éducation nationale (FEN) est globalement assurée de se tailler la plus grosse part (elle a recueilli 49,14 % des voix par rapport aux inscrits en 1978), il faudra observer l'évolution de son score. En 1978, elle avait perdu du terrain (*le Monde* du 18 février 1978), de même, à un niveau nettement plus bas, que la C.G.T., présente surtout dans l'enseignement technique. Le SGEN-C.F.D.T. et F.O. — quasiment absents du scrutin en 1975 — avaient, au contraire, gagné dix mille voix chacun environ.

Deux secteurs sensibles

Deux secteurs seront particulièrement sensibles : celui des instituteurs et celui des enseignants du second degré. Il s'agit, tout d'abord, des instituteurs, car ces élections commencées par correspondance le 12 janvier ont lieu peu de temps après l'annonce par le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.) que les négociations pour la revalorisation du salaire de cette catégorie n'aboutissent pas. A tel point que le secrétaire général du SNI-P.E.G.C., M. Guy Georges, accuse, dans *l'École libératrice* du 16 janvier, le ministère d'avoir organisé les élections au C.E.G.T. « *avec précipitation (...) au moment où nos dossiers sont bloqués* ». L'attitude du SNI sera-t-elle jugée par les électeurs en fermeté de bon aloi ou abandon préjudiciable ?

Quant au second degré, les deux syndicats de la FEN qui se partagent la syndicalisation des enseignants des collèges (SNI-P.E.G.C. et SNES) multiplient les invectives réciproques. Le premier étant à direction proche du P.S., le second proche du P.C., les tensions et affrontements qui traversent la gauche ne sont pas sans relation avec une rivalité dont il sera utile de constater quels sont les bénéficiaires. Comme il conviendra de mesurer le verdict porté par les électeurs sur chacun des syndicats réunis l'an dernier dans le « front du second degré », la « bande des cinq » (1), que le SNI-P.E.G.C. n'a jamais rejointe.

En 1978, l'abstentionnisme avait atteint 23 %. Ce scrutin, fait-on remarquer, mobilise moins les électeurs que celui des commissions paritaires, dont les personnels perçoivent mieux l'utilité immédiate, puisqu'elles se prononcent sur le déroulement des carrières. Le précédent scrutin du C.E.G.T. avait eu lieu deux mois avant les élections législatives de 1978, alors que les syndicats les plus nombreux caressaient encore l'espoir d'une victoire de la gauche.

Cette fois encore, un scrutin national est proche. Entre les deux, une « désyndicalisation » s'est amorcée chez les enseignants — qui, de plus, n'ont pas suscité d'actions revendicatives de grande envergure depuis la rentrée scolaire. Attentisme, désintérêt ou recherche d'autres modes d'intervention de la part des enseignants pour faire progresser leurs vues et défendre leur profession ? Les élections au C.E.G.T. donneront une indication.

CHARLES VIAL.

(1) SGEN-C.F.D.T., SNEP-FEN, SNES-FEN, S.N.E.T.P.-C.G.T., S.N.C. (indépendant).

LES ÉLECTIONS A PARIS-II SONT DÉFAVORABLES A L'EXTRÊME DROITE

Les résultats des élections aux conseils d'unités d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de l'université Paris-II, dont dépend le centre Assas, sont plutôt défavorables à l'extrême droite. Sous les sigles Front des étudiants nationalistes (FEN) et Front national de la jeunesse (F.N.J.), elle n'obtient que trois sièges, le Groupe union et défense (GUD) ne s'en voyant attribuer aucun.

En revanche, la « corpo », animée par la Fédération nationale des étudiants de France (FNEF), obtient sept sièges et le Comité des étudiants libéraux de France (CELF) quatre. Toutefois, ces résultats ne concernent que la participation à la gestion des U.E.R. ; les élections au conseil d'université — dont le collège est distinct — n'auront lieu que la semaine prochaine.

RADIO-TÉLÉVISION

VU

SUPER-JOUJOU

C'était l'angoisse, lundi, sur TF 1. D'abord — prétexte à un débat sur le terrorisme nucléaire, est-il possible ou pas ? — « Docteur Folamour » m'a paru beaucoup moins marrant qu'il y a quoi... dix-sept, vingt ans.

Ensuite, l'optimisme béat, extatique, de la plupart des invités, partisans enragés du nucléaire, sous prétexte que ses applications civiles sont indispensables au bonheur de l'humanité, m'a paru sortir tout droit d'un film de Kubrick. Ils avaient le ton patelin de l'infirmière-chef s'arrêtant au pied du lit d'un inquiet, d'un agité : allons, allons, il ne faut pas se mettre dans des états pareils ! Pas plus tard que la semaine dernière, l'Agence de Vienne a vérifié l'usage de l'uranium enrichi livré par la France à l'Irak...

Ça va, ça va très bien. La prolifération des armes atomiques ? Il y a tout de même, ne l'oublions pas, cinq pays — la Suède, le Canada, l'Allemagne, le Japon, l'Italie — qui ont renoncé, les trois derniers, contraints et forcés, peut-être, à s'offrir une bombinette... Il y a aussi cinq autres pays qui ne sont pas soumis au contrôle international, d'accord. Mais enfin, sous quel prétexte, de quel droit, les nantis oseraient-ils priver les petits de ce super-joujou, hein ?

Ils ont essayé de nous rassurer, de nous dire que le mode d'emploi, publié encore tout récemment par la grande presse anglo-saxonne, ne permettait pas de fabriquer un pétard atomique dans sa cuisine. Ça, on s'en doutait un peu. Il est probable qu'un hangar serait plus indiqué. Quant au détonateur, au plutonium, on peut en voler ici ou là, ce ne sont pas les occasions qui manquent. Il suffirait pour l'empêcher de prendre certaines précautions, assurait, désinvolte, l'un des participants. Ah bon !

En attendant, on se demande où et quand un chef d'État style ayatollah va se livrer, ça ne saurait tarder, à un joli petit chantage à la bombe, qui laissera une fois de plus sans voix le concert des nations.

Il faut se rappeler, le professeur Kastler s'y est employé, que seul un engagement moral empêche les pays dotés de la technologie pacifique de l'atome d'en faire un mauvais usage. Ce fragile équilibre de la terreur, ce triomphe de la démence dont on est témoin depuis quelques mois, donne vraiment froid dans le dos. On est là au bord de la catastrophe, de l'Apocalypse, il suffirait d'un faux mouvement pour tout faire péter, et la seule chose qui nous inquiète sérieusement aujourd'hui, c'est le prix du super !

CLAUDE SARRAUTE.

Mardi 27 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

18 h 45 Avis de recherche.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Les chemins de l'adoption.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 45 Hommage à Jean Nohain.
D'E. Pagès, réalisateur K. Prokop. Avec T. Le Luron, Mireille, Georges Brassens... (rediffusion).
21 h 40 Série : Ils ont vingt ans.
De D. Reznikoff et J.-O. Chottard.
La poussière du temps. Que pensent les jeunes de Mao, de la vie en U.R.S.S., de mai 68, de Kennedy ?...
22 h 35 L'histoire de la bande dessinée : Trait de mémoire.
Série d'A. Blanc Réal. Cl. Miller.
Des images par milliers (deuxième épisode).
23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Une heure avec le président de la République,
M. Valéry Giscard d'Estaing parle de la politique internationale. Il est interrogé par Jean-Pierre Elkabbach, Georges Bortoli et Alain Duhamel
21 h Les dossiers de l'écran : « F comme Fairbanks ».
Film français de M. Dugowson (1975), avec P. Dewaere, Miou-Miou, J. Barry, M. Piccoli, J.-M. Folon (Rediffusion.)

Un jeune ingénieur chimiste cherche désespérément un travail stable. Ses angoisses et ses hantises détériorent sa liaison amoureuse avec une comédienne.
Une approche de la réalité contemporaine (la crise économique) à travers une comédie douce-amère où passe la nostalgie des héros imaginaires d'un cinéma de rêve. Original, très bien interprété.
22 h 45 Débat : Le chômage chez les jeunes et la recherche du premier emploi.
Avec MM. J.-P. Fourcade, président des clubs Perspectives et Réalités, J. Delors, président du club Échange et Projets, membre du Parlement européen, M. Roux, directeur d'une A.N.P.E., Mme P. Sartin et quatre chômeurs.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
La Nouvelle Droite française.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
David et son brevet d'invention.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma pour tous : « Planète interdite ».
Film américain de F. McLeod Wilcox (1955), avec V. Pidgeon, A. Francis, L. Nielsen, W. Stevens, J. Kelly (Rediffusion.)
Un classique de la science-fiction hollywoodienne des années 50. Truquages, musique électronique, décors insolites et robot perfectionné. Une imagerie rappelant les bandes dessinées.
22 h 5 Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Ballade pour Carson Mc Cullers », d'A. Lemaire.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, Science : la matière aujourd'hui ; les plasmas.
20 h., Dialogues : Discussion et défense de l'Europe, avec le général F. Valentin et J.-P. Chevènement (P.S.).
21 h. 15, Musique de notre temps, avec Sergio Ortega.
22 h. 30, Nuits magnétiques : l'imitation.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2, Six-huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Premières loges ; Bidu Sayao, soprano (Mozart, Gounod, Puccini).
20 h. 30, Concert (Festival de Lille 1980) : Symphonie n° 4 en mi mineur (Brahms) ; « Ainsi parlait Zarathoustra », poème symphonique (R. Strauss), par l'Orchestre national de France, dir. G. Albrecht.
22 h. 30, Ouvert la nuit : Les chants de la terre (traditions musicales dans le monde) ; 23 h., Revue de la presse et de l'édition musique internationale : José Bruyr (Brahms, Ropartz, Dukas, Dutilleux, Ingelbrecht, Migot).

Mercredi 28 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 40 Les visiteurs du mercredi.
Spécial 6-10 ans : 14 h. 15, Meldi ; 14 h. 40, Feuilleton : Matt et Jenny ; 15 h. 13, Spécial 10-15 ans : les aventuriers de l'Amérique ; 15 h. 40, Les contes à trembler debout ; 16 h. 25, Les infos ; 16 h. 40, La super-parade des dessins animés ; 17 h. 30, Studio 3.
18 h 5 Automag.
18 h 20 L'île aux enfants.
18 h 45 Avis de recherche.
19 h 10 Une minute pour les femmes.
Petites vacances à l'étranger pour grands progrès linguistiques.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
19 h 50 Tirage du Loto.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Quatre femmes, quatre vies.
Une femme libre ou des chandails pour l'hiver.
De G. Dormann et M. Marino. Avec Nicole Courcel.
Suivant les conseils de sa meilleure amie, Laurence, qui a quinze années de couple, se croit brusquement malheureuse et se sépare de son mari pour mener une vie de « femme libre ». Elle s'apercevra à temps du « naufrage ». Décevant.
22 h Magazine : La rage de lire.
De G. Suffert : La percée de la II[e] D.B.
Avec Claire Bretécher (*la Vie passionnée de T. d'Avila*), Franquin (*Gaston Lagaffe mérite des baffes*), Hugo Pratt (*les Éthiopiques*), Bourgeon (*les Passagers du vent*), Phil (*Benoît Broutchoux*).
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : les Amours des années folles.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Sports : Ski.
Descente dames, à Megève.
14 h Les mercredis d'aujourd'hui madame.
15 h 15 Série : Bonanza.
L'enlèvement.
16 h 10 Récré A 2.
Emilie ; Félix le chat ; Maraboud'ficelles ; Zeltron ; Candy ; Les blancs jouent et gagnent ; TV-Service.
18 h 10 Cours d'anglais.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Palmarès 81.
Spécial Michel Sardou.
Avec Carlos, Eddy Mitchell, Hervé Vilard, Mort Shuman...
21 h 50 Alain Decaux raconte.
Le mystère de Jack l'Éventreur.
22 h 45 Histoires courtes.
« Barbe-Bleue », d'O. Gillon ; « Petit Pierre », de E. Clot.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h Travail manuel.
Cinquième semaine du travail manuel.
Cette seconde émission est diffusée en différé de la cinquième Semaine, qui a eu lieu du 15 au 25 janvier au Grand Palais.
18 h 30 Pour les jeunes.
L'ours Paddington : De truc en troc.
18 h 55 Tribune libre.
République et démocratie.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma (un film, un auteur) : « Jo ».
Cascade de quiproquos dans la tradition du vaudeville. La mise en scène n'invente rien. Elle suit les déchaînements de Louis de Funès.
Film français de J. Girault (1971), avec L. de Funès, C. Gensac, C. Muller, B. Blier, C. Nell, G. Tréjean.
Un auteur dramatique cherche à se débarrasser d'un maître chanteur par un crime parfait. Il se trouve plongé dans une charivesante aventure.
22 h Journal.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Feuilleton : « Ballade pour Carson Mc Cullers », d'A. Lemaitre.
19 h. 25, Jazz à l'ancienne.
19 h. 30, La science en marche : la genèse des gisements de métaux.
20 h., La musique et les hommes : « Pyrame et Thisbé », de Hasse, par l'Ensemble orchestral de Paris, dir. E. Loehrer.
22 h. 30, Nuits magnétiques : l'imitation.

FRANCE-MUSIQUE

14 h., Microcosmos : Les études à l'étude ; 14 h. 20 (et 16 h., 16 h. 50), Le compagnon de l'après-midi ; 14 h. 30 (et 16 h. 05), Kaléidoscope (Jolivet, Bach, Webern, Beethoven) ; 15 h. (et 16 h. 55), Pêle-mêle infos ; 15 h. 15, Le jeu des énigmes ; 15 h. 30, Galerie de portraits : Joséphine Lang 1815-1880 (Lang, Mendelssohn) ; 16 h. 30, Chants du village ; 17 h., Feuilleton ; 17 h. 10, Haute infidélité : Le temps musical.
18 h. 2, Six-huit : Jazz time ; 18 h. 30, Magazine de D. Lemery ; 20 h., Équivalences (non voyants) : Œuvres de Schubert et Debussy.
20 h. 30, Concert (Festival de Saintes, crypte Saint-Eutrope 2-4-80) : Œuvres de Wipo de Bourgogne et d'anonymes, par l'ensemble Venance Fortunat, avec A.-M. Deschamps, A. Morillas, D. Vellard, G. Vellard, C. Liégeois, M. Stefan ; 22 h., Cycle acousmatique INA-G.R.M. : Autour de Ph. Mion ; 23 h., Ouvert la nuit : Les mémoires de la musique (Strauss, Mozart, Wolf, Mahler, Zemlinski, Schoenberg).

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 27 JANVIER

— *M. Giscard d'Estaing* est interviewé par Jean-Pierre Elkabbach, Alain Duhamel et Georges Bortoli, lors de l'émission « Une heure avec le président de la République », sur Antenne 2, à 20 heures.

— *M. Michel Debatisse*, secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé des industries agro-alimentaires, est l'invité de « Radioscopie », sur France-Inter, à 17 heures.

— *Mme Monique Pelletier*, ministre délégué à la condition féminine, participe au journal de R.T.L., à 18 heures.

M. GEORGES MARCHAIS AU « GRAND DÉBAT »...

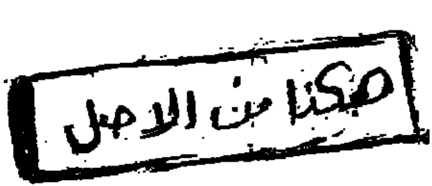
M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., sera l'invité du « Grand Débat » sur TF 1, mardi 3 février. Il sera interrogé non par les quatre jeunes députés qui animaient l'émission depuis sa création en septembre 1980, mais, selon la nouvelle formule mise en place après la nomination de M. Jean-Marie Cavada comme directeur de l'information, par les présentateurs du journal télévisé.

...ET M. JEAN-FRANÇOIS DENIAU A « CARTES SUR TABLE »

D'autre part, M. Jean-François Deniau, ministre délégué auprès du premier ministre chargé des réformes administratives, sera l'invité de « Cartes sur table », sur Antenne 2, lundi 9 février.

● *Sur Europe 1, votre métier et l'informatique.* — Jusqu'au vendredi 30 janvier, Europe 1 présente une série d'émissions préparées avec *l'Usine nouvelle* sur l'impact que risque d'avoir l'introduction de l'informatique dans différentes branches professionnelles : éducation nationale, agriculture, commerçants, usines, bureaux. Les interventions quotidiennes ont lieu entre 7 heures et 8 heures, puis à 13 heures (au cours du journal d'André Arnaud), enfin à 19 heures (J.-C. Dassier).





Le Monde

culture

CINÉMA

LES RENCONTRES DE SAINT-ÉTIENNE

Les ambiguïtés du modèle britannique

Les Rencontres *cinématographiques* de Saint-Etienne essaient de concilier le meilleur des expériences *antérieures et servent un peu de porte-*drapeau à deux conceptions du rôle du cinéma et de la culture en général, d'une part celle du parti communiste français, qui reproche aux pouvoirs leur politique de plus en plus malthusienne en la matière, d'autre part celle de la Société des *réalisateurs français, organisatrice* de la Quinzaine et de Perspectives du cinéma français à Cannes, et de *bien* d'autres *manifestations. On voit* grand à Saint-Etienne, avec l'appui d'une municipalité d'union de la gauche qui ne ménage pas son appui.

Le budget atteindra cette année dans les 900 000 francs, la moitié de cette somme provenant des recettes — on a enregistré l'an *dernier* près de quarante mille entrées, on ne désespère pas d'atteindre soixante mille cette année. La municipalité amorce la « pompe à phynances », avec 360 000 francs — en 1980, au terme des secondes rencontres, elle avait épongé un déficit de 100 000 F. *Nella Broussou, de la Maison de la cul*ture de Saint-Etienne, et Alain Renaud, professeur de philosophie, coréalisateur, cette année, de l'hommage au cinéma anglais, précisent les objectifs : *« Nous voulons sortir de l'ordinaire, permettre une exploitation cinématographique en profondeur dans une ville de deux cent cinquante mille habitants, maudite en matière de cinéma, où les salles ferment mais où un public existe. »* La clientèle est à 50 % étudiante, elle englobe essentiellement les couches moyennes, enseignants, maîtrise, employés. Mais les films en 16 millimètres sont éga*lement diffusés dans les établisse*ments scolaires et les comités d'entreprise. La douane, ô miracle, plaie de tant de festivals à travers la France dès qu'il s'agit de films étrangers, ne soulève aucune difficulté aux organisateurs, *« tout se passe merveilleusement »*, on joue *cartes sur table.*

Une colonie d'Hollywood

La Grande-Bretagne a succédé à l'Italie et à la Hongrie comme sujet privilégié et objet d'étude de ces troisièmes Rencontres de Saint-*Etienne. Le bilan est simplement* catastrophique non pas pour ce qui est de la qualité des films présentés, mais quant aux perspectives d'avenir. Le cinéma de Sa Majesté est devenu une colonie d'Hollywood, la télévision brille de moins en moins par ses audaces, s'aligne sur l'esthétique *du commercial (film publicitaire) et* du feuilleton à l'américaine, où la durée des plans, expliquait Tony Garnett, producteur des films de Ken Loach et réalisateur de *Prostitute*, ne dépasse pas deux secondes et demi pour la publicité, trois secondes pour les séries.

Haydn Pearce, décorateur, venu accompagner le film gallois de Karl Francis *The Mouse and The Woman*, travaille dans l'industrie, à l'américaine. L'an dernier, il a collaboré à un film anglais monté à 90 % avec de l'argent américain. Le scénario fut renvoyé aux Etats-Unis pour modifications, notamment en ce qui concerne les dialogues, les Américains se réservant le droit au mon*tage final*. Jack Hazan, qui présente *A Bigger Splash* (sur le peintre David Hockney) à la Semaine de la critique de Cannes en 1974 et *Rude Boy* à Berlin en 1980, commente laconiquement sa situation : *« En dix ans, j'ai tourné deux films de long métrage. Je n'en vis pas. Je travaille dans l'industrie du cinéma depuis vingt ans, je gagne ma vie comme chef opérateur. Quand je tourne, j'aime travailler avec une petite équipe, trois personnes au maximum, pour des raisons financières mais aussi artistiques. »*

Il est dramatique de voir le cinéma britannique confronté aujourd'hui, en bien *plus* grave, aux mêmes problèmes qu'il avait connus à la fin des années 50 et au début des années 60, quand Lindsay Anderson et Karel Reisz avaient cru un moment *jeter les bases d'un cinéma authen*tiquement britannique avec des œuvres comme *Samedi soir, dimanche matin* et *This Sporting Life*. *Rude Boy*, de Jack Hazan, et le film de Karl Francis, *montrés en avant*-première, témoignent du combat de quelques isolés. Jack Hazan reprend *à sa façon les vieux thèmes du free cinema*, et d'abord celui de l'écrasement d'une culture par la massification des médias. *The Mouse and The Woman*, adapté de Dylan Thomas avec un tout petit budget, offre l'originalité d'une double protestation : contre l'industrie et contre la tradi*tion anglaise. L'accent est authenti*quement gallois, et pas seulement parce qu'on entend à plusieurs reprises parler la langue rugueuse du Pays de Galles, proche de celle de notre Bretagne.

LOUIS MARCORELLES.

PATRIMOINE

Réparer une « bavure » ?

La *destruction, l'été dernier*, d'une œuvre du sculpteur Gérard Singer, qui avait été mise en place il y a dix ans à l'I.U.T. de Saint-Denis (*le Monde* du 22 novembre 1980) — destruction dont la responsabilité incombe à Mme Alice Saunier-Seïté, *ministre des universités*, — suscite de nombreuses et vives protestations dans les mi*lieux artistiques* depuis que cette affaire est connue. Rappelons-en les grandes lignes.

1970 : une sculpture-environnement de Gérard Singer est mise en place dans l'I.U.T. de Saint-Denis. C'est un 1 % en *bonne et due forme* : l'artiste a été appelé par le maître d'œuvre, Jean Balladur ; le projet agréé en commission nationale et réalisé dans les temps. Pour une fois, a-t-on presque envie de dire, tout va bien, d'autant que l'artiste n'est pas un *mauvais sculpteur*, loin de là. Et le propos du 1 % est bien tenu, qui a pour fin de *« permettre aux élèves et au public d'entrer en contact avec des réalisations originales de l'art de leur époque »* (arrêté du 6 juin 1972, en application de la loi instituant le 1 %).

1978 : l'artiste est informé par une lettre du service constructeur des académies de la région parisienne que madame le ministre des universités, en vue du transfert de l'université Paris-VIII-Vincennes à Saint-Denis, *a pris la décision de faire dé*molir l'I.U.T., que monsieur le préfet de la Seine-Saint-Denis a *accordé le permis de cette* démolition pour la plupart des bâtiments de l'établissement, et que, par conséquent, le 1 %, ne pouvant être transféré, en raison de sa nature, ni réinséré dans le nouveau programme de construction, est *« condamné malheureusement à disparaître »*.

Eté 1980 : au creux des vacances, au cœur de cette année pleine de beaux discours sur *la nécessité de travailler au* patrimoine de demain, elle est rasée au bulldozer pour installer des parkings, et cela en dépit de l'intervention du service de la création artistique du ministère de la culture (qui gère le 1 %) pour que soit étudié, *en liaison avec l'artiste*, des solutions moins radicales. N'y avait-il pas moyen de garder *l'œuvre de Singer dans les nou*veaux bâtiments ? Allons donc ! Mais cela sans doute aurait pris trop de temps, et Mme Saunier-Seïté n'en a sans doute pas à *perdre avec les choses de l'art* et de la culture, où elle fait preuve décidément d'une redou*table efficacité.*

Ainsi, *« une œuvre commandée et réalisée en conformité à la loi et payée par les citoyens »*, comme le rappelle une lettre adressée à M. Lecat, ministre de la culture et de la communication, par quatre-vingt-treize *artistes et personnalités du* monde de l'art, a été détruite délibérément par ceux qui sont chargés de faire appliquer cette loi. Et les signataires de demander expressément à M. Lecat de *« prendre l'initiative d'une défense qui n'aurait jamais dû être nécessaire »*.

Auraient-ils été entendus ? Un communiqué du ministère de la culture, daté du 22 janvier 1981, *reconnaît la nécessité de rechercher une solution législative* concernant la *procédure* du 1 % dont l'extension à l'ensemble des constructions publiques appelle *« une meilleure définition du droit moral de l'artiste lorsque son œuvre est indissociable de bâtiments appelés à disparaître ou à être substantiellement modifiés »*. Ce communiqué du ministère annonce, *en outre, que le Service de la* création artistique va proposer à Gérard Singer la réalisation d'une œuvre nouvelle intégrée à une architecture permanente.

GENEVIÈVE BRÉERETTE.

THÉATRE

« LA TEMPÊTE » à Saint-Denis

L'utopie du savoir

Des appels dans la nuit. Des ombres dont on devine les gesticulations aux balancements des lanternes. La musique (de Mico Nissim) annonce une présence surnaturelle. Assis au milieu du ciel noir, un adolescent sourit, joue avec un bateau en papier, le froisse en boule, le jette. Mission accomplie. Ariel a obéi aux ordres de Prospero, le rideau de fer se lève devant les naufragés, ils se dispersent dans l'île ensorcelée.

L'île est un plan très incliné à claire-voie. Un rectangle dans lesquel s'inscrit un cercle, une idée de figure cabalistique. Une scène avec une trappe. Le spectacle de François Marthouret se centre sur le théâtre. Il effleure les thèmes qui courent dans *la Tempête*, les débuts de l'ère colonialiste, le rêve humaniste du savoir/pouvoir, les traces persistantes des croyances médiévales, de la lutte entre le Bien et le Mal. François Marthouret traite avec négligence les émerveillements de l'amour, le caractère politique des conflits. Il s'intéresse aux possibilités de transformation, de jeu de représentation. Et les signes en sont précis, dépouillés, il n'a pas travaillé pour rien pendant dix ans avec Peter Brook.

Ainsi Ariel-Yann Collette — est une sorte de robot malicieux qui parle avec des gestes et rappelle celui de la *la Guerre des étoiles*. Caliban-Bruce Meyer agit comme un de ces acteurs, forces de la nature, qui brouillent les cartes, sèment le désordre et l'imprévu. Et puis, il y a Jean-Pierre Bagot, Stephano braillard, et Christian Colin, Trinculo pincé, un couple à la Laurel et Hardy, prodigieux de finesse et d'inventions. Ne serait-ce que pour eux, il faudrait voir cette *Tempête*...

Mais il y a autre chose : la simplicité et la grâce des tableaux des enchantements. Et puis, avec *Peter Brook, François Marthouret* a appris comment un acteur habite l'espace, le fait vivre, articule les situation, *invente leur* nécessité. Il a éprouvé combien est fuyante cette maîtrise des *événements et des spectateurs*. Si, pour sa première mise en scène, il a choisi la dernière œuvre de Shakespeare, *c'est bien parce* qu'il rencontre ses doutes d'acteur et d'homme dans l'expérience de *Prospero, trajet fermé qui revient* à son point de départ et dont *« la fin est désespoir, à moins que... »* Il ne s'agit pas d'un constat d'échec, plutôt de savoir que, si l'illusion est au bout du voyage, le *chemin* de sa recherche est une réalité. Michel Peyrelon joue Prospero et ressemble à un Jupiter lassé, qui se démet de ses pouvoirs. Un père qui reconnaît l'indépendance de ses enfants, un metteur en scène qui regarde jouer ses acteurs, un homme seul, qui, émouvant et fier, adresse sa prière aux hommes, au public : *« ... Que par votre indulgence, à la fin, je sois libre. »*

COLETTE GODARD.

★ Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis, 20 h. 30.

DE NOUVEAUX REMOUS AUTOUR DU « GUERNICA » DE PICASSO

Le *Guernica* de Picasso continue de susciter des passions contraires. Le tableau, inspiré par les bombardements sur la ville basque de Guernica, en 1937, *qui, selon un vœu du* peintre, ne devait revenir en Espagne qu'après le rétablissement des libertés publiques, pour être, selon un autre vœu, exposé au Prado, à Madrid, est toujours au Musée d'art moderne de New-York. Son retour en Espagne était envisagé dans les premiers *mois de l'année. Maya*, la fille de Picasso, s'est, selon le quotidien *El Pais*, opposée à ce retour, estimant que la démocratie était encore incomplète dans le pays natal du peintre. Elle soutient, en *outre*, que les intentions de son père étaient que *Guernica* fût exposé au Prado même, et *non dans un bâtiment* annexe, comme il en a été question.

Cependant, la ville de Malaga, où il y aura un siècle le 25 octobre est né Pablo Picasso, Barcelone, où il *vécut, et surtout Guernica continuent* d'espérer avec plus ou moins de conviction que la célèbre toile leur sera confiée. Ainsi, la ville de Guernica organise-t-elle un concours international d'architecture pour la construction d'un musée destiné à cette œuvre. Deux architectes repré*sentant la ville ont exposé, le 22 no*vembre à l'Ecole des ponts et chaussées, rue des Saints-Pères, à Paris, les intentions et les modalités de ce concours, comme ils l'avaient fait les jours précédents à Rome et à Milan. Des participations italiennes, anglaises et américaines seraient déjà acquises. — F. E.

LA GRANDE ET LA PETITE ROQUETTE

« Charcuterie fine » dans la grande salle, et Marianne Sergent dans la petite, inaugurent à partir de ce mardi 27 la nouvelle direction du Théâtre de la Roquette, ouvert après travaux, ex-Cyrano, ex-Théâtre oblique sous la direction d'Henri Ronse, venu avec le nom et reparti avec. En février, il y aura du jazz et de la salsa et, en mars, les cinq compagnies chorégraphiques qui avaient espéré traiter avec le ministère pour faire de cet ex-cinéma une maison de la danse.

★ 76, rue de la Roquette, Paris-11e.

■ Jacques Rosner vient d'être *reconduit à la direction du Conser*vatoire national supérieur d'art dramatique pour une durée de 3 ans (à partir du 1er octobre 1980).

LES TABLES TOURNANTES de Jean-Marie Galey

L'acteur Jean-Marie Galey présente au Théâtre de la Cité internationale sa première pièce, *les Tables tournantes*. C'est une adaptation des procès-verbaux, rédigés par Victor Hugo et ses proches, des séances de spiritisme auxquelles s'adonnèrent, dans l'île de Jersey, en 1853 et 1854, l'auteur des *Voix intérieures*, ses parents et ses amis.

Ces procès-verbaux, passionnants, ont été publiés en partie en 1923 (chez Louis Conard), et en 1963 (chez Pauvert). Il y a des manuscrits à la Bibliothèque nationale.

On y voit Victor Hugo, sa femme, sa fille Adèle et son fils Charles, son amie Mme de Girardin, et d'autres, converser pendant des nuits entières, par l'entremise des tables tournantes, avec des personnes pleines de charme et d'intérêt comme Napoléon, Molière, Eschyle, Jésus-Christ, Shakespeare, Mahomet, Marat, Jeanne d'Arc, Annibal, Galilée, *etc.*

Il arrive que des « correspondants » dictent, au moyen des pieds de table, des pages de vers entières, en français, et qui ressemblent beaucoup à des vers de Victor Hugo.

Cette pièce de Jean-Marie Galey, mise en scène par l'auteur, fait toucher les nuits d'exil de Victor Hugo et de son entourage, la présence de l'océan, l'angoisse du désœuvrement, les heurts de caractère. Et les échanges avec tous ces immenses absents sont d'une force extraordinaire.

Marc Eynaud est un Hugo fort vraisemblable et Christiane Rorato une Mme de Girardin d'une lumineuse et douce présence. Josine Comellas (Mme Hugo), Jean-Louis Bauer (Charles), Agnès *Garreau (Adèle), sont* très bien.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de la Cité internationale, 20 h. 30.

MUSIQUE

« Peter Grimes », de Britten à l'Opéra de Paris

(Suite de la première page.)

La mer, une population de pêcheurs et de petits-bourgeois, une vie étouffante et étriquée, la solitude d'un homme fort et original, brutal et poète, que la pression sociale finira par tuer, tout cela rappelait un livret de Montagu-Slater, avec des côtés de roman policier qui resteront inexpliqués.

Peter Grimes est un pêcheur qui vit en marge, durement, de son travail ; son apprenti disparaît en mer ; les villageois soupçonnant Grimes de meurtre ; seuls un vieux capitaine et l'institutrice, qui l'aime, prennent sa défense ; un second apprenti tombe d'une falaise et se tue ; la haine grandit ; Grimes, désespéré, sombre dans la folie et coule avec son bateau.

Britten peint ce drame avec une musique puissamment évocatrice dans les grands interludes symphoniques et un lyrisme vocal d'une extraordinaire liberté. Les airs plus traditionnels de l'institutrice, tendre, maternelle, démunie malgré son courage devant un être aussi déconcertant, s'opposent aux proférations de ce poète sauvage qui déchiffre son destin dans de prodigieuses visions cosmiques ; les voix des villageois, tous caractérisés ou caricaturés avec une vérité et une verve extrêmes, s'égrènent, s'allient à des progressions de plus en plus serrées jusqu'à faire masse en des unissons pleins de haine.

Et pourtant, tout autour, il y a les rythmes, le mouvement de la vie quotidienne, le retour des pêcheurs, les chants des marins, une scène d'auberge, l'office du dimanche, un bal, et puis cette nature qui enveloppe le drame, le soleil insouciant, la montée de l'orage, la tempête qui transperce les maisons, tout cela magistralement noué par une musique étrange aux matériaux un peu hétéroclites, à l'orchestration surprenante mais terriblement efficace à travers laquelle passe un souffle intense.

La réalisation de Covent Garden (mise en scène d'Elijah Moshinsky, décors et costumes de Timothy O'Brien et Tazeena Firth) s'établit sur des décors très dépouillés avec de beaux éclairages marins et la puissance des groupes d'un expressionnisme assez traditionnel mais fortement structurés. Les chœurs de Jean Laforge, qui chantent superbement cette partition très difficile et en anglais, jouent aussi avec une discipline exceptionnelle, formant une foule tour à tour compacte et différenciée, avec beaucoup de pittoresque et de charme, où s'intègrent très naturellement les personnages du voiturier (Malcolm King), du pharmacien (Gino Quilico), du recteur (Michel Sénéchal), de l'avocat (Richard Best), de l'ivrogne méthodiste (Alexander Oliver), de la « tantine » et de ses « nièces » (Jane Berbié, Eliane Lublin et Marie-Christine Porta) tous excellents.

Mais on mettra hors de pair Jocelyne Taillon, superbe Mrs Sedley, la rentière tragico-comique qui est l'âme de la conjuration contre Grimes, Benjamin Luxon, le capitaine débonnaire et humain qui, seul, voit clair dans le drame, et Patricia Wells, l'institutrice vieille au visage juvénile, assez courageuse pour soutenir et aimer Grimes, trop prisonnière de son milieu pour le rejoindre et le sauver, sans oublier l'enfant (Christophe Berry), souffre-douleur du pêcheur, aux attitudes si justes et touchantes.

Pourtant, la représentation repose avant tout sur les épaules de Jon Vickers, véritable Atlas supportant le monde. Il est l'homme dans toute la grandeur et le malheur de sa destinée. Le dos courbé, les jambes arquées du marin qui tire ses filets, il crie son espoir, sa douleur à la face du monde et jusqu'aux étoiles. Sa voix, comme une longue plainte, un râle, un cri de bête fauve, un chant ivre de beauté et de détresse, écrase et survole la foule déchaînée. Sa brutalité est sans cesse démentie par des gestes d'une immense douceur, avec l'enfant, avec Ellen. Ce sauvage essaie désespérément de communiquer. Sans cesse, il nous ramène à l'essence même de l'humanité, à cette petite flamme qui veut vivre et se propager, et, lorsque, enfin, tout est perdu, dans cette prodigieuse scène de la folie, sans aucun accompagnement, c'est toute son âme qui se livre en vrac, en un raccourci fulgurant où les idées, les sentiments s'entrechoquent et sanglotent, prodigieux adieu au monde qui n'a rien compris à cet homme étrange, grand comme la mer.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 29, 31 janvier, 4, 7, 10 et 12 février.

Une exposition au Palais Garnier

Sir Reginald Hibbert, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, et M. Bernard Lefort, administrateur de l'Opéra, ont inauguré la semaine dernière au Palais-Garnier l'exposition consacrée à Benjamin Britten à l'occasion des représentations « Peter Grimes », « la plus complète jusqu'ici réalisée dans le monde », selon le diplomate. Exposition faite surtout de grandes et très belles photographies et consacrée à tous les ouvrages lyriques de Britten montés en Angleterre et à l'étranger, qui a été réalisée, ainsi que l'excellent catalogue illustré, par Charles Pitt, ami du compositeur et correspondant à Paris de la revue « Opera » de Londres.

Parallèlement, « l'Avant-Scène Opéra » consacre son numéro de janvier-février à « Peter Grimes », avec notamment le livret intégral bilingue, commenté par E. Sackville-West, et un dossier consacré à Covent Garden (n° 31, 146 pages, 38 F). — J. L.

JAZZ

Caratini-Fosset Onztet Enrico Rava Quartet à l'Espace Cardin

Le duo Caratini-Fosset (contrebasse et guitare) a réussi à forcer des barrières que l'on croit souvent inamovibles. Ce n'est pas si fréquent en jazz. Et ils se sont fait connaître d'un public jeune et mélangé, un peu partout en France. Depuis un an, le duo, qui s'augmente volontiers d'un percussionniste (Michel Delaporte), ou d'un pianiste (Maurice Vander), a carrément changé de volume.

Avec leur *Onztet*, Patrice Caratini et Marc Fosset proposent un groupe original : pas de piano, en premier lieu, pour ces onze musiciens, que réunit une formule intermédiaire — moins réduite qu'une petite formation, plus souple qu'un grand orchestre.

Le nombre, bien sûr, ne laisse pas d'imposer des contraintes : « *L'écriture*, dit Caratini, *est forcément structurée, et les éléments en jeu ne peuvent être que définis soigneusement. Mais, en fin de compte, la différence n'est pas si grande avec la formule du duo, où l'écriture et l'improvisation s'équilibrent de façon très réglée.* » Ce à quoi le *Onztet* oblige, en revanche, c'est à une rigueur redoublée dans le mélange des timbres : « *Comme il n'y a pas, à proprement parler, de « sections » (au moins trois instruments de même famille), les ensembles doivent ménager des accords sans surprises déplaisantes...* »

Entre l'écriture et l'improvisation, entre le jeu de masses orchestrales et les alliances de sons, le *Onztet* insinue sa sensibilité propre : celle, bien rôdée, de Caratini-Fosset d'abord, mais amplifiée, mise en écho, en abyme, augmentée des talents de neuf musiciens familiers des studios, et pourtant improvisateurs de vérité : Alain Hatot, Tony Russo, Steckar, Bolognezi, Belocine, Lelann, et leur drôle de rythmique : guitare, basse, percussion (Delaporte) et batterie (Sanna).

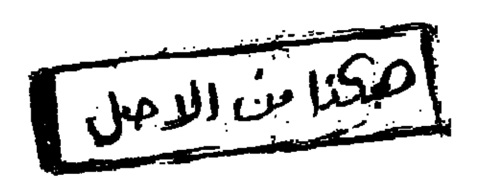
⁂

Au même programme, le trompettiste italien Enrico Rava, bien connu en France, présente, avec Franco D'Andrea (piano), Palle Danielson (basse) et Jon Cristensen (batterie), un quartet très européen. Né à Trieste en 1939, Rava, qui fut du quintet de Gato Barbieri, a travaillé avec tous ceux qui comptent dans la musique d'aujourd'hui : Steve Lacy, Moholo et Dyani, Konitz, Dollar Brand, Carla Bley, Roswell Rudd et la bande du *Jazz Composers Orchestra*, Don Cherry, Bill Dixon, le *Globe Unity Orchestra*, Portal, etc. New-York ou l'Italie, le territoire de sa musique est fait du mélange de toutes les traditions populaires avec les recherches les plus acérées. L'ancien, passé à la question du nouveau, sans qu'il y ait à cette question la moindre torture.

Sous la simplicité d'apparence et d'apparat du jeu, Enrico Rava garde un goût très sûr pour le son et la mobilité de l'instrument. Pour ses contrastes expressifs aussi. En bon témoin de son époque, il joue autant aujourd'hui ses propres thèmes que des compositions qui appartiennent à l'histoire du jazz. Il aime se partager entre une nonchalance des climats flottants et l'exactitude sans tricherie de mises en place très rigoureuses. S'il se laisse aller, c'est avec étude, et il ne s'abandonne qu'avec élégance. En son jeu se résume la curiosité la plus tenace : celle d'un temps qui n'a voulu concevoir la musique que comme un espace ouvert, comme un aile, avec, pour sa part, les éclats solaires d'une trompette.

FRANCIS MARMANDE.

★ Enrico Rava quartet : Paris, Espace Cardin (28 janvier), Montpellier (30), Palaiseau (3 février), Nantes (4), Rennes (5).



CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

INSTITUT NEERLANDAIS 121, rue de Lille — Mercredi 28 janvier à 12 h. 30. (p.e. Valmalète)	Piano à 4 Mains — John BLOT — Henriette TER STEGE — Bach, Schubert, Satie, Schmitt, Stallaert
SALLE PLEYEL — Mercredi 28 janvier à 20 h. 30. (Valmalète)	Unique Récital — Victoria de LOS ANGELES — piano : Miguel ZANETTI — Granados, de Falla, F. Garcia Lorca
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES — Jeudi 29 janvier à 20 h. 30. (Kiesgen)	Claude HELFFER — BARTOK (Suites, Improv.) BEETHOVEN (Var. Diabelli)
SALLE GAVEAU — Jeudi 29 janvier à 20 h. 30. (p.e. Kiesgen)	Orch. du Conservatoire de PARIS — dir. : Jean-Sébastien BEREAU — av. B. WALTER, violon — J.Y. THIBAUDET, piano — Mendelssohn, Saint-Saëns, D. Milhaud, Beethoven
S.F.M.C. Vendredi 30 janvier à 21 heures. SALLE GAVEAU (B. Loyer)	Hommage à H. SAUGUET — NOVELO, violoniste — Orchestre de l'Ile-de-France — dir. : J. HOUTMANN
SALLE GAVEAU — Samedi 31 janvier à 17 heures. (p.e. Werner)	Amis Musique de Chambre — Programme musical France-Culture — QUATUOR KODALY — MOZART, BARTOK, BERG
SALLE GAVEAU — Samedi 31 janvier à 21 heures. (p.e. Valmalète)	Pianistes et Concerts — Fabienne JACQUINOT — BACH - SCHUMANN — LISZT - DEBUSSY - RAVEL
EGLISE DES BILLETTES — Dimanche 1er février à 17 heures (p.e. Kiesgen)	L'ENSEMBLE « IL PASTOR FIDO » — K. CHASTAIN, flûte — Ch. CRENNE, violon — P. BOUFIL, violoncelle — J. PONTET, clavecin — Bach, Telemann, Vivaldi
GAVEAU — Dimanche 1er février à 17 h. 15. Loc. Gaveau (p.e. Werner)	Société CHOPIN à Paris — Récital MYRIAM BIRGER - PAPAZIAN — MOZART, CHOPIN — avec BARBARA MARCINKOWSKA, violoncelle
INSTITUT NEERLANDAIS 121, rue de Lille — Dimanche 1er février à 18 heures (p.e. Valmalète)	Ensemble TER PLEKKE — Théâtre Musical pour Enfants de 5 à 12 a. — acc. de leurs parents
SALLE CORTOT 78, rue Cardinet — Lundi 2 février à 20 h. 30. (Valmalète)	Récital de Piano — Suzy LABARRAQUE PERROT — BACH - FRANCK — SCHUMANN - DEBUSSY
T.M.P. (Châtelet) — Lundi 2 février à 20 h. 30. (p.e. Valmalète) Musicaglotz	WEISSENBERG — Schumann, Chopin — Rachmaninoff
SALLE GAVEAU — Lundi 2 février à 21 heures. (p.e. Valmalète)	« Pianistes et Concerts » — Ventsislav YANKOFF — Prokofiev, Scriabine, Balakirev, Moussorgsky
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES — Mardi 3 février à 20 h. 30. (Valmalète)	Récital du Pianiste RAMZI YASSA — Haydn, Chopin — Prokofiev
EGLISE DE LA MADELEINE — Mardi 3 février à 20 h. 45 — Loc. : Royal Tourisme 10, r. Royale (Werner)	J.-S. BACH — PASSION St-JEAN — J. CHAMONIN, A. COPPEY — B. PLANTEY, Ch. JEAN — J. VILLISECH, J.-J. DOUMENE — ABÉGÈG.P — CHORALE DES J.M.F. — ENS. VOCAL HAUTS-DE-SEINE — CANTORES DE PARIS — ORCH. de CH. JEAN BARTHE — dir. : LOUIS-MARTINI
CENTRE CULTUREL PORTUGAIS 51, av. Iéna — Mardi 3 février à 20 h. 45. (p.e. Valmalète)	Récital de Piano — Manuela GOUVEIA — Beethoven, Debussy, Claudio CARNEIRO — ENTRÉE LIBRE
Eglise Réformée de l'Annonciation 15, rue Cortambert Paris 75016 — Mercredi 4 février à 20 h. 45. Loc. 288-57-61 et 27, r. de l'Annonciation (Valmalète)	A l'occasion du Centenaire de l'Eglise Réformée de l'ANNONCIATION — Récital MICHÈLE BOEGNER — au profit des missions PROTESTANTES — BACH, BEETHOVEN, FRANCK, CHOPIN
SALLE PLEYEL — Vendredi 6 février à 20 h. 30. (Valmalète)	Narciso YEPES — Dowland, Bach, Granados, Falla, Brouwer, Turina.
EGLISE SAINT-ROCH M° Tuileries et Pyramides — Mardi 10 février à 20 h. 45. Loc. Eglise et Royal-Tourisme (Werner, p.e. Valmalète)	ASS. DES AMIS DE MOZART — NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE de RADIO FRANCE — MOZART — Airs de concert — Cto pour Violon en la M. — Symphonie n° 39 — Lilian SUKS — Pierre AMOYAL — Dir. : RALF WEIKERT

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

Chaillot (727-81-30), 20 h. 30 : le Fleuve rouge.
Essaïon (278-46-42), 18 h. 30 : la Paille.
Le Lierre (589-59-84), 20 h. 30 : Œdipe roi.
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philippe (243-00-59), 20 h. 30 : la Tempête.
Saint-Georges (878-74-37), 20 h. 30 : la Culotte d'une jeune femme pauvre.
Nanterre, Théâtre par le Bas (775-91-64), 20 h. 30 : la Biche au bois.
La Roquette (805-78-01), 20 h. 30 : Charcuterie fine.

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50), 20 h. 30 : Schéma, ballet.
Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30 : les Caprices de Marianne.
Chaillot (727-81-15), salle Gémier, 20 h. 30 : le Jeune Homme.
Petit Odéon (325-70-32), 18 h. 30 : la Nuit juste avant les forêts.
T.E.P. (797-96-06), 20 h. 30 : Serments indiscrets.
Petit T.E.P. (797-96-06), 20 h. 30 : Sur les ruines de Carthage.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h. 30 : Adams.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Gilbert Lafaille; 20 h. 30 : le Bonheur des dames.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 20 h. 30 : la Vie parisienne (Offenbach).

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 15 : la Bande dessinée; 21 h. 45, Palligan's Visions.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Potiche.
Atelier (606-49-24), 21 h. : les Trois Jeanne.
Bouffes-Parisiens (296-60-24), 21 h. : Diable d'homme.
Carrefour de l'Esprit (633-48-65), 20 h. 30 : les Dilemmes de la balance.
Cartoucherie, Atelier du Chaudron (328-97-04). Festival international du théâtre gestuel et du théâtre clownesque. — Epée de Bois (808-39-74), 20 h. 30 : Hernani. — Théâtre de l'Aquarium : le Miroir des jours.
Cité internationale universitaire (589-67-57), Resserre, 20 h. 30 : le Personnage combattant. — Galerie, 20 h. 30 : les Tables tournantes. — Théâtre de la mer (589-70-22), 20 h. 30 : Camoens, une voix de la Renaissance.
Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie des Champs-Elysées (723-37-21), 20 h. 45 : Madame est sortie.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Mardi 27 janvier

Comédie de Paris (281-00-11), 20 h. 15 : les Poï's; 21 h. 15 : les Voyageurs de carton.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Et ta sœur !
Edouard-VII (742-57-49), 21 h. : Deburau.
Espace Marais (271-10-19), 20 h. 30 : Zazie dans le métro; 22 h. 30 : Myrthis.
Essaïon (278-46-42), 21 h. : la Vie en douce. — II, 20 h. 30 : Madame Bovary meurt en province; 21 h. 30 : Est-ce que les fous jouent-ils ?
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : Steak.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Leçon de schizophrénie; l'Inconciliabule. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Jacques a dit; 20 h. 30 : Jeux et Pâtres; 22 h. 15 : Molly Bloom. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français; 19 h. 30 : Compartiment non fumeurs.
Madeleine (265-07-09), 20 h. 45 : Siegfried.
Marigny (256-04-41), 21 h. : la Bonne Soupe. — Salle Gabriel, 21 h. : le Garçon d'appartement.
Mathurins (265-90-00), 21 h. : Monsieur Dehors.
Michel (265-35-02), 21 h. 15 : On dînera au lit.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : Exercice de style. — Petite salle, 20 h. 30 : Ai-je dit que je suis bossu; 22 h. : la Guerre des petites étoiles.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
Œuvre (874-42-52), 20 h. 45 : Un habit pour l'hiver.
Palais-Royal (297-59-81), 20 h. 30 : Joyeuses Pâques.
Plaisance (320-00-06), 21 h. : Des oiseaux par les yeux.
Potinière (261-44-16), 20 h. 30 : Elephant Man.
Renaissance (208-18-50), 18 h. 30 et 21 h. 45 : les Mouches.
Studio des Champs-Elysées (723-35-10), 20 h. 45 : le Cœur sur la main.
Studio-Théâtre 14 (539-88-11), 20 h. 30 : Jocoby mime.
Théâtre des Cinq Diamants (580-18-62), 20 h. 30 : les Colombes sauvages; 21 h. 30, Duo pour deux agents doubles.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 15 : Ka; 22 h. 15, Camisoles Blues.
Théâtre-en-Rond (387-88-14), 20 h. 30 : l'Homme à l'envers.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Théâtre Marie-Stuart (508-17-80), 20 h. 30 : Dominique Bailly; 22 h. : Peau d'âme.
Théâtre de la Plaine (842-32-25), 20 h. 30 : le Prince travesti.
Théâtre Présent (203-02-55), 20 h. 30 : Rosmerholm; 21 h. : Marion, marions-nous.
Théâtre Sagor (797-03-39), 20 h. 45 : le Malade imaginaire.
Tristan-Bernard (522-08-40), 21 h. : le Français né malin.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Pythie-Trésor; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar; 22 h. 30 : les Testaments du Père Leleu.
Au Lapin agile (606-85-87), 21 h. : La bohème qui chante.
Blancs-Manteaux (887-17-84), 20 h. 15 : Areuh = MC 2; 22 h. 30 : l'Homme à la coque; II, 20 h. 15 : Tribulations sexuelles à Chicago; 21 h. 30 : Poulet frites; 22 h. 30 : Refrains.
Café d'Edgar (320-85-11), 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois; 21 h. 30 : Sueur, cravate et tricot de peau.
Café de la Gare (278-52-51), 20 h. 30 : le Grand Vide sanitaire.
Chez Georges (326-79-15), 22 h. 30 : M.-A. Berriat et C. Pichon.
Connétable (277-41-40), 20 h. 30 : Thomas; 22 h. 30 : M. Fanon et D. Val.
Coupe-Chou (272-01-73), 20 h. 30 : le Petit Prince; 21 h. 30 : le Roi des balcons.
Cour des Miracles (548-85-60), 20 h. 15 . P. Rapsat; 21 h. 15 : Ivres pour vivre; 22 h. 45 : G. Tazartes.

Le Débarcadère (607-79-39), 21 h. 30 : A. Cuniot.
L'Ecume (542-71-16), 20 h. 30 : A. Candelas.
Le Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte; 21 h. 15 : le Président.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Mille et une recettes pour devenir maître du monde.
Petit Casino (278-36-50), I, 21 h. : Phèdre à repasser; 22 h. 15 : le Concerto déconcertant. — II, 19 h. 45 : Des bigoudis à l'intérieur de la tête; 21 h. : Cœur à deux; 22 h. 45, Suzanne ouvre-moi.
Pied-Bleu (285-32-16), 21 h. 30 : Nous, on aime; 23 h. : D. Raquillet.
Le Point-Virgule (278-67-03), 20 h. 30 : Tranches de vie; 21 h. 30 : J.-M. Cornille : 22 h. 45 : B. Garcin.
Sélénite (354-53-14), 20 h. 15 : Racontez-moi votre enfance; 21 h. 30 : Two men chauds. — II, 21 h. 30 : Fico.
La Tanière (337-74-39), I, 20 h. 45 : Eve Griliquez; 22 h. 30 : J. Yvart. — II, 20 h. 45 : J.-L. Dubin.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir; 21 h. 30 : Ma vie est un navet.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 30 : Madame le Président; 21 h. 30 : Bonjour les monstres; 22 h. 30 : l'Amour en visite.
Vieille Grille (707-60-93), 21 h. : M. Rivat.

Les comédies musicales

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h. 30 : Cache ta joie.

La danse

La Défense, parvis, 20 h. 30 : Caroline Marcade.
Dunois (584-72-00), 21 h. : O. Dubec, Association 1901.
Mandapa (589-01-60), 20 h. 45 : Indra Nevi; Danse du Cambodge.

Les concerts

Eglise Saint-Louis des Invalides, 20 h. 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. A. Jordan; Chœurs de Radio-France, dir. J. Jouine (Dvorak).
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : Staatskapelle Dresden, dir. H. Blomsted; sol., M. Pollini (Brahms).
Salle Gaveau, 21 h. : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Wallez (Chausson, Saint-Saëns).
Théâtre de la Cité internationale, 21 h. : Orchestre de chambre B. Thomas (Vivaldi, Torelli...).
Ranelagh, 20 h. 30 : G. Rebours (Sanz, Ronsalli...).
Sorbonne, Amphi Richelieu, 20 h. 30 : Ensemble à cordes des Jeunes de Melbourne (Telemann, Couperin).
Salle Cortot, 20 h. 30 : E. Djakaili (Bach, Beethoven...).
American Center, 21 h. : C. Dogde.
Lucernaire, 21 h. : L. Robert (Debussy, Dutilleux...).

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24), 15 h. : Return of the Texan, de D. Daves ; 18 h. 30 : la Piste des géants, de R. Walsh ; 21 h. : la Bête traquée, la Dame de Monsoreau, de R. Le Somptier.
Beaubourg (278-35-57). — Relâche.

Les exclusivités

AC/DC (Fr.), Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
L'ALTRA DONNA (It., v.o.), Studio Logos, 5e (354-26-42).
ASPHALTE (Fr.), UGC Opéra, 2e (261-50-32), UGC Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LA BANQUIERE (Fr.), Français, 9e (770-33-88).
BIENVENUE M. CHANCE (A., v.o.), Lucernaire, 6e (544-57-34).
THE BLUES BROTHERS (A., v.o.), UGC Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23), (v.f.), Caméo, 9e (246-66-44), Montparnos, 14e (327-52-37).
LA BOUM (Fr.), Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Paris, 8e (359-53-99), Français, 9e (770-33-88), Nation, 12e (343-04-67), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), Publicis-Elysées, 8e (720-76-23), Passy, 16e (288-62-34).
BRUBAKER (A., * v.o.), UGC Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18), Ermitage, 8e (359-15-71), 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93), UGC Opéra, 2e (261-50-32), UGC Gobelins, 13e (336-23-44), Mistral, 14e (539-52-43), Miramar, 14e (320-89-52), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Murat, 16e (651-99-75).
BYE BYE BRESIL (Brés., v.o.), Epée de Bois, 5e (337-57-47) H. Sp.
LA CAGE AUX FOLLES N° 2 (Fr.), UGC Opéra, 2e (261-50-32), UGC Danton, 6e (329-42-62), Normandie, 8e (359-41-18), Helder, 9e (770-11-24), UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59), UGC Gobelins, 13e (336-23-44), Mistral, 14e (539-52-43), Miramar, 14e (320-89-52), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
CALIGULA (It.-angl., v.o.) (*) : UGC Marbeuf, 8e (225-18-45).
LE CHASSEUR (A., v.o.) (*) Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.f. : Paramount - Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Paramount - Bastille, 11e (357-90-81), Paramount - Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (320-89-90), Paramount - Orléans, 14e (540-45-91), Convention-St-Charles, 15e (579-33-00), Paramount - Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
CLARA ET LES CHICS TYPES (Fr.), Gaumont - Halles, 1er (297-49-70), Berlitz, 2e (742-60-33), Richelieu, 2e (233-56-70), Quintette, 5e (354-35-40), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont - Convention, 15e (828-42-27), Mayfair, 16e (525-27-06), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.) Studio de la Harpe, 5e (354-34-83), Forum-Ciné, 1er (297-53-74), France-Elysées, 8e (723-71-11), Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA CITE DES FEMMES (It., v.o.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), Studio Raspail, 14e (320-38-98).
LA CONSTANTE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LE COUP DU PARAPLUIE (Fr.), Ambassade, 8e (ex-Paramount-Elysées) (359-49-34).
LE DERNIER METRO (Fr.), Berlitz, 2e (742-60-33), Quintette, 5e (354-35-40), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v. it.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
DROLES DE COUPLES (It., v.o.) La Clef, 5e (337-90-90).
ERASERHEAD (A., v.o.) (**) : La Clef, 5e (337-90-90), Hautefeuille, 6e (633-79-38).
EXTERIEUR NUIT (Fr.), La Clef, 5e (337-90-90).
LA FAIM DU MONDE (Fr.), La Clef, 5e (337-90-90).
FAME (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17), Parnassiens, 14e (329-83-11), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.), George-V, 8e (562-41-46), Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), mat., Richelieu, 2e (233-56-70), Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Marignan, 8e (359-92-82), Montparnasse - Pathé, 14e, (322-19-23), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50), Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), mat., Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
FRAYEURS (It., v.o.) : Rotonde, 6e (633-08-22).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLORIA (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (634-13-26) ; Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Gaumont Champs - Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (329-49-75) (v.f.) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse - Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy - Pathé, 18e (522-46-01).
GOSSES DE TOKYO (Jap., v.o.) : Saint - André - des - Arts, 6e (326-48-18).
HARLEQUIN (Austr., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Movies Halles, 1er (260-43-99) ; Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Convention Saint-Charles, 15e (575-79-79) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91).
HAZAL (Turc, v.o.) : Studio de la Harpe-Huchette, 5e (633-08-40).
HISTOIRE D'ADRIEN (Fr.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet - Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
IMMACOLATA ET CONCETTA (**) (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), hres spéc.
INSPECTEUR LA BAVURE (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Convention Saint - Charles, 15e (575-79-79) ; Ternes, 17e (380-10-41) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Paramount Bastille, 11e (343-79-17).
JE VOUS AIME (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont - Convention, 15e (828-42-27) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96), soirée.
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Haussmann, 9e (770-47-55).
MANHATTAN (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
MELODIE MEURTRIERE (It., v.o.) : Paramount - City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Montparnasse, 14e (320-89-90).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
NICK'S MOVIE (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
L'OR DANS LA MONTAGNE (It., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) ; 14-Juillet - Parnasse, 6e (326-58-00) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenüe - Montparnasse, 15e (544-25-02).
OUBLIER VENISE (It., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93) H. Sp.
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suis) (*) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LES SEDUCTEURS (Fr.-It., v. it.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
SHINING (A., v.o.) (*) : Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69).
STARDUST MEMORIES (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), soirée : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
SUPERMAN II (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (354-42-72) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; v.f : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
TENDRES COUSINES (Fr.) (*) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LA TERRASSE (It., v.o.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Quintette 5e (354-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Calypso, 17e (380-30-11) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount - Galaxie, 13e (580-18-03).
THE ROSE (A., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LA TOUR EIFFEL EN OTAGE (A., v.f.) : Clichy-Pathé, 18e (522-46-01), soirée.
TROIS HOMMES A ABATTRE (Fr.) (*) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
TUSK (Fr.) : la Clef, 5e (337-90-90).
UN DROLE DE FLIC (A., v.o., v.f.) : Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount - Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Max - Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 11e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03).
UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (532-52-43) ; Magic - Convention, 15e (828-20-32) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
UN MAUVAIS FILS (Fr.) : Paramount - Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
LA VIE DE BRIAN (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Paramount - Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

FILMS NOUVEAUX

HURLEMENTS, film américain de Joe Dante, v.o. : U. G. C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U. G. C. - Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Magic-Convention, 15e (828-20-33) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LA NUIT DE LA METAMORPHOSE, film yougoslave de Kristo Papic, v.o. : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade (ex-Paramount - Elysées), 8e (359-49-34) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). — v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LA PROVINCIALE, film franco-suisse de Claude Goretta : Gaumont - Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
VACANCES ROYALES, film français de Gabriel Auer : Forum-Ciné, 1er (297-53-74) ; Studio-Cujas, 5e (354-89-22) ; Espace-Gaîté, 14e (320-99-34).

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 27 janvier au 3 février)

LES SALLES SUBVENTIONNEES

Carré Silvia Monfort (533-66-70), mer., 15 h. 30 ; sam. et dim., 14 h. et 16 h. 30 : Cirque Gruss à l'ancienne.

MARIONNETTES

Marionnettes du Luxembourg (326-46-47), mer., 14 h. 30 et 15 h. 30 : les Métamorphoses du Prince charmant ; sam. et dim., 14 h. 30 et 15 h. 30 : le Chat botté.
Théâtre d'animation, Vincennes (365-44-41), mer, sam. et dim., 14 h. 30 : les Mille et Une Fables.

CIRQUE

Cirque d'Hiver-Bouglione (700-12-25), sam., 15 h. et 21 h. ; dim., 14 h. et 17 h.
Palais des sports (828-40-90), tous les jours, sauf dim. et lundi, 20 h. 45 ; mer., sam. et dim., 14 h. 45 et 17 h. 30 : le Cirque de Moscou.

THEATRE

Café d'Edgar (320-85-11), mer., 14 h. et 16 h. ; sam., 15 h. et 16 h. 30 : Est-ce que tu dors ?
Coupe-Chou (272-01-73), mer. et sam., 15 h. : Magie.
Cour des Miracles (548-85-60), mer. et sam., 15 h. 45 : Journal intime de Caroline Petans ; mer., 14 h. 30 : Henri Des.
Lucernaire (536-11-77), mer. et sam., à 14 h. 30 : Gilles et ses marottes.
Palais des glaces (607-49-93), mer. et sam., 14 h. 30 : Contes pour enfants pas sages.
Studio-Théâtre 14 (337-70-83), mer., 14 h. 30 : le Hardi Petit Tailleur.
Théâtre Astral (588-84-13), mer., 14 h. 30 et 15 h. 30 ; dim., 15 h. 30 : Nez vert.
Théâtre de la Gaîté - Montparnasse (533-42-21), mer., sam. et dim., 14 h. 30 : Mathias Ier ; mer. et sam., 17 h. 30 : l'Ecole des femmes.
Théâtre de Paris (281-48-40), tous les jours, sauf sam. et dim., 14 h. 15 : le Roman de Renart.
Théâtre le Point-Virgule (278-67-03), mer., 14 h. 15 ; sam., 15 h. : M. Pétoche ; mer. et dim., 15 h. 30 ; sam., 16 h. 30 : M. Pissenlit.

DANS LA REGION PARISIENNE

Montrouge, mairie (253-23-34), le 28, à 16 h., le 29 à 10 h. et 14 h. 30 : la Maison des quatre vents.
Plessis - Robinson, C.C. G. - Philipe, le 27, à 10 h. et 14 h. : Une hirondelle en hiver.
Saint - Quentin - en - Yvelines (062-82-81), le 21, 14 h. 30 : les Petites Lumières.
Sceaux, Centre d'action culturelle (660-05-64), les 15 et 16, 9 h. 30 et 14 h. 30 : Pilibi de bas en haut.
Suresnes (772-38-89), le 28 à 14 h. 30 : l'Histoire des Pilibi.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.	La mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux   emplois internationaux   emplois internationaux

An international career for graduate engineers !

FLOPETROL INTERNATIONAL ?

Flopétrol International participe à l'exploration et à la mise en production de gisements pétroliers. La société intervient à la demande des *grandes compagnies pétrolières pour évaluer et contrôler la capacité de production des puits nouvellement forés.*

Créée en 1960 et filiale du groupe SCHLUMBERGER depuis 1972, elle emploie aujourd'hui 2200 personnes. 1300 ingénieurs et techniciens *assurent les Services FLOPETROL à partir de bases permanentes installées dans plus de 30 pays.*

Leader mondial du WELL-TEST, FLOPETROL INTERNATIONAL connaît de nouveaux développements dans l'informatique pour l'étude *de gisements et dans l'électronique pour les mesures de pressions et de débits.*

Les ingénieurs que nous recherchons ?

Jeunes diplômés d'une grande école, ils sont libérés des obligations militaires et possèdent une bonne pratique de l'anglais.
Avant tout hommes de «terrain», *ils font preuve d'une bonne adaptabilité et, sont à même de prendre des décisions rapides.*

Ce que nous proposons ?

Ils suivront, dans un premier temps, un stage rémunéré de 3 mois à MELUN (77) où les cours seront dispensés en anglais.
Ils rejoindront ensuite *les bases opérationnelles à l'étranger pour participer pendant 2 ans environ aux opérations techniques sur les puits.*
A l'issue de cette formation sur les chantiers, ils se verront confier des responsabilités leur permettant d'évoluer vers le poste de «BASE MANAGER» («patron» avec toutes *les tâches techniques et d'organisation, les relations commerciales, la gestion du personnel et du budget...).*

Les avantages que nous offrons ?

FLOPETROL INTERNATIONAL saura reconnaître l'efficacité non seulement en termes de rémunération, d'avantages liés à l'expatriation, *mais aussi en termes d'évolution réelle dans le cadre d'une carrière internationale.*

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite en anglais, CV et photo) en précisant sur l'enveloppe la référence 526 M à MEDIA P.A. 9, Bd des Italiens 75002 PARIS qui transmettra. (Réponse et discrétion assurées).

FLOPETROL — FLOPETROL Schlumberger

MEDIA PA

Pour sa filiale au NIGERIA
Important installateur conditionnement d'air
recrute

Techniciens supérieurs froid

- IFFI ou BTS
- Expérience pratique indispensable dans :
  études
  et/ou réalisation de chantiers
  après - vente.
- Connaissance de la langue anglaise souhaitable mais possibilités de perfectionnement / formation accélérée.

Adresser curriculum vitae et prétentions à No 15176 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

TITN PROVENCE
SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE EN
INFORMATIQUE
recherche
2 INGENIEURS LOGICIELS
grandes Ecoles ayant 3 à 6 ans d'expérience en systèmes. Temps réel sur mini-ordinateur pour gros projet à développer pendant 2 ans en ITALIE DU NORD (proche frontière Suisse) Ces personnels rejoindront l'agence d'Aix-en-Provence à la fin du projet. Env. C.V. photo et prét. à TITN-PROVENCE, Z.I. Aix-en-Provence, 13760 Les Milles, cédex.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01



GROUPE INTERNATIONAL DE RESTAURATION
implanté dans 14 pays (EUROPE, AMERIQUE, MOYEN ORIENT) recherche pour ses activités en ARABIE SÉOUDITE

. un directeur d'exploitation
. un responsable administratif

pour un important complexe de restauration installé *pour la construction d'une ville nouvelle* (7000 clients par jour).

- BTS Ecole Hôtelière ou Ecole Commerciale Supérieure, expérience similaire, âge 30 ans minimum, anglais courant.
- Le Directeur d'Exploitation a la responsabilité totale des services de restauration, y compris la gestion, le personnel, les approvisionnements.
- Le Responsable Administratif planifie et contrôle tous les aspects du département administratif et financier.
- Séjours en célibataire ou en famille, avantages liés au statut d'expatrié, rémunération intéressante nette d'impôts.

Adresser d'urgence lettre avec CV complet, photo, copie des certificats à «EUREST» Département du Personnel, 14 rue de l'Arcade 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
recherche

SON FUTUR DIRECTEUR
ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- Vous avez 30 ans, **Diplôme DECS ou BP comptable** complété par quelques années d'expérience.

Vous aurez pour mission de coordonner et d'animer l'ensemble des services comptables et administratifs.
Vous serez l'interlocuteur des Banques, assurerez les liaisons avec la Maison Mère et dépendrez du Directeur Général.
Vous bénéficierez des avantages attachés au statut d'Expatriés.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 10748 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94300 VINCENNES (réponse et discrétion assurées)

THOMSON-CSF TELEPHONE
recherche

un INGENIEUR et deux TECHNICIENS ELECTRONICIENS

pour une mission **à l'ETRANGER (PAYS DE L'EST)**

INGENIEUR : de formation grandes écoles ayant 2 à 3 ans d'expérience dans un service qualité, *méthode ou fabrication il sera chargé de la mise en place contrôle qualité des* produits fabriqués (Centraux Téléphoniques Temporels).
Durée du séjour : 2 ans.

TECHNICIENS NIVEAU V : de formation BTS, DUT Electronique ou informatique,
l'un sera chargé du contrôle qualité du LOGICIEL.
Mission d'un an.
l'autre de l'assistance technique du contrôle qualité MATERIEL.
Mission de 2 ans.
Contrats à durée déterminée.

Envoyer CV et prétentions sous réf. DCP. 81.6 à J. BOUCHON - THOMSON-CSF TELEPHONE Division Commutation Publique - 146, Bd de Valmy 92700 COLOMBES.



emplois régionaux

Dans l'Ouest, la délégation régionale Nord/Ouest France (650 personnes), répartie en 4 agences d'un important groupe (25.000 personnes), spécialisé dans les T.P. et l'électricité générale recherche :

JEUNE INGENIEUR

De formation ETP - INSA - MINES - DOUAI/ALES ou *similaire avec, si possible,* une première expérience pratique de conducteur de travaux, canalisations et VRD.
Il occupera les fonctions d'adjoint au chef de service canalisations souterraines, touchant à la fois aux études et réalisations techniques, à la gestion comptable aux relations commerciales.
Le Service comprend 90 personnes.
Résidence dans une agréable ville de Province.
Adresser lettre manuscrite + C.V. sous référ. J.O./J.I., à JEAN OLLIVIER - B.P. 28 - 35740 PACE qui assurera les premiers entretiens dans l'entreprise.

Importante Société Industrielle
recherche
pour le MOYEN-ORIENT

UN CADRE

parlant couramment anglais et *acceptant de s'installer* pour plusieurs années sur place

Fonctions :
- Représentation de la Société auprès de l'administration locale et de divers organismes ;
- Gestion des personnels et des matériels ;
- *Surveillance des stockages ;*
- Relations fréquentes avec responsables des chantiers.

Formation :
- Administrative et de gestion (bonne connaissance des *problèmes d'exportation, de transport et de* dédouanement) ;
- Capacité à acquérir des notions techniques de génie civil.

La rémunération tient compte des conditions particulières du poste. Contrat à durée déterminée avec possibilité à terme de conversion en contrat à durée indéterminée.

Adresser C.V. et prétentions s/n° 84.956 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

A fast growing American company, manufacturer of heat shrinkable products, seeks a

DIRECTOR OF EUROPEAN RESEARCH AND DEVELOPMENT

Responsabilities :
To establish and direct the European test facilities.
To co-ordinate application engineering activities among well-established trade subsidiaries and manufacturing centres in Europe.
To liase with Corporate R & D in the U.S.

Requirements :
Advanced degree (preferably Ph. D.) in chemistry or engineering.
Strong background in plastics, with at least 5 years of field experience.
Fluency in English.
Willingness to relocate.

The company has an outstanding performance record over the past five years with an annual compounded growth rate of 50 %.
- Salary and benefit program commensurate with experience.
- Qualified candidates are invited to send resume in English to :
  N° 85.506 - CONTESSE Publicité,
  20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.
- All applications will be treated confidentially.

Directeur de projet – Guinée

La Banque mondiale recherche, pour un Projet de plan *directeur pour les ressources en eau* finance par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a Conakry (Guinée), un Directeur de projet. Celui-ci sera recruté dans le cadre d'un contrat de deux ans avec la Banque, commençant de préférence en avril *1981. Sa tâche consistera à aider le Gouvernement* guineen à rationaliser l'utilisation des ressources nationales et, plus précisément, à :

- mettre en place et diriger, au sein de l'Office de mise *en valeur des eaux de Guinee, un bureau du projet* charge de coordonner l'execution des études qui doivent être realisées par des consultants;
- conseiller le Directeur adjoint (guinéen) du projet sur *les questions techniques ayant trait à la valorisation* des ressources en eau; et
- assurer la formation des cadres guinéens qui prendront la relève des expatriés.

Entre autres objectifs, ce projet vise : i) l'élaboration de plans généraux de mise en valeur des ressources en eau dans les régions naturelles que sont la Haute Guinee, la Guinee forestière et la Guinée maritime et l'établissement d'un plan directeur général sommaire pour l'ensemble du pays, y compris la Moyenne Guinée, qui a deja fait l'objet d'une étude; et ii) la mise au point de plans précis pour assurer : l'alimentation en eau à usages domestiques et industriels; une *utilisation plus rationnelle de l'eau et de la terre pour* l'agriculture; l'exploitation du potentiel hydro-électrique ainsi que des possibilités de navigation et de pèche: enfin, la prévention des problèmes posés par les catastrophes naturelles : inondations, sécheresse.

Le Directeur du projet supervisera les travaux des consultants : identification des installations hydrauliques en place et prévues; repérage des sites propices à la mise en valeur des ressources hydrauliques de tous types au moyen d'une analyse topographique, géologique et hydrologique; analyse de l'impact socio-économique potentiel des travaux d'hydraulique envisagés: établissement de plans de *mise en valeur et d'un ordre de priorités précis.*

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme d'ingenieur et posséder une large expérience des ressources en eau (irrigation, hydraulique, hydrologie) et des pays en développement. Ils devront parler couramment français.

Le traitement sera fonction des qualifications et de l'experience. Indemnités et avantages compétitifs au plan international. Prière d'adresser un curriculum vitae détaille portant le numéro de référence 81-4-00401(a) à l'adresse suivante :



The World Bank
Recruitment Division
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433, U.S.A.

STE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale
recherche pour

MOYEN ORIENT
INGENIEURS Informaticiens

LES CANDIDATS DEVRONT JUSTIFIER :
- d'une excellente connaissance des grands systèmes de gestion (gros ordinateur, mini, réseau...) ;
- de la maîtrise de la langue anglaise.

NOUS OFFRONS :
- séjour de longue durée ou durée limitée ;
- salaire attractif + avantages.

Adresser C.V., photo, prétentions - N. 728
PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

MAROC

INGENIEUR TRAVAUX PORTUAIRES

Nous sommes une grande entreprise française de travaux publics à vocation internationale dont les activités sont en progression constante. Les travaux maritimes représentent une part importante de notre chiffre d'affaires.

Nous recherchons un ingénieur diplômé d'une grande école, à l'expérience confirmée (environ 10 ans) dans le domaine des travaux portuaires. La première affectation qui lui sera *proposée concerne* le Maroc où, sous l'autorité du Directeur Technique, il sera responsable des travaux maritimes d'un *port en création.*

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur qui, *outre ses compétences techniques,* a le goût des grands chantiers et en connaît les aspects administratifs et humains.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous réf. M 5441 A, à

egor international
8 rue de Berri 75008 Paris 359.13.82

média-system

DUNLOP

DUNLOP S.A. souhaite intégrer à sa Division Pneumatiques

INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES
Issus de grandes écoles (Centrale, Mines...)

Première expérience industrielle souhaitable.
Anglais indispensable.
Allemand souhaitable.
Connaissance C.A.O. appréciée.

Les premières affectations se situent à Montluçon au sein de la Direction Technique et offrent de réelles possibilités d'évolution dans DUNLOP S.A. et dans le Groupe International.

Adresser candidature, sous réf. 811 à:
DUNLOP S.A.
Direction du Personnel
Tour Atlantique
CEDEX N° 6
92080, PARIS-LA DÉFENSE.

HAVAS CONTACT



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GRENOBLE

Notre division européenne d'informatique industrielle recrute des :

ingénieurs électroniciens et informaticiens hardware

L'essentiel de la fonction consiste à assurer la formation hardware des ingénieurs de maintenance HEWLETT-PACKARD Europe, sur unités centrales, périphériques et systèmes mini-informatiques de notre centre technique européen de Grenoble.

Ces fonctions conviendraient à des ingénieurs expérimentés, ou à des débutants dont nous assurerons la formation.

Ces postes offrent des possibilités d'évolution rapide et variée soit à l'intérieur du groupe, soit vers d'autres services (Marketing, Production, Laboratoire de recherche, etc...).

Il est nécessaire de parler l'anglais de manière très courante, et d'être motivé à la fois par l'aspect technique et pédagogique du travail.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence CT 01 à Claire BACHELARD, Service du Personnel, HEWLETT-PACKARD, 5 Avenue Raymond Chanas - 38320 EYBENS.

HEWLETT PACKARD

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR LA FONCTION COMMERCIALE

- Vous êtes dynamique.
- Vous recherchez les contacts humains.
- Vous voulez être le responsable d'un budget.
- Vous aimez la négociation.

POURQUOI PAS LES ACHATS ?

- Chez nous la fonction ACHETEUR requiert toutes ces qualités.
- Elle vous permettra de faire du Marketing Achat et d'accéder à une grande autonomie.

Notre Société (filiale du Groupe THOMSON) fabrique du matériel d'éclairage. Elle est située en Région ORLÉANAISE.

VOUS

- que ce profil séduit.
- qui avez une formation École Supérieure de Commerce ou Ingénieur.
- débutant ou ayant une courte expérience.

prenez contact en nous adressant votre C.V. ainsi que vos prétentions et votre photo, sous référence 70.747 M à HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

Importante entreprise de fabrication d'emballages métalliques
(1.500 personnes - 3 usines - 600 millions de C.A.)
recherche pour son Unité
situeé en PICARDIE

CHEF DE FABRICATION

(Ingénieur-Mécanicien ou équival., 40 a. min.)

Directement rattaché au Chef de l'établissement.

Principales responsabilités :

- animer et coordonner l'activité des 5 ateliers (250 personnes) ;
- veiller à l'exécution, dans les délais impartis, des ordres de fabrication ;
- améliorer les performances des équipements ;
- réduire les coûts de production ;
- assurer la formation ou le perfectionnement du personnel.

Une expérience en unité de production est indispensable pour ce poste.

Des possibilités d'évolution existent au sein de la société.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. s/nº 85.435,

cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS

MATRA ESPACE TOULOUSE

se développe et crée des postes pour des

INGENIEURS GRANDES ECOLES EXPERIMENTES

Ils ont une responsabilité de coordination technique des programmes spatiaux en cours et d'études de systèmes de satellites futurs.

Ces postes nécessitent au moins 5 ans d'expérience, acquise de préférence sur des activités spatiales et dans l'un des domaines suivants :

— électronique analogique et numérique,
— télécommunication - radio fréquence,
— dynamique - propulsion,
— mécanique théorique.

Ces postes peuvent évoluer à terme vers des responsabilités de Chef de Projet.

L'anglais courant est indispensable.

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 769 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. Nº 1 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

MATRA

recherche pour son Centre de Production
(mécanique de précision - petite et moyenne série) près de TOULON (Var)

INGENIEUR FABRICATION RESPONSABLE DES ATELIERS

(120 personnes)

Placé sous l'autorité du chef des fabrications de l'établissement, il dirige et coordonne l'activité des chefs d'atelier (usinage - montage).
Il sait donc animer des hommes.
En relation avec les services techniques de production (méthodes, ordonnancement, lancement, gestion etc. . .), il a le souci d'obtenir un produit conforme à sa définition, au délai fixé et au coût prévu.
Son expérience est de préférence celle d'un homme de terrain en fabrication mécanique.
Un tempérament de meneur d'hommes est indispensable.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo

MATRA 83870 SIGNES

Adjoint Directeur du Personnel

Nous sommes une entreprise à taille humaine (450 personnes) au sein d'un important groupe industriel multinational favorable à l'innovation sociale. Notre Directeur du Personnel recherche son ADJOINT. Celui-ci se verra confier progressivement des responsabilités dans tous les domaines de l'administration et de la gestion. Il devra être capable d'évoluer, à terme, vers la responsabilité globale de la fonction.
Ce poste de confiance conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur long, 28 ans minimum, ayant une expérience concrète des questions de personnel acquise de préférence pour partie en usine. Anglais apprécié. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, rémunération actuelle sous référence 81604 M à notre Conseil.

EMPLOI centor 13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

TOULOUSE

ATTACHE DE DIRECTION
Département social

Rattaché au D.G. de cette P.M.E., il aura la responsabilité de l'administration du personnel, du recrutement, de la formation et des relations sociales.

De formation supérieure, il devra justifier d'une expérience réussie sur le plan des relations humaines pendant 5 ans au moins.

Adresser C.V. complet et prétentions s/référence D209 Telex P.A., 34, bd Haussmann, 75009 Paris, qui transmettra.

ISOVER SAINT-GOBAIN

Jeune Ingenieur Grande Ecole

Vous voulez vous préparer à des responsabilités étendues.

Vous êtes tenté par un poste permettant de maîtriser des technologies de pointe tout en développant votre aptitude à animer les hommes et sans vous couper de la gestion.

ISOVER SAINT GOBAIN

vous propose après formation au centre de recherche de coordonner toutes les actions visant à améliorer le procédé de fabrication des produits isolant à base de laine de verre.

Intérêt : basé dans la plus grosse unité de production (120. 000 T/an de produits) à ORANGE (Vaucluse), avoir un champ d'applications exceptionnel :

- devenir le spécialiste d'un procédé pour lequel ISOVER est un leader mondial
- vous préparer à des postes de responsabilité au niveau des usines ou dans la recherche ou dans le groupe.

Si vous avez 2 ou 3 ans d'expérience de préférence dans une usine à feu continu (verrerie, sidérurgie, céramique, fonderie, etc.) *et si vous voulez en savoir davantage avant même d'envisager une candidature, demandez une documentation sur le Groupe et le poste sous réf. 3962/M à François DOZOL* - DELTA CONSEIL - *27, rue Dombasle - 75015 Paris - Tél. : 250. 84. 30.*

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION
RADIO — TV — HI FI
FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANCAIS
recherche

INSPECTEUR COMMERCIAL
pour REGION RHONE

INSPECTEUR COMMERCIAL
pour REGION CENTRE

NOUS DEMANDONS :
- une formation Sup de Co, ESSEC ou équivalent,
- grande mobilité, dynamisme,
- goût du commerce, de la négociation et des responsabilités,
- voiture personnelle en bon état.

NOUS OFFRONS :
- position cadre,
- rémunération intéressante,
- indemnités de déplacements,
- possibilité de promotion ultérieure au sein du Groupe.

Envoyer C.V. et photo s/réf. 2553 à P.LICHAU SA BP 220 - 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

NICE

CADRE PROMOTION IMMOBILIÈRE

Société de promotion immobilière d'importance nationale
recherche pour son agence de Nice

un responsable d'un ou plusieurs programmes immobiliers réalisés par la Société dans les Alpes-Maritimes.

Il sera chargé du suivi administratif, juridique, financier, technique et commercial.

Une formation supérieure du type H.E.C., E.S.S.E.C., Science Po, maîtrise Science économique ou droit est requise.

Une expérience professionnelle de 3 ou 4 ans minimum dans la profession est exigée.

Adresser curriculum vitae à COGEDIM, 17, avenue G.-Clemenceau, 06000 NICE.

SOCIÉTÉ DE SERVICE INTERNATIONALE

recherche pour son établissement situé en BRETAGNE-SUD

INGÉNIEUR COMMERCIAL

diplômé, 30 ans minimum

CHARGÉ DE LA PROSPECTION, DE LA RÉDACTION DES PROPOSITIONS ET DE LEURS DISCUSSIONS, EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES COMMERCIAUX DU SIÈGE.

Le candidat devra posséder une expérience permanente de plusieurs années dans ces fonctions, de préférence dans le cadre de la construction d'ensembles industriels.

Une très bonne connaissance de la langue anglaise (parlée et écrite) est indispensable.

Adresser curriculum vitae et prétentions sous nº 14.491 à HAVAS ATLANTIQUE PUBLICITÉ, B.P. 52, 44601 SAINT-NAZAIRE Cedex, qui transm.

THOMSON-CSF

TUBES ET DISPOSITIFS A IMAGE
GRENOBLE
recrute
POUR SON LABORATOIRE DE RECHERCHES

UN INGENIEUR

E.S.E., E.S.T., E.N.S.T.A., E.N.S.E.R.G. ...
spécialisé en MICRO-ELECTRONIQUE ou en ELECTRONIQUE des MATERIAUX

- Quelques années d'expérience.
- Il aura la responsabilité d'un programme de recherche au sein d'une équipe d'ingénieurs de haut niveau travaillant sur de nouveaux dispositifs semi-conducteurs pour systèmes OPTRONIQUES.

ADRESSER dossier de candidature avec C.V. détaillé et prétentions au SERVICE du PERSONNEL D.T.E. - B.P. 55 - 38120 SAINT-EGREVE.

IMPORTANTE SOCIETE PAYS DE LOIRE
recherche son

CHEF DU SERVICE TECHNIQUE MECANIQUE

Il aura pour mission :
- d'étudier et développer les produits actuels et nouveaux
- d'orienter les travaux dans le souci primordial de la standardisation, de la fiabilité et du prix de revient.

Nous souhaitons rencontrer un INGENIEUR GRANDE ECOLE, ENSI ou équivalent, âgé au moins de 35 ans, de forte personnalité pour animer et dynamiser une équipe d'une cinquantaine d'ingénieurs et techniciens - Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 85282 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

ETABLISSEMENT D'ETUDES DU MINISTERE DE LA DEFENSE
REGION MIDI-PYRENEES

Recherche pour postes à pourvoir rapidement :

RF. 1 - Ingénieur d'études à caractère expérimental, encadrant équipe d'essais.
Domaine de recherche : Ondes de choc - Combustion - Détonation Thermodynamique - Mécanique des milieux continus.
Utilisation systématique d'appareils d'optique, d'électronique ultra-rapide.
Notions de calcul numérique souhaitées, Anglais lu.
Formation A et M, INSA, ENSI, Doctorat 3º cycle ou Ingénieur.
Salaire annuel brut 87.500 à 95.300 pour ingénieur débutant.

RF. 2 - Ingénieur d'études à caractère numérique, encadrant une équipe de techniciens analystes numériques et programmeurs.
Domaine de recherche : Ondes de choc - Mécanique des milieux continus.
Utilisation systématique de gros codes de calculs aux différences finies.
Participation au développement de nouveaux codes spécifiques des problèmes traités.
Anglais lu.
Formation : INSA - ENSI - Doctorat 3º cycle ou Ingénieur.
Salaire annuel brut 87.500 à 95.300 pour ingénieur débutant.

Envoyer lettre de candidature et C.V., en précisant le Nº du poste, à :
Monsieur le Directeur du Centre d'Etudes de Gramat
46500 GRAMAT

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

FILIALE FRANÇAISE D'UNE GRANDE BANQUE ÉTRANGÈRE
recherche

Gérant de Fortunes
CÔTE D'AZUR

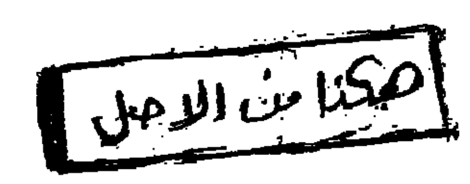
- hautement qualifié ;
- habitué à la clientèle privée ;
- capable de diriger et d'animer une équipe ;
- âge de 35 ans minimum.

CONDITIONS :
- bilingue français/anglais (une 3e langue serait appréciée) ;
- expérience de gestionnaire sur les bourses française et étrangères.

Le candidat sera appelé à assumer la responsabilité de l'ensemble de la clientèle privée d'une Agence en pleine expansion sur la Côte d'Azur.

Envoyer curriculum vitae, offre manuscrite et photo avec prétentions de salaires à HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 36829 M.

HAVAS CONTACT



هكذا من الاصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Offshore System Technology

Single Buoy Moorings Inc., leader dans le domaine de la technique offshore, est à l'origine du système des plates-formes flottantes pour la production, le stockage et l'acheminement du pétrole. La société en rapide expansion du fait de la demande internationale pour ses produits, offre des opportunités de carrières très attirantes dans un environnement professionnel hautement stimulant.

Directeur de Projet

Monaco

Pour diriger et exécuter des projets de l'industrie pétrolière offshore.

Qualifications et expérience:

Age : 25-40 ans environ.
Diplôme d'ingénieur mécanique, génie maritime, ou architecture navale.

Expérience: minimum de 5 ans dans la direction des projets, surtout le contrôle des aspects contractuels et de livraison.

Une bonne connaissance de l'anglais est essentielle.

La société offre des salaires en rapport avec l'importance qu'elle attache à la sélection de son personnel. Des avantages extrasociaux intéressants et une perspective de carrière permanente sont inclus dans ce groupe international en plein développement.

Veuillez envoyer d'urgence votre curriculum vitae et une photo avant le 10 février au



Chef du Personnel
Single Buoy Moorings Inc.,
PO Box 157
Principauté de Monaco



Telemecanique

11.000 PERSONNES - 2,2 MILLIARDS FRANCS/AN
rech. pour renforcer la structure de son Dépt
AUTOMATES PROGRAMMABLES
installé à 06 - **SOPHIA ANTIPOLIS PRÈS ANTIBES**

RESPONSABLE MÉTHODES DE TESTS PRODUITS FINIS MICRO-ÉLECTRONIQUES

ADJOINT DU CHEF DU Sce « INDUSTRIALISATION AUTOMATES PROGRAMMABLES », A LA CHARGE (avec 5 personnes) DE DOTER LA PLATE-FORME D'ESSAIS DE MOYENS DE CONTRÔLE ET DE FIABILISATION EFFICACES ET PRODUCTIFS.

• INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN • *ANGLAIS* nécessaire • EXPÉRIENCE INDISPENSABLE DE L'INDUSTRIALISATION DE PRODUITS ÉLECTRONIQUES DE SÉRIE, *en grande ou mini informatique, commande numérique, télé-communication,...* • IL CONNAÎT L'INFORMATIQUE (logiciel) et L'ÉLECTRONIQUE, a le goût de la série, le souci du test, de la fiabilité et du S.A.V. AU MEILLEUR COÛT.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, RÉMUNÉRATION, photo ss réf. 4598 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SOCIETE INTERNATIONALE
LEADER EN EUROPE POUR LA TRANSFORMATION DES MATIERES PLASTIQUES

recherche

le chef du service comptable et administratif

Rattaché au directeur administratif et financier, il est responsable de la comptabilité générale et analytique, de la trésorerie, de l'administration générale.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur doit justifier une expérience réussie d'au moins 5 ans dans un poste similaire en milieu industriel, au sein d'une société dont le CA est voisin de 200 millions.

Il doit avoir le goût de l'organisation et de l'animation.
Anglais apprécié.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat susceptible d'évoluer rapidement vers des fonctions plus importantes dans la société.

LIEU DE TRAVAIL : ALLIER (03).

Transmettre CV + photo + prétentions sous No *85.948* à *CONTESSE* PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER LYON
recherche

AGENT COMMERCIAL

Etudes supérieures (E.S.C. ou équivalent).
3/4 ans d'expérience dans la fonction.
Après formation à Lyon, aura la responsabilité *d'un secteur dans la région Rhône/Alpes.*
Ce poste nécessite une grande disponibilité *le goût des contacts et le sens de l'organisation.*
Rémunération attractive.
Voiture fournie.

Adresser curr. vitae. photo et prétentions sous le nº 7.773 à *le Monde* Publ, 6, rue des Italiens, 75009 Paris.

Centre de Recherche NANCY pour LABO Thermique Biocimatique ventilation recherche

INGÉNIEUR

Grande Ecole

Spécialiste mécanique des fluides, possédant une formation complémentaire approfondie en analyse numérique et ayant le goût pour la conduite d'études nécessitant une approche théorique poussée (modélisation) complétée de travaux expérimentaux. Adr. C.V. photo et prétentions sous réf. 2617 à SWEERTS B.P. 269. 75424 PARIS Cedex 09.

---

directeur de développement international

250 000 F

Nous sommes leader sur notre marché, où nous réalisons 1,25 milliard de francs dont 50% à l'exportation.

Dans le cadre de notre effort de développement et de notre politique commerciale résolument tournée vers l'international, nous recherchons actuellement un *responsable de haut niveau*, capable d'encadrer rapidement plusieurs pays.

Parallèlement à cette responsabilité d'animation et de coordination, vous prendrez en charge le *développement de nos exportations, par l'amélioration* de la croissance de nos marchés d'exportation traditionnels, l'acquisition d'entreprises et, bien sûr, l'ouverture de nouveaux marchés.

Pour réussir dans ce poste, il faut faire la preuve d'une expérience réussie dans une fonction similaire, acquise de préférence au sein d'une grande entreprise de biens de consommation et développer au plan personnel d'importantes qualités d'animateur, de formateur, de gestionnaire et d'esprit marketing.

Le Comité de Direction dont vous ferez partie travaille en équipe : au-delà de vos domaines d'actions spécifiques, vous partagerez donc la responsabilité de ses décisions.

Le poste est basé dans une grande métropole du Nord.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 4904 à Michel MONIER,

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS



à qui nous avons confié cette recherche.

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

média-system

CGR
INDUSTRIE

Branche des *Activités Médicales* de THOMSON-CSF

recherche un

INGENIEUR ELECTRICIEN

Pour applications dans ses usines des *prescriptions normatives et réglementaires* françaises et étrangères.

Déplacements de courte durée.

Langue anglaise impérativement lue et parlée.

13ème mois - Self service
parking assuré

Adresser C.V. et *prétentions* à CGR INDUSTRIE - Service du Personnel 3, rue d'Amiens - 93240 STAINS.

RADIOTÉLÉPHONES

THOMSON-CSF

Nous sommes les leaders sur le marché français et dans le cadre de notre développement nous recherchons

1 ATTACHE COMMERCIAL

Région BORDEAUX

COLLABORATEUR DIRECT DU DIRECTEUR REGIONAL BORDEAUX AQUITAINE

Il *sera* chargé de suivre et de développer un important portefeuille de clientèle composé d'entreprises industrielles et de sociétés de services.

Agé d'au moins 27 ans, le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur (DUT - BTS *ou équivalent*), *possèdera de bonnes* connaissances en électronique (ou en électrotechnique) et des aptitudes indiscutables à négocier à haut niveau.

Les dimensions de notre société ouvrent de larges perspectives d'évolution de carrière pour un candidat de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions à THOMSON CSF, Département *Radiotéléphones* - *M. ROGE*, 66 rue du Fossé Blanc 92231 GENNEVILLIERS.

CORNING FRANCE

recherche pour son usine de CHATEAUROUX

comptable confirmé

90 000 F +

disposant impérativement d'une expérience de quelques années en comptabilité analytique industrielle (méthode des coûts *standards*), *connaissances informatique* nécessaires.

Anglais souhaitable.

FORMATION : BTS ou équivalent
PROFIL : des qualités de rigueur, d'ouverture d'esprit, d'intégration dans une équipe et de motivation seront particulièrement appréciées.

Intéressantes opportunités d'évolution au sein de la Société pour un candidat de valeur.

Envoyer C. V., photo et prétentions à CORNING-France, développement du Personnel BP 61 77211 AVON CEDEX

PA SVP



Pouzauges Vendée

La Société FLEURY MICHON, l'un des leaders dans l'industrie de la charcuterie, de la salaison et des plats cuisinés : effectif actuel 1 800 personnes, dont 120 vendeurs, C.A. annuel 800 millions de francs, crée, dans le cadre de son développement commercial, les deux postes suivants, pour son siège à POUZAUGES.

Directeur des ventes

Charcuterie - Salaisons 160/180 000 F

Dépendant de la Direction Générale et en étroite collaboration avec la Direction du Marketing, il aura pour tâches essentielles :
- de mettre en place de nouvelles fonctions en assurant notamment la direction des 8 directeurs régionaux de vente, supervisant eux-mêmes toute la force de vente,
- de participer à l'élaboration *des objectifs et d'en assurer le suivi*,
- de déterminer et de gérer le budget de la force de vente.

En outre, il aura à mener personnellement des négociations à haut niveau. Ce poste ne peut convenir qu'à un homme issu du terrain, ayant déjà non seulement vendu lui-même, mais justifiant, comme meneur d'hommes, d'une expérience réussie d'animation d'équipes acquise dans le domaine de la distribution alimentaire, de préférence en produits frais.
A la rémunération prévue s'ajoute une voiture de fonction. Réf. 6143/M

Jeune chef de produit

HF 70 000 +

Dans le cadre du renforcement de sa politique produits et dépendant directement du Directeur *Marketing*, le candidat retenu prendra en charge une ligne de produits dont il assurera le développement : prévisions de vente - *positionnement et gestion* des éléments du Marketing MIX.
Ce poste, riche et varié, ne peut convenir qu'à un, ou une, diplômé(e) d'Etudes Supérieures, types Sup. de Co. - ESCAE - Sciences Eco + IAE, ou équivalent, option marketing obligatoire, pouvant justifier par le biais de stages, ou mieux, par une première expérience en entreprise et, si possible, dans le domaine alimentaire, d'une attirance *évidente pour cette fonction.*

Réf. 6144/M

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite, *C.V. détaillé, photo, sous réf.* choisie, à Fr. ROUSSEAU - Sélé-CEGOS -
Tour Chenonceaux, 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon Madrid, Milan. Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis.

Membre de SYNTEC

DIRECTEUR D'USINE

Région Strasbourg

Après une première phase de pénétration réussie, le laboratoire *CILAG FRANCE, dans le cadre de son développement, implante son* unité de production pharmaceutique et veut en faire un modèle à *l'image du groupe JOHNSON & JOHNSON auquel il appartient.*

Pour cette réalisation, nous recherchons un **DIRECTEUR D'USINE** qui devra dans un premier temps piloter le projet en participant à la phase de construction et d'équipement de l'usine.

Il devra recruter le personnel, mettre en place les procédures et assurer la mise en route pour être totalement opérationnel fin 1982.

Responsable d'un établissement décentralisé, il devra gérer son unité en position de centre de profit. Ouvert à la technique, il maîtrise parfaitement les questions sociales et représente la société auprès des organismes et administrations locales.

Ce poste de premier plan conviendra à un candidat motivé, entreprenant, diplômé d'une grande école d'ingénieur ou pharmacie option industrie, orienté vers la gestion, âgé de *35* ans minimum, pratiquant l'anglais et ayant déjà acquis une solide expérience industrielle en *qualité de leader dans les produits de grande consommation*, de mélange.

CANDIDATURES TRAITEES CONFIDENTIELLEMENT.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions ss réf. **40.80/M**, à **CLA RECRUTEMENT**, 11, av. Delcassé, 75008 Paris.



INGÉNIEUR SYSTÈME

160 - 180.000 F.

Informatique de Gestion
Orléans

C.C.M.C., une des premières sociétés françaises d'informatique de gestion (*1.200 personnes*, C. A. : *270 millions*), recherche un Ingénieur Système. Sous l'autorité du Chef du Département Développement, il sera responsable d'un groupe de Programmeurs et d'Analystes-Programmeurs, chargé du développement d'applications standards (saisie, traitement, télétraitement) pour les clients de C.C.M.C. sur matériels C.I.I.-H.B. Mini 6. A partir des cahiers des charges *fournis par les ingénieurs d'études, il sera chargé avec son équipe* (4 personnes en 1981) ou en sous-traitance de réaliser les applications et de mettre en place et suivre les installations chez les clients. Le candidat retenu âgé d'au moins 30 ans de formation ingénieur option informatique, complétée si possible par un D.E.C.S, possédera plusieurs années d'expérience (de préférence chez un Constructeur) des mini-ordinateurs et *si possible du Mini 6. L'équipe* devant compter une vingtaine de personnes d'ici trois ans, des qualités de gestionnaire et d'animateur sont requises. Écrire sous référence 411/M à :

G.R.H. Conseils.
3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

CONTROLEUR BUDGETAIRE

DEBUTANT ou PREMIERE EXPERIENCE

Entreprise (CA : 320 Millions de Francs) recherche un CONTROLEUR BUDGETAIRE, débutant ou première expérience ayant reçu la formation d'une Grande Ecole Commerciale (Sup de Co, ESCAE . . .), option finance comptabilité.

Il assiste un Directeur de production : • définition et suivi des budgets • analyse, prévisions d'activité • trésorerie.

Dans un groupe à vocation *internationale, cette mission permet* de déboucher à moyen terme sur des responsabilités au niveau de la Direction de l'entreprise.
Le poste est à pourvoir dans une ville de l'Ouest de la France.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 2157 à :
ORGANISATION et PUBLICITE - 2, rue Marengo
75001 PARIS qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

CHARLES JOURDAN

DIRECTEUR INTERNATIONAL DE MARKETING

350.000 F +

CHARLES JOURDAN est la marque leader de la chaussure de luxe; nous sommes le licencié des plus grands couturiers parisiens (Christian Dior, Yves St-Laurent, Pierre Cardin).
Progressivement nous avons diversifié notre assortiment vers la maroquinerie et une importante gamme d'accessoires et venons de lancer notre ligne de prêt à porter.
Nous recherchons le Directeur de notre Distribution.
Membre du Comité Directeur, il assure un lien permanent entre la Création et le réseau et veille à la meilleure adéquation Produits/Marchés. Il propose un plan de développement marketing des produits, définit une structure globale d'assortiment des magasins, dirige à l'échelon international notre structure de vente : magasins Charles Jourdan filiales (30), magasins Charles Jourdan franchisés (70), magasins indépendants. Il fixe les objectifs quantitatifs et qualitatifs par pays et par magasin, propose les moyens nécessaires à leur application et contrôle les résultats.
Ce poste clé, susceptible de grands développements, sera confié à un homme plutôt jeune, connaissant bien les techniques du marketing - distribution et la distribution sélective et justifiant déjà d'une expérience réussie de Direction Commerciale (marketing et vente) acquise dans un produit de marque influencé par la mode (habillement, accessoires...).
Vous êtes un homme d'idées et d'action, un animateur, vous parlez l'anglais et peut-être l'allemand, nous vous proposons de rejoindre notre équipe.

Nous vous remercions d'adresser un CV détaillé, une photo et votre salaire actuel sous Nº 6339

PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

Adjoint au directeur des crédits

Banque de dépôt — 200.000F

La filiale de l'un des premiers groupes bancaires français, de notoriété internationale et réputé pour son dynamisme, renforce ses structures et recherche l'Adjoint du Directeur des Crédits. Bénéficiant d'une large délégation, il sera chargé de prendre toute décision de crédits (PME et Grandes Entreprises) et de gérer quotidiennement l'ensemble des engagements. En outre, il coordonnera l'application de la politique commerciale et financière définie par la direction, animera une jeune équipe de responsables de crédits, excellents professionnels. Il participera au développement des crédits export.

Le candidat, âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, IEP, ... ou diplômé d'une école d'ingénieurs) aura assumé pendant au moins 5 ans, dans une banque de dépôts, la responsabilité de direction d'une agence possédant un important portefeuille de crédit aux entreprises.

Ce poste sera confié à un exploitant bancaire, homme de terrain, alliant des qualités d'animateur à celles d'un excellent négociateur. Poste à pourvoir à PARIS.

Merci d'adresser votre curriculum vitae sous référence 2724M à Ph. VINCHON
65, avenue Kléber 75116 PARIS.

CORT

MEMBRE DE SYNTEC

Première entreprise Française d'Ingénierie, dans un domaine technologique très avancé, nous concevons et réalisons des ensembles industriels clé en main de grandes dimensions, en France et à l'Étranger.

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN ESTIMATION

Vous possédez une expérience d'au moins cinq ans acquise dans des entreprises pétrochimiques, sidérurgiques ou nucléaires. Vos compétences en fabrication et montage d'équipements électromécaniques, en achats de matériel et analyse de devis sont certains.

Nous vous proposons, au sein d'une équipe de spécialistes, d'estimer les coûts d'achats de matériels ou marchés de travaux nécessaires à nos réalisations (électricité et contrôle-commande, grosse chaudronnerie, circuits fluides, marchés de sous-traitance locale en France et à l'Étranger...).

Le poste implique de nombreux contacts avec tous les secteurs de l'Entreprise, ainsi qu'avec les fournisseurs, pour traiter des sujets techniques et commerciaux.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé, sont à adresser, sous réf. 70745 LM, à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

---

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur des ventes France
référence VU 371 CM

GROUPE EUROPÉEN DYNAMIQUE ET PERFORMANT en forte croissance, leader sur son marché, produits de grande diffusion (marque renommée) crée le poste de Directeur des Ventes France.

Ce cadre dirigeant :
- participera à l'élaboration de la politique et des stratégies commerciales,
- animera une force de vente étoffée et structurée,
- négociera personnellement avec des clients importants.

Cette opportunité de carrière particulièrement intéressante est offerte à candidat dynamique, de formation école supérieure ou équivalente, ayant acquis sur le terrain une expérience professionnelle réussie de 8 ans environ dans une entreprise performante dans secteur grand public.

Poste : ville universitaire proche Paris.
Rémunération : 200 000 F.

Chef de projet informatique haut niveau
référence TJ 369 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE EN FORTE EXPANSION (doublement prévu en 5 ans) plusieurs implantations, rattachée à un grand groupe financier, recherche un Chef de Projet Informatique de haut niveau.

Rattaché au Directeur Général, il sera dans un premier temps, chargé d'un projet important de gestion de production en temps réel, projet nécessitant un choix d'équipements et débouchant ultérieurement sur la mise en place d'un service Organisation et Informatique.
Ce poste conviendrait à un candidat diplômé grande école, ayant une expérience en informatique en milieu industriel et ayant déjà assumé des responsabilités de Chef de Projet.
Une expérience complémentaire, même courte, en organisation serait appréciée.
Réelles perspectives d'avenir pour candidat de valeur.

Poste à Paris. Rémunération de l'ordre de 200 000 F.

Ingénieur de ventes France et export
référence RH 367 CM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE RENOMMÉE INTERNATIONALE recherche un Jeune Ingénieur diplômé grande école type ENSIC, Chimie Strasbourg... (connaissances en génie chimique appréciées) débutant, motivé par la vente, désireux de s'engager résolument dans une carrière internationale, parfaitement bilingue (français-allemand).

Il assumera d'importantes responsabilités commerciales : contacts clients, études, devis, négociations.
Poste à Paris.

Jeune ingénieur Supélec Télécom, Sup. Aéro...
référence SO 368 AM

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL (2 000 personnes) recherche Jeune Ingénieur Supélec, Télécom, Sup. Aéro... pour étoffer son groupe d'études électroniques et y devenir un spécialiste des microprocesseurs.

A ce titre, il apportera son soutien technique aux autres ingénieurs d'étude et aura lui-même à assumer la responsabilité du développement de nouveaux matériels impliquant l'utilisation de microprocesseurs depuis la conception jusqu'à la réalisation et la mise en service. Poste motivant pour candidat désireux de participer aux progrès technologiques dans un secteur de pointe.
Poste : ville Sud-Ouest.
Pour ce poste, écrire en précisant la référence à Madame Santa-Maria E.T.A.P. 30, rue Castros, 33000 Bordeaux.

Ingénieur débutant ENSIC ou grande école
référence UK 370 AM

GROUPE LUWA (3 500 personnes dans le monde entier) recherche pour seconder le Responsable des matériels du génie chimique à Paris, un Ingénieur débutant ENSIC ou grande école (option génie chimique).

Ce poste technique et commercial offre une intéressante opportunité de carrière à candidat motivé, désireux s'orienter dans cette branche. Un stage effectué dans ce domaine serait apprécié.
Bonnes bases d'allemand souhaitées.

etap — 4, rue Massenet 75016 Paris

BUREAU d'ETUDES TECHNIQUES
Logements - Bureaux et Centres Commerciaux
recherche

INGENIEUR COORDONNATEUR D'ETUDES

- Diplômé d'une grande école
- Ayant au moins 10 ans d'expérience dans cette profession

Ce poste convient à un ingénieur d'études connaissant parfaitement les problèmes de coordination T.C.E., capable d'autonomie et possédant pleinement les qualités d'énergie et de volonté inhérentes à cette activité.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser curriculum vitae + photo sous référence 15227 à COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.
Discrétion totale

SOCIETE DE TELEMATIQUE
recherche pour son
LABORATOIRE D'ETUDES
(automatismes et transmissions numériques)

ingénieurs électroniciens

1 an d'expérience minimum

Adresser C.V. à A.E.T.A. 1, rue de Verdun
92140 CLAMART

WEBER ET BROUTIN

Société fabriquant et distribuant des Matériaux de Second-Oeuvre Bâtiment (enduits de façades, mortiers, colles etc. ..) recherche pour un de ses Établissements situé à GOURNAY (93)

responsable contrôle qualité

Il participera à la définition de procédures efficaces en matière de contrôle qualité des produits (matières premières et produits finis), et les mettra en œuvre avec une équipe de cinq personnes qu'il devra encadrer et animer.
Ce poste à caractère très opérationnel s'inscrit dans un contexte de relations très étroites avec les autres services de l'Etablissement (production) et de l'Entreprise (Etudes et Achats).
Le candidat retenu sera Ingénieur de formation ou équivalent (chimie, physique des matériaux ou autre) et devra justifier impérativement d'une première expérience de Laboratoire en milieu industriel. Une bonne connaissance des problèmes de colorimétrie constituera un atout indéniable.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions, en précisant la référence 852 M sur l'enveloppe au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion du Personnel
397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

ETABLISSEMENT FINANCIER PARISIEN
leader dans son domaine :
Financement de créances commerciales, gestion des comptes courants de Société, recherche

PROGRAMMEUR SYSTEME

● âge minimum 25 ans ● 3 à 5 ans d'expérience COBOL CICS DL 1 ● méthode Warnier souhaitée ● parfaite connaissance de l'assembleur ● connaissance du système DOS ou DOS VS ou DOS VSE Anglais technique courant

ANALYSTE PROGRAMMEUR

● âge minimum 25 ans ● 3 à 5 ans d'expérience programmation COBOL CICS DL 1 S/IBM 43-41 DOS VSE ● méthode Warnier souhaitée.
● connaissance assembleur appréciée

PROGRAMMEURS

● âge minimum 25 ans avec 2 ans d'expérience COBOL CICS DL 1 ● pratique de la méthode Warnier.
Envoyer C.V. et photo sous référence 2136/JR en précisant le poste choisi à A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS (qui transmettra)

MEMOREX

recrute

Un responsable de produits

Il est chargé de plusieurs produits ou lignes de produits (équipement) dont il analyse l'évolution des ventes, les coûts de commercialisation. En fonction de cette analyse, de la politique Memorex et des opportunités du marché, il établit les prévisions de vente qui serviront à définir la stratégie de ces produits. Nous recherchons un homme «produits» connaissant les systèmes informatiques, ayant si possible une expérience similaire, ou étant très motivé pour cette fonction. Nous donnerons notre préférence à un homme de contact capable de faire l'analyse, la synthèse des divers éléments se rattachant aux produits.
La connaissance de l'anglais est importante car vous aurez de nombreux contacts avec le headquarter européen. Adressez CV, lettre manuscrite et photo à Joëlle DUJOUR sous référence 506 M

ALPHA CDI
59, rue St Didier - 75116 PARIS.

Importante Société d'Ingénierie développant des technologies avancées, nous souhaitons renforcer notre groupe «Métallurgie-Réalisation».

ingénieur métallurgiste

Ingénieur diplômé, vous avez acquis une bonne expérience dans de grandes entreprises de construction mécanique, mécano-soudée et chaudronnerie.
Nous vous proposons d'assurer les responsabilités suivantes :
- Evaluer la qualité métallurgique des produits fabriqués.
- Apprécier la définition et les justifications des choix de matériaux de base, et des procédés de fabrication utilisés (utilisation des codes de constructions).
- Conduire des expertises et actions correctrices.

Ce poste implique de nombreux contacts tant avec les constructeurs qu'avec les clients et nécessite des déplacements de courte durée en France et à l'Etranger.

Adressez CV, lettre manuscrite et photo sous référence 6105 M à racg carrières 64, rue La Boëtie 75008 PARIS qui transmettra rapidement.

racg carrières

هكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SPERRY UNIVAC

Dans le cadre d'une progression exceptionnelle des ventes de l'ensemble de sa gamme d'ordinateurs, poursuit et complète sa campagne de RECRUTEMENT. A cette fin, recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX grands systèmes 1100

- Expérience réussie dans ce domaine
- Connaissance de la clientèle à haut potentiel
- Bon niveau universitaire (maîtrise, Grandes Ecoles...)
- *La pratique de la langue anglaise est souhaitée*
- Rémunération exceptionnelle

Postes à pourvoir à :
PARIS, LYON, LILLE, NANTES
(85922 A)

INGENIEURS COMMERCIAUX petits et moyens systèmes

- Expérience réussie dans la vente de systèmes ou de services informatiques
- Tempérament agressif et réalisateur
- La pratique de la langue anglaise est souhaitée
- *Rémunération très importante selon résultats*

Postes à pourvoir à :
PARIS, MARSEILLE, BORDEAUX, TOULOUSE, LILLE et ROUEN
(85922 B)

Adresser C.V. détaillé avec photo en précisant la référence au Service du Personnel
3, rue Bellini - 92806 PUTEAUX - *Discrétion assurée.*

Cybernet Services
Service Bureau de CONTROL DATA
recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX

pour promouvoir et développer des applications informatiques pour
- la conception des circuits électroniques
- l'estimation et l'optimisation des gisements miniers.

De formation supérieure (Ecoles des Mines, Ecoles Supérieures d'Electronique), débutant ou confirmé dans votre spécialité technique, vous êtes convaincu qu'une fonction commerciale vous ouvrira de nouvelles perspectives de carrière.
Vous recevrez une formation informatique et commerciale complète et votre rémunération comportant un intéressement aux résultats doit vous permettre d'atteindre un niveau de revenus élevé.
Proposez votre candidature en précisant votre spécialisation à M. GARY - CONTROL DATA - Service du Recrutement - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS CEDEX 12.

Plain Chantal



CYBERNET SERVICES
SERVICE BUREAU DE CONTROL DATA

INGÉNIERIE NUCLÉAIRE

INGÉNIEUR (A & M, ENSI...)

Nous proposons à un ingénieur diplômé possédant une expérience industrielle (*B.E. apprécié*) *d'intégrer l'équipe* ayant la charge technique *d'appareils de Robinetterie* de haute performance :
– *VANNES AUTOMATIQUES A COMMANDES ÉLECTRIQUES, VANNES DE RÉGULATION, SOUPAPES...,*
sur l'un des 2 postes suivants :

1er poste
Développement de matériels nouveaux, *depuis les études jusqu'à la réalisation de prototype,* en liaison avec les constructeurs.

2e poste
Suivi et analyse des essais en usine et sur sites industriels.

Anglais courant nécessaire.
Déplacements de courte durée en France et aux U.S.A.

Les dossiers de candidature, accompagnés d'un C.V. détaillé, sous réf. 70 733 M, à *HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS,* qui transmettra.

HAVAS CONTACT

INGENIEUR MECANICIEN
calcul de structures

Société d'études et de réalisation d'installations nucléaires à technologie de pointe recherche un ingénieur pour participer au développement de programmes de calcul de structures par la méthode des éléments finis.
Son rôle, à l'intérieur d'une équipe d'ingénierie, sera de faire progresser les programmes existants afin de les maintenir au niveau élevé des besoins de cette équipe chargée de l'analyse du comportement des structures.
Ce poste nécessite une très bonne connaissance des méthodes numériques de résolution des problèmes de mécanique non linéaire des aciers (thermoplasticité, fluage, stabilité, non-linéarités géométriques, *dynamique . . .) et de l'informatique associée.*
Une expérience acquise au cours de quelques années d'activité dans ces domaines est indispensable.
La rémunération sera étudiée en fonction de la compétence du candidat.
Ce poste ouvre des possibilités d'évolution.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 2180 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

L'AIR LIQUIDE

Offre à des JEUNES

INGENIEURS
GRANDES ECOLES
Scientifiques ou Commerciales

des postes dans sa DIRECTION INFORMATIQUE pour développer des applications de gestion.

- *Ils mettront en œuvre sur l'ordinateur actuel* IBM et sur des réseaux de mini-ordinateurs, les techniques les plus récentes : Bases de données, temps réel, télétraitement, etc...
- Ils pourront ainsi acquérir la connaissance du *Groupe AL et évoluer dans d'autres fonctions en* France ou à l'étranger.

La connaissance de la langue anglaise est *indispensable.*
Une première expérience informatique serait appréciée.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo retournée) sont à renvoyer à la Société **L'AIR LIQUIDE,** Direction des Relations Humaines, *75, quai d'Orsay* - 75321 PARIS CEDEX 07

télex RA.

SOCIETE INGENIERIE PETROLE GAZ
pour faire face à son développement
recherche

- **Un ingénieur chef de projet**
  minimum 6 ans d'expérience en ingénierie *travaux neufs* réf. 1336
- **Un ingénieur tuyauteur pétrole**
  minimum 2 à 3 ans d'expérience réf. 1337
- **Deux ingénieurs**
  2 à 3 ans expérience en ingénierie génie chimique réf. 1338
- **Deux ingénieurs débutants Centrale, AM, ENSI**
  réf. 1339

Pour tous ces postes anglais exigé.
Lieu de travail : proche banlieue Paris - Métro.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions en précisant la référence à **PUBLIPANEL** 20, rue Richer 75441 Paris Cédex 09, qui transmettra.

SOCITÉ DE FABRICATION
ARTICLES DE BUREAU
(mécanique - petites et moyennes séries)
LEADER DANS SON DOMAINE
PARIS EST (300 PERSONNES)

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

- Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent.
- Goût des responsabilités
- *Quelques connaissances en électronique et chimie* souhaitées.

Ecrire avec C.V. et photo sous référence 10740 M à :
BLEU PUBLICITÉ
17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

DEVENIR CONSEIL EN ORGANISATION INDUSTRIELLE

Notre vocation:
aider les entreprises à résoudre leurs problèmes d'Organisation et de Formation.

Nous recherchons:
pour PARIS et ORLÉANS avec de fréquents déplacements de courte durée en province des
INGÉNIEURS et TECHNICIENS SUPÉRIEURS
âge souhaité 30-35 ans environ, 5 à 6 ans de responsabilité opérationnelle en **Fabrication, Méthodes, Ordonnancement, Organisation** et **Gestion de Production,** désirant orienter leur carrière vers le conseil en organisation.

Mission:
- au sein d'une équipe de consultants chevronnés, conduire, en usine, des actions d'organisation et de formation.

Nous offrons:
- une formation complémentaire au métier d'organisateur;
- un travail d'équipe entraînant de nombreux contacts enrichissants;
- l'acquisition sur le terrain d'expériences variées;
- en fonction de la réussite, une possibilité d'évolution de carrière dans le Groupe C.G.E.

Adresser un dossier de candidature décrivant précisément votre expérience et vos réalisations, accompagné d'une photo et d'une lettre manuscrite mentionnant vos motivations et vos prétentions de salaire à l'attention du Directeur Général

cei Centre d'études et de services pour le développement industriel
56, rue la Boétie - 75008 PARIS.

Groupe C.G.E.
Compagnie
Générale d'Électricité

HAVAS CONTACT

GERER LES FINANCES D'UNE PME INTERNATIONALE

Notre Société Filiale d'un Groupe Alimentaire mondialement connu est implantée en France depuis 1 an.
Notre système a fait ses preuves en Europe.
Les clés de notre réussite :
- un bon produit
- une force de vente dynamique
- une ambiance agréable
- un esprit d'équipe.

Nous voulons renforcer cette équipe avec un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

pour gérer les questions administratives, *comptables et financières de notre entreprise.*

Nous souhaitons recruter un homme de dialogue, jeune, dynamique, parlant l'anglais ayant une expérience comptable et également du système anglo-saxon.

Nous lui offrons : **150.000 F. +**

ainsi qu'une possibilité d'évolution liée à la croissance de la société.

Merci d'adresser vos candidatures à No 85395 CONTESSE PUBLICITE, 20, *avenue de l'Opéra* 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra.

SOCIETE INGENIEURS CONSEILS
SPECIALISTE INDUSTRIE PETROLIERE
RECHERCHE
POUR POSTES EN FRANCE OU A L'ETRANGER

INGENIEURS GEOLOGUES PETROLIERS
Spécialistes étude de synthèse, subsurface ou géologie de production.

INGENIEURS GEOPHYSICIENS
Spécialistes interprétation sismique.
Connaissances terrain et traitement souhaitées.

INGENIEURS DE RESERVOIR
Etude et évaluation des réserves huile et gaz.

INGENIEURS DE PRODUCTION
Développement - exploitation onshore et offshore.

INGENIEURS DE FORAGE
Onshore et offshore.

SUPERINTENDANT DE FORAGE
Onshore et offshore.

Expérience minimale exigée : 5 à 10 ans.
Anglais courant indispensable, *espagnol souhaité.*

Prière d'adresse C.V. *sous référence* 1172 à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Ingénieurs Commerciaux Export

Importante société banlieue Sud-Ouest de PARIS
recherche
des INGENIEURS CONFIRMES ayant compétence et expérience en :

exportation de gros systèmes électroniques clés en main

Mission :
Projection - exposé - démonstration - négociation commerciale...
Anglais INDISPENSABLE - Espagnol souhaité.
Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant sur l'enveloppe la réf. 538 M-ICC/81 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra
(Réponse et discrétion assurées).

MEDIA PA

Un important groupe industriel international
recherche

l'adjoint de son secrétaire général

C'est avant tout un généraliste de formation supérieure.

Il a au minimum 28 ans et justifie d'une expérience de 4 à 5 ans dans une importante entreprise, dans un rôle similaire.

Il est le relais entre le Secrétaire Général et ses proches collaborateurs.

Il étudie, prépare, suit les dossiers et conclut.

Il a de bonnes connaissances juridiques.

Ce poste, bien assumé, peut déboucher vers des responsabilités plus larges au sein du groupe, en France ou à l'Etranger.

Le lieu de travail est situé en proche banlieue Sud-Ouest.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence 2108 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.

AMPEX

AMPEX recherche pour son
DEPARTEMENT VIDEO
(magnétoscopes - caméras - régies - systèmes de montage) des :

TECHNICIENS DE MAINTENANCE Expérimentés

Adresser C.V. à J.P. TONDENIER
AMPEX, 21 rue du Dôme
92100 BOULOGNE - Tél. : 609.91.55

Pour faire face à son développement rapide

LA BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS
recherche
pour son réseau d'agences parisien

12 ATTACHES COMMERCIAUX

- Chargés de prospecter activement une clientèle d'entreprises et de particuliers, ils seront affectés soit à des postes fixes en agence, soit à des équipes commerciales détachées en agence pour des missions de plusieurs mois.
- Les candidats retenus devront justifier d'une première expérience réussie dans la fonction d'exploitant de banque en agence et posséder outre des qualités commerciales affirmées, le sens du travail en équipe.
- Une bonne formation théorique, générale ou bancaire, constituerait un atout supplémentaire.
- De réelles possibilités de promotion sont ouvertes à ceux dont les résultats s'avèreront significatifs.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel et prétentions à la Direction du Personnel - Banque VERNES et COMMERCIALE DE PARIS - 52, avenue Hoche 75008 PARIS - sous référence 8101.

SFIM

SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE
91 MASSY
recherche

CHEF DE SECTION PAIE

- Niveau DUT ou BTS de gestion
- Expérience quelques années indispensables dans la gestion administrative du personnel, paye informatisée
- Connaissances législation du travail, convention métallurgie appréciées.

Ecrire avec C.V. et prétentions Service du Personnel, B.P. 74 - 91301 MASSY

Publicités Réunies

L'AIR LIQUIDE

recherche

POUR SA DIVISION "INGENIERIE"

INGENIEURS DE PROCEDES

- CENTRALE, MINES, PONTS, etc...
- ENSCP, PHYSIQUE CHIMIE INDUSTRIELLES de PARIS, etc...

Débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Ils seront chargés :
- d'études de procédé dans le domaine des basses et/ou très basses températures,
- de calculs thermodynamiques et spécifications des équipements d'unités industrielles de séparation et de liquéfaction d'air, gaz industriels, gaz naturel,
- d'études de développement de procédés nouveaux.

ANGLAIS INDISPENSABLE
Lieu de travail : BANLIEUE SUD-EST.

Adresser C.V. + photo en rappelant la réf. A.225, à :

l'AIR LIQUIDE
Direction des Relations Humaines
75, quai d'Orsay - 75321 PARIS CEDEX 07

télex RA.

MATRA ESPACE

crée à VELIZY pour le service informatique de gestion de la Branche Espace un poste

INGENIEUR INFORMATICIEN

- Il est Chef de Projet, chargé de la conception, de la réalisation et du développement des applications de gestion, et à ce titre, il a la responsabilité de l'animation d'une petite équipe.
- Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation (Grandes Ecoles ou Université) ayant au moins 3 ans d'expérience de l'organisation et des systèmes de gestion de l'information, et de solides connaissances des techniques de l'informatique de gestion.
- Le candidat retenu sera quelqu'un de créatif et soucieux de concrétiser ses idées; il aura des qualités personnelles d'organisation et de relations pour suivre et aller au devant des utilisateurs.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 768 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA
Boîte Postale N° 1.
78146 VELIZY
VILLACOUBLAY CEDEX

PARFRANCE

JEUNE INGÉNIEUR F. 120.000 +

HILTI FRANCE, filiale Française du leader mondial des matériels et techniques de fixation dans le domaine du bâtiment.

N° 1 du marché français, nous distribuons de l'outillage de haute technicité à des utilisateurs professionnels en privilégiant les notions de service et de conseil technique.

Pour renforcer le potentiel humain de notre entreprise nous créons le poste

D'ADJOINT DIRECTEUR TECHNIQUE

Mission :
- Sous la responsabilité du Directeur technique.
- Il participera aux études de marché, à l'élaboration du cahier des charges, à la conception du produit.
- Il conduira toutes les actions concernant le lancement du produit, l'information et la formation, ainsi que sa maintenance qualitative.

Profil :
- Débutant ou ayant une première expérience professionnelle.
- Ayant de solides connaissances de l'allemand.
- Possédant un bon contact humain lui permettant de réaliser des analyses claires et rationnelles sur des structures ou des systèmes et de proposer des solutions efficaces.

Intérêt :
- Une solide formation sur nos techniques et nos produits lui sera offerte au siège et dans notre Maison Mère.
- Pour lui permettre de bien s'intégrer dans son poste il effectuera une mission ponctuelle d'analyse et pourra ainsi faire la preuve de ses qualités.
- Travail offrant de nombreux centres d'intérêt et de réelles possibilités d'avenir dans notre groupe.
- Société dynamique : horaires souples, avantages sociaux, etc...

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 95007 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel - 94300 VINCENNES

Une Société de commerce international en forte expansion, recherche pour sa Division spécialisée dans l'approvisionnement des flottes aéronautiques un

ingénieur analyste

DEBUTANT

Le candidat retenu, de formation Ecole d'Ingénieurs - option informatique - sera débutant ou aura acquis une première expérience.

Après une période de formation sur matériel ICL, il se verra confier des fonctions d'analyse relatives à des applications intégrées de gestion en temps réel, concernant tant des applications existantes que des applications nouvelles.

La rémunération et l'intéressement aux résultats de l'entreprise sont attrayants.

Le poste est à pourvoir à PARIS 8ème.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous No 85.798 à CONTESSE Publicité 20, Av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Un groupe chimique international
situé en proche banlieue Ouest
(3000 personnes en France – 5 divisions)
recherche

RESPONSABLE PAIE ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL

collaborateur direct du chef du service du personnel du siège il ou elle
– anime une équipe de 10 techniciennes chargées des problèmes de paie, sécurité sociale, retraites prévoyance. . . pour les 1700 salariés rattachés au siège social,
– propose et met en place des améliorations concernant les méthodes et l'organisation du travail,
– réalise des études spécifiques notamment celles destinées au bilan social,
– assure les contacts avec les organismes extérieurs et les collaborateurs de l'entreprise.

Il est indispensable pour réussir à ce poste d'avoir une expérience pratique de l'administration du personnel (en particulier paie informatisée, application du droit social) mais également les qualités naturelles d'ascendant et de souplesse nécessaires à l'animation.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous N° 6359
PARFRANCE Annonces
4 rue Robert Estienne 75008 Paris
(qui garantit la confidentialité)

Société filiale d'un des premiers Groupes Industriels Français, leader à l'exportation, représenté dans 100 pays, Siège Paris quartier Etoile, recherche

UN INGENIEUR

GRANDE ECOLE ou NIVEAU EQUIVALENT
pour mettre en place un

SERVICE SELECTION INGENIEURS ET CADRES TECHNIQUES

Placé sous les ordres du Président Directeur Général, il aura à travailler en parfaite coordination avec les Services opérationnels.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur ayant assumé au cours de sa carrière des responsabilités importantes et acquis l'expérience permettant de sélectionner les hommes de valeur.

Age : 50 ans environ
Anglais apprécié

Ecrire avec C.V., références, photo et prétentions sous No 85482 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ recherche un

Classe IV ou V

ayant une sérieuse pratique des opérations de COMMERCE EXTERIEUR pour traitement des GARANTIES CONTRACTUELLES à l'EXPORTATION. (Secteur Proche - Orient) :
- rédaction d'actes
- gestion administrative et comptable des dossiers.

La maîtrise de l'Anglais est indispensable.
Notions juridiques souhaitées.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) sous référence 21400 C à BANQUE de l'INDOCHINE et de SUEZ
Service Recrutement - Carrières - Formation
44, rue de Courcelles - 75008 PARIS.

STAREC

12, avenue Carnot, 93100 Massy, recrute pour son centre de recherche (antennes, hyper, espace)

INGÉNIEUR ARTS ET MÉTIERS

ou équivalent, quelques années de pratique en vue d'assumer la responsabilité de son bureau d'études.

AGENT TECHNIQUE ÉLECTRONICIEN DE LABORATOIRE.

Niveau B.T.S. ou équivalent
Ecrire avec curriculum vitae.

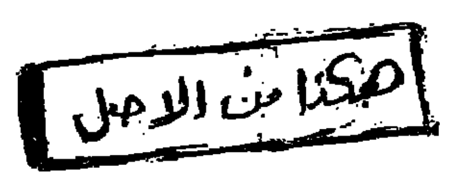
Le PRINTEMPS, équipé de deux IBM 370/158 (applications, batch et télétraitement) recherche

2 Hommes système

pour renforcer son équipe actuelle, et souhaite engager un informaticien ayant une expérience de 2 ou 3 ans des systèmes d'exploitation IBM.
La connaissance d'un ou plusieurs logiciels (OS - VS1 - CICS - VSAM) serait appréciée.
Adressez CV, photo et prétentions à Françoise LEVY, Service Recrutement des Cadres, 60 rue Caumartin 75009 PARIS.

Printemps

recg carrières



هكذا من الاصل

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Non, nous ne sommes pas moroses...

Notre Groupe, l'un des tous premiers en France, fait parler de lui. Dans le contexte actuel, sa progression, dynamique et contrôlée, est souvent citée en exemple.

Nous sommes sa filiale commerciale, présente en France et sur toute l'Europe. *Et nous n'avons pas, non plus, de vraies raisons de nous plaindre ...*

Nous désirons intégrer un jeune

HEC - ESSEC - Sup de co

débutant ou ayant déjà une toute première expérience. Il aura pour mission d'améliorer la rentabilité des produits vendus par notre entreprise, de rechercher, en France et à l'Etranger, les industriels capables de les fabriquer ; de participer, en liaison avec les équipes Marketing et Technique *au lancement de nouveaux produits.*

C'est un poste actif, concret, très formateur, dans une structure en expansion. L'idéal, pour un jeune diplômé qui ne veut pas se donner à n'importe qui ...

Dès le premier contact nous nous rencontrerons. En attendant, adresser votre curriculum vitae + photo sous réf. M/1250 à Philippe GOMBEAUD qui nous conseille dans notre recherche.

COPERS 1, rue Moncey 75009 Paris.

COPERS Membre de la CSNCR

ORGANISER ET SUPERVISER LA GESTION DE TOUS NOS CHANTIERS

(4,5 milliards de Francs)

Nous souhaitons recruter un professionnel de haut niveau en contrôle de gestion et administration de grands chantiers clés en mains (France et Exportation), pour lui confier des fonctions d'organisation, de développement de méthodes et d'encadrement au sein d'une très importante division de notre entreprise.

DIPLÔMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE

(Centrale, Mines, A & M, HEC, ESSEC, ESCP)

Il peut justifier d'une expérience d'au moins 10 ans en gestion de grands projets de réalisations industrielles (ingénierie, entreprise générale, pétrochimie, sidérurgie...), et est capable de prendre en charge un service d'une trentaine de spécialistes participant à la gestion simultanée de plusieurs affaires (représentant chacune 150 Millions de Francs en moyenne).

Ces responsabilités étendues recouvrent la définition et la mise en place de méthodes de gestion, à partir de l'analyse de l'existant, ainsi que l'organisation et la conduite des activités de son service.

Basé au Siège et répondant directement devant le responsable de la Division, il sera l'interlocuteur des services techniques et des responsables « travaux » au Siège et sur les chantiers.

Sa réussite dans ces missions pourra lui ouvrir diverses opportunités de développement de carrière au sein d'une entreprise de grande dimension (4500 personnes dont 50 % d'ingénieurs), filiale d'un des premiers groupes industriels français.
La rémunération de départ répondra aux attentes de candidats de haut niveau.
La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Les candidatures seront traitées avec une totale discrétion. Elles sont à adresser, sous la référence 70736 M, à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE COMPAGNIE D'ASSURANCES
secteur privé siège Paris

recherche pour

SA BRANCHE VIE

CADRE HAUT NIVEAU

FORMATION SCIENTIFIQUE SUPÉRIEURE

Sa mission consistera à gérer et animer le département

ASSURANCES COLLECTIVES

Connaissances et expériences nécessaires dans les domaines suivants :
Assurances groupe, régimes sociaux (S.S., caisses retraites...), informatique, statistique, comptabilité, organisation administrative.

Appelé à avoir des relations interservices au sein de l'entreprise et avec le réseau commercial.

Adr. C.V. *détaillé et* lettre de *candidature sous réf.* 117 à M. GENEVAY-LPA 11, square Jasmin 75016 PARIS

Discrétion totale, réponse assurée

Le GIRATEV (GIE Informatique de la RADIO et de la TELEVISION), équipé d'un 168 sous OS/MVS et IMS 80 terminaux plus des minis et des micros, recherche :

adjoint au chef de département
ETUDES INFORMATIQUES

Il anime une équipe d'une dizaine de personnes chargées de réaliser des logiciels *d'application en gestion de production* des émissions de Radio et de Télévision. Les projets sont réalisés sur gros ordinateur central et dans un contexte d'informatique distribuée. Le titulaire assure des relations avec les membres de ce GIE, il gère les contrats et en contrôle les coûts. Les candidats, Ingénieurs ou de formations équivalentes, dirigent depuis plusieurs années des projets de moyenne importance ; véritables techniciens de l'informatique, ils sont aussi habitués aux contacts clients. Un plan de formation personnalisé sera proposé au candidat retenu. Salaire évolutif, *nombreux avantages sociaux.*
Adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., sal. act., tél. pers.) sous réf. 40 E à :

HB
Hervé Le Baut-Consultants
11, rue La Boétie-75008 PARIS
Tél. : 265.38.39

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
recherche pour sa
DIRECTION JURIDIQUE

UN RÉDACTEUR

pour prise en charge des dossiers de recouvrement et de procédures diverses.

EXIGENCES :
— formation : maîtrise ou licence (ancien régime) de Droit Privé ;
— connaissance du Droit Bancaire et du Droit des Affaires appréciée ;
— expérience de quelques années dans un poste similaire souhaitable.

Envoyer C.V., photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, sous référence 36892.

HAVAS CONTACT



INGENIEURS COMMERCIAUX
EN INFORMATIQUE

Notre *division progiciel* est une réussite. Elle a beaucoup d'ambition et recherche les moyens nécessaires pour atteindre *un nouvel objectif : le doublement* de son chiffre d'affaires dès cette année.

Cette nouvelle politique nous conduit à recruter des

INGENIEURS COMMERCIAUX,

fortement motivés par les réalités de l'entreprise et ayant une expérience réussie de la négociation avec les décisionnaires (dans le domaine du service informatique). Nos produits sont compétitifs, nos équipes techniques vous assureront un appui à la hauteur de nos ambitions.

Nous vous proposons une formation adaptée et une rémunération fixe très motivante.

Adressez votre candidature à :
SPI - Service des Affaires Sociales
98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY UGINE KUHLMANN

JEUMONT-SCHNEIDER

LA PLAINE ST DENIS (93)
recherche pour son Département
SIGNALISATION FERROVIAIRE

1) Laboratoire de Recherches

1 TECHNICIEN ELECTRONICIEN

Titulaire du BTS ou DUT en électronique ou automatisme
Bonnes connaissances en circuits analogiques.
Une expérience de quelques années est souhaitée dans les domaines de la recherche et du développement de produits.

2) Bureaux d'Etudes

PLUSIEURS DESSINATEURS

ayant une formation en électrotechnique (Bac à BTS).

Adresser C.V. et prétentions à
JEUMONT SCHNEIDER
Monsieur COURTEAUX
194, avenue du Pdt Wilson
93212 PLAINE SAINT DENIS

Directeur informatique adjoint

Nous sommes l'un des tous premiers groupes industriels français de distribution. Le Directeur de notre centre informatique souhaite votre concours si vous avez un bon passé professionnel. Vous avez 30 ans *minimum, vous êtes Ingénieur de* formation et vous avez exercé vos *talents pendant plusieurs années sur* du matériel IBM, soit comme Responsable d'un centre informatique, soit comme Responsable des études. Vous assurerez la supervision du centre et de ses 60 collaborateurs. Le salaire prévu : 200.000 F + Lieu de travail : périphérie ouest de Paris.
Adressez CV, photo et prétentions à Joëlle DUJOUR qui s'engage *à traiter rapidement et* confidentiellement votre réponse (réf. 502 M)

ALPHA CDI
59, rue St Didier - 75116 PARIS.

Chef comptable & administratif

130 000 F +

Nous sommes la filiale française d'un groupe international très connu. Nos effectifs sont en France d'une centaine de personnes, nous sommes leader dans notre branche de produits et en rapide développement.
Nous créons le poste de Chef Comptable et Administratif rattaché au Directeur Administratif et Financier.
Ce cadre dirigera un Service Comptable comprenant actuellement 3 personnes, et sera responsable de la comptabilité générale et analytique de 3 Sociétés, de la Trésorerie et de divers problèmes administratifs (assurances - achats - services généraux).
Ce poste, qui est évolutif, convient à *un(e) candidat(e) âgé(e) de* 30 ans environ, formation DECS, ayant environ 5 ans d'expérience dans une *société à vocation commerciale,* habitué(e) *à une comptabilité informatisée* et ayant de bonnes connaissances en Anglais.
Lieu de travail : Paris 16e.

sélé CEGOS
Adresser lettre manuscrite et CV détaillé sous Réf. 11605.M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion.
Tour Chenonceaux - 204, rond-point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE Cedex. Tél. 620.62.61.

Abidjan, Barcelone, Bruxelles, Dusseldorf, Lisbonne, Londres, Lyon, Madrid, Milan, *Munich, New York, Sao Paulo, Séville, Tunis*

Membre de SYNTEC

SATC

41, rue Cantagrel - 75013 PARIS
recherche

• POUR SES LABORATOIRES :

INGENIEUR

possédant 3 à 5 années d'expérience dans les techniques d'extraction du signal radar pour recherches équivalentes dans le domaine de l'OPTRONIQUE INFRAROUGE. (Réf. A)

INGENIEURS PHYSICIENS
DE HAUT NIVEAU

intéressés par la recherche dans le domaine de l'OPTRONIQUE (laser, détecteurs, électronique associée, cryogénie). (Réf. B)

• *POUR SON SERVICE DE COORDINATION TECHNIQUE :*

INGENIEUR

chargé de l'établissement de propositions techniques d'étude et de marchés d'étude, du suivi des marchés d'étude en collaboration avec des ingénieurs du laboratoire. (Réf. C)

Envoyer C.V. et références à l'adresse *ci-dessus, en indiquant* le poste choisi.

GROUPE THOMSON

FILIALE SPÉCIALISÉE EN FILS & CABLES
POUR L'ÉLECTRONIQUE ET
LES TÉLÉCOMMUNICATIONS
500 PERS. - 160 MILLIONS DE F.
PROCHE BANLIEUE OUEST, rech.

CHEF DE PRODUITS CABLES MULTICONDUCTEURS

ayant en charge une Gamme de CABLES ÉLECTRONIQUES avec mission de LA DÉVELOPPER, de PROMOUVOIR LES PRODUITS NOUVEAUX et d'assister les Commerciaux.

POSTE ÉVOLUTIF
VERS DES FONCTIONS OPÉRATIONNELLES

INDISPENSABLE
• INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
• *EXPÉRIENCE (5 ans mini)* en Labo, B.E. ou comme T.C. dans INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE ou *TÉLÉPHONIE.*
• Connaissances CABLES appréciées.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite. C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4600 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE
filiale d'un puissant Groupe Financier du secteur public
recherche

POUR LA *PROCHE BANLIEUE NORD*

Cadres Financiers

Formation : HEC - SUP de CO ou équivalent.
Chargés de la gestion financière de *plusieurs sociétés de construction* et de la tenue de leur trésorerie, ils devront assister les responsables d'opérations sur le plan financier (*mise en place des* financements, détermination des prix de vente ou des loyers, suivi des opérations). Il est souhaité quelques années d'expérience.

Nous pouvons offrir une évolution intéressante à des candidats de *valeur.*

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous la référence 2209 à :





un directeur exportation
pour toute l'Afrique

Un laboratoire pharmaceutique français poursuit son expansion à l'exportation, notamment vers l'Afrique, et cherche un DIRECTEUR responsable de son réseau dans les pays africains.

A 30 ans minimum, c'est un professionnel qui a fait ses preuves dans la visite médicale et a évolué vers des postes de responsabilité : directeur régional, superviseur, directeur export. **Il lui faut bien sûr l'expérience du continent africain et une bonne connaissance de l'anglais.**

Basé en banlieue sud de Paris, il doit voyager un quart de son temps.

Notre consultant, G. BARDOU, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3921 LM).

un chef du personnel
Sud-Est — 140 000 F/an

Filiale d'un groupe multinational, nous cherchons le jeune chef du personnel qui prenne bien sûr en charge l'administration du personnel et participe à la mise en place d'une organisation performante dans notre nouvelle usine : conditions de travail, gestion des communications, conseil à l'encadrement. Il est l'un des interlocuteurs des représentants du personnel.

Ce poste convient à un jeune chef du personnel, diplômé de l'enseignement supérieur et désireux d'élargir ses responsabilités. Il permet, à terme, de progresser dans le groupe.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 664 LM).

jeune chef de projet,
la banque, vous connaissez ?

Vous avez une formation supérieure, acquis en quatre à cinq ans une solide expérience en informatique et souhaitez conduire des projets vous permettant de pénétrer le monde de la banque et de la finance, en mettant en œuvre toute la panoplie des techniques informatiques sophistiquées.

Vous êtes ambitieux, accrocheur et ne ménagez pas votre peine.

Une SSCI parisienne bien connue des milieux bancaires vous offre d'acquérir cette double compétence informatique et bancaire pour vous permettre de conseiller utilement ses principaux clients.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire à Paris (réf. 3837 LM) à « Carrières de l'informatique ».



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON

MEMBRE DE SYNTEC

L'INFORMATIQUE...

AU PREMIER RANG EUROPEEN DES SOCIETES D'ETUDE ET DE REALISATION DE SYSTEMES D'AUTOMATISATION « CLES EN MAIN »,



SODETEG T.A.I.
Groupe THOMSON

participe au développement de la mini et micro-informatique appliquée à des activités industrielles avancées : • énergie (production, distribution) • transports terrestres • mécanisations • transmissions et commutations • bancs de tests automatiques...

L'expansion importante de ces activités en France et à l'Export nécessite de renforcer les équipes «logiciel» de ses projets en cours ou en démarrage.

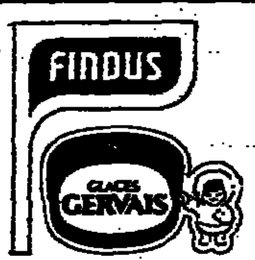
Nous souhaitons recruter des

INGENIEURS ANALYSTES

confirmés et débutants ayant une solide formation informatique (Grande Ecole, Université) et soucieux d'assurer leur développement technique et personnel par une participation dynamique à un travail en petites équipes sur des projets importants concernant des applications diverses et utilisant la plupart des mini et micro-ordinateurs. Certaines affaires offrent l'opportunité de missions de courte ou longue durée à l'étranger. La connaissance de l'informatique industrielle en temps réel et au minimum d'un mini et / ou micro-ordinateur français, anglo-saxon est nécessaire. La pratique de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser votre candidature (CV détaillé, prétentions et photo) à SODETEG T.A.I. - M.V. GUIU - Route de la Minière - 78530 BUC. Tél. 956.80.60

...EN TEMPS REEL



FRANCE GLACES FINDUS

GROUPE NESTLÉ

recherche

POUR SON DÉPARTEMENT COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

1 JEUNE DIPLOMÉ

SI VOUS AVEZ :
Un diplôme d'école supérieure de commerce : HEC, ESCP, ESSEC... option finances - comptabilité + DECS.

NOUS VOUS PROPOSONS :

LA RESPONSABILITÉ DE LA SECTION BANQUE

Avec une équipe de 6 personnes, que vous animerez, vous assurerez le suivi journalier de la trésorerie. Vous serez en relation avec les banques et vous collaborerez à tous travaux en rapport avec vos responsabilités : prévisions de trésorerie, bilan, informatisation de la section, dossiers crédit, etc...

Une expérience de 1 à 2 ans dans une banque serait appréciée.

PLUS QU'UN POSTE, NOUS VOUS OFFRONS UNE CARRIÈRE

Merci d'envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :
FRANCE GLACES FINDUS
Direction du personnel, 19, cité Voltaire, 75011 PARIS.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
leader européen dans sa branche
recherche pour son Siège à Paris :

CONTROLEUR de GESTION

Sa mission
- développer le contrôle de gestion et la comptabilité analytique : budgets, tableaux de bord, analyse de rentabilité et prix de revient.

Son profil
- 30 ans minimum,
- études supérieures (HEC-ESSEC-SUP. de CO. ou DECS) – bonnes connaissances d'informatique,
- expérience professionnelle de 5 ans minimum dans le domaine du contrôle de gestion acquise en entreprise ou dans un Cabinet d'Audit,
- capacités d'analyse et de synthèse ainsi que rigueur et méthode seront autant d'atouts dans la réussite de cette mission,
- anglais indispensable.

Poste à responsabilités avec possibilité d'évolution.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé sous référence 1507 à
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

Nous sommes un Groupe d'ingénieurs Consultants (X, MINES, CENTRALE, A et M...), chargés de développer les activités conseil de la Société.

answare
THOMSON-CSF INFORMATIQUE

en intégrant les techniques de pointe (réseaux, bases de données, télématique, ...) à notre champ d'intervention:

- **schéma directeur, plans informatiques,**
- **études d'opportunité,**
- **conception et mise en place d'un système d'information,**
- **audit.**

Vous êtes :
INGENIEUR DIPLOME D'UNE GRANDE ECOLE
et avez acquis 3 à 8 ans d'expérience en Organisation et/ou Informatique en entreprise et/ou en cabinet conseil.

Si vous souhaitez participer au développement de cette unité dans le cadre de réelles perspectives de carrière, adressez votre dossier de candidature sous réf. DCA 105 C à

answare 135 rue de la Pompe 75116 Paris.

BANQUE PRIVEE
recherche pour sa filiale informatique (quartier Etoile) équipée d'un CII HB 64 DPS 4

jeune Chef de Projet (réf. A)

- formation supérieure,
- 2/3 ans expérience,
- missions : études et réalisations dans le cadre du nouveau plan informatique de la Banque,
- supervision du système.

Analyste-Programmeur (réf. B)

- formation DUT informatique ou équivalent,
- expérience 3 ans en analyse et programmation,
- mission : réalisation et mise en place d'applications bancaires.

Postes à pourvoir dans un environnement Temps Réel, et pour lesquels il faut :

- une forte potentialité,
- une pratique du COBOL,
- des connaissances GCOS 64 et TDS seraient un atout supplémentaire.

La rémunération sera fonction de l'expérience et de la personnalité des candidats.

Larges possibilités de perfectionnement et d'évolution.

Adr. lettre manuscrite, CV, prét. s/réf. correspondante EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS ou tél. au 501.50.00 heures bureau (poste 376)

Avec nos partenaires industriels, nous travaillons à mettre les techniques au service des hommes.

Jeunes ESC ou INGÉNIEURS
(chimie, A.M., ...)

vous parlez **allemand**, vous recherchez les contacts avec autrui, vous aimez les déplacements, vous aspirez à des responsabilités rapides;
nous offrons plusieurs postes :

- négociateurs
- chef de produit
- conseillers techniques
- chargé d'études de marché.

Que vous soyez débutant ou souhaitiez valoriser une première expérience en climat industriel, écrivez-nous avec C.V. détaillé et photo, sous réf. 101.

BAYER FRANCE,
Administration générale
49/51, quai De Dion Bouton
92815 PUTEAUX Cedex

GEM



Bayer aujourd'hui, le savoir de demain.

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE,

au premier rang des sociétés de conseil et de services par le développement et les résultats, 30 % de progression par an, recrute un

Ingénieur Expert en réseaux

Formation Grandes Écoles (ENST, ESE....) ou équivalent, possédant une solide expérience en téléinformatique.

Il sera amené à prendre un poste de responsabilité au sein de nos équipes chargées de la conception et de la réalisation des RÉSEAUX notamment dans le domaine de la TÉLÉMATIQUE.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à Mme N. NASTORS. C.G.I. - 84, rue de Grenelle - 75007 PARIS.

CGI

HAVAS CONTACT

Société industrielle de dimension internationale située à proximité de Versailles recherche son

Responsable de Centre de Formation Professionnelle

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, le candidat souhaité devra posséder :
- *de sérieuses références dans les domaines électromécaniques et électroniques, spécialement ceux de l'aéronautique ;*
- *une ou plusieurs expériences des responsabilités dans des unités de formation technique de préférence destinée à des stagiaires étrangers;*
- *une très bonne pratique parlée et écrite de l'anglais courant et technique.*

L'importance du centre et son rôle au sein du groupe auquel la société appartient impliquent en outre un sens développé de l'organisation, une adaptabilité et une bonne maîtrise dans les relations humaines.

Les dossiers de candidature sont à adresser, sous réf. 70 762 M, à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

Une Société de Service, filiale d'un des premiers Groupes Industriels français, leader à l'exportation, représenté dans 100 pays, recherche

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

possédant l'ensemble des qualités nécessaires à un responsable d'entreprise ayant en charge un résultat d'exploitation.

- Aisance dans les contacts commerciaux de niveau international
- Discernement dans l'évaluation des risques
- Sens de la rentabilité
- Maitrise d'un ou plusieurs domaines technologiques intéressant les pays en voie d'industrialisation.

Nationalité indifférente.
Anglais courant indispensable.

- Une expérience d'au moins 10 ans est nécessaire pour la pleine maitrise de ce poste.

Toutefois, un Ingénieur plus jeune ayant au moins 5 ANS de pratique et possédant les potentialités ci-dessus peut faire acte de candidature avec la perspective d'accéder à ce niveau de responsabilité.

La rémunération sera fonction de l'expérience et du niveau déjà atteint par le candidat.

Ecrire avec C.V., références, photo, prétentions à No 85.483, Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importante société d'engineering recherche un

ingénieur commercial «export»

dont la responsabilité sera d'assurer la négociation des contrats et le suivi des affaires sur le plan commercial.
Diplômé de préférence d'une école d'ingénieurs, il aura une expérience des contrats d'architecture industrielle ou d'entreprise générale portant sur des réalisations de grande envergure.
Il sera disponible pour de nombreux déplacements à l'étranger et aura impérativement une parfaite maîtrise de l'anglais.

Les dossiers de candidature sont à adresser, sous réf. 70 761 M, à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT



BORDAS
DUNOD
GAUTHIER-VILLARS

recrutent

ADJOINT au DIRECTEUR des RELATIONS ETRANGERES

Sous l'autorité du Directeur du département, il est responsable de la PROMOTION DES VENTES A L'ETRANGER et à ce titre il dirige 5 personnes.

Il assure aussi les relations internes avec les départements d'éditions et les services commerciaux.

Il effectue des déplacements à l'étranger mais ce n'est pas son rôle principal.

Ce poste requiert :
- une formation supérieure (Ecole de Commerce) ;
- une expérience commerciale d'une dizaine d'années dont 2 ou 3 dans la vente du livre ;
- une forte personnalité et de bonnes qualités relationnelles ;
- anglais courant et si possible espagnol.

Les candidatures (avec C.V. et prétentions) sont à adresser au Service du Personnel 37, rue Boulard 75014 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

SOCIETE IMMOBILIERE
filiale d'un puissant groupe financier du secteur public
recherche

ingénieur-informaticien de gestion

Dans le cadre des activités du Service Informatique de la société, il sera appelé :
- *à participer à la mise au point* du cahier des charges et du dossier technique des nouveaux traitements informatiques,
- à mettre au point, en liaison avec les bureaux d'études chargés de la *réalisation des projets, les manuels utilisateurs des différents traitements,*
- à réceptionner les nouveaux traitements et à assurer leur mise en *place dans les départements opérationnels de la société.*

Formation demandée : Grande Ecole d'Ingénieurs (X, MINES de PARIS, E.C.P., . . .). Une expérience de quelques années dans un Cabinet de Conseil informatique en organisation ou en gestion serait appréciée.

Adresser *lettre manuscrite, C.V. et prétentions,* sous la référence 2185 à :

OP organisation et publicité
2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.



Compagnie Générale d'Automatisme

recherche
pour sa Division Industrie

INGENIEUR technico-commercial

ayant acquis 5 ans d'expérience pour l'élaboration des devis et la négociation de contrats de systèmes automatisés concernant l'industrie du Pétrole et Pétrochimie.

Une bonne connaissance de l'anglais est *indispensable, allemand souhaité.*

Il est à prévoir de fréquents déplacements de courte durée à l'étranger.

Adresser CV manuscrit, prétentions et photo à la Direction du Personnel - B.P. 57 - Le Plessis Paté 91220 BRETIGNY SUR ORGE.

CCF

LE CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE
recherche pour **PARIS** un

Cadre Financier

pour travailler sur le

Marché Financier International

Le candidat possèdera :
- une expérience professionnelle d'environ 8 ans, acquise dans une banque ou la direction financière d'une entreprise importante
- **l'habitude de la négociation** et la technique des opérations financières internationales.

Pour ce poste, constituant un **centre de profit,** la personnalité du candidat sera donc déterminante.

La connaissance opérationnelle de l'**Anglais** est indispensable. Celle de l'Allemand et/ou de l'Espagnol serait un avantage.

A un élément de valeur, la banque offrira d'importantes perspectives de carrière, liées à sa vocation internationale et à son expansion.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Direction des Carrières, 103 Champs Elysées 75008 PARIS.

MEDIA PA

LA COMPAGNIE de CONSTRUCTION MÉCANIQUE

SULZER

recherche
pour son Service Matériel Standard
(Pompes centrifuges, variations de vitesse, électricité industrielle).

UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Sa fonction :
- Établissement des devis.
- Suivi des affaires.
- Réalisation et mise en route.

Le candidat devra :
- Être ingénieur diplômé, spécialité électromécanique.
- Avoir, de préférence, de bonnes connaissances en allemand ou anglais.

Poste basé à Paris, mais nécessitant de courts déplacements en France et à l'étranger.

Ecr. avec C.V. au Service du Personnel de la CCM SULZER 51, Boulevard Brune, Paris-14e. *Cédex 59 75300 Paris-Brune.*

Hy. Bergerat, Monnoyeur

recherche
pour la vente et l'après-vente de matériel CATERPILAR

COLLABORATEURS DE HAUT NIVEAU

LA SOCIETE :
- 2600 personnes
- leader dans sa branche
- très forte implantation nationale
- expansion soutenue

Les postes proposés s'adressent à des candidats jeunes susceptibles d'évoluer vers une carrière de :

- **VENDEURS DE HAUT NIVEAU**

appelés à prendre la responsabilité du suivi et du développement d'une clientèle.
Une première expérience de la vente ainsi qu'un niveau d'études supérieures sont souhaités (Sup de Co ou équivalent).

- **INGENIEURS**

qui après une période de pratique du terrain comme INSPECTEURS APRES-VENTE (conseils auprès de nos clients pour la maintenance de leur parc et commercialisation de produits après-vente) seront appelés à occuper des postes d'encadrement.

PROFIL : (T.P., Sup Elec, INSA. . .).

Pour tous ces postes, disponibles sur plusieurs régions, est prévue une solide formation dans notre société sur les produits et marchés intéressés ainsi que sur les notions commerciales, financières et techniques nécessaires aux différentes fonctions.

Adresser CV détaillé à
Hy. BERGERAT MONNOYEUR S.A.
Direction des Relations Humaines
B.P. 169 - 93208 SAINT-DENIS Cedex 01

Assistant(e) de gestion commerciale

Filiale d'un Groupe International très diversifié, Société Française (CA 250 Millions de Francs - 800 salariés), recherche pour sa Division Emballages Cosmétiques un (e) Assistant (e) de Gestion Commerciale.

A ce titre *il (elle)* devra :
- Analyser les Prix de Revient en liaison avec la Comptabilité Analytique Usine et établir les Prix de Vente.
- Gérer le carnet de commandes.
- Etablir et exploiter les statistiques commerciales.
- Suivre le budget commercial.

Le candidat (e) sera :
- Un (e) BTS ou IUT technique de commercialisation avec 3, 4 ans d'expérience.
- Un(e) autodidacte avec références dans la fonction

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 2200/JR à A.M.P. - 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)

PARIS QUARTIER GARE DE LYON
Chaîne Nationale
de LOCATION AUTOMOBILE
cherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Chargé de la gestion administrative, financière et juridique de la chaîne *et d'un rôle de coordination et d'assistance* juridique *et* financière vis-à-vis des adhérents.

- *Nous demandons une formation* Type DICE ou Maîtrise de gestion, appuyée sur de très bonnes bases comptables et 4 à 5 ans d'expérience.
- Nous offrons des responsabilités immédiates et une grande autonomie ;
- L'expérience de la location à courte et longue durée même dans le domaine non automobile serait un atout apprécié.

SAL. MINIM. DE DEPART 100.000 F ANNUEL ET +

Ecrire avec C.V. et références à Mme D'ORNANT, FIDAL-PARIS, 18 bis, r. de Villiers, 92300 LEVALLOIS

Jeunes ingénieurs commerciaux

Vous avez un diplôme d'ingénieur en électronique ou équivalent.
Une expérience de une à deux années dans la vente de composants ou petits systèmes électronique, sera vivement appréciée.
Nous sommes une société Multinationale en pleine expansion, spécialisée dans la fabrication *et la vente de périphériques d'ordinateur.*
Nous offrons à Paris :
- des postes dans un secteur à fort potentiel
- une *clientèle déjà acquise et de larges possibilités* de développement :
  une rémunération motivante (fixe + primes)
  le remboursement des frais professionnels
  une évolution rapide vers un poste à responsabilités.

Notre Conseil vous remercie de lui faire parvenir lettre manuscrite, C.V. et photo s/réf. M 117 à
JEAN PIERRE TRICARD SELECTION
37/39 avenue de Clichy 75017 Paris

JPTS
Jean Pierre Tricard Sélection

INGENIEURS LOGICIEL

Dans le cadre du développement de notre département Micro-Ordinateurs,
recherchons des

INGENIEURS LOGICIEL

expérimentés ou débutants si option informatique.
Expérience de la gestion Basic appréciée.
Capables de prendre rapidement des responsabilités.

Fonctions et salaires motivants
Carrière très ouverte.

Adresser C.V. et prétentions à :
CERG
Département Systèmes Grande Diffusion
Tour d'Asnières
92606 ASNIERES cédex

CERG Groupe BFM



IMPORTANTE ENTREPRISE DE FORAGE PETROLIER
activité internationale
Siège Social Velizy (ZI)
recherche

2 ANALYSTES PROGRAMMEURS

pour développement sur NCR, criterion V8555M 1500K, de projets informatiques Temps réel.

Les candidats devront avoir :
Une formation IUT ou équivalente
Une expérience de 2 à 3 ans.

Nous offrons :
Situation stable
Salaire intéressant établi selon valeur du candidat
Avantages sociaux
Conventions collectives des travaux publics
Primes de repas
Vacances assurées.

Adresser CV *manuscrit et photo en précisant* niveau *rémunération* annuelle souhaitée, date de disponibilité à Service du Personnel, FORASOL *BP 100 - 78142 Vélizy-Villacoublay Cedex.*

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE
recherche pour sa
DIRECTION JURIDIQUE

RÉDACTEUR CADRE

chargé de travaux d'études, de conseil et d'assistance

EXIGENCES:
- formation minimale: maîtrise ou licence (ancien régime) de Droit Privé;
- bonne connaissance du Droit et des Techniques Bancaires;
- expérience de plusieurs années dans un poste similaire.

Envoyer C.V., photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS, sous référence 36891.

HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE
recherche

Plusieurs INGÉNIEURS TECHNICO COMMERCIAUX

pour responsabilité d'un domaine de produits de haute technicité (télécommunications ou visualisation).

Formation Grande École.
Anglais courant.
Expérience souhaitée technique et/ou commerciale dans domaine scientifique et/ou électronique.

Lieu de travail : PARIS.

Adr. C.V., prétentions, photo (retournée) n° 85788 Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er q. tr.

SOCIETE INDUSTRIELLE
C. A. - 350 M.F.
proche banlieue Nord-Est, rech.

RESPONSABLE service export

- 5 ans d'expérience minimum
- Parfaite connaissance anglais-allemand, autres langues appréciées.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à N. 748 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Important Groupe de Distribution de Produits s'adressant à une large clientèle nationale
recrute

LE RESPONSABLE DE SES PRODUITS

Le candidat souhaité a une formation E.S.C. ou Agro + Marketing ou équivalent.

Il possède de sérieuses notions de gestion et si possible des connaissances en techniques de fabrication alimentaire.
La réussite dans cette fonction implique une bonne approche marketing, des capacités en recherche de nouveaux produits et conditionnements. C'est un organisateur dont l'esprit d'initiative est servi par de la rigueur et de la méthode.

En outre, le contrôle de la gamme des produits est un domaine qui ne lui est pas étranger.

Une expérience de quelques années ou des stages de qualité sont nécessaires.

Les lettres de candidatures, avec C.V. et prétentions sont à adresser à :
D. COUTURIER, I.T.M. Entreprise,
24, rue Auguste-Chabrières, 75015 PARIS.

AVIS

LOCATION DE VOITURES
recherche
pour son Siège à la Défense

1 CHEF D'EXPLOITATION

POUR IBM 43 - 41 SOUS DOS/VS

- Chargé du planning, de la maintenance, du lancement des travaux et de toutes les relations avec les utilisateurs.
- Supervisera, dans l'immédiat, une équipe d'une douzaine de personnes utilisant, en gestion décentralisée, un terminal DATA 100 et système de saisie multiclaviers KEYBATCH.

PROFIL :
- Une expérience préliminaire d'analyste programmeur serait appréciée (COBOL).
- Bonnes notions JCL/DOS
- Age idéal : 35 ans
- Anglais courant

Adresser CV photo et prétentions à A V I S
Direction du Personnel - Tour Franklin
Cedex 11 - 92081 PARIS LA DEFENSE

FORMATION EN MANAGEMENT ET VENTE

Pour l'organisation d'une succursale française à *Paris d'un tel institut suisse, nous cherchons* un personnage habile, rhétoricien, 35 ans environ.

Notre mandant vous offre une solide formation d'animateur. Cette activité comporte beaucoup de déplacements.

Nous nous adressons à des cadres de vente, des animateurs, des hommes d'affaires. Une bonne connaissance de la langue allemande est indispensable. Une entrevue aura lieu à Paris.

Envoyer C.V. détaillé et photo à GERBER & SCHMID, Riedhofstr. 45, CH-8408 Winterthur.

IMPORTANTE SOCIETE DE RESTAURATION
recherche
pour sa Direction Internationale

CHARGE DE MISSIONS ET D'ETUDES

Vous êtes:
- imaginatif et méthodique,
- dynamique et persuasif.

Vous possédez:
- une formation supérieure et de préférence une certaine expérience de restauration,
- la pratique de l'anglais.

Poste très évolutif
pour candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét. à n° 1502
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS.



Parfums CARON

recherche

RESPONSABLE SERVICE ADMINISTRATIF - EXPORT

Sténo française, anglaise INDISPENSABLE.
Minimum 30 ans. *Expérience poste similaire appréciée.*
Adresser C.V., photo et prétentions :
104, rue de Richelieu 75002 PARIS

Important Groupe de Sociétés situé près Gares Nord et Est recherche

cadre comptable

DECS ou équivalent

Une expérience de l'ordre de 8 années passées (du moins partiellement) dans un cabinet d'expertise comptable est indispensable.

Au cours de celle-ci, il est nécessaire *d'avoir :*
- acquis la pratique du contrôle interne comptable,
- expérimenté la mise en place et l'utilisation du traitement informatique.

De bonnes connaissances en fiscalité et consolidation des bilans d'un groupe sont souhaitées.

Le poste se situe au sein d'une équipe d'encadrement d'un service comptable de 50 personnes.

Possibilité de déplacements.

Envoyer CV et prétentions, sous réf 02715, à Média System
104 rue Réaumur, 75002 Paris qui transmettra.

média system

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93

OFFRES D'EMPLOIS

ALSTHOM ATLANTIQUE
Département Signalisation
recherche

INGÉNIEUR MÉTHODISTE

ayant quelques années d'expérience pour son usine de fabrication électromécanique.
Connaissances souhaitées des procédés informatiques et des méthodes d'analyse de valeur.

Adresser C.V. et prétentions au Service du Personnel, 25, rue des Bateliers - 93400 SAINT-OUEN.

COMELIM
Groupe MATRA
recherche pour son usine de LIMOURS (91)

3 ingénieurs qualité

• 2 Ingénieurs CIRCUITS IMPRIMES
Définition, mise en place et surveillance des procédures Qualité et amélioration du niveau Qualité.
Le candidat devra avoir une première expérience en méthode Qualité et méthode Contrôle ainsi que le sens des contacts humains.

• 1 Ingénieur AERONAUTIQUE
Mise en place des méthodes, moyens et suivi Qualité des fabrications composites.
Le candidat devra avoir un esprit méthodique et logique, être dynamique et diplomate.
Une première expérience est souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à COMELIM, Service du Personnel, route de Marcoussis, 91470 Limours.

média-system






SEMATEL

CONSTRUCTEUR TELEPHONIE
Secteur Privé lié à un Groupe Européen, recherche pour nouvelle implantation banlieue Nord

INGENIEUR ELECTRONICIEN
TECHNICIENS B.T.S.
confirmés, minimum 3/5 ans d'expérience

Mission : Mise au point et suivi de fabrication de centraux (petite et moyenne capacité) et périphériques d'abonnés.

Profil :
- Environ 30 ans
- Excellentes connaissances en électronique et téléphonie
- Expérience pratique en microprocesseurs
- Anglais ou Allemand apprécié.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions :
SEMATEL - 354, rue Lecourbe - 75015 PARIS

"Rien n'est plus semblable à l'identique que ce qui est pareil à la même chose."
P. Dac

Ainsi pour les offres d'emploi

Nous sommes tous leaders de notre marché, les plus puissants, les meilleurs, les plus performants, les plus intelligents et les plus beaux.

De quoi se ronger les ongles

Et comme on ne peut tout de même pas se faire arracher les dents pour cesser de se ronger les ongles...

Il faut voir, interroger, sentir, communiquer, observer... de l'intérieur.

Encore ne prend-on que la mesure partielle de l'environnement et de la prospective.

Reste le regard que l'on jette sur soi-même

- Si l'on se découvre réellement ambitieux, offensif, persuasif, persévérant, non conformiste, volontaire, énergique, gai, actif, dynamique et enthousiaste.
- Si l'on a au moins 24 ans et assez de jeunesse pour la projeter au-delà des vieux modèles qui peuplent notre société.
- Si l'on se sent assuré d'un bagage culturel solide, acquis ou autodidacte.

Nous pouvons offrir

Du solide : au présent et au futur.
De la dimension : matérielle, psychologique et morale. Avec un zeste d'aventure ... Pour corser

Ecrire BANCE Publicité, 18 rue Marivaux, 75002 Paris (Merci de préciser sur l'enveloppe référence 81222)

SFENA
DIVISION PILOTAGE ET SYSTEMES
Leader des équipements aéronautiques européens
recherche

jeunes ingénieurs

FORMATION
E.N.S.I.C.A. — E.N.A.C. — E.N.S.I.
ou équivalent
Chargés des supports techniques «AIRBUS»

Leur mission sera d'assurer auprès des compagnies aériennes clientes en France et à l'Etranger, la mise en place des moyens techniques et des procédures de maintenance de ses systèmes numériques de pilotage automatique.
Bonne maîtrise de l'anglais.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. I/065 à :
SFENA - Gestion des Cadres - B.P. 59
78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cédex

Etes-vous à la recherche d'un emploi ? Nous demandons un(e) **assistant(e) administratif(ve)** pour recueillir et comparer des informations financières. Anglais courant indispensable ; expér. antérieure dans l'utilisation de terminaux très appréciée. Conditions de travail agréables. Ecrire s/n° 7.761 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Non voyant cherche lectrice pour lectures et écriture du courrier, 1 heure ou 1 heure et demie plusieurs fois par semaine, rémunérées. Envoyer son C.V. manuscrit à M. Etienne ISTILLART, 4, rue Dupin, 75006 Paris. 222-18-58.

SOCIETE TRAVAUX PUBLICS
banlieue Ouest R.E.R.
recherche pour siège social

— INGÉNIEURS DÉBUTANTS
(0 à 5 ans pratique)
Missions éventuelles à l'étranger, possibilités ultérieures de contrat à l'étranger, anglais indispensable.

— INGÉNIEUR A.M.
ou similaire pour suivi partie mécanique gros chantier terrassement à l'étranger.

— INGÉNIEURS
pour études de prix chantiers étrangers.

Ecrire avec C.V. et prétentions en précisant le poste souhaité sous n° 49.967
HAVAS CONTACT,
156, bd Haussmann, 75008 Paris

ORGANISME PARIS-14e
recherche
pour son secteur AUDIOVISUEL

COLLABORATEUR (trice)
Chargé(e) d'étudier, de préparer et d'adapter des MOYENS AUDIOVISUELS d'information et de formation (films diaposons, etc.) au sein d'une équipe spécialisée. Formation maîtrise lettres, culture littéraire et cinématographique. Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 2616 à SWEERTS B.P. 289, 75424 PARIS Cedex 09.

Impt organisme de formation RUNGIS recherche

AGENT ADMINISTRATIF
chargé des relations avec les entreprises, aura des connaissances de l'édition des plaquettes et prospectus divers. Organisation et dynamisme nécessaires. Postes évolutifs.

Env. C.V., photo et prét. s/réf. 2937 à INTER P.A., BP 508, 75066 Paris Cedex 02, qui transmettra.

ETT
recherche pour longs remplacements région Nord et Sud de Paris

DESSINATEURS CRAYONS

Catalogues techniques
Secteur : aéronautique

Contacter ELP
110, bd Gabriel-Péri, Malakoff
735-96-50.

Filiale française d'une société suédoise spécialisée dans l'appareillage scientifique destiné aux laboratoires de recherche des sciences de la vie recrute

Ingénieur technico-commercial

pour région parisienne et province

Ce poste est destiné à un candidat susceptible d'assurer la gestion commerciale d'un secteur (prospection, vente, formation et assistance clients).
De solides connaissances en chromatographie liquide, techniques électrophorétiques ou comptages nucléaires sont nécessaires.

Ingénieur technico-commercial

Responsable des produits Ultramicrotomie et microtomie.
Ce poste est destiné à un candidat susceptible d'assurer la progression et le développement de nos ventes en France.
(prospection, vente, formation et assistance clients)
De solides connaissances dans ces domaines sont indispensables.

Les candidats devront faire preuve de dynamisme et du sens des responsabilités.
Anglais pratique souhaité.
Les deux postes à pourvoir sont basés à Orsay (91)

Envoyer CV et lettre manuscrite, photo et prétentions à :

LKB
LKB Instruments S.A.
69, rue de Paris - BP 29
91404 ORSAY cédex

ASSOCIATION SECTEUR PARA-PUBLIC cherche 2 INGÉNIEURS pour surveillance et information technologiques, conseil et sensibilisation P.M.I.
Domaines de compétences :
1) Mécanique, génie électrique et électronique ;
2) Chimie, para-chimie, textile et industries diverses.
Première expérience de suivi de l'évolution technologique de plusieurs secteurs indispensables. Ouverture économique et habitude du contact avec le public souhaitée. Ecrire s/n° 876.455 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Maison de Prêt-à-Porter parisienne cherche

JEUNE COLLABORATEUR COMMERCIAL

tempérament vendeur; débutant accepté, connaissance anglais et allemand nécessaire.
Voyages fréquents et contacts clientèle province, étranger et Paris.

Adr. C.V. manuscrit avec photo ss n° 7.771 à *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

Nous sommes une Société française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables, après STAGE, d'atteindre en quelques mois de 5 000 à 7 000 F MENSUELS.

Nous leur offrons :

— une formation complète ;
— une activité prenante ;
— un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecr. avec C.V. et photo s/n° 751, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

La préférence sera donnée à candidat ayant fait :
— SOIT de bonnes études,
— SOIT la preuve de leur personnalité.

---

les entreprises cherchent de nouveaux vendeurs. Ils sont dans le Monde du Vendredi (daté samedi)

Les « nouveaux vendeurs » sont arrivés.
Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.
Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.
Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux ***« nouveaux vendeurs »****. C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le* ***« niveau Monde »****. Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20 % des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).*

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, disposent de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.

Son nom ?
FONCTIONS COMMERCIALES

Ses annonceurs ? *Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.*

Ses résultats ? *Certainement des curriculum vitæ et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.*

TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde
(daté samedi)
DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

ETT
URGENT
recherche pour long remplacement

CORBEIL

TECHNICIEN SUPÉRIEUR
BTS

ayant expérience connaissances des normes ATA 100, AIR 106 E
Salaire motivant

Contacter ELP
110, bd Gabriel-Péri,
Malakoff. 735-96-50.

P.M.E. recherche JEUNE H.E.C. ou équivalent. Envoyer C.V. à RESSI FRANCE, 219, rue des Frères-Farman, 78530 BUC.

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SYSTEMES
PARIS - PROVINCE - EGYPTE

INGÉNIEURS LOGICIEL
2 à 3 ans d'expérience temps réel et TELEPHONIE
138.000 F/AN

INGÉNIEURS SYSTÈMES
NIVEAU 3 A, ayant expérience en logiciel et téléphonie pour diriger de gros projets de télécommunications et téléphonie.
175.000 F/AN

INGÉNIEURS LOGICIEL
2 à 3 ans d'expérience en processus industriels, maîtrisant : SOLAR - MITRA - PDP

INGÉNIEURS SYSTÈMES
DOS/OS - CICS - DL1
Ecr. n° 676 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

J. H. 30 ans environ connaissance comptable pour recouvrement. G.R. Intérim. 225-59-25.

PME Banlieue Sud rech.

TECHNICIEN SUPÉRIEUR
en chauffage et climatisation. Env. C.V. et prét. à E.T.E., 11, rue Gay-Lussac, 92320 CHATILLON.

ITE
SOCIÉTÉ COMMERCIALE
recherche pour son départ. informatique

COMMERCIAUX

— Produits destinés aux P.M.E.
— Formations assurées.
— Références exigées.
— Secteur exclusif.
— Rémunérations motivantes.
Téléphoner h. b. au 328-83-41.

PETIT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE banlieue Sud recherche

PHARMACIEN
Responsable fabrications, contrôles techniques classiques, conditionnement. Env. C.V. s/n° 2544 à P. LICHAU SA, B.P. 220, 75063 Paris cedex 02, qui transmettra.

Importante organisation de tourisme recrute ANIMATEURS, expérience animation loisirs villages de vacances, direction d'équipes, références exigées. Appeler Alain BARASZ, 14 h. à 17 h., exclusivement, BUTETO au 584-28-27.

LE VAN et le CAMPING-CAR + LE CARAVANIER recherche

JOURNALISTE
plein temps, connaissant photo pour essais et articles techniques. Embauche immédiat. Env. C.V. et prétent. (nécess.) à EDIREGIE, B.P. 156, 75463 Paris Ced. 10.

INGÉNIEURS
électronique, micro-informatique
RADARISTES

INGÉNIEURS I.N.S.A.
spécialistes en vibrations.
Traitements des joints.
Fibrologie.
Ecrire : 100, bd Voltaire, 75011 PARIS,
tél. 355-36-69 ou 355-43-79.

ORGANISME SÉLECTION recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE
pour poste :
ADJOINT CHEF de PRODUIT
Instrumentation scientifique
Ecrire avec curriculum vitae
INTERMAN CONSEIL
126, boulevard Victor-Hugo
92110 CLICHY.

TECHNICIEN D'EXÉCUTION
Expérimenté chauffage, conditionnement d'air. De préférence formation MAX. PERRET. Ecrire : I.C.E., 68, avenue Jean-Baptiste-Clément, B.P. 404, 92103 BOULOGNE.

URGENT
1 INGÉNIEUR SYSTÈME sur MATRA
Contact immédiat
MONDIAL INFORMATIQUE
346-50-85.

secrétaires

RECHERCHONS POUR BANLIEUE SUD

SECRÉTAIRES BILINGUES et TRILINGUES
CONFIRMEES
Tél. : 607-93-74.

Agence d'architectes Paris 13e cherche

DACTYLO
pour travail les après-midi (frappe, tél., documentation.) Tél. 331-73-09 p. rendez-vous.

ANALYSTES ou PROGRAMMEURS
votre souhait est : participer à importants projets pour évoluer
— VOUS AVEZ 4 ans d'expérience en contrôle Process Mini-micros (RÉGION PARIS)
— VOUS CONNAISSEZ Cobol et H.B. 66 ou C.D.C. Syber (POSTE à ORLÉANS) ou A.P.L. ou I.B.M. série 1 ou 8100 D.P.C.X. (RÉGION PARIS)

S. I. N. A.
Informatique-Automatique
33, r. de Galilée, 75016 Paris, tél. : 720-94-95 -723-72-24.

Dans le cadre du développement de ses nouveaux produits LA REVUE *L'ÉTUDIANT* leader sur son secteur recherche

CHEF DE PUBLICITÉ
(vente d'espace)
2 ou 3 ans d'expérience
Adr. C.V. + ph. à *L'Étudiant*, 11, r. Ville-Neuve, 75002 Paris.

La Ville de Colombes 92700, recrute

1 INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE ou 1 ATTACHÉ
pour son service « Organisation et Méthodes »
Expérience souhaitée
Adresser candidature et C.V. à M. le Maire.

Société région parisienne recherche

RESPONSABLE DÉPARTEMENT GROUPE ÉLECTROGÈNE

Adr. C.V., photo et prétent. ss le n° T 025047 M à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CANAL
recherche

JEUNE INGÉNIEUR
GRANDES ÉCOLES
Débutant
(de préférence centralien)
pour poste motivant dans environnement informatique à Suresnes. Tél. pr rdz-vs 292-06-77 (poste 4).

DIRECTEURS (TRICES)
CENTRES VACANCES
TITULAIRES B.A.F.D.

Notre association, parfaitement structurée, recherche plusieurs collaborateurs de qualité pour juillet/août 1981

Dynamiques, créatifs mais dotés d'un solide bon sens, les candidats peuvent compter sur une collaboration suivie dans un organisme expérimenté.
Envoyer C.V., photo, référence, sous n° T 024953 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

F. M. RICHARD & ASSOCIÉS
Société expertise comptable recherche
EXPERT COMPTABLE diplômé ayant expér. révision sociétés importantes ou MÉMORIALISTE minimum 3 ans pratique révisions. Adresser C.V. + prét., 7, av. Friedland, Paris (8e).

Cie D'ASSURANCES
de moyenne importance rech.
JEUNE CADRE ou MAITRISE

COMPTABLE

1re expérience en informatique et compagnie d'assurances exigée. Travail motivant, bon salaire. Adr. C.V. complet + photo : Cabinet RAVASSE, 1, rue du Départ, 75014 Paris, ou tél. pr R.-D. au 327-87-06.

INGÉNIEURS P1 P2
Constr. navales : 733-20-46.

INGÉNIEURS P1 P2
Electroniciens. Tél. : 790-40-30.

---

answare

THOMSON-CSF INFORMATIQUE
recherche pour PROJETS INFORMATIQUES (industriels et scientifiques)

5 INGÉNIEURS EXPÉRIMENTÉS

sur SOLAR 16/40, PL 16 ou MITRA 125 ou 225, LTR DEC et HP. Postes à pourvoir sur Paris ou Province.

Adresser votre C.V., s/réf. DCA 104 S à Françoise TISON, Answare, 135, r. de la Pompe, 75116 Paris. 502-10-00.

Dans secteur banque de données juridiques recherchons

JURISTE

droit des collectivités locales et des marchés publics.
Env. C.V. et prétentions au C.E.D.I.J. Immeuble International 2, rue Stephenson, 78181 St-Quentin-en-Yvelines, Cedex.

CHEFS D'ENTREPRISE GAGNEZ DU TEMPS
confiez vos recrutements à des SPÉCIALISTES
JPM CONSULTANTS
247-13-41

représentation offres

Recherchons représentant exclusif pour important programme de bureau secteur transmission de couleur (ordinateur, etc.), connaissances de l'allemand souhait. E H B, Jessenstr. 13, D-2000 Hambourg 50.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE SUPÉRIEUR DE BANQUE

43 ans, licence en Droit, L.A.E., I.N.M.
responsable *successivement*
- recherche clientèle entreprises P.M.E.,
- définition de créneaux,
- études crédits et suivi,
- direction des crédits.

17 années d'expérience dans groupe bancaire décentralisé, classe VII.

Recherche « nouveau départ » dans banque, établissement financier, direction financière d'entreprise...

Pour un premier entretien écrire sous n° 3.082 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

DIRECTEUR COMMERCIAL

40 ans, cherche situation stable et évolutive. De formation universitaire (Sup de Co, I.A.E.), langues étrangères : anglais, italien (à revoir avec plaisir). J'accepte propositions comportant contacts commerciaux et réelle délégation de responsabilités. Grande disponibilité à partir de Lyon. Je cherche *entreprise persuadée* de la nécessité de son dynamisme commercial et permettant une réelle évolution personnelle au profit de l'intérêt général.

Un *premier* contact à votre convenance peut avoir lieu rapidement en écrivant sous la référence n° T 024.968 M à :

RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

JOURNALISTE PROFESSIONNEL

30 ans, anglais courant, cherche rubrique en rapport notamment avec les questions aéronautiques (expérience grand public et presse technique).

Répondra à toutes les propositions.
Curriculum vitae sur demande.

Ecrire sous référence numéro T 024.969 M à : RÉGIE-PRESSE - 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

HANDICAPÉS 81

Centre « LA GABRIELLE »
77410 CLAYE-SOUILLY. Tél. : 026-88-29
cherche petits travaux
SOUS-TRAITANCE
à réaliser au centre
par ses handicapés légers, GARÇONS et FILLES

INGÉNIEUR 49 ans

25 ans d'expérience en CM Génie civil - Bâtiment - T.P. Actuellement & depuis 4 ans Directeur Général d'une entreprise similaire de 400 personnes basée en Afrique du Nord. Cherche poste de Directeur de travaux en Belgique/France/Etranger.

Ecrire s/n° 3088 *le Monde* Pub
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

PSYCHO-SOCIOLOGUE
42 ans, excellente expérience : RECRUTEMENT (cadres, ETAM, ouvriers) FORMATION (Conseil, animation stages relations humaines + expression orale et écrite) ÉTUDES de MOTIVATION, ENQUETES PSYCHOSOCIALES, etc. Etudie toutes propositions. PARTIEL ou VOCATIONS sous réf. 8651 à ICM, 83, rue de Rennes PARIS-6e *(qui transmettra)*.

CADRE SUPÉRIEUR 37 ans, *Docteur ès Lettres, russe, arabe*, anglais, 15 ans expér. direction organisme universit., étudierait ttes proposit. dans les domaines presse, édition et tourisme. Ecr. s/n° 024991 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 26 ans, études supérieures, 2 ans expérience secrétariat, anglais-espagnol. Etudie toutes propositions. Ecrire s/n° 6.063 *le Monde* Pub., *5, rue des Italiens*, 75009 Paris.

ARCHITECTE, ingénieur bâtiment, yougoslave, 40 ans, possédant sérieuses références. France 8 ans, Afrique 2 ans, cherche situation *Afrique francophone*. Ecrire BULJAN - SOTRACO, OUED HAMIMINE, Constantine (Algérie).

J.F., 26 ans, D.E.A. histoire, cultivée, music., expér. secrt. artist., ch. emploi similaire ou secrét. privé mi-temps. Ecr. C. Bigot, *37, r. Croix-Nivert, 75015 Paris.*

TECHNICIEN de PUBLICITE COMMUNICATION INFORMATION
15 ans d'expérience en agence comme Chef de fabrication. 5 ans chez annonceur « Relations publiques, publicité, information », recherche poste de responsabilité agence ou annonceurs Paris et région parisienne. Libre immédiatement. Ecr. s/n° 86.939, Contesse Pub. 20, avenue de l'Opéra, Paris 1er, qui transmettra.

INGENIEUR CONFIRME
solide expérience, études, projets dans T.V. industr. et mil. Ec. M. Marcon, 28, r. Troyon, 92310 Sèvres. 626-77-76.

J. H. 28 ans, Journaliste 6 ans d'expér. (rédact. et maquett.) ch. emploi à dom. (édit. presse) ET TOUTES PROPOSIT. AUTRES DOMAINES si trav. indép. Ecrire s/n° 3062 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE FINANCIER
Sc. Po, Droit, I.C.G.,
40 ans, solide expérience des fonctions finance/contrôle de gestion propose sa collaboration pour des missions d'étude, de contrôle et de conseil.
Ecrire s/n° 3079 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ASSISTANTE DIRECTION
40 ans propose :
- sa maîtrise d'un Secrétariat (avec sténodactylo) ;
- ses connaissances en Législation Sociale et Gestion du Personnel (élections - P.V. réunions, paie, etc.) ;

à P.M.E. ou Direction Personnel.
Ecr. n° 84.726, Contesse Publ., *20, av. Opéra, 75040 Paris, C.01.*

A la recherche de personnel bilingue ?
G.R. Intérim : 225-59-25.

Vous recherchez une secrétaire bilingue ?
G.K. Conseil : 225-12-94.

J. F. 29 ans, excell. présentation, ét. supér. école des cadres, allemand et italien écrits et parlés. Bonnes notions, anglais. *Libre, pouvant voyager*, recherche emploi stable, étudierai ttes propositions. Ecrire N° 749, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, PARIS (11e).

J. F. 29 ans, *journaliste* recherche collaboration, mi-temps ou 3/4 temps avec éditeurs, imprimeurs, écrivains ou journalistes (anglais, frappe ou relecture). Tél. 554-35-31 à partir de 9 h.

Chef de Cuisine, actuellement en *Afrique dans Chaîne Hôtelière* internationale, rech. Gérance libre de Restaurant Standing. Faire propositions à : M. Jean-Pierre DUSSARRAT, *B.P. 64 - 64104 BAYONNE.*

20 ans, dégagé des O.M. (niveau B.E.P., C.A.P. électromécanique) cherche emploi électromécanicien. *543-20-93* ou Ecr. s/n° 6084 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PROMOTION ESTIENNE 1941 ECRIVAIN LITHOGRAPHE.
Dessin exécution. Montages, tracés, connaissances typo photo-trait, montages films. *Téléphone : 264-03-96.*

Français Cuisinier-Pâtissier cherche place extra ou stable France ou étranger. *Libre. Tél. : 724-65-16.*

PHARMACIEN
Fr. 40 a., angl., esp. 12 ans expérience, ayant occupé dans groupe important poste de Responsabilités à l'étranger. Direction technique et de projet. *Recherche situation équivalente* en France ou à l'étranger. Ecr. s/n° 3085 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Export Europe R.F.A., G.-B., Scand., U.S.A. H. de terr., 35 a., tril. all.-angl., recherche situation. Ecrire s/n° 3091, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 30 ans - Bil. anglais - 6 ans exp. enseign. Connaissance presse édition, dactylo, ch. trav. mi-temps. Tél. : 271-33-47 le matin.

ING. ÉCONOMISTE
Industrie Transport
Etudierait ttes propositions permettant rentabiliser expérience Asie Sud-Est.
Ecr. s/n° 3.096 *le Monde* Pub., 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

J.F., parfaitement trilingue franç., russe, anglais, 3e ann. E.S.I.T., exp. O.N.U., traduct. techniques, économiques, étud. ttes proposit. traductions, interprétations. Ecr. s/n° T024889M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 28 ans, aimant tourisme, souhaite être accompagnatrice pour voyages organisés. Ecrire à Mme EUDET, 3, rue A. Chabrières, 75015 Paris. 828-61-66.

J.H. 29 a., bon. cult. gén. bac C, notions dess. catal. pub. exp. technico-commer. Allemand courant, libre de voyager, ouvert ttes prop., pourcentage s'abstenir. LABRUNIE, 47, r. du Caire, Paris-2e. Tél. 236-72-79.

EXPORT CONSULTANT
SPECIALISTE LOGISTIQUE
BANQUES, est impatient de résoudre vos cas d'espèces. Tél. 283-82-77 – 229-27-88.

GRADÉE III
31 ans, mariée, 1 enfant, polyvalente, comptabilité, gestion, compensation, *portefeuille, secrétariat*, expér. 9 ans, recherche poste dans secteur bancaire. Ecr. s/n° T024983M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Docteur en droit, D.E.S. droit des affaires, J.F., 32 ans, expér. cabinet d'avocat, 3 ans exp. assurances construct., cherche poste à respons. évolutif de grde sté ou collaboration direction P.M.E. Ecrire s/réf. n° T 024882 M, à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur 75002 Paris.

TRADUCTEUR indépendant DIPLOME E.S.I.T.
français, arabe, anglais étudie toutes propositions. Ecr. s/n° T024970M, R.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Pour organiser votre service PRESSE - RELATIONS PUBLIQUES. Tél. au 387-18-00 (9 h. à 13 h.). Etudie ttes offres sérieuses de préférence GRANDES ENTREPRISES.

formation professionnelle

DEVENEZ ANALYSTE PROGRAMMEUR DE GESTION

Stage de formation intensive pour
DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR - inscrits à l'ANPE
avec ou sans expérience professionnelle
20 semaines (dont 4 en entreprise) du 2 mars au 18 juillet 1981
REUNION D'INFORMATION : JEUDI 5 FEVRIER à 9h30
Renseignement et dossier de candidature : 355.39.08 p. 1274

CENTRE DE FORMATION PERMANENTE 79, av. de la République 75011 Paris
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

INFOP
Chambre de Commerce et d'Industrie de Châlon/s/Saône organise
UN STAGE RÉMUNÉRÉ
du 9 mars au 19 juin 1981 pour
JEUNES INGÉNIEURS, TECHNICIENS (B.T.S., D.U.T.) CONFIRMÉS

CHEF DE PROJET CADRE RESPONSABLE D'AFFAIRES

Dossier d'inscription sur demande à INFOP, 5, rue Virey, 71100 Châlon/s/Saône. (85) 48-79-54.

conseils en carrière

CADRES ! POURQUOI ATTENDRE

Etes-vous prêt à changer et décidé a agir?

Nombreux sont dans votre cas les cadres de haut niveau qui nous ont fait confiance.

Nous les avons aides a decouvrir leur pleine potentialité ou même à *atteindre* une position nouvelle.

Appelez-nous. Un de nos consultants s'entretiendra avec vous. Confidentiellement. Sans engagement ni frais. (Nos services sont destines aux cadres en place).

Frederick CHUSID and CO

50, rue St Ferdinand 75017 Paris
Tel. : 574.25.20 - 574 24.24

(Nous ne recrutons pas)
Meetings in English welcomed

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
3 types de curriculum vitae : Rédact., exemples, erreurs à évit.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
- Réussite entretiens, interv.
- Les bnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés

Pour informations, écrire CIDEM, 5, sq. Mondovy, 78 Le Chesnay.

automobiles

divers

NOUS
SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT
VOUS PROPOSONS
A DES PRIX INTÉRESSANTS
un grand choix de véhicules *de types variés repris en cours* de contrat

ALFA ROMÉO - JAGUAR - AUSTIN - INNOCENTI DE TOMASO - RENAULT - VOLVO 243 et 244 diesel - UTILITAIRES. Téléphone : 763-11-01.



BMW OCCASIONS
316-320-323-520-525-528-728. Mod. 80/81 peu roulé gar. Auto Paris XV. tél. 533-69-95, 63, rue Desnouettes, Paris-15e.

NEUBAUER PEUGEOT-TALBOT
EXCEPTIONNEL !
En janvier, commandez votre PEUGOT ou votre TALBOT 81 AU TARIF DE JUILLET 80. *M. GÉRARD. Tél. : 821-60-21.*

capitaux propositions commerciales

LES PROBLÈMES HUMAINS vous passionnent. *Les affaires vous intéressent.* Créez votre club de loisirs
ALISON CLAY
avec branche matrimoniale 40.000 F. apport de base. Secteur disponible région parisienne. Tél. pour présélection au 260-23-76 de 15 h. à 20 h. *sauf week-end.*

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE VAROISE possède TERRAIN 1 ha avec COS. 0,40 commerce très proche TOULON 1 km mer. Etudie toutes propositions avant dépôt P.C. (hôtel clinique maison 3e âge ou autres). Pour renseignements.

Ecrire HAVAS HYÈRES 21.898.

gérances libres

Jne homme 25 ans, 14 ans exp. Restauration (garçon de salle, chef de rang et GÉRANT), rech. gérance libre restaurant et/ *ou bar-brasserie*. Paris exclusivement, tél. M. Deshayes au 249-12-93.

traduction demande

Traductions précises et rapides très bon français, anglais, italien, espagnol. Sciences humaines, lettres, juridique et techniques *possibles. Tél. 014-36-16.*

occasions

ACHAT BRILLANTS
rubis, saphirs, émeraudes, bijoux, or, argenterie.
Perrono Joailliers-Orfèvres, 4, Chaussée-d'Antin, Opéra, 37, av. Victor-Hugo, Etoile. Vente en occasions échanges.

propositions diverses

Pour bien choisir votre métier *FRANCE-CARRIÈRES* chez les marchands de journaux à Paris et en banlieue.

Emplois outre-mer, étranger MIGRATIONS chez les *marchands* de journaux à Paris et en banlieue.

C.V. ?

LE GUIDE DU CURRICULUM VITAE
320 pages : 73 de modèles.

En LIBRAIRIE ou 75 F à A. BADEN, 91830 Le Coudray

travail à domicile

Franç. DEA lettres, tril. dact. mach. él. vos textes français ou non (thèses, etc) T. 585-88-73.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION confirmée frappe tous textes et manuscr. sur I.B.M. 061-44-49.

Dactylo très expérimentée frappe *tous manuscrits*, travail soigné. I.B.M. *Téléphone* 359-31-50.

L'immobilier

appartements ventes

2e arrdt

OPÉRA MONSIGNY
Studios 2 et 3 pièces aménagés dans *bel imm. restauré, calme*, soleil, ascens. Tél. : 261-27-46.

RÉAUMUR, propriétaire vend beaux 2 et 3 pièces, caractère tt cft. A saisir. 522-95-20.

3e arrdt

BEAUBOURG QUINCAMPOIX ds très belle rénovation, Pptaire vd studio 38 m², entrée, séj., cuis. équipée, s. de bains, w.-c., finit. luxueuse. Tél. 757-84-50.

BD SAINT-MARTIN CALME Gd st. pierre de taille 1900 5e ét., beau 4 P., balcon, plein sud. Vue dégagée. 1.029.000 F DORESSAY 548-43-94.

MARAIS Superbe appart. Très gd caractère. *6 m sous plafond*, 132 m² avec mezzanine, aménagement sur mesure dans imm. XVIe siècle en cours de rénovation. Tél. PPTAIRE - 278-29-20.

4e arrdt

MARAIS (près Vosges) dans *hôtel classé, très beau* duplex liv. + chbre 75 m². GARBI, tél. 567-22-88.

S/PIAZZA BEAUBOURG
face Centre Pompidou imm. façade classée
1 appart. exceptionnel
grand living
3 ch., 2 s. de b., cuisine, cellier, 150 m² + parking.
Tél. : 296-53-07/53-19.

Marais A AMÉNAGER
DUPLEX bel imm. 17e **130 m²**
1.050.000 F. Tél. : 296-00-45

5e arrdt

Rue des ÉCOLES
6 pièces, salle de bains, chbre de serv., bel immeuble GARBI, tél. 567-22-88.

SAINT-MICHEL, double living + 2 chbres refait neuf, 118 m². Prix 950.000 F. Tél. : 280-26-23.

VUE CLOITRE Saint-SÉVERIN
Charmant appt de caractère, LIV. + CHBRE, calme tt cft, soleil. Cheminée, poutres, apparentes. Visite MERCREDI de 14 h à 17 h. 17, rue St-JACQUES (5e).

6e arrdt

DUPLEX 320 m² DIVISIBLE
S/JARDIN LUXEMBOURG
profess. libérale, box, service. DORESSAY. Tél. : 548-43-94.

7e arrdt

38, RUE VANEAU
Imm. directoire, grand standing, 2/3 p. + mezzanine-poutres. Sur place 11-19 h., tous les jours.
NEVEU 550-48-83 743-96-96

8e arrdt

Chbre escalier principal 6e étage, 72, rue de ROME Sur place mercredi 14-16 heures.

9e arrdt

SQUARE MONTHOLON
BEAU 4 PIÈCES, 510.000 F
Imm. P. de taille. 770-21-18.

11e arrdt

RUE du FG-ST-ANTOINE, dans petit imm. rénové, 4e étage avec asc., 2 P. 50 m², chemin., poutr. 500.000 - 261-81-15, p. 489.

Bd Voltaire, beau 4 p. tt confort, immeuble pierre de taille. 600.000 Lerms. 355-58-88.

AV. PH.-AUGUSTE, entrée, séj., 2 ch., *cuis.*, w.-c., bains, parking. 650.000. 344-71-97.

12e arrdt

Mo BEL-AIR, ét. élevé, entrée, séj., 3 chbres, cuis., w.-c., salle bains + salle d'eau, chauff. ctl. parking. 890.000. 345-82-72.

13e arrdt

PLACE ITALIE Vue sur tout Paris
Dble liv., 4 chbres, s. de bains, s. douche, cuis. équipée, parfait état, park. Prix : 830.000 F. + petit C.F. 337-51-88.

14e arrdt

SUPER AFFAIRES PLACEMENT
Petits studios, tout confort. 120.000 « FAC » 337-69-59.

MONTPARNASSE-GAITÉ
beau 5 pièces + chbre de service, 2e ét., balc., bel imm. bourgeois. 1.150.000 F. Tél. : 532-65-10.

Porte Orléans sur Montrouge Rive gauche, 14, rue Radiguey, 5 studios, cuis., bains, w.-c., + terrasse 125 m². 165.000 F 3e ét. 45 m² (2 p.). 265.000 F *14-18 h. Samedi, dim., lundi* ou tél. PPTAIRE 224-18-42.

Mo ALESIA calme provincial
Archit. fine, façade ouvragée, CONSTRUCTION 8 DUPLEX living-atelier + 1 et 2 chbres, terrasses, jardins, à partir de 648.000 F. Livraison 1er trim. 82. 633-40-03 ET 633-45-73.

15e arrdt

2e ét., ascens. SOLEIL, rue du **HAMEAU** 3 Beau living + ch. 689.000 F. 577-96-86 ou APRÈS 20 hres au 532-75-61.

Mo CH.-MICHELS Immeuble récent
tout cft., double living, entrée, cuisine, bains, jardinet. Prix intéressant. Parking. 86, rue de Javel. Calme. Mercredi, jeudi, 14 à 17 h.

16e arrdt

MUETTE - Hôtel particulier
470 M2 3 réceptions 10 chambres - Luxe
Verdure - Calme. 384-42-70.

TROCADÉRO AVENUE P.-DOUMER
Gd standing, ét. élevé, soleil. Splendide réception, 4 chbres. 2.200.000. Vernel. 526-01-60.

POMPE beau living + 2 chambres
6e ét. asc. Tél. 704-40-27.

17e arrdt

NIEL DANS HOTEL PARTICULIER
Surfaces à personnaliser, 80 m², liv. + 1 ch. 840.000 F. 160 m², beau 8 pièces 1.475.000 F. PROMOTIC : 553-14-14, ou le soir : 727-21-06.

WAGRAM IMMEUB. PIERRE GRANDE CLASSE
BEAU 5 P. TT CONFT + service 1.250.000 VERNEL. 526-01-50.

PRES ETOILE 2 P., 60 m² vis. sur place.
mardi, mercredi, jeudi 15-18 h, 8, rue des Colonels-Renard ou sur rendez-vous 277-62-23.

18e arrdt

ABBESSES VENDS DIRECT
BEAUX APPARTEMENTS refaits neuf. Séjour + 1 chambre 40 à 55 m², avec jardin et terrasse, à partir de 330.000 francs. PROMOTIC : 553-14-14, ou le soir : 622-04-16.

19e arrdt

BEAU GRENIER
Très bien rénové, gd liv. avec chem., 2 chbres, cuis. équipée, bains, w.-c., 3e étage, sur jardin. 450.000 F, calme. 806-68-70.

MÉTRO JOURDAIN
bel imm. pierre de t. 4 P., 100 m², tt cft, à rénover. 680.000 F. 281-33-01.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY
Face à grand parc, résidence *Victor-Hugo Saint-Paul, petit* immeuble pierre de taille, grand standing, 4 appartements :
- 123 m² + jardin + terrasse ;
- 90 m² + balc. 2e et 3e ét. ;
- 100 m² + terrasse 80 m².

COGEP : 551-75-99.

NEUILLY INKERMANN TRÈS BEL IMM.
standing sur jardins paysagés, 165 m². Réception + 3 chbres, garage. VERNEL, 526-01-50.

NEUILLY-SABLONS
Mod., séj., 3 chambres, 2 bains, 2e étage, 115 m², impeccable. Michel & Reyl S.A. 265-90-05.

NEUILLY résidentiel
2 pièces, cuis., bains, w.-c. Px : 370.000 F. Tél. 278-09-40.

54 02 81

Part. vends cause départ bel appart. 80 m², double living + 2 chambres sur front de Seine à Asnières. 340.000 F + crédit vendeur. Téléphone 790-11-65.

SPÉCIAL INVESTISSEUR
ASNIERES centre près gare
3 P. 1er ét. clair sur rue et cour, 38 m², tt cft, cuis. équip., refait neuf, bon placement, *230.000F*, rapp. ann. *18.800F*. AD de bien.
GID 281-33-34 + 35. 10h.20h.

GARCHES 5 mn GARE Studio 28 m² confort
cave, jard. privé. Prix rare 156.000 F. Urgent. 955.00.60.

ANTONY prox. R.E.R, résidence standing ds grd parc, appart. calme 4 p. (living + 3 chbres) 98 m² + 12 m² balcon, parking. Téléphone 666-87-67.

NEUILLY VICTOR HUGO
Très beau séj., 3 chbres, 2 bains, park. entièrement sur jardin. Embassy-Service : 562-03-48.

93 Seine-Saint-Denis

Plaine-Saint-Denis, métro, grand 3 p., cuis., w.-c., bains, refait nf, créd. ppraire. Tél. 298-12-08.

94 Val-de-Marne

NOGENT-SUR-MARNE, bel imm. vaste 3 p., entrée, cuis., w.-c., s. de bains, balcon, park. 530.000 F. Tél. : 307-70-27.

SAINT-MANDÉ Mairie, 4 p., bains,
38, rue de la République, 5e ét., tt cft, dégagé. Tél. : 265-90-05. *Sur pl., mercredi, 14 h à 18 h 30.*

Province

Tignes Lavachet, vends studio équipé 4 personnes. Téléphone après 20 heures au 938-48-05.

appartements achats

URGENT, pais cpt chez notaire, 2 à 4 pces, Paris, av. ou ss trav. Mme LEULIER. Tél. : 261-68-81 ou le soir, 900-84-25.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picq. (15e), 566-00-75, rech. Paris (15e), (7e), p. bons clients, appartem. ttes surfaces *et immeubles. Paiement compt.*

RECHERCHE appart. 2 à 4 pces, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, av. ou ss trav. PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

fonds de commerce

A VENDRE
PAS-DE-PORTE
à 77400 LAGNY (MARNE-LA-VALLÉE).
Très bien placée, centre ville, 1 boutique 40 mètres carrés, 2 grandes vitrines + 1 appartement au 1er étage. 3 pièces, cave, grenier, water-closet.
TÉL. : 430-19-00.
Bail nf. Loyer min. 1.000 F/mois.

Vallée Dordogne, prox. Sarlat, vends murs et fonds hôtel bureau, 20 chbres, 2 étoiles NN. écr. à F. Peiro, 24220 VEZAC.

Cession bail, SENTIER, tt textile, cour et hors cour, chausseures, confection, bonneterie, locaux et *bureaux. Superficie 200 m². Prix* 2.000.000 de F. Loyer annuel charges comprises 28.000 F. Ecr. s/n° T025032M, R.-Presse 85 bis, r. Réaumur. 75002 Paris.

locations non meublées offres

Paris

PARIS (15e)
Importante Société loue SANS COMMISSION dans immeuble récent bon standing
3 PIÈCES 86 m² loyer 2.932 F. Charges 1.061 F. Park. 178 F.
4 PIÈCES 98 m² *loyer* 3.253 F. Charges 1.169 F. Park. 178 F. S'adresser au gardien, 22, rue Balard, métro Javel. Téléphone : 558-27-74.

Importante Société loue SANS COMMISSION appartements récents tt confort
PARIS (19e)
18/17, rue Henri-Ribière, face Mo place des Fêtes
3 PIÈCES 67 m², loyer 1.800 F. Charges 546 F. Parking 176 F.
5 PIÈCES 100 m², loyer 2.554 F. Charges 815 F. Parking 176 F. Téléphone : 205-74-30 de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.

PARIS (11e)
Mo PARMENTIER ou OBERKAMPF
SANS COMMISSION
Immeuble tout confort
STUDIO 35 m² + terr. 10 m². *Loyer 1.434 F.* Charges 313 F. Parking 185 F
2 PIÈCES 52 m², loyer 1.623 F. Charges 479 F. Parking 185 F.
3 PIÈCES 67 m², loyer 2.153 F. Charges 607 F. Parking 185 F. S'adr. 53/61, av. Parmentier, tél. 355-52-46.

TOLBIAC Faculté 3-4 P., asc., park. 2.600 + ch. 336-17-36.

54, rue Lafayette - Mo Le Peletier
4. P. 2e ét. avec ascenseur 87 m² + balcon, tt conf. Idéal profession libérale. Bail mixte 4.000 F + ch. Administrateur 281-33-34 ou 35

Région parisienne

MAISONS-LAFFITTE — Superbe villa 150 m² s/terr. 1.100 m², 2 bains, patio, gar. Neuf. 6.500 F - 531-14-20.

COURBEVOIE 5, rue J.-Rivière, appart. 75 m² tout confort, 4 p., cuis. équip., 2.000 + ch. Administrateur 281-33-34 ou 35

COLOMBES. Près gare, villa récente refait neuf, 5 P. + grenier aménageable, garage, jardin. 4.500 F. Tél. : 380-13-83.

locations non meublées demandes

Paris

PPTAIRES Louez vos appts sous 24 heures.
Nous garantissons vos loyers, services gratuits. 272-02-62.

Particulier cherche 2-3 pièces, loyer 1.00 à 1.500 F dans le 1er, 2e, 5e, 6e, 9e arrondissement. Tél. le soir au 874-42-21.

Collaborateur le Monde, ch. 3 p., 70 m² env. prox. journal ou RATP direct. Event. à ref. Prix modéré. Ecrire s/n° 6.066 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Région parisienne

Pour sociétés européennes rech. villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

Pour diplomates, rech. appts Paris et villes Ouest résidentiels pour LOCATION ou ACHAT Embassy-Service, 562-78-99 8, av. de Messine, Paris-8e.

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing, 4 p. et plus. Tél. 285-11-08.

INTERNATIONAL HOUSE LOYERS GARANTIS rech. 1 à 6 pièces pour banques et ambassades. Tél. 705-54-78.

URGENT : étudiant préparant examen entrée école vétérinaire, rech. chambre ou petit studio (loyer modéré) de préférence 13e (porte d'Italie, Tolbiac, place d'Italie) et/ou 14e. Téléphone (16) 65-36-00-11 ou écr. s/n° 6.065 *le Monde* Publ., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

bureaux

CHAMPS-ÉLYSÉES
Loue directement 1 bureau ou + dans imm. stand. - 563-17-27.

A PARIS 2e ET 8e ARRONDISS. bureaux *meublés*, sièges sociétés, secrétariat, tél., télex, etc. ACTE S.A. - 261-80-88.

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS — télé-secrétariat tous services — **ASPAC** PARIS 8e 293.60.50+ — votre SIÈGE SOCIAL délais rapides - prix compétitifs

VOTRE SIÈGE A PARIS
de 80 F à 250 F par mois. CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS G.E.I.C.A., 296-41-12 + 56 bis, r. du Louvre, Paris-2e.

locaux commerciaux

PLACE D'ITALIE :
vend dans petit imm. standing, mur, rez-de-chaussée, parfait état pour profession libérale, prix intéressant. Tél. ce jour : 705-68-50, heures de bureau.

immeubles

TROCADERO propriétaire vend
immeuble celai rez-de-ch. + 3 niveaux, parfait état. 3.800.000 F. Tél. 587-36-66.

hôtels particuliers

LA CELLE-SAINT-CLOUD
Demeure résidentielle
Grand séjour, cheminée, 6 chambres, 3 bains, jardin boisé 1.300 m², terrasse-garage. Logement de gardien. Téléphoner au propriétaire : M. TATINCLAUX, téléphone 287-30-00.

VILLA MONTMORENCY
Hôtel particulier, terrasse, travaux. Tél. 288-03-33.

BOULOGNE près BOIS
Maison 300 m², jardin 200 m². *IDEAL PROFESSION LIBERALE*. 2.600.000 F - 562-02-37.

villas

ST-NOM-LA-BRETECHE
VILLA « Ile-de-France » 1975, DANS PARC CLOS 1.700 m², gde réception, 5 chbres, 3 bains, GRAND SS-SOL 140 m², RARE, IMMOB. OUEST, tél. 976-18-18.

VÉSINET 4' R.E.R.
Villa récente 800 m², jardin 180 m² environ sur 1 étage, RÉCEPTION 4-5 CHBRES, 2 bains, garage 2 voitures. AFFAIRE 1er ORDRE. IMMOB. OUEST, t. 976-18-18.

fermettes

210 KM PARIS EN BERRY
Belle fermette construction pierre, G.O. bon état, 4 pièces, au *carrelage ancien, habitable à peu* de frais, cheminées rustiques, poutres apparentes, four à pain, grenier facil. amén., grange, écuries attenantes (possible 4 pièces supplémentaires)
TERRAIN ATT. 1.300 m2
Eau sur évier, électr. branchée.
PX EXC. 120.000 F
Crédit personnalisé jusqu'à 80 %
PROGECO 12, place Saint-Cyran 36000 CHATEAUROUX, tél. (16-54) 22-09-31 ou 22-30-21.

propriétés

LOIRET
135 kilomètres de Paris
Joli manoir : 12 pièces, tout confort, dépend., sur 27 ha, dont étang 6 ha, possibilité augmenter superficie. S.B.S. VILLEMURLIN, 45600 Sully-sur-Loire.

PROXIMITÉ CHEVREUSE
maison 17e, restaurée, séj. + 5 p. 170 m² + 120 m² à aménager + petite maison indiv. 50 m², jardin, 750 m². Prix : 1.400.000 F. Téléphone : 763-44-30.

SCEAUX, centre, belle propriété, 10 P., dépendances, gd jardin. Etat parfait. 229-52-98.

1 h 15 Paris, ravissante chaumière normande. Parfait état, parc, rivière. 1.300.000 F. 229-52-98.

domaines

LOIRET
135 km Paris
joli territoire de chasse de 148 hectares.
Bois et plaine dont étang 5 hectares.
Bâtiments, ferme à restaurer, possibilité réduire superficie à 51 hectares ou 97 hectares.
SBS VILLEMURLIN 45600. SULLY-SUR-LOIRE.

Suis acheteur VASTE DOMAINE
Bois et plaine,
250 km maximum sud Paris. Ecrire sous n° 200230 : ORLET, *136, avenue Charles-de-Gaulle, 92522 NEUILLY-SUR-SEINE.*

terrains

ANTONY, beau terrain à bâtir, 1.447 m², pos. 2 lots, 725 F/m². Peschard. Tél. 666-00-27.

Suisse (Valais) vend magn. terr. 1.500 m² près Montana. Vue except. sur le Cervin. H. RUZICKA-PLUDDEMANNGASSE 73/6 A. 8010 GRAZ (AUTRICHE).

forêts

Vend 34 ha de bois dans la NIÈVRE
S'adresser à (1) 808-27-12.

viagers

Etude LODEL, 35, boulevard Voltaire, Paris-11e, téléphone : 355-61-58. *Spécialiste viager.* Expérience, discrétion, conseils.

FONCIAL VIAGERS
19, boulevard Malesherbes, 8e, téléphone : 266-32-35. Spécialiste, 42 ans d'entreprise, étude gratuite, rente indexée.

XVIIe, BD PEREIRE, GD 3 P., 100 m² + CHBRE de SERVICE. Le tout au 3e étage, asc., ch. ctl. 300.000 F + 3.200 F. Occupé femme 88 a. Viagers F. CRUZ, 8, rue La Boétie, 266-19-00.

LA VARENNE, R.E.R., villa 5 P., tt cft occupé, 174.000 + rente. LODEL - 355-00-44.

maisons de campagne

DORDOGNE PÉRIGORD
Beaumont-du-Périgord, à vendre maison périgourdine construite à l'ancienne, 5 pièces, cuisine, cft, garage, parc de 1.800 m², 550.000 F.
s. Fichier Immobilier 24 s., Daurat-Tchecaroff, 22, rue E.-Guillier, 24000 PÉRIGUEUX. Tél. (53) 53-18-05.

Quartier résidentiel
ST-AMAND-LES-EAUX
dans parc régional, grande maison, face forêt, 7 pièces, tout confort, terrain 2.000 m², buanderie, garage. Prix : 650.000 F. Tél. : (27) 46-40-04.

villégiature

VACANCES EN CHARENTE
Village international LE CHAT, 33 ha avec étang. Maisons F3 et F4, meublées tout cft, terrasse, jdin, calme. Pisc., tennis, volley-ball et pêche gratuits. *Minigolf*, rest., bar, télé, vélos. Ouv. tte l'année. Rens. LE CHAT, B.P. 13, 16220 Montbron tél. (45) 70-62-42 (heures de bureau).

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

LES COLLECTIONS

Exotismes...

Des couturiers jouent, dans les collections qu'ils présentent, l'exotisme à outrance de sorte que leurs modèles paraissent destinés uniquement aux bals costumés. Mais est-ce bien là ce qu'on vient chercher à Paris ?

Au-delà de ces extravagances, la carrure est épaulée, la taille marquée normalement ou aux hanches, et l'ourlet au genou pour le jour. Le blanc et le grège se partagent les honneurs ; le rouge éclate, souvent mêlé au noir plutôt qu'au marine traditionnel.

Chez *Pierre Balmain*, la femme « cadre supérieur » tend à remplacer « la madone des sleepings ». Les épaules prennent de l'autorité, coupées au carré sur toute la ligne, du manteau de Swakara gris, droit et ceinturé, aux vestes de tailleurs et de robes, adoucis comme après coup de cols claudine et d'effets plissés. On les retrouve aussi sur les modèles du soir à cardigans brodés de fleurs ou en dentelle écrue sur de longues jupes en forme. La mère de la mariée n'est pas oubliée pour autant, ni la vedette en gala.

Nous avons déjà parlé du problème des présentations de collections, dont les couturiers trouvent les prix exorbitants (*le Monde* du 22 janvier).

Pierre Cardin, pour sa part, revient à la formule annuelle qu'il a déjà expérimentée, avec des modèles pour « les quatre saisons ». « *Ma collection*, dit-il, *répond aux besoins d'une femme qui, tout au long de l'année, travaille, sort et voyage sous des climats différents.* » A partir de là, il propose un pot-pourri de ses formes préférées dans lesquelles le blouson chauve-souris sort gagnant sur une mini-jupe, les jambes gainées de blanc et escarpins vernis à talons plats. En fait, il interprète pour la femme les éléments de base de la garde-robe masculine : vestes de sport, blazers ou blousons, gilets, chemises, jupettes ou pantalons, ces derniers parfois assortis aux grands manteaux de voyage à manches raglan. Voilà une façon élégante et sensée de s'habiller et, pour peu qu'on rallonge les ourlets au genou, faciles à porter. Mais ses robes du soir poétiques, dramatiques ou comiques avec leurs collerettes en cerceau, tiendraient difficilement dans le sac-polochon de la femme qui voyage.

Jean-Louis Scherrer surcharge tellement son « quadrille des lanciers », inspiré par l'Inde des maharadjahs, que tout mouvement devient difficile pour ses modèles. Qu'on en juge : un turban lourdement drapé en or pâle et satin sur une coiffure à chignon bas, une tunique hindoue brodée, un sac en baudrier à pampilles sur un châle frangé, un plastron de perles et de strass, un corselet à la taille sous une ceinture à glands, un pantalon et des chaussures à petits talons. A la main, un éventail d'ivoire fait bouger des plumes d'autruche et de paradis. Et voilà pour le jour ! Heureusement que quelques robes plissées blanches et de jolies mousselines imprimées à la Monet nous ramènent en Ile-de-France.

Chez *Christian Dior*, Marc Bohan joue le présent dans un style facile et seyant. Il utilise très largement le coulissage pour approcher du corps les formes amples de ses vêtements taillés en soie diaphane d'une belle venue. En contraste, une série d'ensembles de jour apparaît en subtiles grisailles. De coupe nette, ils comprennent des vestes ajustées sur des jupes droites, ainsi que des blazers et des pantalons larges, au-dessus de la cheville. Les mêmes thèmes réapparaissent pour le soir, en grandes robes romantiques ou vaporeuses, de couleurs vives souvent opposées et en imprimés de pastilles rouges sur fond blanc.

NATHALIE MONT-SERVAN.



(*Croquis de MARCQ*).

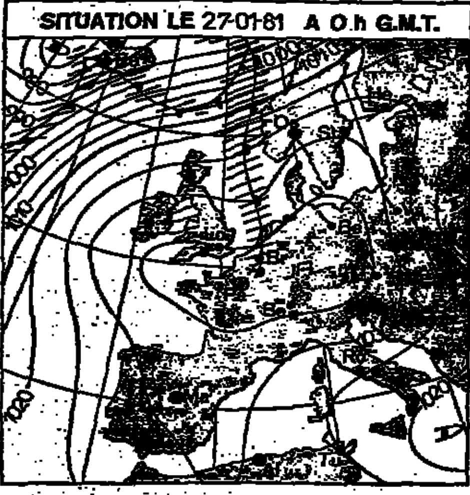
CHRISTIAN DIOR : robe habillée à grandes manches ballon resserrées au coude, petit col étiré sur le corsage croisé, ceinturé d'un corselet en contraste ; ici un crêpe de chine rayé rouge et blanc sur un imprimé de pastilles rouges à fond blanc de Beauclère.

MÉTIERS D'ART ET DE CRÉATION. — La deuxième convention des métiers d'art et de création sera organisée, le 3 février prochain, au Palais des congrès, sous la présidence de Mme Valéry Giscard d'Estaing.

Il s'agit d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'importance de ces activités, qui vont de l'artisanat d'art en chambre aux grandes griffes de la parfumerie, la haute couture, la fourrure, la joaillerie et les arts de la table, etc.

● ERRATUM. — Le couturier qui veut casser les prix, c'est Gilbert Feruch (notre chronique du 27 janvier) et non Gilbert Vernch.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le mardi 27 janvier et le mercredi 28 janvier à 24 heures :

La partie méridionale d'une perturbation qui donnait mardi matin quelques faibles pluies sur le nord et le nord-est de la France s'éloignera vers l'Allemagne et des masses d'air frais évolueront lentement en France dans une zone de hautes pressions et de vents faibles.

Mercredi 28 janvier, il fera assez froid le matin en toutes régions, y compris dans le Nord où les températures de mardi matin étaient relativement élevées.

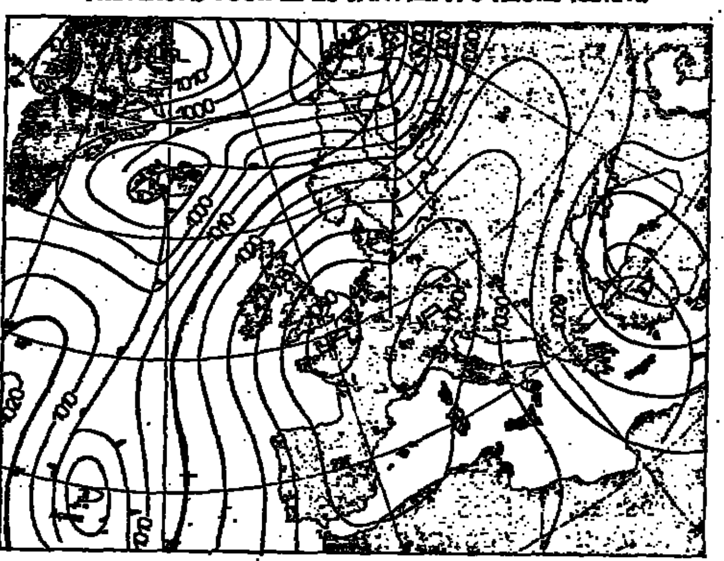
Les brouillards seront nombreux dans l'intérieur, souvent denses et localement givrants ; ils épargneront seulement les régions méditerranéennes et les montagnes en dehors des vallées. Dans la journée, le temps sera généralement ensoleillé dans le Midi, dans l'Ouest et en montagne ; il restera assez brumeux en plaine malgré des éclaircies passagères. Les vents seront faibles et les températures maximales s'élèveront un peu.

Le mardi 27 janvier, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 037,5 millibars, soit 778,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 26 au 27) : Ajaccio, 13 et 1 degrés ; Biarritz, 9 et 2 ; Bordeaux, 11 et 2 ; Bourges, 5 et 0 ; Brest, 11 et 4 ; Caen, 10 et 5 ; Cherbourg, 10 et 5 ; Clermont-Ferrand, 5 et —2 ; Dijon, 5 et 0 ; Grenoble, 4 et —8 ; Lille, 9 et 6 ; Lyon, 3 et 0 ; Marseille-Marignane, 11 et —1 ; Nancy, 5 et 0 ; Nantes, 10 et 0 ; Nice-Côte d'Azur, 18 et 4 ; Paris-Le Bourget, 10 et 4 ; Pau, 10 et —1 ; Perpignan, 15 et 2 ; Rennes, 11 et 0 ; Strasbourg, 4 et —3 ; Tours, 8 et 0 ; Toulouse, 3 et 0 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 1 degrés ; Amsterdam, 7 et 4 ; Athènes, 10 et 6 ; Berlin, 1 et —6 ; Bonn, 5 et —3 ; Bruxelles, 8 et 5 ; Le Caire, 21 et 10 ; Iles Canaries, 23 et 17 ; Copenhague, 2 et —6 ; Genève, 5 et —3 ; Lisbonne, 16 et 9 ; Londres, 9 et 7 ; Madrid, 14 et 4 ; Moscou, —3 et —5 ; Nairobi, 25 et 13 ; New-York, 8 et 4 ; Palma-de-Majorque, 15 et 0 ; Rome, 13 et 0 ; Stockholm, —3 et —9.

PREVISIONS POUR LE 28 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



LE TEMPS

JUSQU'AU DIMANCHE 1er FEVRIER

JEUDI 29 JANVIER. — Persistance des conditions anticycloniques. Temps froid le matin, très brumeux avec brouillard localement givrant dans l'intérieur. Gelées de l'ordre de —4 à —6 °C du Centre au Nord-Est, éclaircies au cours de la journée plus belles en montagne et près de la Méditerranée. Nuages passagers sur l'extrême nord du pays.

VENDREDI 30 JANVIER. — Temps plus doux, ciel devenant très nuageux du nord de la Loire à la Flandre et au Nord-Est avec quelques pluies côtières. Vent d'ouest modéré, disparition des gelées sur ces régions avec températures comprises entre 5 le matin à 10 l'après-midi ; 2 à 6 dans le Nord-Est. Sur les autres régions, temps froid et brumeux, gelées moins fortes que la veille épargnant les côtes. Ensoleillé dans la journée. Température maximale de l'ordre de 10 à 12 sur l'Atlantique, atteignant 13 à 15 en Méditerranée, 5 à 7 dans l'intérieur.

SAMEDI 31 JANVIER ET DIMANCHE 1er FEVRIER. — Persistance du beau temps sur nos régions méridionales avec disparition des gelées, sauf dans les Alpes ; maximum en hausse. Sur le reste de la France, retour à un flux perturbé d'ouest avec un ciel le plus souvent très nuageux et passagèrement pluvieux. Température minimale 3 à 5 dans l'intérieur, atteignant 7 à 8 dans la journée.

(Documentation établie avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2 853

HORIZONTALEMENT

I. Grandeur de caractère. — II. Experts en triperie ayant une situation d'avenir (graphie admise). — III. Auteur fécond mais manquant d'originalité. — IV. Gaillarde issue du corps d'harmonie ; Un des premiers décorateurs de l'époque de la Renaissance. — V. Partie du tronc ; Préposition. — VI. Accompagne le docteur jusqu'au cimetière ; Sans valeur au singulier, il fait souvent défaut au pluriel ; Eleveur de canards. — VII. Ride la campagne en automne et le front en hiver. — VIII. Possessif ; Ulfilas en fit un bon aryen. — IX. On le voit souvent battant neuf quand il sort ; Une invitation à prendre au pied de la lettre. — X. Négation ; Réalisa une gamme chromatique ; Temps. — XI. Repas se terminant souvent par un rot ; Dialogue où le ton monte souvent, bien que les interlocuteurs soient généralement d'accord.

VERTICALEMENT

1. Elément effervescent dont l'ébullition peut être freinée par l'effet de certains gaz. — 2. C'est par la boucherie qu'on y termine les courses ; Théâtre d'animation pour ombres chinoises. — 3. Sortie condamnée. — 4. Qui ne conjugue plus le verbe « aimer » qu'au passé ; Bohémien bon pour le violon. — 5. L'homme des cavernes. — 6. Démonstratif ; Il est capable de taxer son roi de républicanisme. — 7. Faubourg au pays des bourgmestres ; Echo de marine. — 8. Article ; Petit gris ; Troublant le pastis, on peut trouver en elle la preuve de son impureté. — 9. Esprit gaulois ; Le miroir de la belle Florence.

Solution du problème n° 2 852

Horizontalement

I. Séminaire. — II. Epines ; Un. — III. Mélomane. — IV. Iradé. — V. Nô ; Oedipe. — VI. Anor ; Oser. — VII. Retisse. — VIII. Ida ; Etat. — IX. Sagan ; Nef. — X. Estoc. — XI. Ers ; Erèbe.

Verticalement

1. Séminariste. — 2. Eperon ; Da. — 3. Mila ; Orages. — 4. Inodore ; As. — 5. Némée ; Tente. — 6. Ass ; Doit ; Or. — 7. Naissance. — 8. Rue ; Peste. — 9. En ; Père ; Fée.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des 26 et 27 janvier 1981 :

DES DECRETS

● Relatif aux modalités d'octroi du sursis de versement aux comptables du Trésor ;

● Instituant une indemnité exceptionnelle au titre du maintien du revenu des exploitants agricoles.

UNE LISTE

● Des élèves des instituts régionaux d'administration aptes à être titularisés.

DES CIRCULAIRES

● Modifiant de précédentes circulaires relatives à la constitution de couvertures de change à terme ;

● Modifiant la circulaire du 25 mars 1977 relative aux opérations des sociétés de négoce international ;

● Relative aux plafonds de ressources applicables en matière d'habitations à loyer modéré et de prêts spéciaux du Crédit foncier de France.

P.T.T.

UN NOUVEAU PLAN D'ACTION POUR LA POSTE

Le document de travail d'un nouveau plan d'action quadriennal de programmation des investissements postaux vient d'être diffusé aux responsables et aux syndicats par la direction générale des postes. S'appliquant aux années 1981-1984, il devrait remplacer le premier plan du même genre prévu pour couvrir les années 1980-1982.

Fondé sur l'hypothèse d'une croissance de 1,7 % à 2 % par an de l'activité postale au cours de la période considérée, le projet prévoit de concentrer l'effort — et le tiers des investissements — à l'amélioration de l'acheminement du courrier, avec pour objectif la mise en œuvre de cinquante-deux centres de tri, fin 1984. On devrait construire aussi cinq centres de tri pour paquets. Le réseau de transport sera vraisemblablement réorganisé, tenant compte de la mise en service du T.G.V. et les P.T.T. vont poursuivre leur politique de mise en service de trains-postes autonomes.

Parallèlement, on continuera à moderniser des bureaux de poste, tandis que l'introduction de la bureautique et une meilleure formation du personnel devraient améliorer l'accueil. Enfin, l'informatisation des services financiers sera renforcée : dix centres de chèques postaux en bénéficieront d'ici au milieu de la décennie prochaine.

BREF

DOCUMENTATION

CARRIÈRES EN 1981. — Le « Guide Néret des carrières 1981 » vient de paraître en édition entièrement refondue.

Cet ouvrage — à la fois guide et encyclopédie — s'adresse aux jeunes gens et aux jeunes filles, et fait le point sur le système éducatif à partir de la sixième. Il étudie aussi toutes les professions et analyse les débouchés (376 pages, 70 F environ).

LOISIRS

CHANSONS ET MARIONNETTES. — L'association Voltaire-Athévains propose deux ateliers, ouverts à tous, amateurs ou professionnels du spectacle.

Le premier sur la chanson (à partir du samedi 7 février, au théâtre Artistic-Athévains, 45 bis, rue Richard-Lenoir, 75011 Paris) ; le deuxième sur les marionnettes : un week-end sur deux, samedi et dimanche, de 14 heures à 18 heures, à partir du 7 février, au siège de l'association.

★ Voltaire-Athévains, 79, boulevard Voltaire, 75011 Paris. Téléphone 355-27-10.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 28 JANVIER

« Les appartements royaux du Louvre », 15 h., devant l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, Mme Bouquet des Chaux.

« Hommage à Fouquet », 15 h., entrée de l'exposition au Louvre, Mme Chapuis.

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Meyniel.

« Notre-Dame », 15 h., façade, Mme Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le Patrimoine », 15 h. 30, Grand Palais (Mme Angot).

« Art et religion en Egypte », 15 h., porte Champollion, Musée du Louvre (Approche de l'art).

« Etablissements Bobin », 15 h., 27, rue de la Vanne, à Montrouge (l'Art pour tous).

« De la rue du Pas-de-la-Mule au cul-de-sac du Ah ! Ah ! » (Mme Barbier).

« La Sainte-Chapelle », 15 h., entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La montagne Sainte-Geneviève », 15 h., métro Cardinal-Lemoine (P.-Y. Jaslet).

« La vie au Moyen Age », 14 h. 30, 107, rue de Rivoli (pour enfants).

« La Salpêtrière », 14 h. 30, métro Saint-Marcel (Paris pittoresque et insolite).

« Saint-Paul », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Exposition Flaubert », 15 h., 58, rue de Richelieu (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

MERCREDI 28 JANVIER

17 h. 30, 4, place du Louvre, M. A. Boumier : « Un point mal connu de l'œuvre sociale du Second Empire : la participation » (Académie du Second Empire).

19 h. 30, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, docteur J. Donners : « Technique d'épanouissement par le corps » (Université populaire de Paris).

20 h. 30, 26, rue Bergère, M. J. Baryosher : « La Kabbalah ou tradition cosmique » (l'Homme et la connaissance).

20 h. 30, Amphithéâtre de l'annexe, 16, rue de la Sorbonne, Mme M. Straszewska : « La « cause polonaise » de 1830 dans la poésie et le théâtre français. »

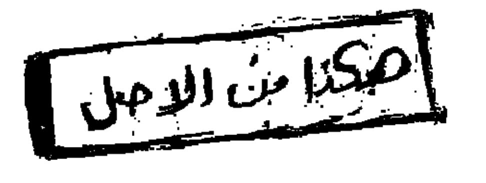
20 h. 30, Musée de l'Homme, M. A. Bocquet : « Ils vivaient en Dauphiné il y a 5 000 ans. »

21 h., 9 bis, avenue d'Iéna : « La Grèce éternelle et la Grèce insolite » (Autour du monde) (projection).

20 h. 30, Domus Medica, 60, boulevard de Latour-Maubourg, M. Y. Diénal : « Exposé et séance de psychanalyste. Bisexualité de l'esprit » (Psycho-Santé).







(Publicité)

SEPT RECOMMANDATIONS DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES POMPES FUNÈBRES

LE PROBLÈME DES POMPES FUNÈBRES NE DÉPEND PAS SEULEMENT DES POUVOIRS PUBLICS ET DES PROFESSIONNELS. LE PUBLIC **PEUT** ET **DOIT** CONNAÎTRE SES DROITS, SES OBLIGATIONS, LES PRÉCAUTIONS INDISPENSABLES A PRENDRE LORS D'UN DÉCÈS. C'EST DE CETTE FAÇON, ET DE CETTE FAÇON SEULEMENT, QU'IL SERA A MÊME DE DISCUTER A ÉGALITÉ AVEC LES EMPLOYÉS DE POMPES FUNÈBRES, ET CONTRIBUER AINSI A L'ÉLIMINATION DE PRATIQUES QUE TOUT LE MONDE RÉPROUVE, Y COMPRIS LES PROFESSIONNELS EUX-MÊMES QUI, POUR LA PLUPART, ACCOMPLISSENT AVEC CONSCIENCE ET DÉVOUEMENT UNE TACHE DÉLICATE.

Plus de 500.000 personnes meurent chaque année en France. Pour la très grande majorité d'entre elles, les obsèques se déroulent de façon parfaitement correcte. Toutefois, il serait vain de nier que certains comportements donnent parfois matière à critique.

Ceci ne saurait surprendre. Plus de 1.000 entreprises (funéraires, marbriers, fleuristes, journaux) s'occupent d'obsèques. Des maladresses, des erreurs, des pratiques douteuses – heureusement rares – sont inévitables.

Si peu nombreux qu'ils soient ces faits, lorsqu'ils sont prouvés, sont encore de trop pour ceux qui les subissent. Tout doit être fait pour les empêcher, mais ce n'est pas en se bornant à les colporter que l'on y parviendra.

Depuis de longues années, les membres de la FÉDÉRATION NATIONALE DES POMPES FUNÈBRES se sont engagés à respecter le CODE D'ÉTHIQUE EUROPÉEN, mais de toute évidence, rien n'oblige les entreprises marginales à s'y conformer.

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES POMPES FUNÈBRES LANCE AUJOURD'HUI UN APPEL A TOUTES LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES CONCERNÉES, EN VUE DE LA CRÉATION D'UN "LABEL" DE GARANTIE AU PUBLIC.

En outre, elle est prête à apporter son concours à la création d'une CARTE PROFESSIONNELLE à condition que celle-ci ne soit remise qu'à ceux qui auront apporté la preuve de leur capacité à assurer correctement cette tâche délicate.

La FÉDÉRATION NATIONALE DES POMPES FUNÈBRES approuve dans leurs grandes lignes les conclusions du rapport établi par le Conseiller d'Etat Jacques AUBERT à l'élaboration duquel elle a largement participé...

...mais CELA NE SAURAIT SUFFIRE... et c'est pourquoi la FÉDÉRATION NATIONALE DES POMPES FUNÈBRES y ajoute...

SEPT RECOMMANDATIONS

1. NE PAS ÉCOUTER LES CONSEILLEURS. (ILS NE SONT PAS LES PAYEURS)

– Se méfier des personnes "serviables" (et pas toujours désintéressées) qui vous recommandent une entreprise de pompes funèbres. Vous n'avez pas besoin de ces personnages pour trouver l'adresse et le téléphone des services funéraires et l'on n'y a pas besoin de recommandation.

2. FAIRE ÉTABLIR UN DEVIS DÉTAILLÉ. NE PAS HÉSITER A LE DISCUTER.

– Afin que vous puissiez plus aisément faire un choix en fonction des dépenses que vous êtes disposé à engager, beaucoup d'entreprises de pompes funèbres ont prévu une série de devis-types entre lesquels vous pouvez choisir librement. Demandez qu'on vous les communique.

– A défaut, faites établir devant vous un devis détaillé et n'hésitez pas à demander la suppression ou la diminution de certains éléments si le montant total vous paraît trop élevé.

3. NE PAS S'ENGAGER DANS DES DÉPENSES AU-DESSUS DE SES MOYENS.

– A force d'entendre répéter que les "pompes funèbres sont très chères", on craint, lorsqu'un enterrement correct et décent est proposé à un prix normal, qu'il ne soit misérable et réservé aux nécessiteux. Cette idée préconçue conduit souvent à choisir, à tort, les prestations et les fournitures les plus chères.

– Se rappeler qu'il est toujours possible d'organiser des obsèques décentes adaptées à ses possibilités financières et à sa volonté.

4. FAIRE ATTENTION AUX FRAIS ANNEXES : FLEURS, AVIS DE DÉCÈS...

*Ces frais peuvent parfois augmenter considérablement (50% et plus) les frais d'obsèques proprement dits. Se rappeler que, dans certaines villes, les journaux – en liaison avec les services de l'Etat Civil – publient chaque jour **gratuitement** la liste des convois mortuaires du lendemain.*

5. SE SOUVENIR QUE CERTAINES OBLIGATIONS MORALES PEUVENT ÊTRE DIFFÉRÉES.

Transporter le défunt jusqu'à une sépulture familiale éloignée, acheter une concession au cimetière, faire construire un caveau, entraînent des frais.

Il est toujours possible de remettre ces dépenses à plus tard, lorsqu'on en aura les moyens.

*On peut, en effet, et pour un délai allant jusqu'à cinq ans, procéder à l'inhumation provisoire dans le terrain réservé **gratuitement** par la commune à toutes les personnes décédées sur son territoire (terrain sur lequel il est, en général, possible de placer un monument simple ou tout autre signe permettant de signaler la présence du disparu).*

L'exhumation provoque quelques frais supplémentaires, mais on ne les engage qu'au moment choisi.

6. PENSER AU "TIERS-PAYANT".

C'est-à-dire que de nombreuses possibilités sont offertes pour permettre de pourvoir à l'organisation des obsèques sans bourse délier ou, à tout le moins, en limitant la participation financière de la famille :

délégation capital-décès de la Sécurité Sociale,

Mutuelles, Assurances...,

mais pour certains de ces moyens, il faut y avoir pensé avant.

Dans tous les cas, on peut se renseigner auprès des services sociaux de la Mairie ou auprès de l'entreprise de pompes funèbres elle-même.

7. NE PAS ATTENDRE UN DEUIL POUR SE DOCUMENTER.

– Ce n'est pas au moment d'un décès qu'on est le mieux à même de se documenter sur ses droits et obligations (ces dernières étant d'ailleurs variables d'une commune à l'autre).

– Donc, ne pas hésiter à s'informer auprès d'un professionnel avant d'avoir besoin de ses services (cela ne porte pas malheur).

*– Se procurer le «livret obsèques», véritable **guide personnalisé** des opérations funéraires (voir ci-dessous).*

UN RAPPEL

1. OBLIGATIONS DE CARACTÈRE NATIONAL

Elles s'imposent partout et à tous (elles concernent l'hygiène, la décence, l'état civil).

– Tout défunt doit être obligatoirement déposé dans un cercueil dont la fermeture ne peut intervenir que 24 heures après le décès (constatation de la *réalité de la mort*).

– Les poignées et les vis de fermeture du cercueil *sont évidemment* indispensables. Par contre, les autres accessoires et notamment le capiton, la croix et la plaque d'identité ne le sont pas.

– L'inhumation - ou la crémation - doit intervenir au plus tard 6 jours après le décès (ce délai peut être prolongé par autorisation du Préfet).

– Si le défunt était atteint d'une maladie contagieuse, le cercueil doit être hermétique (metal soudé).

– Enfin, un certain nombre d'opérations funéraires doivent recevoir l'accord préalable du Maire et doivent être contrôlées par les autorités de police qui perçoivent alors des indemnités de vacation.

2. OBLIGATIONS DE CARACTÈRE MUNICIPAL

– Ces obligations concernent surtout le choix de l'entreprise de pompes funèbres.

En effet, environ 10 % des communes françaises (mais qui représentent les 3/4 de la population totale) ont décidé *de donner l'exclusivité du service des* pompes funèbres soit à une régie municipale, soit à une entreprise privée concessionnaire (c'est-à-dire contrôlée par la Mairie).

Dans ces villes, le corbillard, les porteurs et, éventuellement, le cercueil doivent obligatoirement être commandés (soit par vous-même, soit par l'intermédiaire d'une agence privée) à l'établissement qui en a l'exclusivité.

Ceci pour votre garantie, car les tarifs et la qualité du service sont alors sous la surveillance et la responsabilité du Maire.

Il convient donc de vous renseigner sur la formule adoptée localement par la *commune où s'est produit le décès.*

3. OBLIGATIONS DE CARACTÈRE INDIVIDUEL

Ces obligations sont les conséquences de vos propres décisions.
A titre d'exemple :

– Si vous décidez de faire transporter le défunt à plus de 200 km de la commune où a eu lieu la mise en bière, il vous est interdit de prendre un cer*cueil en sapin ou en bois léger.*

– Si vous décidez de faire transporter *le défunt à plus de 600 km de la* commune où a eu lieu la mise en bière, vous êtes obligé soit de faire pratiquer sur le défunt des soins de conservation, soit d'utiliser un cercueil hermétique *en zinc soudé (si le transport a lieu à* destination de certains pays étrangers, ces deux choses sont simultanément obligatoires).

Vous êtes, en outre, obligé de payer des vacations de police au départ et à l'arrivée (par contre, il n'y a jamais eu à payer pour la traversée des communes et des départements...).

– Les mêmes obligations concernant le cercueil s'imposent si vous décidez de faire procéder à l'inhumation (ou la crémation) plus de 48 heures après la mise en bière.

– Si vous ne voulez pas utiliser le terrain mis gratuitement à la disposition *de toutes les personnes décédées* dans la commune, vous êtes obligé d'acquérir une concession de plus ou moins longue durée (dont le montant, parfois fort élevé, revient exclusivement aux *services communaux*).

– Si, ayant acquis une concession, vous *ne voulez pas d'inhumation en pleine* terre, vous êtes alors obligé de faire construire un caveau en maçonnerie en respectant les normes imposées par chaque municipalité.

UNE INITIATIVE DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES POMPES FUNÈBRES

LE LIVRET OBSÈQUES

Un guide personnalisé des opérations funéraires :
formalités, démarches, questions financières, problèmes particuliers modes de sépultures.
ENVOI SUR DEMANDE ÉCRITE ET 5 F EN TIMBRES :
FNPF, 46, av. de Villiers - 75017 Paris.

CARNET

Décès

— Le Consistoire israélite de Paris a le regret de faire part du décès de

M. Edgar ABRAVANEL,
chevalier du Mérite national,
président
de
l'Association culturelle sépharadite de Paris,
vice-président honoraire
du Consistoire de Paris.

Ses obsèques ont eu lieu le 26 janvier 1981, au cimetière de Pantin.

— MM. et Mmes Jacques, René, Daniel, Pierre et Jean-Paul Bertrand et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul BERTRAND,
officier d'Académie,
croix de guerre 1914-1918,
médaille de Verdun,
croix du combattant,
croix du combattant volontaire 1914-1918,
croix du combattant de la Résistance,
médaille commémorative de la grande guerre et celle de 1939-1945,

survenu à Chantilly le 23 janvier 1981, dans sa quatre-vingt-quatrième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mercredi 28 janvier 1981, à 11 heures, en l'église de Canapville (Calvados).

Une bénédiction aura lieu ce jour mardi 27 janvier, vers 10 h. 15, à la chapelle de l'Hôpital des jockeys de Chantilly (avenue du Général-Leclerc).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Nous apprenons le décès de

M. Victor DUPOUY,
ancien maire d'Argenteuil (Val-d'Oise),

survenu le lundi 26 janvier 1981.

[Né le 21 juillet 1901, à *Montauban* (Tarn-et-Garonne), Victor Dupouy, ancien ajusteur, avait adhéré au parti communiste en 1924, avant d'être emprisonné pendant trois mois à la Santé en raison de son hostilité à la guerre du Rif au Maroc. Elu maire d'Argenteuil en 1935, il avait été révoqué, alors qu'il était au front, en 1939. Après avoir participé à la Résistance, notamment comme commandant des F.F.I. dans le Sud-Est, il est réélu maire d'Argenteuil en 1945, fonction dont il n'avait pas sollicité le renouvellement lors des élections municipales de mars 1977. De même, Victor Dupouy, qui était depuis 1955 vice-président du conseil général, ne s'était pas représenté lors des élections cantonales de mars 1976 dans le canton d'Argenteuil-Est, dont il était le sortant.]

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Fernand HAIM,

survenu le 26 janvier 1981.

De la part de :
Mme Max Haim,
Mme Fernand Haim,
M. et Mme J.-P. Bussaume et leurs enfants,
M. et Mme Cohen-Solal et leur fils,
Mlle Véronique Haim,
Du docteur et Mme Roger Haim et leurs enfants,
M. Claude Bernard Haim,
Mme Nadine Haim et son fils,
Des familles Robert Haim, Maliah, Benaderet, Lifchitz, Soskine, Modiano-Gustin,
Et de ses dévouées Germaine et Emilia.

Les obsèques auront lieu le mercredi 28 janvier 1981, à 15 h. 30.

Rendez-vous porte principale du cimetière du Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Tout le personnel des Tissus Max, 70, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris,
a la douleur de faire part du décès de son président-directeur général,

M. Fernand HAIM,

survenu le 26 janvier 1981.

Les obsèques auront lieu le mercredi 28 janvier 1981, à 15 h. 30.

Rendez-vous porte principale du cimetière du Montparnasse.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les associés et collaborateurs du cabinet Plasseraud
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Henri JACQUELIN,
croix de guerre 1939-1945,
ingénieur
des Arts et Manufactures,
ancien conseil
en brevets d'invention,

survenu le 21 janvier 1981, à l'âge de soixante-neuf ans.

Selon sa volonté il a été incinéré dans la plus stricte intimité.

84, rue d'Amsterdam,
75009 Paris.

— M. et Mme Yury Boukoff,
ses enfants,
Mme Aïcha-Myriem el Glaoui,
sa petite-fille,
Mlle Yana Magazin,
son arrière-petite-fille,
M. Roger Kahil,
son cousin,
Les familles Kahil, Kapsopoulos, Delannoy, Eid, Mommessin, Boucherot,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Edgar Joachim KAHIL,

survenu à Toulon, le 25 janvier 1981, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 28 janvier 1981, à 16 heures, en la paroisse Saint-Georges à Toulon. Messe corps présent.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Baudinard (83), dans le caveau de famille, vers 11 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur et Mme Louis Lotiron,
M. et Mme F. Siefer-Gaillardin,
M. et Mme J.-L. Lotiron,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur fils, frère et beau-frère,

François LOTIRON,

survenu à Méribel, le 25 janvier 1981.

Le service religieux aura lieu le mercredi 28 janvier, à 16 heures, en l'église de Coulanges-lès-Nevers, où l'on se réunira.

Villecourt,
58640 Coulanges-lès-Nevers.
73 bis, boulevard Exelmans,
75016 Paris.

— Paris, Avignon, Amiens.
Mme René Prieur,
M. et Mme Robert Wieder,
M. et Mme François Prieur,
M. et Mme Jean-René Prieur,
Ses petits-enfants et arrière-petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur René PRIEUR,
ancien interne
des hôpitaux de Paris,

survenu le dimanche 25 janvier 1981, à Sablé-sur-Sarthe.

« La Martinière »,
72300 Sablé-sur-Sarthe.

— Mme Pierre Quereuil,
François et Mathieu,
M. et Mme Alphonse Quereuil,
M. et Mme Marcel Quereuil,
M. et Mme François Franceschini,
Sophie et Isabelle,
M. et Mme Michel Quereuil,
Antoine,
M. et Mme Louis Marchand,
M. et Mme André Fournaux et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès subit, dans sa trente-huitième année, de

Pierre QUEREUIL,

ancien élève de l'ENA,
ancien administrateur
au ministère
de l'économie et des finances,
secrétaire général
et
directeur administratif et financier
de Creusot-Loire Entreprises,

survenu à Chambéry, le 21 janvier 1981.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Brunoy-Essonne, le jeudi 29 janvier, à 16 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Creusot-Loire Entreprises
a le regret de faire part du décès subit de son secrétaire général, directeur administratif et financier,

Pierre QUEREUIL.

— Ses amis et ses anciens collègues de l'Institut de physique du globe ont le regret de faire part du décès de

M. Paul ROUGERIE,
physicien honoraire,

survenu le 23 janvier 1981, dans sa quatre-vingtième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 28 janvier, à 15 h. 45, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle (Paris-15e).

[Les travaux de M. Rougerie ont porté sur les propriétés des courants telluriques et sur les relations entre les marées lunaires et le magnétisme terrestre.]

— Paris-Montparnasse,
Les parents et amis de

Mme veuve Robert ROUX,
née Suzanne Weil,

ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 25 janvier 1981, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille, le mercredi 28 janvier 1981, à 14 h. 30.

Réunion au cimetière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Besançon.
Le docteur Marianne Stromwasser,
Mlle Emmanuelle Touly,
Mme Bettina Reigney, née Stromwasser,
M. Jacques Reigney,
David et Frédérique Reigney,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jules STROMWASSER,
née Marthe Thomas,

survenu le 25 janvier 1981, dans sa soixante-quatorzième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 28 janvier, à 10 h. 15, au cimetière israélite de Besançon.

Anniversaires

— Pour le neuvième anniversaire du décès de

M. Jacques GLAYMAN,
ingénieur chimiste-conseil,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé et qui sont restés fidèles à son souvenir.

De la part de :
Mme Jacques Glayman.

Messes anniversaires

— A l'occasion de la fin des sept jours de deuil du président

Marcel MAYER,

un office sera célébré à la synagogue Buffault, 28, rue Buffault, 75009 Paris, le mercredi 28 janvier 1981, à 17 h. 30.

Communications diverses

— NANE STERN, 25, avenue de Tourville, 75007 Paris (Tél. 705-08-48) vous invite à venir voir les récentes peintures de REIMPRÉ, du 20 janvier au 28 février 1981, de 15 h. à 20 h. 30 (sauf dimanche et lundi).

— Samedi 31 janvier, à 17 h. 15 : Etudes renaniennes au Collège de France. Conférence sur « L'embryologie des étoiles », par M. Jean-Claude Pecker, professeur au Collège de France, le savant le plus qualifié pour parler des étoiles qui naissent, évoluent et meurent. Présidence de M. Gilbert Dagron, professeur au Collège de France. Film - Projections.

— Un concert, en présence d'Adolfo Perez Esquivel, prix Nobel de la paix, aura lieu vendredi 30 janvier, à 20 h. 30, à l'UNESCO (grande salle, 125, avenue de Suffren, Paris-7e). Au programme : Ensemble 2E2M (Schubert, Brahms, Ducol) ; Angel et Isabel Parra ; Quatuor Loewenguth (Beethoven) ; T. Paraskivescu (Debussy) ; chansons populaires de A.G. Esquivel.

Participation de 30 francs (billets à retirer au contrôle, à partir de 19 h. 30).

— A l'occasion de la venue à Paris de militants du Comité de défense de Plogoff, un dîner-débat aura lieu, vendredi 30 janvier, à 20 heures, à Ti Ar Vretoned 22, rue Delambre, 75014 Paris. Ce débat sera précédé de la projection du film « Dossier Plogoff ».

— A l'occasion de la tenue d'un colloque international sur « La politique de disparition forcée de personnes », à Paris, les 31 janvier et 1er février, une prière œcuménique aura lieu à Notre-Dame de Paris, le samedi 31 janvier, à 19 h. 30.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

RECTIFICATIF. — La soutenance de thèse de doctorat d'Etat de M. Walid Foustock, qui devait avoir lieu le 31 janvier 1981, à 14 heures, dans l'amphithéâtre Guizot, est annulée.

RELIGION

LA MORT DE SUZANNE DE DIETRICH

Une grande dame du monde œcuménique

Suzanne de Dietrich, qui vient de mourir (*le Monde* du 27 janvier), a joué dans la naissance du mouvement œcuménique un rôle exceptionnel. Issue de la grande famille des industriels alsaciens, elle avait fait des études à l'Ecole polytechnique de Lausanne, mais dès 1914 elle entrait au service de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants. En 1920, elle passa à celui de la Fédération universelle à Genève.

Malgré une infirmité congénitale qui rendait sa marche difficile, elle n'en parcourut pas moins le monde entier et fut au contact de nombreuses générations d'étudiants. C'est elle qui, entre les deux guerres, suscita un intérêt tout neuf pour les études bibliques. Elle acquit dans l'animation de ces études une véritable maîtrise qui se manifesta dans de nombreuses publications, en particulier dans ces maîtres livres que sont *le Renouveau biblique* (1945), ouvrage de caractère méthodologique, et *le Dessein de Dieu* (1945), grande fresque de l'histoire du salut. Ces ouvrages ont eu, bien au-delà du protestantisme, un retentissement considérable. Ils ont souvent servi de manuels dans les séminaires catholiques.

Une inspiration moins didactique, plus orientée vers l'adoration, caractérise son livre *C'était l'heure de l'offrande* (1935), un des grands livres de la spiritualité protestante contemporaine.

Suzanne de Dietrich avait noué de solides amitiés dans le monde catholique, orthodoxe et anglican. Elle y admirait l'esprit liturgique et a beaucoup contribué au renouveau de la liturgie protestante.

Le mouvement œcuménique a trouvé ses premiers pionniers et ses premiers cadres dans les états-majors des mouvements de jeunesse qui avaient déjà, bien avant les Eglises, une riche expérience œcuménique. Lorsque le Conseil œcuménique des Eglises fut officiellement constitué (1948) et qu'il créa, pour assurer la formation œcuménique, l'Institut œcuménique de Bossey (Genève), il fit tout naturellement appel à Suzanne de Dietrich, qui y enseigna jusqu'à sa retraite en 1954. Elle put ainsi donner toute sa mesure dans un enseignement qui lui permettait de s'adresser à des étudiants venus de toutes les régions du monde et appartenant à toutes les confessions chrétiennes. On admirait en elle aussi bien sa foi ardente que son solide bon sens et la clarté de son esprit. Une grande dame du monde œcuménique nous a quittés.

ROGER MEHL.

SPORTS

TENNIS

La France propose de créer des contrôles antidopage

La Fédération française de tennis (F.F.T.), qui avait entrepris une enquête à la suite des déclarations de Yannick Noah au magazine *Rock and Folk* (*le Monde*, du 29 août et du 3 septembre 1980), n'a pu établir « *aucune preuve d'un cas précis de dopage* ». Après avoir entendu M. Jean-Paul Loth, directeur technique national, et tous les entraîneurs nationaux, Yannick Noah, M. Laurens, masseur-kinésithérapeute fédéral, et les docteurs Talbot, médecin chef de la F.F.T., Cousteau, médecin de l'équipe de France, et Broquie, médecin des championnats internationaux de France, le bureau fédéral reconnaît toutefois dans un communiqué, publié le 26 janvier, qu'« *il est possible de se doper dans le tennis, aussi bien pendant un match que sur l'ensemble de la saison* ». Mais, « *le contrôle antidopage prévu en France n'est pas d'une efficacité absolue en raison de la complexité des méthodes de dopage* ».

Pour tenter de limiter ces risques, la F.F.T. a décidé de prendre deux mesures. D'une part, l'entrée des vestiaires pour les épreuves importantes organisées en France ne sera autorisée qu'« *aux médecins, masseurs, accompagnateurs munis d'une accréditation délivrée par un des responsables médicaux de la compétition* ».

D'autre part, la F.F.T. va demander à la Fédération internationale de tennis (FIT) — qui ne possède pas de commission médicale contrairement à la plupart des autres fédérations sportives internationales — et au Conseil du tennis professionnel d'étudier le problème de dopage et d'y apporter, si nécessaire, les remèdes qu'ils jugeront les plus efficaces. Dès le jeudi 29 janvier, M. Philippe Chatrier, président de la F.F.T. et de la FIT proposera au conseil d'administration de cette dernière, qui se réunit au stade Roland-Garros, d'instituer un contrôle antidopage dans les épreuves du Grand Prix.

***

Le Français Christophe Roger-Vasselin a été éliminé lundi 26 janvier, au premier tour des championnats des Etats-Unis en salle, disputés à Philadelphie et dotés de 250 000 dollars, par l'Américain Brian Gottfried, 6-4, 6-4. Yannick Noah s'est qualifié aux dépens du Britannique Buster Mottram, qui a abandonné victime de maux d'estomac, après avoir perdu le premier set 6-0. Thierry Tulasne était exempt du premier tour.

SKI ALPIN. — *Le Suédois Ingemar Stenmark a remporté, lundi 26 janvier, sa cinquante-septième victoire en Coupe du Monde — la cinquième de la saison — en gagnant le slalom géant d'Adelboden (Suisse), avec 1 sec. 70 d'avance sur l'Autrichien Christian Orlainsky et le Yougoslave Boris Strel. Le Français Alain Navillod a terminé vingt et unième à 5 secondes 11. Au classement provisoire de la Coupe du monde, Stenmark a porté son avance à vingt-cinq points sur le Suisse Peter Mueller, et à vingt-sept points sur l'Américain Phil Mahre.*

PRESSE

LA RÉDACTION DE « L'EXPRESS » SE DÉCLARE « CHOQUÉE » PAR LES DÉCLARATIONS DE M. GOLDSMITH

Les journalistes de *l'Express*, réunis lundi 26 janvier en assemblée générale, se sont déclarés « choqués » par les propos tenus par M. Jimmy Goldsmith, P.-D.G. de l'hebdomadaire, au sujet des « *infiltrations communistes dans la presse occidentale* ». Dans un communiqué, les journalistes de *l'Express* « *s'inquiètent des méthodes qui ont permis au propriétaire de* l'Express *d'identifier des journalistes qui, selon lui, seraient complices de la propagande communiste. Ce discours risque de nuire à la crédibilité et à la liberté d'expression des journalistes de* l'Express ».

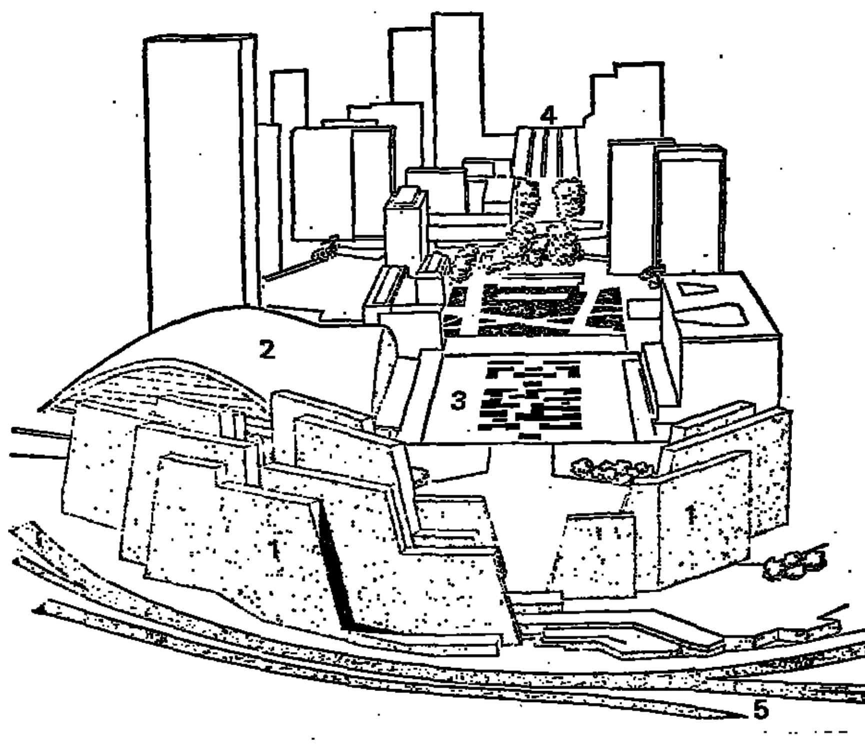
Mercredi dernier, 21 janvier, devant la commission des médias du parti conservateur à Londres, M. Goldsmith — après avoir déclaré que, contrairement à certaines rumeurs, il « *avait pas acquis* le Figaro » — s'était lancé dans une sévère critique contre « *l'appareil de propagande communiste* » qui, selon lui, menace insidieusement les moyens d'information occidentaux. Cette pénétration dans de nombreux organes d'information « *apparemment objectifs* » s'opérerait par le canal de « *journalistes bien disposés à l'égard de la propagande communiste* », d'après le P.-D.G. de *l'Express*.

Le Monde

équipement

URBANISME

Les nouveaux immeubles miroirs de la Défense



Pour clore le quartier d'affaires de la Défense vers l'Ouest, il reste à construire 100 000 mètres carrés de bureaux partiellement destinés à un ministère (*le Monde* du 18-19 janvier). C'est le projet de Jean Willerval qui a été retenu parmi vingt-deux propositions : des immeubles-miroirs disposés en arc de cercle et ménageant une « porte » dans l'axe de l'Étoile.

1. Projet de Jean Willerval pour les immeubles de bureaux de la Tête Défense, hauts de cinquante mètres environ et de trente-cinq mètres au centre. — 2. Palais des expositions du CNIT. — 3. Parvis. — 4. Seine en direction de Paris. — 5. Boulevard circulaire, sortie vers Nanterre.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LES ÉLUS DU CONSEIL RÉGIONAL DEMANDENT LE LANCEMENT D'UN « PLAN HAUT-NORMAND »

(De notre correspondant.)

Rouen. — M. André Bettencourt, sénateur U.D.F., a été réélu le 26 janvier président du conseil régional de la Haute-Normandie, rassemblant tous les suffrages de la majorité. Avant d'aborder les différents chapitres du budget, les élus régionaux se sont inquiétés *de la situation économique* en Haute-Normandie. Dans une motion d'urgence, le conseil a demandé à être reçu *« au plus haut niveau des autorités publiques »*, et un relèvement considérable des crédits d'État en faveur de la Haute-Normandie. Pour M. Jean-Pierre Deneuve, maire de Fécamp (divers majorité), qui présentait cette motion, *« la Normandie est malade »*. *« Nous devons le dire*, a-t-il ajouté, *pour que Paris nous entende et nous aide. »*

Face à la montée du chômage, qui touche 10 % des actifs en Haute-Normandie, et à la perte de *seize mille soixante-dix emplois* industriels entre 1975 et 1980, les élus de la majorité demandent donc que la région bénéficie d'un grand plan d'aménagement ou de conversion, comparable à celui qui a été décidé pour le Nord-Pas-de-Calais ou la Bretagne. Cette solution a été refusée par *les élus communistes*, qui, par l'intermédiaire de M. Roland Leroy, député (P.C.), ont estimé que *« la Haute-Normandie était victime d'une politique délibérée qui tend à détruire le potentiel industriel pour en faire une région de transit »*. Pour le parti socialiste et M. Marc Massion, adjoint au maire à Grand-Quevilly, *« c'est le bilan qui est un réquisitoire »*. Il a cité en particulier les difficultés de l'industrie papetière, dont les Papeteries de La Chapelle-Darblay et l'usine de pâte à papier Sica à Alizay (Eure).

ETIENNE BANZET.

ENVIRONNEMENT

Les pays riverains du Rhin refusent le projet français de construire une saline internationale

De notre correspondant

La pollution saline du Rhin par les rejets des mines de potasse d'Alsace était à l'ordre du jour de la conférence interministérielle réunie, le lundi 26 janvier, à La Haye. Le projet de saline internationale proposé par la France a été refusé ; mais trois autres solutions techniques seront étudiées d'ici au mois de juillet.

Amsterdam. — A l'issue de cette cinquième conférence interministérielle, le ministre néerlandais des transports, M. Daniel Tuijnman, a déclaré qu'elle avait *« décidément apporté du progrès »* à une question qui préoccupe l'opinion publique des Pays-Bas car l'eau du Rhin est vitale pour les cultures maraîchères du pays.

L'injection du sel excédentaire des mines dans le sous-sol alsacien, telle qu'elle avait été prévue dans la convention de 1976, reste la solution préférée par tous les représentants... sauf la France, dont le gouvernement avait renoncé en 1979 à la faire ratifier par le Parlement.

Deux autres solutions ont toutefois été retenues par les représentants des cinq pays riverains (France, Allemagne fédérale, Suisse, Luxembourg et Pays-Bas) : le transport du sel en barges jusqu'à la mer du Nord, et la construction d'un saumoduc de l'Alsace aux soudières de Lorraine.

En revanche, le projet, cher à la France, de construire une saline internationale a été refusé, au grand regret de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement. La France s'est trouvée, comme lors d'autres conférences, seule à prôner la saline, dont la construction est jugée trop coûteuse par les autres pays qui considèrent aussi que le marché du sel, déjà excédentaire, n'offrirait aucun débouché.

D'autre part, les ministres ont rayé de la liste des solutions possibles : le stockage du sel dans les galeries abandonnées des mines de potasse d'Alsace, travaux qui comporteraient des risques pour la sécurité des ouvriers.

Les options retenues comme étant valables seront étudiées par les experts techniques du Comité international du Rhin et examinées lors de la prochaine conférence du Rhin, au mois de juillet prochain.

L'optimisme affiché par M. Tuijnman est fondé sur le fait que les ministres sont convenus, a-t-il affirmé, de faire tout leur possible pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait l'application du traité du Rhin de 1976.

Le gouvernement français avait renoncé à faire ratifier le traité, qui prévoyait la diminution des rejets de sel par les mines de potasse alsaciennes, qui provoquent le tiers de la pollution saline du fleuve. Ce refus avait amené le gouvernement néerlandais à rappeler temporairement son ambassadeur à Paris pour « consultation » à la fin de 1979. De plus, les industries néerlandaises d'eau potable ont lancé dernièrement des poursuites judiciaires contre les mines.

Le gouvernement néerlandais se dit convaincu de la bonne volonté du gouvernement français, qui ne cesse de répéter, comme M. Michel *d'Ornano à La Haye, qu'il ne dispose pas* à l'Assemblée de la majorité requise pour la ratification du traité. Comme l'injection figure toujours en tête de liste des trois propositions retenues, on pourrait craindre que le même problème ne se pose encore une fois.

M. d'Ornano estime, de son côté, qu'une *« combinaison des trois solutions »* pourrait finalement être mise en application.

RENÉ TER STEEGE.

Officiers ministériels

ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente s/saisie immob Palais de Just. BOBIGNY, avenue P.-V.-Couturier, le Mardi 10 février 1981, à 13 h 30, en un lot, dans un imm en copropriété

à AULNAY-sous-BOIS (93)

11, rue des Mimosas - Bât. [illegible]

1 APPARTEMENT au 12e ét.

compr entrée, cuis., séjour, 2 chbres, s. d'eau, w.-c., loggia, cave, parking

MISE A PRIX : 100.000 F

Pr ts rens. : Me M. AYOUN, avocat, 124, boulevard Malesherbes, Paris 17e. Tél 622-47-02. Ou ts avocats Bobigny, Paris, Pontoise, Nanterre, Créteil

---

Vente au Palais de Justice de PARIS le 12 FEVRIER 1981, à 14 h.

UN APPARTEMENT

3 pièces princ., 2e étage et cave, dans immeub sis 95, bd BEAUMARCHAIS et 6, rue des ARQUEBUSIERS

à PARIS (3e)

MISE A PRIX : 90.000 FRANCS + charges de copropriété

S'ad S.C.P. LE SOURD-DESFORGES, avocats, 27, quai Anatole-France, PARIS 7e (Tél. 551-31-60) et tous avocats post. Trib Gde Inst PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.

VENTE s saisie imm Palais de Just CRETEIL, Jeudi 5 fév 1981, à 9 h 30

UN LOGEMENT

de 2 P princ au 2e ét. droite, porte à droite, bât A, CAVE dans imm sis

à IVRY-SUR-SEINE (94)

66, rue Mirabeau

M. à P. : 12 000 F. S'adr Mes Bethout et Léopold-Couturier, avocats assoc, 14, rue d'Anjou, Paris, tél 265-92-75. Et Me Sallaz, huissier, 12, rue Bayen, Paris. Ts av pr Trib Gde Inst Par Bobigny Nanterre Créteil. S/l pr vis

---

Vente s/conv. Saisie Palais de Justice PARIS LUNDI 9 FEV 1981, 14 h

APPART. - 129, bd DIDEROT, PARIS 12e LOT No [illegible] Entrée.

3 pièces, cuisine, salle de bains, w.-c., débarras, le tout d'une superficie de 85 M2 et les 430/10.000e des parties communes. LOT No 54 : CAVE no 14 et les 10/10 000e des parties communes. LIBRE.

Mise à prix 400.000 F - S'adr. Me JOHANET, S.C.P. d'Avocats

J. Deleau, Y. Neveu, Ph. Deleau, G. Johanet, R. Hatton, P. Deysine, P. Sudaka, 43, av Hoche, Paris-8e, tél 766-03-40. Mes R. Bethout et Léopold-Couturier, avocats ass., 14, r. d'Anjou, Paris-8e, tél 265-92-75. A tous avocats près Trib. de Gde Inst Paris, Bobigny, Créteil, Nanterre. S/pl pr visiter les 28 janvier, 2 février et [illegible] février 1981 de 14 à 15 h

---

Vte s sais au Pal Just à Versailles (78) 3, pl. A.-Mignot 18 fév 10 h

PROPR. aux LOGES-en-JOSAS-78. Cce 1 ha 16 a 30 ca

Lot no 10 du lotissement DU MIDORI, comprenant **MAISON D'HABITATON** formée de TROIS CORPS DE BATIMENT DIVISES EN CINQ PARTIES

M. à prix 800.000 F - Pour tous rens. Me MOURICHOUX avoc., 24, rue des Réservoirs à VERSAILLES (78) tél. 950-63-57

Vente après liquidation de biens au *PALAIS DE JUSTICE* A PARIS le JEUDI 19 FEVRIER 1981, à 14 heures - EN DEUX LOTS

à MARCILLY-SUR-SEINE (Marne)

1er lot - PROPRIÉTÉ A USAGE INDUSTRIEL

s'étendant sur deux terrains, route de Conflans à Marcilly-sur-Seine 51, chemin Départemental, avec bâtiments et installations

UN FONDS DE COMMERCE

de fabrique et vente de meubles en gros, décoration et agencement à l'exception des éléments dudit fonds autres que la clientèle et le nom commercial « Thévenin Fert et Mayer », « T.F.M. »

MISE A PRIX : 510.000 FRANCS

s'appliquant pour 500.000 F au terrain et aux constructions et 10.000 F pour les éléments du fonds de commerce

2e lot - TROIS PAVILLONS D'HABITATION

Lieudit « le Village », rue des Buchettes

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

S'adresser à Me B. MALINVAUD, avocat, 19, avenue Rapp, Paris (7e), tél. 555-66-37 ; Me GOURDAIN, syndic, 174, boulevard Saint-Germain ; et à tous avoc. près les Tribunaux de Paris, Nanterre, Créteil et Bobigny

---

Vente sur folle enchère au Tribunal de Grande Instance à Versailles au Palais de Justice le MERCREDI 11 FEVRIER 1981, à 10 heures

UNE VILLA à GUYANCOURT (78)

Type « Fontenay Village V » - Hameau de Chanteloup

RUE BENOIT-FRACHON - numéro 42

MISE A PRIX : 182.000 francs

Pour tous renseignements s'adresser à Me GUEILHERS, avocat, 21, rue des États-Généraux à VERSAILLES, tél 950-03-62 ; Me SILLARD, avocat, 79 bis boulevard de la Reine à VERSAILLES, tél 950-03-99

VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE A PARIS, le JEUDI 12 FEVRIER 1981, à 14 heures - EN UN SEUL LOT

DEUX LOCAUX au 5e et 6e étage

dans l'immeuble sis au 4, rue Auguste-Vacquerie

PARIS 16e arrondissement

MISE A PRIX : 250.000 FRANCS

LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION

S'adresser pour tous renseignements à Me J. TALON, avocat à PARIS (1er), 20, quai de la Mégisserie, tél 236-59-25 ; à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL ; et sur les lieux pour visiter les mercredi 4 février 1981, lundi 9 février 1981 et mercredi 11 février 1981 de 14 heures à 16 heures

---

Vente sur publications judiciaires au PALAIS DE JUSTICE à EVRY (91) le MARDI 17 FEVRIER 1981, à 14 heures - EN TROIS LOTS

MAISON commune de VERMENTON (Yonne) Hameau du VAL-DU-PUITS

cadastrée section D nos 337, 338 et 336 avec terrain d'une superficie totale de 28 ares 12 centiares

MISE A PRIX DU PREMIER LOT : 50.000 FRANCS

TERRAIN commune de VERMENTON (Yonne) Lieudit « LES ESSARTS »

cadastré section D no 458 pour 40 ares 10 centiares

MISE A PRIX DU DEUXIEME LOT : 1.000 FRANCS

TERRAIN commune de LUCY-SUR-CURE ex-ESSERT (89)

Lieudit « SOUS LA FEMME-MORTE », cad. sect. M no 21 pour 68 a 48 ca

MISE A PRIX DU TROISIEME LOT : 1.000 FRANCS

Possibilité de baisse d'un quart puis de moitié en cas de non enchère. Consignat indispensable pour enchérir par chèque de banque ou espèces. Pour renseignements Mes R. AKOUN et R. TRUXILLO, avocats associés à CORBEIL-ESSONNES (91), 51, rue Champlouis, tél. 496-14-18 ; au greffe du Tribunal de Grande Instance d'EVRY, rue des Mazières, où le cahier des charges est déposé

Vente après liquidation de biens au PALAIS DE JUSTICE A PARIS *le JEUDI 12 FEVRIER 1981 à 14 heures - EN DEUX LOTS*

1er Lot - PROPRIETE à AUBERVILLIERS (93)

36, rue Charron et 192, rue de la Goutte-d'Or

à usage d'habitation pour la majeure partie et parties communes affér. PARTIELLEMENT OCCUPEE

MISE A PRIX : 100.000 FRANCS

et le service d'une rente viagère annuelle de 22.329,50 F

2e Lot - UN TERRAIN à VILLETANEUSE (93)

34, rue Jean-Allemane

Cadastré section M no 30 et L'ENSEMBLE INDUSTRIEL y édifié

Le tout d'une contenance de 20 ares 1 centiare

LIBRE

MISE A PRIX : 900.000 FRANCS

S'adresser à Me J. LYONNET DU MOUTIER, avocat, 182, rue de Rivoli, PARIS (1er), tél 260-48-09 ; Me B. MEILLE, syndic à PARIS (3e), 78, rue du Temple ; au greffe des criées du Tribunal de Grande Instance de PARIS où le cahier des charges est déposé ; et sur les lieux pour visiter

---

Vente s/saisie immob. Palais de Just. PARIS, le JEUDI 5 FEV. 1981, à 14 h.

UNE BOUTIQUE

au r.-de-ch gche av arr.-bout., cuis. CAVE. Bât A. Imm. sis à PARIS-17e

35, RUE DAVY

MISE à PRIX : 35.000 FRANCS

S'adr Mes BETHOUT et LEOPOLD-COUTURIER, avoc. ass. à Paris, 14, r. d'Anjou. T 265-92-75. Et Me SALLAZ, huis Paris, 12, r. Bayen. Ts avocats pr. Trib de Gde Inst de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. S/lieux pr vis.

VENTE s/saisie immob. Palais Justice NANTERRE Merc 4 fév. 1981, à 14 h.

UNE MAISON

à usage COMMERCIAL et d'HABITAT.

à MALAKOFF (92)

149, rue Paul-Vaillant-Couturier et 1, villa Cacheux

MISE à PRIX : 30.000 FRANCS

S'adr. Mes *BETHOUT* et *LEOPOLD-COUTURIER*, avoc. ass à Paris 14, r. d'Anjou, T 265-92-75. Et Me SALLAZ, huiss Paris, 12 r Bayen. Ts avocats pr. Trib Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. S/lieux pour visiter.

Vente après liquidation de biens au PALAIS DE JUSTICE A PARIS, le JEUDI 12 FEVRIER 1981, à 14 heures - *EN SEIZE LOTS*

1er lot APPARTEMENT Lot no 3 du R.C.

au 1er étage, Bâtiment A, composé de cuisine, salle de séjour, 1 chamb et parties communes y afférentes. 1 CAVE no 4, lot no 10 du R.C. et parties communes y afférentes

à IVRY-SUR-SEINE (94)

23, rue de la Révolution

OCCUPE

MISE A PRIX : 15.000 FRANCS

2e lot APPARTEMENT Lot no 7 du R.C.

au 1er étage, Bâtiment A, composé *de cuisine*, séjour, chambre et parties communes y afférentes. 1 CAVE no 7, lot no 21 du R.C. et parties communes y afférentes

à IVRY-SUR-SEINE (94)

35, rue Molière

OCCUPE

MISE A PRIX : 15.000 FRANCS

3e lot APPARTEMENT Lot no 11 du R.C

dans le même immeuble au 2e étage Bâtiment A, composé de : entrée, cuisine, séjour, 2 chambres, grenier et parties communes y afférentes. 1 CAVE no 14, lot no 38 du R.C et parties communes y afférentes

OCCUPE

MISE A PRIX : 20 000 FRANCS

4e lot APPARTEMENT Lot no 14 du R.C

dans le même immeuble au 3e étage Bâtiment A, composé d'une entrée, cuisine, séjour, 3 chambres, et parties communes y afférentes. 1 CAVE lot no 33, du règlem. de copropr dans Bâtim. B et parties communes y afférentes - OCCUPE

MISE A PRIX : 20.000 FRANCS

5e lot APPARTEMENT Lot no 30 du R.C

dans le même immeuble au rez-de-chaussée, Bâtiment B, composé de séjour, 1 chambre et parties comm y afférentes, 1 cuisine, lot no 29 du R.C dans le Bâtiment B, et parties communes y *afférentes - Lot no 32* du R.C. - 1 CAVE avec accès personnel au sous-sol et parties communes y afférentes - OCCUPE

MISE A PRIX : 15.000 FRANCS

6e lot APPARTEMENT Lot no 31 du R.C

au 1er étage, Bâtiment B, composé d'une entrée, cuisine, séjour, chambre, débarras et parties communes y afférentes - Lot no 34 du règlement de copropriété au rez-de-chaussée annexe, un débarras, et les parties communes y afférentes dans le même immeuble - OCCUPE

MISE A PRIX : 15.000 FRANCS

7e lot 4 CAVES Lots nos 23, 24, 28 et 33 du R.C

sises dans le Bâtiment B d'un immeuble sis

39, rue du Chemin-Vert

PARIS (11e)

MISE A PRIX : 100 FRANCS

8e au 12e lot divers biens sis à

CLICHY (92)

13, rue de l'Ancienne-Mairie

SUPPRIMES DE LA VENTE

13e lot APPARTEMENT Lot no 34 du R.C.

au 1er étage, Bâtiment B, comp. 1 ch et 1 cuisine et parties comm afférentes - 1 CAVE no 5, lot no 24 du R.C. et part. com. affér. Bât. A à

PARIS (18e)

4, rue Muller. OCCUPÉ

MISE A PRIX : 10.000 FRANCS

14e lot APPARTEMENT Lot no 11 du R.C.

au 2e étage, Bâtiment A, comp. de 2 p., cuis et parties comm. y affér. 1 CAVE no 3, Bât. B, lot no 59 du R.C et parties communes y affér

à SAINT-DENIS (93)

77-79, avenue du Président-Wilson

OCCUPE

MISE A PRIX : 15.000 FRANCS

15e lot APPARTEMENT Lot no 35 du R.C.

dans le même immeuble au 1er étage Bâtiment B, composé de 2 pièces, cuisine et parties communes y afférentes - 1 CAVE no 11 Bât. B, lot no 67 du R.C. - 1 CAVE no 17, Bâtiment B, lot no 73 du règlement de copropriété

OCCUPE

MISE A PRIX : 15.000 FRANCS

16e lot CHAMBRES A CHARENTON-LE-PONT (94) - 3e étage

22, rue de Paris

Une chambre de 30 m2 et les parties communes y afférentes, lot no 31 du R.C. - Une chambre de 11 m2, lot no 32 du règlement de copropriété et les parties communes y afférentes - OCCUPEES

MISE A PRIX : 2 000 FRANCS

S'adresser à Me J. LYONNET DU MOUTIER, avocat, 182, rue de Rivoli à PARIS (1er), tél 260-20-49 ; Me Claude LABRELY, syndic à PARIS (6e), 41, rue Dauphine ; au greffe des criées du Tribunal de Grande Instance de Paris, boulevard du Palais, où le cahier des charges est déposé ; et sur les lieux pour visiter

Le Monde

régions

NORD-PAS-DE-CALAIS

FEU LE « DÉSERT CULTUREL »

Lille de l'autre côté des virtuoses

La petite musique de Mohamed

Ils ne connaissent pas le conservatoire de Lille les gosses des Bois-Blancs. A vol d'oiseau, ils n'en sont pourtant pas loin mais dans ce quartier populaire, cerné par le canal de la Deûle, si polluée naguère, plus clair et plus large aujourd'hui, on ignore les hauts-lieux de la musique. Ce n'est pas une question de géographie ni même d'encombrement d'un conservatoire national dont les structures centenaires éclatent sous la pression de quelque quatorze cents élèves. Non, aux Bois-Blancs, comme dans bien d'autres quartiers ouvriers de Lille, le conservatoire c'est vraiment une autre planète.

C'est ici pourtant qu'est venu s'installer il y a quelques années un professeur de harpe de ce conservatoire, Mme Marie-Astrid Auffray, avec la seule volonté généreuse de faire partager les richesses de la musique aux enfants. Maintenant trente-six heures de cours sont données chaque semaine par douze professeurs à cent huit enfants qui s'intéressent à toute une gamme d'instruments : violon, violoncelle, piano, saxo, flûte, guitare ou accordéon. Cela s'est fait patiemment sans *a priori*. Au début Mme Marie-Astrid Auffray avait organisé en Dordogne des « camps musicaux » pendant les vacances qui lui avaient donné quelque satisfaction. Et puis elle s'est dit : « *Mais pourquoi pas à Lille ?* »

Elle s'est lancée bénévolement dans l'aventure en s'appuyant sur la méthode mise au point par Maurice Martenot, qui ne fut pas seulement un inventeur mais aussi un pédagogue. Il fallut beaucoup de patience pour une initiation toute simple, chez elle, de quelques enfants, qui amenèrent ensuite d'autres petits camarades. Les deux écoles primaires du quartier d'où venaient les premiers participants acceptèrent bientôt de coopérer, puis la ville de Lille apporta son concours. Ainsi naquit la première école de musique de quartier. On voudrait en installer une dizaine sur le territoire de la commune. L'an prochain on démarrera à Wazemmes, l'un des quartiers de Lille les plus démunis.

On est content à Lille. L'Orchestre philharmonique a fêté fastueusement les lauriers cueillis pendant cinq années par le talentueux Jean-Claude Casadesus et sa centaine de musiciens ; le festival qu'anime Maurice Fleuret, en deux cents manifestations, a rassemblé des milliers de personnes pour des soirées souvent de grande classe ou des expositions originales, et s'est achevé en apothéose sous les ors du grand théâtre par une soirée viennoise en costumes du dix-neuvième ; l'Opéra du Nord, qu'anime Elie Delfosse, a présenté un excellent *Falstaff*, l'Atelier lyrique, avec un spectacle Rameau-Pergolèse — pour ne citer que sa plus récente création, — suscite un grand intérêt lui aussi.

Les enfants des Bois-Blancs

Vraiment on est content. La presse parisienne, les magazines — la « grande presse », comme on dit en province, — mettent le Nord à la une ! N'est-ce pas une réussite ? Et le président de la région, M. Pierre Mauroy, que des experts venus d'ailleurs qualifient de « protecteur des arts », ne cache pas sa satisfaction... C'est vrai, en 1975, quand fut créé l'Office culturel régional, on a pu affirmer : « *Le Nord-Pas-de-Calais est à la fois méconnu et dépourvu, dispersé et démuni ; il est aussi urgent de révéler que de créer, de coordonner que d'équiper...* » Quand on sortait le fameux cliché sur le « désert culturel », on le plaquait automatiquement sur ces deux départements.

Mais les gosses des Bois-Blancs iront-ils un jour écouter l'Orchestre philharmonique ?

Faut-il opposer les deux expériences, l'une parée d'affiches éblouissantes, l'autre modeste, ignorée au fond de quelque rue ouvrière. On répondra par l'affirmative en constatant que le public fervent de grandes symphonies, de belles œuvres lyriques ou de recherches à la mode forme un cercle assez brillant sans doute mais tout de même assez fermé. On se connaît, ou se reconnaît, on se comprend...

On peut répondre aussi qu'il s'agit en fait de deux actions complémentaires. Mme Marie-Astrid Auffray affirme en tout cas : « *Il faut une politique de prestige, mais on ne doit pas l'opposer au travail de base...* ». Mais cela n'est pas une déclaration apaisante qui écarterait toute contestation.

Il faut revenir à cette expérience des Bois-Blancs. Elle n'a pas été le fait d'un seul professeur mais d'une équipe. Et cette équipe a même jugé utile de fonder une association qui a pris le nom d' « Eclat ». Pourquoi Eclat ? A cause, nous dit-on, de l'ambiguïté du terme : rayonnement ? Eparpillement ? Parcelle partagée... choisissez vous-même.

La démarche est singulière. Voici l'exemple d'un petit Marocain Mohamed : « *Il était paumé dans sa classe. Peu à peu grâce à la musique il est venu à la lecture. Il lit en ce moment un roman de Jules Verne. La musique pour lui a éliminé les obstacles linguistiques et il a vécu d'autres relations avec les enfants du voisinage* ». Alors il ne s'agit pas dans cette école du mercredi de s'attacher à une forme de musique ou à des œuvres classiques ou non : « *C'est une pratique créatrice. Si la musique débloque les enfants, c'est gagné. On n'a pas la prétention ici de former des auditeurs de demain pour les grandes formations* ». Et l'on vous dira même que créer en quelques années un public de concert, c'est en quelque sorte faire surgir des consommateurs.

Pas d'argent pour les pauvres

Aux Bois-Blancs, on se méfie même de l'animation : « *On fabrique si vite un groupe d'animateurs ! L'animation c'est un souffle qui vient de l'extérieur. La respiration, c'est son propre souffle...* » Et on ne conçoit pas d'ailleurs d'autres écoles de musique de quartier qui ne s'appuieraient pas sur une association très ouverte comme Eclat. Mme Marie-Astrid Auffray après des années de travail rencontrera bientôt Jean-Claude Casadesus. Pour lui demander quoi ?. Rien. Pour l'informer. Il faut croire, dit encore un membre du comité, à la lente germination et cela se fait en termes de générations. Pourquoi vouloir rassembler artificiellement deux mondes ? Ils se rencontreront peut-être un jour, mais tout naturellement et pas forcément par une organisation.

La complémentarité des actions ne s'impose donc pas comme une formule mathématique. Si une opposition apparaît, elle se situe surtout au niveau des financements. Les plus belles théories ne peuvent cacher le fait que les équipements lourds (orchestre, opéra, festivals), ceux qui font les réputations, absorbent une grosse partie des budgets régionaux et locaux. Pourtant les initiatives culturelles foisonnent dans les deux départements mais chacune d'elles n'a guère le poids nécessaire pour susciter l'attention. Si bien que les feux de la formation s'allument toujours sur les grands tréteaux, mais suscitent par le fait même quelque rancœur des plus modestes et des protestations souvent justifiées. Se posent alors des questions budgétaires de plus en plus déterminantes puisque l'Etat semble accentuer son désengagement au « bénéfice », si l'on ose dire, des collectivités locales. Le conseil régional consacre environ 11 % de son budget à la culture, ce qui est considérable (375 millions en 1980, quelque 400 millions en 1981), mais les besoins se font de plus en plus multiples et pressants. L'Office culturel régional, fondé il y a cinq ans, a été incontestablement un catalyseur, un centre d'échanges et d'initiatives et les résultats obtenus sont patents. Il est peut-être temps maintenant, après cinq années d'action, de dresser un bilan et de tirer aussi quelques conclusions.

Le travail de cinq années

La région a abordé tous les domaines : musique lyrique, festival d'été ou de cinéma de court-métrage, théâtre dramatique avec équipement de salles pour accueillir les troupes, danse, expériences originales comme celle de la mémoire collective du pays minier, archéologie... Un terrain immense à peine défriché mais où l'on sent déjà quelque cristallisation. Comment soutenir les initiatives les plus intéressantes, en susciter de nouvelles, dégager des moyens financiers avec les autres partenaires, Etat et municipalité, sans jamais jouer le rôle d'une fédération d'associations ? Car on se méfie aussi d'un jacobinisme régional.

On ne dégagera quelques critères utiles pour demain qu'en analysant minutieusement ce qui a été réalisé en cinq années. Le grand concert ? Bravo... Mais le gosse du quartier populaire de Lille ou d'ailleurs peut-il connaître la musique ? Le moment est venu de préciser les orientations d'une seconde étape. Pour cinq autres années... Cela demande une large réflexion à tous les niveaux mais aussi avec toutes les parties prenantes.

GEORGES SUEUR.

Dunkerque

Un palais à prix d'or

Le moins que l'on puisse dire est que le palais des congrès en chantier à Dunkerque se distingue par sa haute valeur ajoutée. 25 millions de francs au départ du projet en 1979 ; 100,5 millions de francs prévus à l'arrivée en 1983 : deux chiffres qui résument le litige opposant la ville, maître d'ouvrage, à la Société d'aménagement et d'équipement du Nord (SAEN), ayant reçu par délégation la maîtrise dudit ouvrage.

Mais l'exemple n'est pas unique dans la région Nord : il en a coûté au Touquet 5 millions il y a dix ans pour faire d'une structure ancienne un palais de deux mille congressistes. Lille (deux cent mille habitants) investit actuellement une centaine de millions de francs dans la construction d'un ouvrage dont la ville conserve la maîtrise, un palais à double vocation d'accueil de congrès (deux mille places) et de concerts.

A Dunkerque, la section du P.S. a tiré à boulets rouges contre ce palais et ses « rallonges ». L'administration municipale de M. Prouvoyeur (pro-maj. gouv.) déclare avoir été surprise par la note. Tel n'est pas l'avis du P.S., qui accuse le maire de vouloir faire « porter le chapeau » à la SAEN, celle-ci n'ayant fait, selon lui, que de se conformer aux demandes d'améliorations apportées au projet initial et émanant des élus. Bref, le P.S. considère que le maire est responsable d'un dérapage incontrôlé des coûts.

« *Dites plutôt incontrôlable* », réplique M. Prouvoyeur, qui, le 23 décembre, a dénoncé la convention passée avec la SAEN. « *A la fin de l'année, nous n'avions encore reçu ni les procès-verbaux d'adjudication ni les marchés. Nous avons dénoncé la convention, instruits que nous sommes par l'expérience de nos voisins de Caprelle, où le coût initial du palais des beaux-arts, réalisé par la même SAEN, a été quadruplé.* » « *La section socialiste*, poursuit le maire, *est mal venue de nous faire cette mauvaise querelle*, primo *parce qu'elle a inscrit elle-même un palais des congrès à son dernier programme électoral ;* secundo *parce que, ayant concentré notre effort financier sur les équipements sociaux, sportifs, culturels et sanitaires, nous nous devions de porter cet effort sur une salle de fêtes, d'expositions et de congrès répondant à la vocation touristique que Dunkerque entend désormais affirmer ;* tertio *parce que les frais de fonctionnement estimés de 15 à 20 millions de francs par les socialistes, doivent être, en réalité, de l'ordre de 5 millions de francs.* »

Du côté de l'opposition, on s'étonne : « *Le maire a bien déclaré, le 23 décembre, que la dernière estimation de 100,5 millions de francs (1) était inacceptable et qu'il dénonçait la convention, alors que, trois semaines plus tôt, il écrivait que ce coût pouvait être aisément supporté par les finances de la ville avec son budget de 250 millions de francs.* » Ici, le litige semble moins porter sur le coût que sur le dérapage, incontrôlé pour les uns, incontrôlable pour les autres.

Pour la SAEN, la ville restant le patron de l'opération, bien qu'en ayant délégué la maîtrise, pouvait parfaitement obtenir à sa demande ces éléments de contrôle et n'ignorait pas les surcoûts résultant des équipements complémentaires demandés par elle.

MARC BURNOD.

(1) 90 millions de francs, déduction faite de la T.V.A. à récupérer par la ville.

Passion du Nord

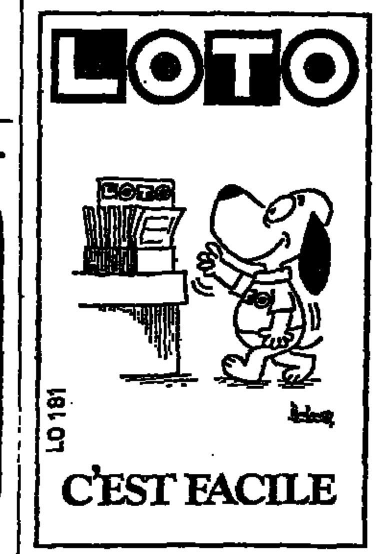
On ne contestera pas à Pierre Pierrard la qualité d'historien du Nord et on le classera même parmi les tout premiers. Depuis 1965, date de la publication d'une étude sur la vie ouvrière à Lille sous le Second Empire, il n'a cessé d'approfondir ses recherches et d'écrire. Ses ouvrages font référence. Mais Pierre Pierrard, originaire de Roubaix, professeur d'histoire contemporaine, ne dissimule pas sa passion pour cette région qu'il analyse par ailleurs avec une grande lucidité, notamment en ce qui concerne l'évolution sociale, religieuse et politique.

Cette fois il publie un ouvrage de luxe : *le Nord d'hier et de demain* (1), abondamment illustré de documents en couleur, gravures et photos et riche de citations, poèmes, chansons, manifestes des écrivains du Nord, sans omettre un extrait des *Archives du Nord*, de Marguerite Yourcenar, la plus récente des gloires littéraires du plat pays.

Les hommes, les métiers, les coutumes, le cadre de vie, sont admirablement dépeints. Ce livre somptueux qui vient à point est en quelque sorte un hymne au Nord, à l'Artois, au Hainaut et à la Picardie, un hymne prenant et nécessaire : « *Tous les pays qui n'ont pas de légende sont destinés à mourir deux fois...* » Cet exergue placé par Pierre Pierrard en tête de son ouvrage est de Patrice de La Tour du Pin.

G. S.

(1) *Le Nord d'hier et de demain*, format 23,5 × 31,5, 230 pages, aux Editions Jean-Pierre Delarge, à Paris. Env. 225 F.



Le Monde économie

AUTOMOBILE

CONFIRMATION D'UN CHANGEMENT D'ATTITUDE A L'ÉGARD DU SECTEUR NATIONALISÉ

Le gouvernement britannique verse de nouvelles subventions à British Leyland

De notre correspondant

Londres. — Sir Keith Joseph, ministre de l'industrie, a annoncé, lundi 26 janvier, aux Communes que British Leyland (B.L.) recevrait 990 millions de livres (plus de 11 milliards de francs) de subventions supplémentaires au cours des deux prochaines années. Cette décision attendue depuis plusieurs jours (*le Monde* du 23 janvier) confirme l'évolution de la politique gouvernementale à l'égard des entreprises nationalisées en difficulté. A son arrivée au pouvoir, en mai 1979, le gouvernement conservateur prévoyait la liquidation des « *canards boiteux de l'industrie* » et la vente au secteur privé des entreprises rentables du secteur public.

Sous la pression des événements, et notamment du chômage grandissant, le gouvernement a jugé qu'il n'avait plus d'autre choix que de continuer à subventionner B.L. Dans quelques jours, il annoncera de nouvelles subventions qui s'élèveraient à 3,5 milliards de livres (39,5 milliards de francs), pour la British Steel Corporation, l'entreprise nationalisée de la sidérurgie.

Au cours d'une conférence de presse, Sir Keith a précisé que le gouvernement n'avait pas trouvé de solution intermédiaire entre l'acceptation ou le rejet des demandes de B.L. Un refus, a-t-il ajouté, aurait provoqué la perte de cent cinquante mille emplois, ce qui aurait imposé un fardeau encore plus lourd aux contribuables. Au grand regret des députés conservateurs critiquant cette nouvelle attribution de fonds publics, le ministre a ajouté qu'il ne pouvait donner l'assurance que B.L. n'aurait pas ultérieurement à demander une nouvelle aide de l'Etat.

Les 990 millions de livres ont été attribués sans condition, étant entendu que B.L. surveillerait de près les progrès accomplis, quitte à reconsidérer l'ensemble du programme en cas d'un « *affaiblissement substantiel de la performance* ». L'ensemble des crédits sera distribué sur deux années : 620 millions de livres en 1981-1982, 370 millions de livres en 1982-1983. Les 150 millions de livres supplémentaires figurant dans le total du programme présenté par B.L. (atteignant 1,140 milliard de livres) sera attribué entre 1983 et 1985, mais seulement à la lumière des résultats obtenus par l'entreprise nationalisée, tant sur le plan de la productivité que dans le domaine des relations industrielles. Le gouvernement a clairement laissé entendre que de nouvelles grèves obligeraient l'Etat à retirer son assistance.

Sir Michaël Edwardes, P.-D.G. de British Leyland, a annoncé qu'il se maintiendrait un an de *plus à la tête* de la compagnie, soit jusqu'à la fin de 1982. Il a fait état d'une très sensible amélioration du climat social, en soulignant que le nombre d'heures perdues par suite d'arrêts du travail avait diminué de 76 % en 1980 par rapport à l'année précédente.

Les investissements de B.L. au cours des cinq prochaines années seront ainsi répartis : 930 millions de livres pour le secteur des voitures de tourisme, 200 millions de livres pour les Land Rover, et 430 millions pour les véhicules utilitaires. Sir Michaël escompte que, dans l'ensemble, B.L. réduira ses pertes (400 millions de livres ou 4,5 milliards de francs en 1980) en 1981 et 1982 avant de devenir rentable en 1983. De son côté, le gouvernement espère que B.L. sera en mesure d'attirer les capitaux privés dans certains secteurs, notamment dans la production très rentable des Land Rover.

Il espère que la coopération de B.L. avec d'autres constructeurs permettra de diminuer, puis éventuellement d'éliminer sa dépendance des fonds publics qui, depuis 1975, ont atteint 2,065 milliards de livres (23,3 milliards de francs).

HENRI PIERRE.

Le Japon est devenu en 1980 le premier constructeur mondial

Selon l'association des constructeurs automobiles du Japon, qui est devenu, en 1980, le premier producteur mondial, devant les Etats-Unis, avec 11 042 884 unités, la production se répartit ainsi (avec, entre parenthèses, le pourcentage d'évolution par rapport à 1979) :

● *Par type de véhicules :*

— 7 038 108 voitures particulières (+ 14 %).

— 3 913 188 camions et camionnettes (+ 15,2 %).

— 91 588 autobus (+ 46,6 %).

● *Par constructeur :*

Toyota Motor ...	3 293 344	(+ 9,8)
Nissan Motor ...	2 644 052	(+ 13,1)
Mitsubishi Mot.	1 104 930	(+ 17,7)
T. Kogyo (Mazda)	1 121 016	(+ 15,4)
Isuzu Motors ..	472 127	(+ 11,1)
Hondo Motors ..	956 902	(+ 19,3)
Hino Motors	74 390	(— 2,1)
Suzuki Motor ...	466 683	(+ 35,9)
Daihatsu Motor ..	432 374	(+ 18)
Fuji Heavy Ind.	425 633	(+ 27,3)
Nissan Diesel M.	48 121	(+ 13,4)
Autres	812	(+ 106,1)

La production japonaise de motocycles a progressé, quant à elle, de 43,8 %, en 1980, avec 6 434 524 unités.

Par constructeur, les résultats sont les suivants :

Honda Motor ...	2 578 321	(+ 45,9)
Yamaha Motor ..	2 029 244	(+ 35)
Suzuki Motor ..	1 350 963	(+ 44,5)
Kawasaki H. Ind.	475 996	(+ 76,2)

Le Japon devance désormais les Etats-Unis, dont la production d'automobiles a baissé de 30 % en 1980, avec 8 008 300 unités. Le boom japonais a été particulièrement fort à l'exportation, qui progresse de presque 30 %, avec 5 950 000 véhicules vendus en 1980.

Cette pénétration a été sensible sur le marché européen, en R.F.A., où la part du marché des constructeurs japonais est passée de 5,6 % à 10,4 %, et dans les pays du Benelux, où ils ont réalisé 25 % des ventes.

On s'attend que le gouvernement japonais propose, lors d'une négociation commerciale qui s'ouvrira mercredi 28 janvier à Tokyo, entre la C.E.E. et le Japon, de limiter ses exportations d'automobiles vers ces pays aux niveaux atteints en 1980. La R.F.A. et le Benelux sont en effet des marchés ouverts à la compétition internationale où les Européens souhaitent un recul de la pénétration japonaise. Selon des sources proches du gouvernement japonais, celui-ci préférerait cette formule à celle d'un contingentement global des exportations vers l'ensemble de la C.E.E., où, rappelle-t-on, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne ont déjà fixé des limitations aux importations.

L'administration Reagan a aussitôt réagi en avertissant le Japon, dès lundi 26 janvier, que tout accord sur la limitation de ses exportations vers la C.E.E. pourrait entraîner une réduction de l'accès japonais au marché américain. Les Etats-Unis craignent en effet, que, en cas d'accord entre la Communauté et Tokyo, les exportateurs nippons n'accroissent leur pression sur l'Amérique du Nord.

● *Merlin-Gérin prend le contrôle de Distrelec.* — La société Merlin-Gérin, un des plus importants constructeurs français d'appareillage électrique haute et basse tension, a pris le contrôle de la société Distrelec-S.F.C.M.E., spécialisée dans les équipements à moyenne tension. Distrelec-S.F.C.M.E. appartenait au groupe de la Lyonnaise des Eaux qui a cédé à Merlin-Gérin la majorité des actions.

Distrelec emploie environ trois cents personnes et a réalisé en 1980 un chiffre d'affaires de 95 millions de francs.

SOCIAL

Après plusieurs mois de conflit

UN ACCORD EST CONCLU ENTRE LA CAISSE D'ASSURANCE-MALADIE DES BOUCHES-DU-RHONE ET LES MUTUELLES

De notre correspondant

Marseille. — M. Jean-René de Laroche, président de la caisse primaire d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône, et M. Louis Calisti, président du grand conseil de la mutualité, ont signé un protocole d'accord qui met fin au conflit opposant, depuis octobre 1980, la caisse au mouvement mutualiste, fort développé dans les Bouches-du-Rhône puisqu'il touche 500 000 familles et compte 48 centres de santé ou dispensaires (*le Monde* du 19 novembre 1980).

Le système dit du tiers payant, qui évite aux mutualistes d'avoir à faire l'avance des frais médicaux remboursés par la Sécurité sociale, avait été supprimé à trois centres médicaux mutualistes de Marseille qui l'appliquaient depuis plus de vingt ans. La direction générale de la caisse primaire d'assurance-maladie avait interdit le remboursement des actes *médicaux aux assurés sociaux* qui fréquentaient ces centres et bloqué le paiement des prestations dues aux affiliés de la section locale du grand conseil de la mutualité.

Aux termes de l'accord, les centres de santé de La Feuilleraie, Paul-Paret et Gaston-Crouzet peuvent fonctionner comme précédemment. Le centre médical de Gardanne va pouvoir ouvrir et la clinique de Bonnevine pourra appliquer le prix de journée correspondant à son service de réanimation (1 400 F par lit).

Les deux parties se sont engagées à favoriser la dispense d'avance d'argent et le tiers-payant et à protéger l'emploi des salariés des sections locales mutualistes. Pour M. Calisti, il s'agit d'une incontestable « *victoire* » : « *On se souvient*, a-t-il déclaré, *avec quel mépris des mutualistes le conflit s'était engagé. Un protocole d'accord a pu être signé. Je vois là une reconnaissance de la mutualité et de la place qu'elle occupe dans la protection sociale.* » — J. C.

LES SUITES DE L'ACCIDENT DU R.E.R.

« La direction doit assumer ses responsabilités » *déclare la C.G.T.*

« *Je n'avais pas vu la note de la direction annonçant le changement de signalisation.* » M. Michel Gouttes, le conducteur de la rame du R.E.R. qui, le 19 janvier, est venue à la station Auber heurter celle qui la précédait, a été on ne peut plus affirmatif au cours d'une conférence de presse organisée par l'union syndicale C.G.T. de la R.A.T.P., le lundi 26 janvier.

Ce syndicat explique que le panneau placé devant le registre d'émargement que signent les conducteurs de train à chaque prise de service est couvert de notes diverses : « *Cela va des dates de congés scolaires jusqu'à l'annonce qu'un feu est avancé de 2 ou 3 mètres, en passant par les conditions de desserte du Salon de la navigation de plaisance. La note indiquant le changement de signalisation à Auber était perdue au milieu de ce fouillis.* » Pourtant, celle-ci était fondamentale pour les conditions de sécurité ; or, « *elle n'était même pas barrée de grosses lettres rouges indiquant « sécurité »*, s'étonne la C.G.T., *alors que celle indiquant une modification du comité d'hygiène et de sécurité l'était...* ».

La C.G.T. demande donc une modification de la procédure d'information des conducteurs en cas de changement aussi important pour la sécurité. Elle conteste d'ailleurs l'implantation d'un feu à l'entrée de la station Auber. « *Pour le moins*, ajoute-t-elle, *puisque la direction de la Régie a suspendu par mesure conservatoire le permis de conduire les trains de M. Gouttes, il serait de bonne justice que la nouvelle signalisation soit suspendue comme devrait être suspendue l'autorité du directeur du réseau ferré. La direction doit assumer toutes ses responsabilités.* »

Après le succès du mot d'ordre de grève du lundi 26 janvier auprès des conducteurs de la ligne A du R.E.R. (il a été suivi à 100 %, dit la C.G.T.), de nouvelles assemblées générales doivent avoir lieu le mercredi 28 janvier dans les dépôts. A l'ordre du jour, les actions à mener pour obtenir que soit remis à M. Gouttes son permis de conduire les trains et modifié la nouvelle signalisation.

Pour leur part, les cheminots du réseau S.N.C.F. de la banlieue nord de Paris, qui s'étaient mis en grève le même jour à la suite de l'« attentat » d'Aubervilliers, avaient suivi le mouvement à 100 %, pour réclamer de meilleures conditions de sécurité. Ils ont décidé de suspendre cette grève jusqu'à mardi soir, dans l'attente d'éléments nouveaux sur cette affaire.

D'autre part, une fausse alerte à la bombe, qui aurait été revendiquée par le Groupe de libération armée (G.L.A.) de la Guadeloupe, a paralysé le trafic S.N.C.F. dans les deux sens mardi à 7 h. 41, pendant trente minutes, en gare d'Ermont-Eaubonne (Val-d'Oise).

[Il y a une quinzaine de jours, un communiqué du G.L.A., organisation indépendantiste, avait revendiqué tous les attentats commis en 1980 par armes à feu ou par explosifs en Guadeloupe. Il avait précisé qu'il n'était pas responsable de l'attentat commis le 4 janvier contre le siège de la maison Chanel à Paris — et revendiqué par des personnes se réclamant de cette organisation.]

● *M. Lionel Jospin*, premier secrétaire du P.S., s'est élevé le lundi 26 janvier, au cours de la séance du conseil municipal de Paris, contre « *le drame qui se joue dans les ateliers de la R.A.T.P., rue Championnet, où deux ouvriers font la grève de la faim à la suite d'un conflit avec la direction* » (*le Monde* du 27 janvier). M. Jospin, qui intervenait en sa qualité de conseiller municipal, a demandé quelle initiative comptait prendre la Ville de Paris pour faire cesser cette situation. M. Jean Diard (P.C.) a dénoncé aussitôt « *la duplicité des socialistes, qui ont attendu un mois pour faire une déclaration de soutien à la lutte des travailleurs* ».

Pour sa part, M. Frédéric-Dupont, adjoint au maire, chargé des transports, a répondu que la mairie n'avait pas de moyens d'action légaux pour intervenir dans un conflit à la R.A.T.P.

ÉNERGIE

L'« anti-gaspi » dans le logement

Les campagnes de l'Agence pour les économies touchent essentiellement les maisons individuelles

M. Jean Poulit, directeur de l'Agence pour les économies d'énergie, a présenté, le 26 janvier, à la presse le bilan des économies réalisées (24 millions de tonnes équivalent-pétrole, dont 13,5 millions sont dus au logement et au tertiaire, c'est-à-dire les bureaux) et la campagne de sensibilisation qui, tout au long de l'année 1981, a pour but de « *faire accepter aux Français le principe d'une dépense (...) rentable et de les inciter à passer commande des travaux à des installateurs formés et contrôlés* ». Ces installateurs sont désormais au nombre de 8 000 et ils ont, en 1980, suivi 25 000 journées de formation, établi 503 000 diagnostics et devis gratuits, dont 236 000 ont donné lieu à des contrats signés.

La « *campagne de sensibilisation* » comporte en 1981 la publication dans toute la presse quotidienne de quatre pages pleines à plier et conserver, sous forme de Guide pour la maison individuelle (le 28 janvier) et pour les appartements (le 4 février). La radio (quinze semaines sur France-Inter) et la télévision (un feuilleton en treize épisodes de treize minutes et de nombreux spots très courts) seront sollicitées. L'ambition est d'améliorer, pendant dix ans, et tous les ans, cinq cent mille logements et l'équivalent de trois cent mille logements dans les secteurs des bureaux.

**

Rentables, les économies d'énergie le sont sans aucun doute. Il est certain que le logement et le tertiaire, avec leur consommation de 66 millions de TEP par an (40 % de la consommation énergétique totale), constituent un « gisement » digne d'être exploité. Jusqu'à présent, la maison individuelle a fourni l'essentiel des économies réalisées dans ce secteur. On veut bien y voir un heureux résultat des campagnes menées par l'Agence pour la régulation du chauffage. Cependant, le prix sans cesse plus élevé du réapprovisionnement en fuel, pour des maisons mal isolées thermiquement et qui sont de véritables « passoires à vent », a fortement incité leurs propriétaires occupants à moins chauffer et à investir pour que, à terme, la facture augmente moins vite.

La situation est différente dans les immeubles collectifs. En copropriété (et bien que les majorités nécessaires dans les assemblées pour ce genre de décision aient été ramenées à la majorité simple), on sait quelles réticences soulève la moindre dépense. Le millier de réunions de copropriétaires prévues par l'Agence ne sera pas de trop pour tenter de convaincre.

Quant aux propriétaires-bailleurs ils n'ont aucun intérêt à entreprendre les travaux *lourds* d'isolation ou d'amélioration au système de chauffage, qui bénéficieront à leurs locataires. Ces derniers, s'ils réclament de tels travaux, n'ont aucun moyen d'être entendus. Le jour venu, il faudra bien arriver à rendre ces travaux obligatoires : le ravalement décennal des immeubles à Paris ne l'est-il pas devenu ?

Enfin l'amélioration du parc H.L.M. bute sur l'obligation de « conventionnement » (hausse des loyers et ouverture de droit à l'aide personnalisée au logement) qui soulève nombre de réticences dans les organismes.

J. D.

LES IMPORTATIONS FRANÇAISES DE PÉTROLE ONT BAISSÉ DE 12,5 % EN 1980

Les importations de pétrole brut de la France ont diminué de 12,5 % avec 110,2 millions de tonnes contre 126 en 1979, selon les statistiques officielles des douanes. Le coût de ces importations est néanmoins supérieur de 54 % au résultat de 1979 avec 110,6 milliards de francs contre 71,8 milliards, selon les estimations du *Bulletin de l'industrie pétrolière*.

Contrairement aux années précédentes, la France a importé plus de produits pétroliers (17,4 millions de tonnes) qu'elle n'en a exporté (16,2 millions de tonnes). Enfin, le déficit énergétique atteint en 1980 — pétrole, gaz et charbon — 131,8 milliards de francs.

Quant à la consommation de produits pétroliers elle a baissé de 6,5 % en 1980, soit 7 millions de tonnes du fait du recul du fuel domestique (dont le prix a presque doublé en deux ans) et du fuel lourd en raison de l'augmentation de la production d'électricité d'origine nucléaire. En revanche, la demande de carburants a augmenté de 0,9 % (à 18 millions de tonnes) et celle de gazole de 3,7 %.

● *Forage pétrolier positif près de la colline de Notre-Dame de Sion.* Un forage pétrolier effectué par deux sociétés indépendante — Replor et Eurafrep. — à un *kilomètre de la colline* de Notre-Dame de Sion, en Lorraine, s'est révélé positif, avec 100 litres par minute de pétrole léger de bonne qualité. Trois pompes fonctionnent déjà dans ce secteur.

● *Le prix de l'uranium du Niger.* Le Niger, après négociation avec ses clients, a fixé à 400 francs par kilo le prix de son uranium, annonce-t-on de source officieuse à Niamey. L'an passé l'uranium était vendu 490 *francs le kilo, mais* le cours mondial ne dépasse pas 330 francs. La France, qui enlève chaque année 2 500 tonnes d'uranium au Niger, a accepté un prix qui permettra de « boucler » le budget de Niamey, dont le Fonds national d'investissements est financé pour les deux tiers par les recettes de l'uranium.

ÉTRANGER

Les ouvriers guatémaltèques de Coca-Cola bénéficient du premier accord signé entre une grande société et une organisation syndicale internationale

De notre correspondante

Genève. — Le premier accord jamais passé entre une société multinationale et une organisation syndicale internationale de branche industrielle vient de prendre effet. Il a été conclu entre l'usine d'embouteillage Coca-Cola à Guatemala-Ciudad et l'Union des travailleurs de l'alimentation et branches connexes (U.I.T.A.), dont le siège est à Genève.

Les ouvriers guatémaltèques ayant obtenu satisfaction, l'U.I.T.A. vient de décréter qu'il pouvait être mis fin à sa campagne internationale, qui consistait principalement en grèves de soutien et en boycottage de la consommation et de la publicité de Coca-Cola dans de nombreux pays. En effet, l'Association du personnel, imposée par la direction de l'usine, a été dissoute et remplacée par un véritable syndicat, dont les responsables sont protégés contre les licenciements et qui aura à sa disposition un local et des panneaux d'affichage.

Les travailleurs licenciés ont été réembauchés, tandis que la police nationale et les militaires, qui faisaient régner la terreur, ont été éloignés de l'usine. Les salaires ont été augmentés jusqu'à 56 % pour les ouvriers les plus mal rémunérés, et les familles de ceux qui ont été assassinés devront être indemnisées. Le directeur de l'établissement, M. John Trotter, à qui l'U.I.T.A. attribue la responsabilité de ces meurtres et de la répression, a été destitué en même temps que tous ses adjoints.

La lutte, commencée en 1968, alors qu'une douzaine de syndicalistes avaient été enlevés, torturés et massacrés, paraissait désespérée jusqu'en février 1979. A cette date, l'U.I.T.A. a organisé une campagne de solidarité à laquelle ont participé les syndicats de trente pays. Ceux-ci ont fait pression sur les directions nationales et internationales de Coca-Cola un peu partout dans le monde. Cette initiative a joué un rôle important dans l'adoption d'une série de mesures aboutissant à une convention collective signée le 20 décembre 1980.

ISABELLE VICHNIAC.

AÉRONAUTIQUE

UNE TROISIÈME COMPAGNIE AÉRIENNE BRÉSILIENNE COMMANDE DES AIRBUS

La compagnie aérienne brésilienne VASP vient de passer commande de trois avions gros porteurs Airbus-A 300. Ces appareils seront livrés et mis en service à la fin de 1982. Avec cette commande, la VASP devient ainsi le troisième client d'Airbus Industries au Brésil.

Créée en 1933, VASP (Viacao Aerea Sao-Paulo S.A.) est la compagnie aérienne de l'Etat de Sao-Paulo, qui en est l'actionnaire principal. La compagnie exploite actuellement une flotte composée de trente Boeing 727 et 737, assurant les liaisons intérieures vers trente-deux villes sur l'ensemble du territoire brésilien. A partir de sa base principale de l'aéroport de Congonhas, situé au cœur de la ville de Sao-Paulo.

● *La fédération C.G.T. des P.T.T.* appelle les 30 000 agents de ligne à faire grève vendredi 30 janvier, « *pour un salaire minimum de 3 500 francs mensuels* (60 % des agents, selon la C.G.T., gagnent moins), *un reclassement véritable des agents et des effectifs pour assurer un réel service public dans de bonnes conditions de sécurité* ».

HABITAT

La crise du logement locatif à Paris

II. — La peau de chagrin

par JOSÉE DOYÈRE

Le marché des appartements vides à loyer libre est soumis à la loi de la jungle (« le Monde » du 27 janvier). Dans ce secteur, seuls des locataires qui habitent depuis longtemps leur appartement bénéficient de loyers supportables. A côté de ce secteur libre, se survit un secteur « taxé », soumis à la loi de 1948.

Mme Augustine Géraud a soixante-douze ans et vit modestement de la pension de réversion de son mari, décédé il y a quelques années. Elle a hérité vers la même époque un « immeuble de rapport » du côté de Charonne. Construit au début du siècle, très mal entretenu par ses propriétaires successifs, il est plutôt délabré et la toiture aurait besoin d'être complètement refaite. Le ravalement devra bien être fait un jour ou l'autre. Ces travaux épouvantent Mme Géraud. Il y a de quoi. Ses quatorze locataires — huit appartements d'un peu plus de cinquante mètres carrés chacun, et six chambres sous les toits — lui versent, *grosso modo*, chaque trimestre, 6 200 francs, car l'immeuble étant encore soumis à la loi de 1948 (loyers réglementés) et classé 3 A, on y vit encore au rythme du « terme ». Sur ce revenu, il lui faut payer la concierge, là depuis toujours, et qui vivote dans une loge sombre et minuscule, régler l'inévitable taxe foncière, et ajouter le reliquat à sa déclaration de revenus.

En gros, il lui reste moins de 7 000 francs par an. Cent quarante mètres carrés de zinc, avec les indispensables échafaudages, le ravalement des souches de cheminées, la réfection des châssis, cela va chercher au bas mot dans les 60 000 à 70 000 francs. « *Et encore*, a prévenu le couvreur, *il faut se méfier des surprises que peut nous réserver la charpente...* » Malgré les subventions et les prêts de l'ANAH (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat), Mme Géraud n'a aucune chance de trouver la somme nécessaire. Quant au ravalement, à 600 francs le mètre carré de façade, il y faut encore moins songer.

Se transformer ou disparaître

*Chacun des locataires de Mme Géraud a, vaille que vaille, et de façon peu orthodoxe, amélioré le confort de son logement en y ajoutant, qui une douche, qui une baignoire, qui un chauffage central au gaz ou un gros radiateur électrique à accumulation. La plupart d'entre eux sont des retraités, des gens modestes que l'on situerait à la frange basse de la « classe moyenne », dont le revenu est sensiblement le même que celui de leur propriétaire. Leur souhait essentiel est qu'on ne bouleverse pas leur univers. La loi de 1948 a pour eux un énorme avantage : elle assure le maintien dans les lieux, quoi qu'il arrive, à tous ceux qui habitent là, légitimement, depuis plus d'un an.

L'immeuble de Mme Géraud, qui est prête à des prodiges d'économies petites et grandes pour sauvegarder son bien, est destiné à être transformé ou à disparaître. Les héritiers de Mme Géraud, devant l'ampleur des réparations à entreprendre, et ne serait-ce que pour payer les droits de succession, vendront par appartements aux occupants de ces logements — les locataires ont le droit de préemption — ou encore à de tout petits « investisseurs » attirés par un prix bien inférieur à celui des appartements modernes et vides en vente dans le quartier.

Si cette solution n'est pas retenue, il y a de fortes chances que l'immeuble intéresse des marchands de biens, prêts à reloger ailleurs les locataires pour rénover le bâtiment et le revendre par appartements. Dernière possibilité : la Mairie de Paris fera jouer ses droits de préemption (puique tout Paris intra-muros constitue une ZIF, zone d'intervention foncière) ; elle confiera à un organisme d'H.L.M. le soin de mener à bien l'opération d'acquisition-réhabilitation, avec signature d'une convention (début des travaux trois mois après, mise aux normes d'habitabilité, loyers d'équilibres, ouverture d'un droit à l'aide personnalisée au logement pour les locataires). Dans l'immeuble de Mme Géraud, un ou deux locataires bénéficieront de l'A.P.L. (Aide personnalisée au logement), deux ou trois pourront sans trop de difficultés payer le nouveau loyer ; quant aux autres, sans toucher aucune A.P.L., le pourcentage de leurs revenus consacré à se loger passera de 5 % à 30 %. L'opération pour eux se traduira par une baisse considérable de leur niveau de vie.

En revanche, il est exact que, dans d'autres quartiers, mieux situés, les privilégiés qui habitent un appartement encore soumis à la loi de 1948 « *bénéficient depuis plus de trente ans d'une rente de situation* ». Tel cinq-pièces, près du Panthéon, avec salle de bains et chambre de service, classé II B, ne coûte à ses locataires que 1 278 F par mois. Agents immobiliers, administrateurs de biens, représentants des propriétaires sont unanimes pour dénoncer l'archaïsme d'une loi qui maintient côte à côte deux marchés, l'un libre, l'autre taxé, et les pouvoirs publics ne cachent pas leur intention de faire sortir le patrimoine ancien du carcan de la loi de 1948. Cela dit, la libération de la sous-catégorie II A, au début de 1976, a provoqué suffisamment de débats pour qu'on ne s'attende guère à une libération des II B, depuis longtemps en projet, avant le milieu de 1981.

Au reste, rien n'est simple dans cette affaire. Il est vrai que, parmi les 52 770 appartements II B que compterait encore la capitale, plus de 60 % sont situés dans les quartiers recherchés : 5e, 6e, 7e, 8e, 15e, 16e, 17e arrondissement. Il est vrai aussi que nombre de ménages aisés ont pu, grâce à la modicité de leurs dépenses de logement, s'acheter et équiper une résidence secondaire, alors que leur propriétaire n'avait pas les moyens d'assurer l'entretien de son immeuble.

Il ne faudrait pas en conclure pourtant que ces appartements étaient toujours en excellent état à l'origine, souvent parce que, bénéficiant de loyers fort bas, les locataires ont englouti des sommes considérables dans l'aménagement de leur logement. En cas de libération des loyers, il faudra trouver un moyen de les dédommager de l'incontestable plus-value qu'ils auront ainsi donnée à l'immeuble, parfois en trois décennies de travaux. Faute de quoi, la révolte gronderait sans aucun doute. Une bonne partie d'entre eux seraient probablement prêts à accepter des augmentations raisonnables dans le temps, mais la suppression du droit au maintien dans les lieux serait sans doute l'effet le plus douloureusement ressenti du passage de ces loyers au marché libre du logement, car l'investissement réalisé dans ces appartements n'est pas seulement financier, il est chargé d'une réelle valeur d'appropriation affective.

Au fur et à mesure que l'on descend dans les catégories et sous-catégories d'immeubles relevant de la loi de 1948, on trouve des appartements de moins en moins confortables, habités par des classes de population aux revenus de plus en plus faibles, que la libération des loyers aura pour effet de chasser de Paris. L'on ne peut guère en effet compter sur la sagesse des propriétaires : les « *engagements de modération* » jusqu'ici pris par leurs représentants avec les pouvoirs publics se sont trop souvent traduits par des excès dont seuls quelques exemples sont portés à la connaissance des commissions d'arbitrage.

Des normes non respectées

D'ailleurs, combien reste-t-il d'appartements soumis à la loi de 1948 ? La mairie de Paris en décompte 413.365 dans les vingt arrondissements. L'INSEE, de son côté, en juin 1978, en dénombrait 259.180. Cette différence s'expliquerait à la fois par la désaffection d'immeubles soumis à rénovation (rasés puis reconstruits) ou à réhabilitation, et par le passage d'appartements de ce type dans le secteur libre. En effet les articles 3 *quater*, 3 *quinquies* et 3 *sexies* de la loi de 1948 permettent au propriétaire, lorsqu'un de ces logements devient vacant, de le louer en bail de six ans à loyer libre à condition que le logement respecte certaines normes d'habitabilité.

En fait, surtout en ce qui concerne les chambres de service, ces normes ne sont que très rarement vraiment respectées, sans que pour autant des contrôles systématiques soient faits, de l'avis des agents immobiliers et des administrateurs de biens : « *Comme on veut supprimer la loi de 1948, on laisse faire...* », nous a dit l'un d'eux.

Il arrive cependant que certaines associations de locataires amènent leurs adhérents, après étude de leur dossier, à exiger le retour à la loi de 1948, lorsque les normes n'ont pas été respectées par le propriétaire. La surprise est alors douloureuse et ne touche pas que des propriétaires aux ressources élevées, mais aussi de ces retraités qui ont investi peu à peu dans l'habitat ancien, qui leur était seul accessible par son prix, dans l'espoir, l'âge venu, de compléter leurs revenus. C'est le cas de M. René Nicolet, qui, à soixante-dix ans, est retraité, après vingt-deux ans passés dans une boutique de marchand de journaux. Il occupe avec sa femme en copropriété un appartement de 35 mètres carrés. Il a acquis, au fil des temps, cinq studios qu'il a donnés à gérer à un administrateur de biens.

Tout s'est passé sans histoire jusqu'au jour où un de ses locataires occupant un deux-pièces de 28 mètres carrés dans le 18e arrondissement, pour la somme de 750 F, s'est avisé que, contrairement à la norme, la plus grande de ses deux pièces ne mesurait pas 9 mètres carrés, mais seulement 8,55 mètres carrés. Le locataire a demandé le retour à la « surface corrigée » de la loi de 1948, ce qui a ramené le loyer mensuel à 180 F. C'était en 1978. Depuis, le locataire a accepté un loyer de 450 F. Des démarches de ce type ont tendance à se multiplier. Il semble à la vérité que l'attachement à une application stricte de la loi de 1948 se veuille une réponse à la hausse folle des loyers parisiens, qui ne connaît aucun frein juridique ni légal.

Que conclure, sinon que la disparition de la réglementation de 1948, pour désuète et inadaptée qu'elle soit, aura certes pour effet d'accélérer l'amélioration de l'habitat parisien, mais aussi de chasser de la capitale les vieux, les familles disposant de faibles revenus, et même certains ménages appartenant aux classes moyennes, qui ne pourront accepter une trop forte diminution de leur niveau de vie.

Prochain article :

Le SAGA des H.L.M.

Un parc mal connu

Les statistiques sur le parc de logements de Paris intra-muros sont très incertaines. Selon les sources, le nombre réel d'appartements varie de 1 109 000 à 1 148 000. Selon l'enquête statistique de l'INSEE de 1978, on comptait à cette date 1 121 691 ménages, dont 24,8 % étaient propriétaires de leur logement ou en cours d'accession à la propriété (contre 46,7 % dans la France entière). Le tiers environ du total des logements sont sous le régime de la copropriété. Environ 90 000 logements seraient donc la propriété d'acquéreurs qui ne les habitent pas personnellement, mais les louent à autrui. Si l'on décompte les logements sociaux, les logements de fonction, il reste environ 325 000 logements à loyer libre dont près de 40 % ont été construits après 1948.

Le parc des logements anciens encore soumis à la loi de 1948 est encore moins saisissable : il est de 413 000 logements selon la mairie de Paris. Mais, selon l'INSEE, il n'est plus que de 259 000 logements..., soit par désaffection, soit par libération des loyers à l'occasion d'une vacance ou d'un changement de locataire.

Les trois quarts du parc de logements parisiens datent d'avant 1948, et 35 % d'entre eux sont jugés « inconfortables ». Un cinquième des logements n'ont ni W.-C., ni douche, ni baignoire.

Enfin, on a mis en chantier dans Paris, dans des immeubles à loyer libre ou destinés à la vente en copropriété, 8 490 logements en 1977, 3 815 en 1978 et 395 en 1979.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	701 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	254 F	436 F	615 F	800 F
II. — SUISSE - TUNISIE	324 F	578 F	822 F	1 069 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

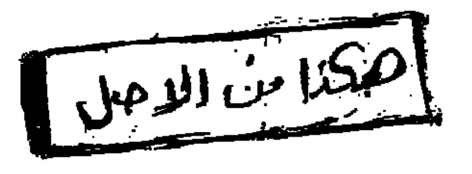
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.





MONNAIES

Le gouverneur de la Banque de France estime nécessaire le maintien de l'encadrement du crédit

M. Renaud de la Genière, gouverneur de la Banque de France, a fait, lundi 26 janvier, une communication devant l'Académie des sciences morales et politiques. Il a, notamment, déclaré que, sous peine de perdre le contrôle de la masse monétaire, les autorités responsables devront *maintenir l'encadrement du crédit* (en vigueur depuis 1972) pendant une période qu'il estime encore assez longue. Pour lever cette mesure, deux conditions seraient nécessaires selon lui : le taux d'inflation devrait être réduit et le système bancaire devrait être suffisamment « décloisonné » afin de permettre au marché monétaire de jouer son rôle régulateur sur un volume suffisant de crédits.

M. de la Genière a qualifié la politique monétaire de la France à la fois de « quantitativiste » — elle se fixe un objectif de croissance de la masse monétaire, — de « pluraliste » — en dehors de ce premier objectif, elle s'en fixe encore deux autres (un certain niveau de taux d'intérêt et une stabilisation des taux de change) — et, enfin, de « gradualiste ».

A propos de ce dernier terme, le gouverneur a déclaré que *« la lutte contre l'inflation ne peut être que permanente, de même qu'est permanente la tentation de l'inflation »*.

Interrogé sur le point de savoir si des progrès avaient été accomplis pour réduire l'importance des circuits privilégiés (à travers lesquels des crédits à des conditions avantageuses par rapport au marché sont accordés), M. de la Genière a reconnu qu'ils avaient été extrêmement modestes. — P. F.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —		Rep. + ou Dép. —	
$ E.-U.	4,7450	4,7475	— 365	— 325	— 610	— 560	—1165	—1035
$ can.	3,9860	3,9930	— 270	— 225	— 470	— 410	— 785	— 640
Yen (100).	2,3400	2,3460	+ 45	+ 77	+ 90	+ 145	+ 370	+ 470
DM	2,3050	2,3085	+ 20	+ 40	+ 45	+ 85	+ 290	+ 370
Florin	2,1220	2,1260	+ 12	+ 40	+ 43	+ 78	+ 230	+ 310
F.B. (100).	14,3600	14,3850	— 190	— 10	— 285	— 20	— 130	+ 470
F.S.	2,5490	2,5540	+ 80	+ 110	+ 190	+ 230	+ 700	+ 800
L. (1 000).	4,8480	4,8560	— 225	— 135	— 455	— 345	—1295	—1045
£	11,4700	11,4850	— 400	— 280	— 700	— 525	— 800	— 420

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	8 11/16	9 1/16	9	9 1/4	9 1/16	9 7/16	9 1/16	9 7/16
$ E.-U.	18 1/2	18 7/8	19 1/2	19 7/8	18 3/8	18 3/4	17 1/8	17 1/2
Florin	8 3/4	9 1/2	8 7/8	9 1/2	9	9 5/8	9 1/4	9 7/8
F.B. (100).	10 3/4	12 1/4	11 5/8	12 3/8	11 7/8	12 5/8	12 1/4	13
F.S.	2 3/8	2 7/8	5 11/16	6 1/16	5 3/4	6 1/8	5 15/16	6 5/16
L. (1 000).	14	16	15 3/4	17 1/4	16 1/4	17 3/4	17 1/2	19 1/4
£	14 3/8	15 1/8	14 1/8	14 3/4	14 1/8	14 3/4	13 5/16	13 15/16
Fr. franç.	10 1/2	10 5/8	10 3/8	10 5/8	10 3/4	11	11 7/8	12 1/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

La flambée du dollar

(Suite de la première page.)

Le temps n'est pourtant pas tellement éloigné où le dollar, en baisse continue, « brûlait les doigts », au point que les producteurs de pétrole réclamaient une minoration du poids de cette monnaie dans le mode de calcul du *prix du brut* au profit des monnaies « fortes » comme le deutschemark, le franc suisse, le franc français, etc.

Aujourd'hui, c'est le deutschemark qui brûle les doigts, ce qui *oblige les Banques centrales*, aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne et en France à le soutenir.

Certes, l'extraordinaire tension des taux d'intérêt aux Etats-Unis a joué, au départ, un rôle essentiel dans cette montée rapide du dollar. Déjà, au printemps dernier, une première poussée des taux américains (de 11 % à 20 %) avait hissé de 4,03 F à 4,56 F à Paris et de 1,74 DM à 1,96 DM à Francfort les cours de la monnaie américaine qui, en juillet, revenaient à leur point de départ, en même temps que les taux d'intérêt en question.

A la fin de l'année, le processus est le même, les taux flambent, le dollar aussi et, le 15 décembre, la « barre » monte plus haut : 4,65 F à Paris et 2,02 DM à Francfort. C'est que la rémunération offerte sur les marchés du dollar et de l'eurodollar est presque double de ce que les prêteurs peuvent obtenir ailleurs, sur le marché ouest-allemand : 17 % à 20 % contre 9 % à 10 %.

Cette fois, le phénomène sera plus durable, pensent les milieux financiers, car les autorités monétaires des Etats-Unis, voulant avoir raison de l'inflation, ne laisseront baisser les taux que lentement. Donc, à terme, le dollar baissera à nouveau également, pensent ces mêmes milieux financiers. *Mais leur opinion est en train de changer*, en même temps que l'idée qu'ils se font des Etats-Unis.

On ne le dira jamais assez, la psychologie est reine en matière de changes. Les opérateurs spéculent (au sens strict du terme), anticipent sur les intentions des dirigeants d'un pays et sur l'évolution future de sa monnaie, de *son économie, de ses prix*. Or, la situation des Etats-Unis pourrait bien être en train de se *modifier* profondément à la suite des « chocs » pétroliers successifs. Tout d'abord, non seulement le déficit de leur balance commerciale diminue (25 milliards de dollars en 1980) du fait de la crise qui réduit la croissance des importations, mais leur balance des paiements, lourdement déficitaire en 1977 et en 1978, équilibrée en 1979, est devenue excédentaire de 5 milliards de dollars en 1980, et le sera probablement, de 10 à 20 milliards de dollars en 1981 *grâce à un excédent croissant* (plus de 30 milliards de dollars) de la balance des biens et des services : cette amélioration provient, notamment, des revenus procurés par les investissements massifs effectués précédemment à l'étranger.

Ensuite, la hausse du prix du pétrole favorise plus que jamais les nations qui ont une production nationale en la matière : c'est le cas des Etats-Unis et également de la Grande-Bretagne, dont les monnaies deviennent des « pétro-monnaies ».

Enfin, et ce n'est pas là le facteur le *moins* important, les milieux financiers internationaux ont l'impression que le nouveau gouvernement des Etats-Unis, en plein accord avec les autorités monétaires, a enfin décidé de s'attaquer à l'une des sources principales de l'inflation, le déficit budgétaire. Même si la tâche doit être longue et difficile, on commence à croire, dans le monde entier, que le président Reagan est de taille à la remplir.

Les conséquences de ce changement d'opinion sont incalculables. Un dollar à nouveau recherché, c'est une Amérique plus puissante, et une Europe affaiblie pour un certain temps. Pour notre continent, les effets pervers de la dévaluation des monnaies du système monétaire européen, 20 % *en six mois, vont se traduire dans* un premier temps par une hausse de coût des importations, et notamment du pétrole, ce qui va aggraver les déboires de l'Allemagne fédérale par exemple, dont le retard en matière d'énergie nucléaire impressionne défavorablement les opérateurs, sans compter le risque d'un dérapage des prix intérieurs.

Cette évolution en profondeur joue son rôle dans la chute des cours de l'or. La meilleure preuve en est le retentissement donné aux propos tenus la semaine dernière par M. Reagan : selon lui, le prix de l'or *« allait piquer du nez »*, ce qui le satisferait grandement, car cela contribuerait au ralentissement de l'inflation. Certes, toutes les conditions *sont réunies pour* une baisse sensible du prix de l'or : les taux d'intérêt élevés rendent très coûteux le financement des achats spéculatifs de métal, le retour des otages américains en Iran a fait disparaître un des points de tension du globe et la situation ne s'est pas aggravée en Pologne. En outre, de nombreux experts estimaient, en début d'année, que le cours de l'once de 31,1 g, retombé de 850 dollars en janvier 1980 à environ 600 dollars à la fin de cette année, après une remontée temporaire à 700 dollars, était « mûr » pour un fléchissement en dessous de 500 dollars. Mais, là encore, il semble que l'« effet Reagan » ait joué, et que dans les prochains mois, sauf incident, le mouvement de bascule entre le dollar et l'or *se poursuive ou se maintienne*.

FRANÇOIS RENARD.







AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

Dans le cadre de la politique définie par M. Didier Pineau-Valencienne, vice-président-directeur général de Schneider S.A., tendant à ouvrir plus largement les conseils des grandes sociétés du groupe Empain-Schneider à des personnalités extérieures, M. Pierre Pagezy, président-directeur général de la Banque de l'union européenne, envisage de proposer la transformation de la Banque de l'union européenne en société à directoire et conseil de surveillance.

Sous réserve des décisions d'une assemblée générale extraordinaire et de l'accord des autorités de tutelle, cette transformation interviendrait dans le courant du premier semestre 1981.

La présidence du conseil de surveillance sera confiée à M. René Larre, inspecteur général des finances, directeur général de la Banque des règlements internationaux, et la présidence du directoire à M. Pierre Pagezy.

VALEO

Afin de poursuivre sa politique de diversification vers des activités de composants industrialisés pour le bâtiment, Valeo a constitué avec Lambert frères et compagnie et Séchaud et Bossuyt, leur filiale commune, des groupes de travail pour l'habitat.

Cette collaboration s'accompagne d'une prise de participation minoritaire de Valeo dans le capital de Lambert frères et compagnie et de la nomination d'un représentant de Valeo au conseil d'administration de Lambert frères et compagnie.

SILIC

Le montant total des loyers hors taxes de l'exercice 1980 s'établit à 67 007 000 francs, contre 60 266 000 francs pour l'exercice 1979 (+11,2 %). L'exercice 1981 devrait connaître une progression du même ordre, et d'ores et déjà le bordereau des loyers émis le 1er janvier 1981 au titre du premier trimestre 1981 s'élève à 18 073 000 francs, contre 15 847 000 francs pour le bordereau du 1er janvier 1980. Cette augmentation sensible résulte à la fois de l'indexation des loyers et de l'amélioration du taux moyen d'occupation qui dépasse 98 % au 1er janvier 1981. Les résultats de l'exercice 1980 devraient atteindre 23 500 000 francs, en augmentation de 13 % sur 1979. Sauf événement actuellement imprévisible cette tendance devrait se confirmer en 1981.

LES MARCHÉS FINANCIERS

Paris
27 janvier

Chute des emprunts indexés

La séance de mardi a été dominée par la baisse sensible de l'or et des emprunts indexés sur le métal jaune. Les valeurs à revenu variable ont continué, certes, à perdre du terrain, mais à un rythme moins élevé que les jours précédents. L'indicateur de tendance termine en recul d'environ 0,2 %.

A l'unisson des marchés internationaux, l'or s'est brusquement replié à Paris. La cotation du napoléon et du lingot a dû même être un moment réservée. La pièce de 20 francs perd finalement près de 90 francs à 819,50 francs et le kilo 3.955 francs à 84.995 francs. Les emprunts indexés sont également très malmenés. L'emprunt 4,5 % perd plus de 5 %. Quant au « 7 % », il chute de 825 francs à 7.130 francs. La cotation de ce dernier emprunt a dû être retardée en raison de l'afflux des ordres de vente. Les opérateurs craignent de plus en plus que l'emprunt mis sur pied par M. Giscard d'Estaing, lorsqu'il était ministre des finances, ne devienne un enjeu électoral.

Malgré tout ce remue-ménage, on constate sur le marché des actions quelques hausses notables. Ainsi Simco gagne 3,7 %, Galeries Lafayette 4 %, Mihelin 3,1 %, Redoute 2,6 %, Institut Mérieux 2,5 %, Olida 2,3 %, Revillon 1,5 %. Les mines d'or sont fermées.

Les écarts les plus importants à la baisse, sont enregistrés sur Pétroles BP (– 10,2 %), Mumm (– 7,1 %), Imetal (– 6,1 %), Crouset (–5,3 %), Signaux (– 4,1 %), Chargeurs (– 3,6 %). Hachette revient à 346 F (– 4,1 %).

VIE DES SOCIÉTÉS

DE BEERS et le groupe Anglo-American viennent d'acquérir 75 000 nouvelles actions de Consolidated Gold Fields. Ils portent ainsi leur participation dans le capital de cette société à 29,9 %.

ROLLS-ROYCE enregistre pour l'exercice 1980 une nouvelle perte. Elle se monte à 30 millions de livres (contre 61 millions en 1979). Les ventes ont augmenté de plus de 50 %. La société prévoit un retour à l'équilibre pour l'exercice 1981.

AMERICAN EXPRESS. – Au cours de l'exercice 1980, la société a réalisé un bénéfice net de 376 millions de dollars (soit 5,27 dollars par action), contre 345 millions de dollars (soit 4,83 dollars par action). Le chiffre d'affaires s'élève, quant à lui, à 5,5 milliards de dollars (contre 4,7 milliards de dollars).

STANDARD OIL OF INDIANA enregistre pour l'exercice 1980 un bénéfice net de 1,92 milliard de dollars (soit 6,54 dollars par action), contre 1,51 milliard de dollars. Le chiffre d'affaires passe de 20,2 à 27,8 milliards de dollars.

UNION CARBIDE. – L'exercice 1980 s'est soldé par un bénéfice net de 672,5 millions de dollars (soit 10,08 dollars par action), contre 671,1 millions de dollars.

CONTROL DATA. – Malgré l'annonce d'un résultat annuel en hausse (150 millions contre 124,2 millions de dollars), le titre perd lundi à Wall-Street 1 1/8 à 64.

MONSANTO. – Baisse sensible des résultats de l'exercice 1980 : le bénéfice net se monte à 255,4 millions de dollars (soit 7,03 dollars par action), contre 331 millions. Le chiffre d'affaires passe, quand à lui, de 6,19 à 6,57 milliards de dollars.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc.1980)

	23 janv.	26 janv.
Valeurs françaises	94,8	93,9
Valeurs étrangères	98,8	98,8

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général 104,9 104

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 27 janv. 10 3/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	26/1	27/1
1 dollar (en yens)	202,15	203,80

NEW-YORK
Nouvelle baisse

Le mouvement de baisse s'est ralenti à Wall-Street lundi, l'indice Dow Jones, après avoir perdu en cours de séance 5 points, termine finalement à 938,91 (– 1,28 point).

Les perspectives d'évolution des taux d'intérêt sont toujours aussi incertaines bien qu'on constate une légère détente sur les taux à court terme. Les rendements des bons du Trésor à trois mois passent de 15,595 à 15,199 %. Autre signe : la South-West Bank of Saint-Louis, une banque régionale qui, dans le passé, s'est distinguée en donnant le signal de la baisse des taux, a porté son « taux de base » à 19 %. Les grandes banques maintiennent cependant leurs taux de référence à 20 %, ce qui incline à beaucoup de prudence.

Dans ce contexte, les investisseurs ne sortent pas de leur réserve, et le volume des transactions s'est encore contracté par rapport à celui du vendredi précédent (35,38 contre 37,22 millions de titres).

Les secteurs les plus touchés ont été ceux du pétrole et des métaux précieux. Ainsi Mobil perd 3/4 à 77 1/8, Standard Oil of California 2 à 93 5/8, Cities Services 2 3/8 à 47 1/4. Atlantic Richfield, en revanche, dont le dividende est porté de 0,475 à 0,55 dollar par action, gagne 1/8 à 93 5/8.

Les secteurs de l'informatique, de la pharmacie et de l'agro-alimentaire sont fermes. Merck, l'une des valeurs les plus actives de la séance, gagne 1 1/2 à 83 1/2. Consolidated Foods, qui a fait l'objet d'un important échange par « bloc », ne bouge pas.

VALEURS	Cours 23 janv.	Cours 26 janv.
Alcoa	62	61 1/4
A.T.T.	49 7/8	50 7/8
Boeing	40 1/8	40 3/8
Chase Manhattan Bank	43 3/4	44 1/4
Du Pont de Nemours	41 1/4	40 3/4
Eastman Kodak	69 1/2	70 3/8
Exxon	76 1/4	78 1/4
Ford	19	19 1/8
General Electric	60 5/8	62
General Foods	30 7/8	31
General Motors	45 1/4	44 1/4
Goodyear	17 1/4	17 1/2
I.B.M.	65	65 1/4
I.T.T.	29 1/4	29
Kennecott	27 5/8	26 1/2
Mobil Oil	77 7/8	77 1/8
Pfizer	49 1/4	51 1/4
Schlumberger	110 1/4	112 1/4
Texaco	44	42 3/8
U.A.L. Inc.	19	19 3/4
Union Carbide	53 1/4	53 1/8
U.S. Steel	24	23 3/4
Westinghouse	27 1/4	27 1/2
Xerox Corp.	56 1/2	56

BOURSE DE PARIS - 27 JANVIER - COMPTANT

SICAV

26/1	Émission Frais inclus	Rachat net
1re catégorie	9900 34	9451 40
Actions France	154 39	147 39
Actions sélectives	201 73	192 58
Aedificandi	244 76	233 66
A.G.F. 5000	191 46	182 77
Agfimo	306 82	292 91
Altefi	151 28	144 42
A.L.T.O.	179 47	171 33
Amérique Gestion	270 93	258 07
Bourse-Investiss.	194 43	185 61
C.I.P.	571 14	545 24
Convertimo	175 61	167 65
Cortexa	614 35	586 49
[...]		
Paribas Gestion	291 10	277 90
Pierre Investiss.	303 21	289 46
Rothschild Expans.	457 68	436 91
Sécur. Mobilière	340 07	324 65
Sélec. Mobil. Div.	225 73	215 49
S.P.I. Privinter	158 38	151 20
Sélection-Rendem.	142 09	135 65
Sélect. Val. Franç.	156 91	149 79
S.F.I. fr. et étr.	261 81	249 94
Scavinvest	380 07	362 84
Sicav 5000	147 90	141 19
S.I. Est	621 32	593 15
Sivafrance	241 38	230 43
Silorn	175 77	167 80
Sivarente	166 25	158 71
Siviator	183 08	174 78
S.I.G.	439 85	419 42
S.N.I.	671 10	640 67
Sogepargne	269 64	257 41
Sogevar	515 36	491 98
Soginco *	.....	.....
Soginter	586 77	560 16
Soleil Investiss.	299 37	285 79
U.A.P. Investiss.	199 20	190 17
Unifrance	178 12	170 04
Unifoncier	457 73	436 97
Unigestion	349 54	333 69
Uni-Hoche (Vern.)	.....	.....
Uni-Japon	485 08	463 08
Uni-M.T. (Vernes)	.....	.....
Uni-Obl. (Vernes)	.....	.....
Uniprem. (Vern.)	.....	.....
Unirente	1251 25	1210 11
Unisic (Vernes)	.....	.....
Valorem	235 55	224 87
Worms Investiss.	400 26	382 11

* Absorbé par Soginter.

HORS-COTE

Compartiment spécial

Entrepose	155	155
Intertechnique	1030	1030
Sicomer	179	179
Solibus	216	226
Rodamco	237 70	238 90

Autres valeurs hors cote

Alsar	131 50	....
Cellulose du Pin	32	34 90
Coparex	660	650
Vins Industries	13	....
La Mure	85	....
Métallurgique Minière	142	144
Océanic	26 60	14 90 o
Pétrofigaz	439	....
Prosuptor	285	....
Sabl. Morillon Corv.	120	....
Total C.F.N.	90	....
Ufinex	230	....
Voyer S.A.	2 10	2 o
Rorento NV	251 10	252 60

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

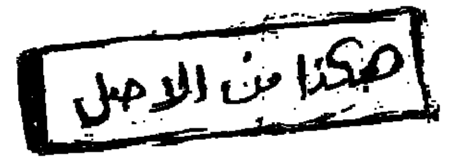
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 27/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	4 728	4 747	4 600	4 820
Allemagne (100 DM)	230 870	230 700	225	237
Belgique (100 F)	14 392	14 368	13 950	14 650
Pays Bas (100 fl.)	212 710	212 490	206	217
Danemark (100 krd)	75 110	74 890	72 500	77 500
Norvège (100 k)	89	88 610	86	91
Grande-Bretagne (£ 1)	11 386	11 484	11 050	11 800
Grèce (100 drachmes)	9 835	9 845	....	....
Italie (1 000 lires)	4 863	4 850	4 650	5
Suisse (100 fr.)	255 570	254 980	248	261
Suède (100 krs)	105 100	104 950	101 500	107
Autriche (100 sch)	32 580	32 540	32 900	33 600
Espagne (100 pes.)	5 826	5 815	5 500	5 900
Portugal (100 esc.)	8 665	8 690	7 600	8 500
Canada ($ can 1)	3 980	3 988	3 820	4 050
Japon (100 yens)	2 329	2 342	2 220	2 340

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27/1
Or fin (kilo en barre)	88000	82500
Or fin (en lingot)	88950	84995
Pièce française (20 fr)	909	819 50
Pièce française (10 fr)	491	479
Pièce suisse (20 fr)	625 50	596
Pièce latine (20 fr)	620	585 10
Souverain	790 10	710
Pièce de 20 dollars	3360	3202
Pièce de 10 dollars	1880	1500
Pièce de 5 dollars	898 50	• ...
Pièce de 50 pesos	3699	3401
Pièce de 10 florins	627	565



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *Un éleveur inculpé dans la Mayenne.* — M. Dominique Froger, l'agriculteur de Ravigny (Mayenne) chez qui les services vétérinaires avaient découvert des cadavres de bovins, a été inculpé lundi 26 janvier par le juge d'instruction de Laval de mauvais traitements à animaux et d'infraction à la réglementation sur l'équarrissage (*le Monde* du 7 janvier).

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

M. Debré : les voyants sont durablement au rouge

Estimant que *« la campagne présidentielle prend un nouveau tournant »*, M. Michel Debré a convoqué impromptu, mardi matin 27 janvier, une conférence de presse, au cours de laquelle il a notamment déclaré : *« A l'intérieur, les voyants économiques et sociaux de la santé nationale sont durablement au rouge. A l'extérieur, la situation n'est pas moins préoccupante, puisque le rêve européen, le rêve de l'Union occidentale et le rêve de la détente sont brisés. »*

Le candidat à la présidence de la République, qui voulait fournir un ultime effort pour dissuader M. Chirac de se présenter, a proposé une *« stratégie économique nationale à long terme »* dont le premier moyen doit être *« le freinage et la limitation de l'indexation généralisée et aveugle de tous les revenus »*. Le deuxième moyen doit être *« la révision des dépenses publiques et des dépenses sociales »*. Il a demandé *« la suppression de l'impôt sur le revenu des contribuables modestes ayant payé une somme inférieure, par exemple, à 5 000 francs en 1980 »*. Il estime que *« la vingtaine de milliards que représente cette mesure sera amplement payée par l'adhésion à la ferme politique de limitation dans la croissance indexée des revenus »*.

A propos de la sécurité du pays, M. Debré a réclamé la construction de dix sous-marins nucléaires lance-engins et le renouvellement des bombardiers.

Sur le plan diplomatique, il a demandé que le pays cesse d'être « sur la défensive », et souhaité une révision de la construction européenne, fondée sur l'autorité indiscutée du conseil des ministres européens.

Avant l'intervention télévisée du chef de l'État

LE P.S. PROTESTE CONTRE L'ATTITUDE DES « MÉDIAS OFFICIELS »

M. Giscard d'Estaing devait intervenir mardi 27 janvier, à 20 heures, sur Antenne 2, à l'occasion de la septième émission de la série « Une heure avec le président de la République ».

Avant cette émission et au lendemain du congrès extraordinaire du parti socialiste, M. Laurent Fabius, membre du secrétariat national de cette formation, a rendu publique une déclaration dans laquelle il estime que *« la façon dont certains médias officiels »* ont rendu compte des assises de son parti et du meeting qui a suivi *« n'est pas admissible »*. Il affirme *« la désignation de François Mitterrand a été le plus souvent l'occasion d'attaques contre sa candidature sans qu'il soit fait une place équilibrée à ses interventions, aux idées exposées et au manifeste du P.S. »*. M. Fabius ajoute : *« Au moment même où Valéry Giscard d'Estaing, candidat-président, fait bousculer les programmes et s'offre royalement une heure d'antenne sur le sujet qu'il choisit et sans réel droit de réponse, le parti socialiste proteste contre de telles pratiques qui portent atteinte à la démocratie. »*

M. MARCHAIS EST REÇU PAR LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

M. Christian Bonnet devait recevoir, mardi 27 janvier, à 17 h. 30, une délégation du P.C.F. conduite par M. Georges Marchais. L'entretien devait porter sur les annulations d'inscriptions sur les listes électorales dans les municipalités communistes.

Au parti communiste, on souligne que cette entrevue a pour objectif de *« demander des comptes au ministre sur sa volonté systématique d'empêcher des électeurs, des citoyens, d'accomplir leur devoir électoral »*.

M. JOSPIN : Nous ne proposons pas un bouleversement

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., a souligné mardi *27 janvier au micro de TF 1* que l'abandon, par M. Mitterrand, de ses fonctions à la tête du P.S. signifie que celui-ci est désormais *« plus que le candidat socialiste ». Il lui faut rassembler l'ensemble du peuple de gauche et attirer vers nos propositions (...) des hommes et des femmes qui ne peuvent trouver leur place dans la société telle qu'elle est »*, a ajouté M. Jospin.

Interrogé sur le degré de bouleversement que les socialistes souhaitent introduire dans la société si leur candidat l'emporte au scrutin présidentiel, M. Jospin a rappelé quelques vues des réformes mises en avant par le P.S. : *« Nous avons l'intention de remettre en cause un certain nombre de choses dangereuses, nous changerons cette société-là (...). Mais elle restera une société de liberté, une société où les institutions démocratiques retrouveront toute leur place. Ce ne sera donc pas un bouleversement fondamental pour les Français. »*

● *M. Michel Pinton*, délégué général de l'U.D.F. écrit mardi 27 janvier dans l'éditorial de la lettre d'information de son parti, *U.D.F. 1* : *« François Mitterrand est devenu samedi, pour la troisième fois en seize ans, candidat à l'élection présidentielle. (...) Je ne marchanderai pas l'admiration qu'il convient de porter à cet extraordinaire maître en ténacité, patience et ruse. »* (...) Après avoir qualifié M. Mitterrand de « vieux renard », M. Pinton souligne ensuite que le candidat du P.S. est, selon lui, *« l'homme d'un parti »*. Il stigmatise enfin *« l'incohérence, la confusion et le flou des proposition du P.S. »* et affirme : *« L'ambiguïté est nécessaire au candidat Mitterrand [qui] sait bien qu'il n'a de chance d'être élu que par accident. »*

M. CHARLES PASQUA : le chef de l'État peut encore rendre un service à la France en ne se représentant pas.

M. Charles Pasqua, sénateur R.P.R. des Hauts-de-Seine, ancien conseiller à l'animation du mouvement gaulliste, estime dans une interview accordée au *Quotidien de Paris* du mardi 27 janvier :

« Giscard a échoué économiquement, échoué internationalement, sans réussir non plus sur le plan des relations avec les Français. Il peut encore rendre un service à la France : celui de ne pas se représenter. Car tous ceux qui n'ont d'autre envie que de le faire battre sont prêts à passer dans le camp de Mitterrand, ce qui va arriver si on se retrouve devant la rediffusion en noir et blanc du spectacle de 1974. Or les Français ne veulent pas de changement de société. (...) Mitterrand ne pourrait être élu que par hasard, si dans le camp de la liberté ne se présentait pas une sérieuse solution d'alternance. »

M. Pasqua déclare également : *« Michel Debré est certainement un homme d'Etat, mais il ne peut incarner le renouveau ni l'espérance : son moment est passé. Si Chirac est candidat, je ne crois pas qu'il puisse se maintenir. Parce que je sais que Michel Debré est capable de faire passer l'intérêt national avant toute chose. »*

NOUVEAUX ASSOCIÉS ÉTRANGERS A L'ACADÉMIE DES SCIENCES

L'Académie des sciences a élu, lundi 26 janvier, trois nouveaux membres étrangers associés, dans sa section de mathématiques. Il s'agit de MM. Armand Borel, Suisse, *professeur à l'Institute for Advanced Study de Princeton* ; Heisuke Hironaka, Japonais, *médaille Fields 1970, professeur à* l'université de Kyoto ; Hassler Whitney, Américain, ancien *professeur à l'Institute for Advanced Study*.

Lors de la séance précédente, avaient été élus trois associés étrangers dans la section biologie cellulaire et moléculaire : MM. Paul Berg, Américain, professeur à l'université Stanford, prix Nobel de chimie 1980 ; Niels Jerne, Danois, fondateur et directeur de l'Institut d'immunologie de Bâle, et Roger Stagnier, Canadien, directeur du service de physiologie microbienne de l'Institut Pasteur à Paris.

En Belgique

LE NOMBRE DES MÉDECINS A DOUBLÉ EN VINGT ANS

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Le nombre des médecins a doublé en vingt ans, et la Belgique connaît une surconsommation médicale, révèle le rapport annuel du ministère de la santé publique. Il y avait 11 703 médecins en 1960 et ils étaient 23 415 au début de 1980, soit 23,76 pour 10 000 habitants, un des pourcentages les plus élevés du monde.

La répartition géographique est la suivante : 10 893 médecins en Flandre, 8 023 en Wallonie et 4 499 à Bruxelles.

Dans le pays, qui compte dix millions d'habitants, il y a 500 hôpitaux et cliniques, au total 90 000 lits. En outre, dans les 74 institutions psychiatriques il y a 24 637 lits. Il y a aussi 107 institutions gériatriques avec 10 000 lits et 9 sanatoriums avec 808 lits. — P. de V.

Le numéro du « Monde » daté 27 janvier 1981 a été tiré à 593 117 exemplaires.

AU RALLYE AUTOMOBILE DE MONTE-CARLO

Les malheurs de Mikkola et de son Audi

De notre envoyé spécial

Monte-Carlo. — Le Finlandais Hannu Mikkola et son Audi Quattro à quatre roues motrices, turbocompressée, en tête *du rallye de Monte-Carlo* depuis le parcours de classement, ont connu beaucoup d'ennuis au cours de la nuit du 26 au 27 janvier dans le parcours commun Monaco - Vals-les-Bains - Monaco (1.800 kilomètres ; dix-huit épreuves spéciales). De pourchassé, Mikkola *est devenu poursuivant* avec 11 min. 35 sec. de handicap sur le nouveau leader Jean-Luc Thérier (Porsche 911 SC). C'est dans la onzième épreuve spéciale, la cinquième du parcours commun, que Mikkola a heurté le parapet d'un pont avec assez de force pour fausser le train *avant gauche de son Audi*.

Mikkola n'a pas cherché de mauvaises excuses : *« Mon pied a tout simplement glissé sur la pédale de frein et la voiture est allée tout droit. »* Ce que Mikkola ne dit pas, c'est que le turbo invite les pilotes à toujours garder un régime moteur *élevé pour précisément bénéficier* à tout moment de la suralimentation, et que, dans ces conditions, le freinage est souvent acrobatique. Il a laissé la *roue* avant gauche de l'Audi *sur* le pont et a rejoint l'arrivée de l'épreuve chronométrée sur le disque de frein en laissant *sur un kilomètre la moitié de son* train, arraché par les frottements.

A l'assistance, toute l'équipe de mécaniciens a sauté sur la voiture pour la réparer. Le jour se levait sur la Drôme lorsque l'Audi, refaite à neuf, est repartie à fond pour essayer d'éviter une pénalisation sur le *secteur* de liaison. Efforts vains : *il écopait* de 4 minutes de pénalisation routière. Mikkola était alors *pointé à 11 min. 35 sec. de Thérier* qui précédait Guy Fréquelin (Talbot Lotus) de 1 min. 2 sec. et les deux Renault turbo de Ragnotti et de Saby de respectivement 1 min 25 sec. et 2 min. 45 sec.

Avant son accident, Mikkola avait déjà été ralenti dès la première *épreuve spéciale du parcours commun*, dans le col de Turini, par la rupture d'une courroie d'alternateur. Privé de son éclairage puissant, il avait été contraint de rouler en feux de croisement, perdant 1 min. 27 sec. sur Thérier. Son avance avait fondu. Dans les deux épreuves suivantes, Bruno Saby (R-5 turbo) réalisait les meilleurs temps, mais sur route sèche, où l'on attendait l'Audi pour estimer son *potentiel sur* ce type de terrain : Mikkola n'était devancé que de quelques secondes (13 sec. et 3 sec.).

La preuve était faite que l'Audi *était polyvalente* et *que* ses quatre roues motrices s'accommodaient fort bien du goudron, même si elle n'était certes pas aussi « performante » que sur la neige ou le verglas. Le rallye de Monte-Carlo semblait taillé sur mesures pour l'Audi. Rien ne dit cependant que les *11 min. 35 sec. de retard condamnent* vraiment la voiture vedette. Il reste encore vingt et une épreuves spéciales avant l'arrivée en Principauté, vendredi 30 janvier. Mikkola est à l'écoute de la météo : pourvu qu'il neige.

FRANÇOIS JANIN.

● *Les journées internationales « Contacts Europe - Caraïbes »*, organisées par les chambres de commerce de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane, avec l'appui du gouvernement et de la Commission des Communautés européennes, auront lieu du 23 au 26 février au centre des arts et de la culture de Pointe-à-Pitre.

● *Le vaisseau de transport automatique Progress-12 s'est amarré, lundi 26 janvier*, à la station orbitale *soviétique* Saliout-6. Progress-12, qui a *été lancé* à la *fin de la semaine* dernière, est porteur de différents fluides (gaz, combustibles, etc.), *ainsi que de matériels nécessaires* au fonctionnement de la station. Il y a tout lieu de croire, après le *succès de cette opération*, qu'un équipage rejoindra prochainement en orbite le train spatial formé *par Saliout-6 et* Progress-12.

● *SAS a du mal à payer ses avions.* — La compagnie aérienne interscandinave Scandinavian Airlines System (SAS) se trouve dans l'impossibilité de payer le B-747 qu'elle avait commandé à la firme Boeing, et qui devait lui être livré à la mi-janvier. SAS ne dispose pas, en effet, des quelque 400 millions de couronnes (300 millions de francs) qui auraient dû lui permettre d'honorer ce contrat.

Ses responsables avaient espéré : procurer cette somme sans difficulté en vendant deux autres 747 en service depuis 1971 et 1972. Mais les deux appareils, en vente depuis un an, n'ont trouvé aucun preneur sur un marché de l'occasion difficile, car sursaturé d'avions souvent gros consommateurs d'énergie.

SAS pourra cependant exploiter le nouvel appareil, qui sera loué pour une période de dix-huit ans à la société Boeing, ce qui lui revient donc dans l'immédiat beaucoup moins cher. — *(Corresp.)*